



**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**AOUT SEPTEMBRE OCTOBRE 2022**

**N°215**

**TOME II**



**SOMMAIRE**  
**RAA DES MOIS AOUT – SEPTEMBRE - OCTOBRE 2022**  
**N°215**  
**TOME II**

<b>TOME II</b>	<b>PAGES</b>
<b>PARTIE 2 : DECISIONS</b> ( <i>Conseil du 4 octobre 2022</i> )	<b>2</b>
<b>PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES</b> ( <i>Août – Septembre – Octobre 2022</i> )	<b>752</b>

<b>TOME I</b>	
<b>PARTIE 1 : DELIBERATIONS</b> ( <i>Conseil du 4 octobre 2022</i> )	<b>2</b>



## **PARTIE 2 DECISIONS**

## PARTIE II DECISIONS

### SOMMAIRE

**Conseil du 4 octobre 2022**  
**Décisions prises par le Président**  
**et non présentées lors du précédent Conseil,**  
**conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales**

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	page
MD2022-120	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°5167EA18 de prestation de géodétection sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	20
MD2022-190	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 17 logements en location-accession - Résidence 'Atrium' - ZAC Les Horts de Vernis à Saussan - Convention - Autorisation de signature	22
MD2022-191	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 10 logements en location-accession - Résidence 'Summertime' - ZAC du Castelet - Lot II à Clapiers - Convention - Autorisation de signature	25
MD2022-192	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 8 logements sociaux - Résidence 'Modern'Art' - Rue Proudhon à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	28
MD2022-196	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM "La Cité Jardins" pour la construction de 88 logements sociaux - Résidence 'Séni'Or Pignan' - Rue des Tennis à Pignan - Convention - Autorisation de signature	31
MD2022-199	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne pour la construction de 61 logements sociaux - Résidence 'Amassa' - Avenue de l'Europe à Juvignac - Convention - Autorisation de signature	34
MD2022-244	Décision relative à l'avenant n°1 au marché 2021M1D0088DM d'achat de boxs de stationnement sécurisé pour vélos - Autorisation de signature	37
MD2022-299	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 14 logements sociaux - Résidence 'La Roselière' - Rue du Coustouliès à Baillargues - Convention - Autorisation de signature	39
MD2022-334	Décision relative à la convention de mise à disposition n° 34 22 0009 01 avec la SAFER Occitanie d'un ensemble de parcelles situées sur les communes de Lattes et Montpellier	42
MD2022-418	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Erilia pour la construction de 6 logements sociaux - Résidence 'Villa Rubis', située 2B rue des Perrières à Castelnau-le-Lez - convention - Autorisation de signature	46
MD2022-436	Décision relative à l'acceptation du transfert des voies rétablies dans le cadre des travaux de déplacement de l'autoroute A9 - Commune de Saint-Jean-de-Védas	49
MD2022-466	Décision relative au marché n°M0B0027EA Étude de diagnostics déchets et amiante avant démolition - Avenant n°1	52
MD2022-512	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la Société Foncière d'Habitat et Humanisme pour l'acquisition d'un logement social - 3 Rue des Catalpas, Cité Saint-Martin à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	54

MD2022-516	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 10 logements sociaux - Résidence "La Closerie du Lez", 625 route de la Pompignane à Castelnau-le-Lez - Convention - Autorisation de signature	57
MD2022-517	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 8 logements sociaux - Résidence ' In'Side ', 172 Rue de la Fontainette à Prades-le-Lez - Convention - Autorisation de signature	60
MD2022-518	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 17 logements sociaux - Résidence 'L'Echappée Belle', Chemin de Courpouyran à Juvignac - Convention - Autorisation de signature	63
MD2022-519	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction d'un logement social - Résidence ' Promesse ', 5 Rue de Nazareth à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	66
MD2022-520	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 20 logements sociaux - ' Résidence du Parc ', 29 Impasse de la Pierre Bleue à Castries - Convention - Autorisation de signature	69
MD2022-521	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 6 logements sociaux - Résidence ' Le Valjoly ', 85 Rue Buffon à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	72
MD2022-532	Décision relative à un échange foncier avec soulte entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenue Jean Mermoz, avenue Henri II de Montmorency, rue de Valençay, boulevard d'Antigone - Commune de Montpellier	75
MD2022-572	Décision relative à une convention de partenariat avec la Mairie de Castelnau-le-Lez dans le cadre de la programmation hors les murs du Kiasma - Autorisation de signature	78
MD2022-574	Décision relative à l'acquisition des parcelles à vocation publique - ZAC de la Draye - Tranche 2 - Commune de Jacou	80
MD2022-583	Décision relative à l'acquisition des parcelles BX 578 et BX 579 - ZAC de Courpouyran - commune de Juvignac	82
MD2022-598	Décision relative à une convention d'occupation temporaire consentie sur les parcelles cadastrées section RB n° 11 - 12 et 13p - commune de Montpellier	84
MD2022-602	Décision relative à la convention de mise à disposition à la SAFER Occitanie - Domaine de Viviers - Communes de Clapiers et Jacou	86
MD2022-618	Décision relative à l'acquisition de la parcelle ZB 528 - Chemin des Crouzettes - Commune de Montaud	89
MD2022-636	Décision relative à l'acquisition de parcelles en vue d'aménagements de voirie sur la Commune de Cournonsec et la Commune de Fabrègues	91
MD2022-641	Décision relative à l'acquisition de la parcelle CB 317 - Chemin des Mûriers - Commune de Castelnau-le-Lez	94
MD2022-642	Décision relative à une convention de partenariat entre le musée Fabre, l'Office de tourisme et de congrès de Montpellier Méditerranée Métropole	96
MD2022-653	Décision relative à l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre n°8.134 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Autorisation de signature	99
MD2022-656	Décision relative à la cession de la parcelle BB 184 aux consorts CLARET - Commune de Vendargues	101
MD2022-657	Décision relative au marché n°M1D0089VD - Conditionnement de cartons issus de collecte sélective - Attribution	104

MD2022-659	Décision relative au marché N°M2B0010HP - Curage et pompage des réseaux d'assainissement des sites métropolitains	106
MD2022-664	Décision relative à l'acquisition des parcelles A 1836 et A 1837 - Lieudit La Capelane - Commune de Saint-Brès	108
MD2022-675	Décision relative à un avenant N°6 prorogeant l'occupation de locaux par la société TZIC au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature	110
MD2022-676	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public par l'association DIGITAL113 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA - Autorisation de signature	112
MD2022-677	décision relative à un renouvellement d'une adhésion à l'association Centre Européen de prévention de Risque d'Inondation (CEPRI)	115
MD2022-678	Décision relative au renouvellement d'adhésion à l'association nationale des gestionnaires de digues - France Dignes	117
MD2022-681	Décision relative au marché n°M2B0032PV Évaluation finale du contrat de ville 2015 - 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole Préparation de la nouvelle contractualisation - Attribution	119
MD2022-682	Décision relative à un accord cadre à marchés subséquents pour des marchés de travaux - Réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Aire de Fabrègues - Autorisation de signature du Marché Subséquents n°6 - Lot 1 'Terrassement, voirie, pluvial '	122
MD2022-683	Décision relative à un accord cadre à marchés subséquents pour des marchés de travaux - réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Aire de Castries -Autorisation de signature du Marché Subséquents n°7 - Lot 1 'Terrassement, voirie, pluvial '	125
MD2022-687	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société TIPSU au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature	128
MD2022-689	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété société DECATHLON - Terrain nu - Parcelle CA 7, 9 et 11 - Lieudit Figuière - Commune de Lattes	131
MD2022-691	Décision relative au marché n° M0D0038EA - Travaux de protection contre les inondations du CHU de Montpellier secteurs 2 et 3 - Avenant n°1	134
MD2022-694	Décision relative à la vente à l'Office public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole des lots de copropriété n°442 et n°111 de l'immeuble dénommé Tour d'Assas situé 120 Grand Mail à Montpellier - parcelle cadastrée LR 38	136
MD2022-695	Décision relative à la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole pour le projet LIFE REWA - Approbation - Autorisation de solliciter un financement	139
MD2022-696	Décision relative à l'agrément de candidature de la société BARNEY dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	141
MD2022-698	Décision relative à l'agrément de candidature de l'association FRENCH TECH MEDITERRANEE MONTPELLIER NIMES dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	143
MD2022-700	Décision relative à l'attribution de subventions pour la réalisation de travaux énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature	145

MD2022-702	Décision relative à la prise en charge des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des projets de coopération décentralisée solidaires de Montpellier Méditerranée Métropole	147
MD2022-703	Décision relative au marché n°M1D0073DC ' Acquisition des DVD, CD et disques vinyles pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole ' - Lots 1, 2 et 3 - Attribution	150
MD2022-704	Décision relative à une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Rue des Frères ' avec la société ' SCCV Rue des Frères ' sur la Commune de Pignan - Autorisation de signature	153
MD2022-705	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite 'Domaine de Montpeyre' avec la société 'Aliaga Foncier Concept' sur la commune de Saint-Georges-d'Orques	156
MD2022-708	Décision relative à la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projets "Atlas de la Biodiversité Communale" (ABC) de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) - Approbation et autorisation de signature	159
MD2022-711	Décision relative à un avenant n°6 à la convention de mutualisation du service Energie entre Montpellier méditerranée métropole et la Ville de Montpellier – Autorisation de signature	162
MD2022-712	Décision relative aux conditions de mise à disposition de l'auditorium du musée Fabre pour les personnels enseignants des premiers et seconds degrés et les groupes scolaires de l'Académie de Montpellier, en annexe 1 de la Convention générale Education artistique et culturelle	165
MD2022-713	Décision relative à la prise en charge des frais de déplacement et autres frais annexes dans le cadre de la délégation de Montpellier à Palerme du 2 au 4 juin 2022	167
MD2022-715	Décision relative au marché n°G0D0052MG - Achat et livraison de papier - Lot 3 : Papier d'imprimerie - Résiliation du marché	169
MD2022-716	Décision relative au renouvellement du partenariat entre le musée Fabre et la Direction régionale de l'Alimentation, l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)	171
MD2022-722	Décision d'ester en justice "Requête n°2202586-1 - Association ARFA PARC MONTCALM"	173
MD2022-725	Décision relative à l'acquisition de 399m² du bien immobilier sis La Fermaude à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré BW40, ainsi que de 143m² sis La Fermaude à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré BW55, appartenant à Mme MANOTTE et M. JIMENEZ, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	175
MD2022-728	Décision relative au marché n°G1D0076RI Accord cadre de travaux en groupement de commande - Phase 2 d'extension du réseau très haut débit et maintenance associée - Attributions des lots 1 et 2	178
MD2022-730	Décision relative à un avenant n°1 au lot 12 "Signalétique du bâtiment" du marché n°5016MG18 - Travaux neufs, de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole	181
MD2022-731	Décision relative à une convention de mise à disposition du local "Welcomedia" à la société Darver dans le cadre des travaux de réaménagement de la place de la Comédie - Autorisation de signature	184
MD2022-733	Décision relative à l'attribution de subventions pour la réhabilitation de 91 logements privés et une copropriété dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	186

MD2022-734	Décision relative à la cession d'une emprise de 3 m <sup>2</sup> située Quai Louis Le Vau - Commune de Montpellier	189
MD2022-735	Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation de travaux énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature	191
MD2022-736	Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature	193
MD2022-737	Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI JACKY dans la Zac Eurêka à Montpellier	196
MD2022-738	Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI MAMA dans la Zac Eurêka à Montpellier	198
MD2022-740	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société FLAVI au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	200
MD2022-741	Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec le Département de l'Hérault pour la réalisation d'une voie verte sur les communes de Pérols et de Mauguio-Carnon - Autorisation de signature	203
MD2022-742	Décision relative à l'adhésion à l'association Territoires d'Événements Sportifs (TES) pour l'année 2022	206
MD2022-743	Décision relative à l'adhésion à l'Association des Personnels d'Entretien des Terrains de Golf (AGREF) pour l'année 2022	208
MD2022-744	Décision relative à l'attribution du marché n°8.82K "Diagnostics plomb et amiante avant démolition" dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	210
MD2022-746	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Commune de Lattes - Zone d'Aménagement Concerté de Soriech - Acquisition d'un local commercial en copropriété - Lot 2 - Propriété de la société 4 MURS.	213
MD2022-747	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'association UNAPEI 34 pour la construction d'une unité de vie de 8 logements locatif sociaux - Extension du Foyer de Vie "Le Parc" - Rue du Mas de Villaret à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	216
MD2022-748	Clôture du mandat d'études confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Secteur Pagézy - Commune de Montpellier	219
MD2022-749	Mise a disposition d'un agent de cat A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier	221
MD2022-750	Mise a disposition d'un agent de cat A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de La Ville de Montpellier	223
MD2022-751	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 72 logements locatifs sociaux - EHPAD 'Les Garrigues' - Chemin de la Bergerie à Cournonterral - Convention - Autorisation de signature	225
MD2022-752	Mise à disposition d'un agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier	228
MD2022-753	Mise à disposition d'un agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier	230
MD2022-754	Mise à disposition de 3 agents de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier	232

MD2022-755	Mise à disposition d'un agent de catégorie A de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	234
MD2022-756	Décision relative à l'acquisition des parcelles à vocation publique - ZAC des Constellations - Commune de Juvignac	236
MD2022-757	Décision relative au marché M1D0070EP de travaux préparatoires sur la Voie Ferrée d'Intérêt Local Dépose des rails et des traverses relatifs à la création d'une voie partagée "modes actifs" de Saint-Jean-de-Védas à Fabrègues Attribution du marché	239
MD2022-758	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société AI-STROKE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature	241
MD2022-759	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°G9D0138MG - Maintenance et réparation des véhicules techniques - Lot 1 - Autorisation de signature	244
MD2022-761	Décision relative au marché subséquent de travaux n°M9D0119AT - Aménagement de la voirie de la rue de la Ducque à Prades le Lez - Autorisation de signature du protocole transactionnel	247
MD2022-762	Décision relative à une convention de prêt d'éléments muséographiques de reconstitution relatifs à l'exposition itinérante "Ötzi, la momie des glaces" appartenant à la collection du musée départemental des Merveilles situé à Tende dans le cadre de l'exposition : "Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique" organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 7 octobre 2022 au 6 mars 2023	249
MD2022-764	Décision relative à la cession de 3 véhicules de la régie de collecte - Deux Chargeuses à pneus LIEBHERR L514 et un véhicule Télescopique MERLO	252
MD2022-766	Décision relative au marché n°M0D0068DC - Travaux d'installation du nouveau système anti-incendie et des installations de sûreté - sécurité au musée Fabre	254
MD2022-767	Décision relative au marché n°M1D0083EP - RD17E11 - Création d'une piste mixte - Ouvrage de franchissement du Lez à Montferrier sur Lez - Attribution	257
MD2022-769	Décision modificative relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Décision MD2022-568 du 2 juin 2022 - Autorisation de signature	260
MD2022-770	Décision relative à l'accord-cadre n°G2B0033RH - Formations Permis de Conduire - Lots 1 et 2 - Attributions	263
MD2022-771	Décision relative aux frais de déplacement à l'étranger pour des agents de la Direction du Développement Économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation	266
MD2022-773	Décision relative à l'attribution de subventions pour la réhabilitation de 11 logements privés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	269
MD2022-774	Décision relative à l'octroi de la protection fonctionnelle	272
MD2022-775	Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature	274
MD2022-776	Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société à mission RACINES DE FRANCE pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	276
MD2022-777	Décision relative au marché n°M2B0002EP - Maintenance des escaliers mécaniques du Triangle à Montpellier - Attribution	279

MD2022-778	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Commune de Lattes - Zone d'Aménagement Concerté de Soriech Acquisition d'un local commercial en copropriété - Lot 1 - Propriété de la société 4 MURS.	281
MD2022-779	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0C0044DS - Livraison d'eau brute en gros pour la desserte du Parc Gérard-Bruyère à Baillargues - Autorisation de signature	284
MD2022-780	Décision relative à une convention de mise à disposition du château Bonnier de la Mosson à l'Office du tourisme et des congrès Montpellier Méditerranée Métropole	286
MD2022-781	Décision relative à l'agrément de candidature de la société GAME SOURCE STUDIO dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	288
MD2022-782	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Dénomination du stade d'honneur du complexe sportif Yves-du-Manoir de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	290
MD2022-783	Décision relative à l'agrément de candidature de la société CITE JARDIN (Groupe Action Logement) sur le lot H3 du projet de renouvellement urbain du quartier MOSSON à Montpellier	293
MD2022-784	Décision relative au dépôt d'une demande de subventions auprès de la DRAC Occitanie pour le FRAAB(Fonds régional de restauration et d'acquisition pour les bibliothèques) - 2022	295
MD2022-786	Décision modificative de la décision n°2022-397 du 7 avril 2022 relative à la prise à bail par Montpellier Méditerranée Métropole d'un appartement situé au 84 rue de Galata, résidence l'Amiral à Montpellier	297
MD2022-788	Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCIC Tropisme (Halle Tropisme) pour des actions en partenariat avec le Réseau des médiathèques pour la période de 2022 à 2025 dans le cadre de sa programmation culturelle	299
MD2022-789	Décision relative à un prêt à usage d'une maison d'habitation entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Habitat et Humanisme - Maison d'habitation 4 rue du Pergassan à Juvignac	302
MD2022-790	Décision relative à un prêt à usage d'une maison d'habitation entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Habitat et Humanisme - Maison d'habitation 2 rue du Pergassan à Juvignac	304
MD2022-791	Décision relative au marché n°M2D0068RI ' Licence et support ULA ORACLE dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 ' Autorisation de signature	306
MD2022-793	Décision d'ester en justice "Requête n°2202792-8 TA - Lucas PRUD'HOMME"	308
MD2022-794	Décision d'ester en justice "Tribunal Judiciaire de Montpellier - Stéphanie PIOCH"	310
MD2022-795	Décision relative à l'attribution du marché 8.311 - Matériel Roulant - dans le cadre du projet de la ligne 5 de tramway et du renouvellement du parc existant	312
MD2022-796	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.42C.036 "Travaux Feeders Lot 4", dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	315
MD2022-797	Décision relative au marché n°4983MG18 - Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°2 au lot 1 : Bâtiment administratifs et bâtiments annexes - Autorisation de signature	317
MD2022-798	Décision relative à un avenant n° 1 au lot 2 "Pôles territoriaux et centres techniques" Marché n°4983MG18 - Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole	321



MD2022-799	Décision relative à une convention de partenariat entre l'école du Louvre et le musée Fabre	323
MD2022-800	Décision relative à une convention de domiciliation au sein du bâtiment MIBI passée avec la société ANTIKYTERA - Autorisation de signature	325
MD2022-801	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BO 66 - Propriété de l'indivision ESTEBAN - Route métropolitaine n°5 de Pignan à Lavérune - Commune de Pignan	328
MD2022-802	Décision relative au marché M2B0051DC - Réalisation de 6 sujets photographiques, 6 podcasts et un fanzine sur le territoire de la candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028	331
MD2022-803	Décision relative au marché n°M8D0027EP - Fournitures de matériel et de pièces détachées d'éclairage public - Lot 2 : composants électroniques - Avenant de transfert - Autorisation de signature	333
MD2022-804	Décision relative au marché n°M2B0017DS - Régulation de populations animales pour les sites de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	336
MD2022-805	Décision relative à la mise à disposition d'un agent de la commune de Montaud auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	338
MD2022-807	Décision relative à la mise à disposition d'un agent de la commune de Restinclières auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	340
MD2022-808	Décision relative à un avenant n°7 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRUITION SCIENCES pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI - Autorisation de signature	342
MD2022-809	Décision relative à un avenant de transfert à l'accord-cadre n°M9D0007EA - Mission d'AMO à l'organisation des modes de gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	345
MD2022-810	Décision relative à un avenant de transfert du marché n°M8D0035EA - Inspections télévisées - Essais d'étanchéité - sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes de Montpellier Méditerranée Métropole - Programme 2019/2023	348
MD2022-811	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public, à titre payant, concernant l'usage de créneaux piscines - Autorisation de signature	351
MD2022-812	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société GREENPHAGE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	354
MD2022-813	Décision relative à des conventions d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public à titre gratuit, par des associations et clubs sportifs pour l'usage des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole	357
MD2022-814	Décision relative à un avenant n°2 au Lot 11 "Désamiantage et Déconstruction" du marché n°5016MG18 - Travaux rénovation et réhabilitation des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole	360
MD2022-815	Décision relative à un avenant de transfert du marché n°M0B0092EA - Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour le comblement des captages d'eau potable	363
MD2022-816	Décision relative à l'acquisition de 4 parcelles - Délaissés de voirie - Avenue Justin Bec - Commune de Saint Georges d'Orques	366

MD2022-817	Décision relative au marché n°M2B0023VD - Location et l'entretien des vêtements de travail de la régie de collecte de déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	369
MD2022-818	Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature	372
MD2022-819	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'association ADAGES pour la construction d'une unité de vie de 12 logements locatifs sociaux - Extension du Foyer de Vie ' L'Archipel de Massane' - Rue de Saint-Priest à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	375
MD2022-820	Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPIC le Domaine d'Ô pour des actions en partenariat avec le Réseau des médiathèques pour la période de 2022 à 2026 dans le cadre de sa programmation culturelle	378
MD2022-821	Décision relative à une autorisation d'occupation du domaine public à l'association de quartier "Nouveau Sainte-Anne"	381
MD2022-822	Décision relative au marché n°M2D0036RI ' Mise en œuvre d'un jumeau numérique dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 ' - Autorisation de signature	383
MD2022-824	Décision relative à un échange foncier sans soulte entre la Holding Imbert et Montpellier Méditerranée Métropole - Commune de Castries	385
MD2022-825	Décision relative à la mise à disposition d'un agent de la commune de Saint Brès auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	388
MD2022-826	Décision relative à la mise à disposition d'un agent de la commune de Saint Génies des Mourgues auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	390
MD2022-827	Décision relative à la mise à disposition d'un agent de la commune de Saint Georges d'Orques auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	392
MD2022-828	Décision relative à la mise à disposition d'un agent de la commune de Sussargues auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	394
MD2022-829	Décision relative à la mise à disposition d'un agent de la commune de Vendargues auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	396
MD2022-833	Décision relative à l'autorisation de déposer des demandes de subventions dans le cadre du projet d'expérimentation "Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée"	398
MD2022-834	Décision relative à la mise à disposition d'un agent de la commune de Pignan auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	401
MD2022-835	Décision relative à un avenant n°9 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société INCITIUS SOFTWARE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI - Autorisation de signature	403
MD2022-836	Décision relative à un avenant de transfert du marché 4715DC17 - Lot 12 : peinture et revêtement de sols	406
MD2022-837	Décision relative à l'attribution du marché n°M1D0023DC "Fournitures d'étiquettes RFID pour le Réseau des médiathèques et la Cité des Arts, et de cartes RFID pour le Réseau des piscines de Montpellier méditerranée Métropole" (lot 1)	408
MD2022-838	Décision relative au classement dans le domaine public de plusieurs chemins ruraux commune de Castries	411

MD2022-839	Décision relative à la désaffectation et au déclassement de deux emprises issues du Domaine Public - Rue des Hort de Vernis - Commune de Saussan	414
MD2022-840	Décision relative à l'autorisation de cotisation à l'Ordre des Architectes	416
MD2022-841	Décision relative au don de l'Association des Amis du musée Fabre de deux œuvres de Jenny LEGRAND (active vers 1800-1835), La marchande de poisson, 1814 et Intérieur de cuisine, 1814	418
MD2022-842	Décision relative au don de Monsieur Jean-Pierre BLANCHE de dix de ses œuvres - Autorisation de signature	420
MD2022-843	Décision relative à la cession de la parcelle AM 343 - Rue Haute de la Colline - Commune de Castries	422
MD2022-844	Décision relative à un dépôt de demande de subvention auprès de la DRAC (Conservateur Régional des Monuments Historiques) dans le cadre à l'opération de Restauration des façades de l'Opéra Comédie	424
MD2022-845	Décision relative à l'acquisition de la parcelle RB n°35 sise commune de Montpellier - Constitution de réserves foncières sur le secteur Sud Zénith	426
MD2022-846	Décision relative à la clôture de mandat d'études confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Comédie Lez - Commune de Montpellier - Abroge et remplace la décision MD2022-748	428
MD2022-847	Décision relative à l'attribution de subventions pour la réhabilitation de 10 logements privés et une copropriété dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	431
MD2022-848	Décision modificative relative à la décision n°MD2022-559 du 30 mai 2022 concernant une convention d'usage d'un poste de relevage d'eaux usées - Moulin de Salicate à Montpellier	434
MD2022-849	Décision relative à un avenant de transfert de l'accord-cadre n°M1D0056EA - Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie du territoire de Montpellier	436
MD2022-850	Décision d'ester en justice "Requête n°2203119-4 TA - Société SADE CGTH"	439
MD2022-851	Décision relative au marché n°M1D0002MG - Maintenance multi-technique des équipements du Siège et des bâtiments administratifs annexes de Montpellier Méditerranée Métropole accompagnée de travaux et des prestations associés à la maintenance - Attribution	441
MD2022-853	Décision d'ester en justice "Requête n°2203200-4 TA - Société SADE CGTH"	444
MD2022-855	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M8D5227DC de nettoyage des bâtiments du musée Fabre - Autorisation de signature	446
MD2022-856	Décision relative à un avenant n°2 prorogeant l'occupation de locaux par l'accélérateur de croissance SPRINT LRMP au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	449
MD2022-857	Décision relative à un avenant n°2 prorogeant l'occupation de locaux par la société NAUTICSPOT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	452
MD2022-858	Décision relative à la cession pour cause de vétusté d'un petit train routier de marque DOTTO composé d'une locomotive et de trois wagons	455
MD2022-859	Décision relative à la cession d'une épaveuse vétuste de marque Rousseau n° M5LBK020114	457
MD2022-860	Décision relative à des demandes de subventions dans le cadre des compétences de GEMAPI auprès de différents organismes financeurs de l'État	459

MD2022-861	Décision relative à la cession pour cause de vétusté d'un véhicule balayeuse identifié BAL 15 de marque Schmidt Swingo, numéro de série 2720023	462
MD2022-862	Décision relative à la cession d'une saleuse tractée vétuste identifiée SAL26 de marque Epoke n°16100212	464
MD2022-863	Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Haut et Court TV - Locaux site Hélios à Fabrègues - Autorisation de signature	466
MD2022-864	Décision modificative de la décision n°MD2022-666 relative à un avenant n°5 au contrat de Partenariat pour la gestion énergétique, la construction avec financement, la maintenance et renouvellement des ouvrages d'éclairage public, vidéosurveillance, génie civil pour réseau de communication haut débit et signalisation lumineuse tricolore sur le territoire de la ville de Juvignac	468
MD2022-865	Décision relative à une convention de groupement de commandes pour la maintenance des ascenseurs - Montpellier Méditerranée Métropole coordonnateur du groupement - Autorisation de signature	471
MD2022-866	Décision relative à la vente de la parcelle cadastrée AB 123 - Impasse des Frères - Commune de Pignan	474
MD2022-867	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries et équipements publics du lotissement Les Jardins du Château - Propriétés de Terres du Soleil - Situées rue Lucien Vidal - Commune de Pignan	476
MD2022-868	Décision relative à un marché n°M2C0034MG pour le repérage d'amiante avant travaux auprès de l'UGAP - Autorisation de signature	4479
MD2022-870	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AM 299 - Propriété de Monsieur AZRIA - Située rue des Levades - Commune de Pérols	482
MD2022-871	Décision relative à l'organisation d'une mission d'affaires filière viticole à Londres du 15 au 18 juillet 2022 - Participation au salon "food & drinks" organisé par le National Geographic -Financement de la mission - Approbation	484
MD2022-872	Décision relative à l'agrément de candidature de la société APDMG dans la ZAC Parc 2000 2ème extension à Montpellier	487
MD2022-873	Décision relative à une convention d'occupation temporaire d'un terrain situé sur la commune de Montpellier, cadastré section RA n° 1, au profit du cirque Mondial 100% Humain - Autorisation de signature	489
MD2022-874	Décision relative à l'acquisition du lot 804 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove sise au 2 rue de l'Escoutadou et 2223 boulevard Paul Valéry à Montpellier, appartenant à Mme LAUVERGNE Anne dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	492
MD2022-875	Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 67m² de bien immobilier sise 38 route de Lavérune à Montpellier, appartenant au syndicat des copropriétaires de la résidence Le Rodin dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	495
MD2022-876	Décision modificative relative à l'acquisition de 39m² et 13m² des biens immobiliers situés au 2482 route de Mende à Montpellier, appartenant à la Congrégation Bouddhiste KAGYU RINTCHEN TCHEU LING(KRTL), dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	498
MD2022-877	Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 28m² du bien immobilier sis 1 avenue Emile Bertin-Sans à MONTPELLIER, appartenant au syndicat des copropriétaires de la résidence "Le Clos du Mail", dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	501

MD2022-879	Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 84m <sup>2</sup> de bien immobilier sis 40 route de Lavérune à Montpellier, appartenant à l'indivision DUFRESNE, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	504
MD2022-880	Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 15m <sup>2</sup> du bien immobilier sis 2377 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, appartenant à M. et Mme BRIZINI, M. et Mme HEREDIA, M. SAINT-JEAN et Mme ELIEZ dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	507
MD2022-881	Décision relative à l'attribution du marché n°8.632 "Ligne Aérienne de Contact (LAC) Nord", dans le cadre de la ligne 5 de tramway	510
MD2022-882	Décision relative à une autorisation de dépôt de permis de construire sur l'Hôtel d'Aurès, sis 14 rue Eugène Lisbonne à Montpellier	513
MD2022-883	Décision relative à un marché n°M1B0113DS "Fourniture de la Centrale de Traitement d'air pour le Halle Bassin Piscine La Motte Rouge"	515
MD2022-884	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Erilia pour la construction de 8 logements sociaux - Résidence ' Villa Terraza ', 171 Allée de l'Europe à Juvignac - Convention - Autorisation de signature	518
MD2022-886	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Erilia pour la réalisation de 2 logements sociaux supplémentaires - Résidence 'Villa Terraza', 171 Allée de l'Europe à Juvignac - Convention - Autorisation de signature	521
MD2022-887	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI 672 - Avenue de la Méditerranée - Commune de Saint Drézéry	524
MD2022-888	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI 678 - Avenue de la Méditerranée - Commune de Saint Drézéry	526
MD2022-889	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI 676 - Avenue de la Méditerranée - Commune de Saint Drézéry	528
MD2022-891	Décision relative à l'agrément de candidature de la société MONTPELLIER LIFE SCIENCES dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier	530
MD2022-892	Décision relative au marché n°M1D0084EP d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les projets d'aménagement dans l'espace public métropolitain - Autorisation de signature	532
MD2022-894	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat pour l'acquisition de 7 logements sociaux - 8 Rue Boyer à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	535
MD2022-895	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat pour l'acquisition de 4 logements sociaux, 571 route de Mende à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	538
MD2022-896	Décision relative à l'accord-cadre à marchés subséquents n°M1D0064AT - Travaux de route, de voirie et d'ouvrages d'art sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	541
MD2022-897	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'acquisition de 10 logements locatifs sociaux - Résidence "Rue des Deux Ponts" - 3 rue des Deux Ponts à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	545
MD2022-898	Décision d'ester en justice "requête n°2203318-8 TA - Monsieur Patrick CALVAS"	548
MD2022-899	Décision relative au marché n°M1D0066EP Accord-cadre de maîtrise d'œuvre pour les projets d'aménagement de l'espace public métropolitain - Autorisation de signature	550

MD2022-900	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société NYSL au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	554
MD2022-901	Décision relative à la cession des parcelles DI 25, 90 et 150 - Commune de Mauguio	557
MD2022-902	Décision relative au marché n°M2B0060RI "PII AMOE TMA Portail bureau unifié Métropole dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025" - Autorisation de signature	559
MD2022-903	Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et les cinémas du territoire dans le cadre de l'opération Cinéma sous les étoiles	561
MD2022-904	Décision relative à une convention d'occupation temporaire d'un terrain situé sur la commune de Montpellier, cadastré section RA n° 1, au profit de la Compagnie CirkVOST - Autorisation de signature	563
MD2022-905	Décision relative au marché n°M9D0023AT-3 d'entretien des espaces verts et de nettoyage de l'espace public par des entreprises adaptées - Lots 1,2,3,4 et 5 - Avenants au CCAP - Autorisation de signature	565
MD2022-906	Décision relative à l'acquisition d'emprises en bordure de voie - Lotissement Le Clos des Pins - Commune de Castries	568
MD2022-907	Décision relative au marché n° M2D0047DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du football - Attribution	570
MD2022-908	Décision relative au marché n°M2D0048DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du rugby - Attribution	573
MD2022-909	Décision relative au marché n° M2D0049DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du handball - Attribution	576
MD2022-910	Décision relative à un échange foncier sans soulte entre Monsieur et Madame MANCUSO et Montpellier Méditerranée Métropole	579
MD2022-911	Décision relative à l'organisation d'une mission d'affaire à Heidelberg et l'accueil d'une mission d'entreprises de Heidelberg sur le territoire métropolitain - Financement - Approbation	582
MD2022-912	Décision relative aux relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions de mise à disposition des services de la Métropole auprès de la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	585
MD2022-914	Décision relative à un avenant n°1 de transfert d'activité pour la société BIGGER INSIDE de la pépinière d'entreprises Cap Omega vers la pépinière d'entreprises Cap Alpha	588
MD2022-915	Décision relative à l'acquisition à la société EUROGEAL de la parcelle cadastrée AD 9, sise Commune de Saint-Clément-de-Rivière - mise en valeur des bords du Lez	591
MD2022-917	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété société KLEMURS - immeuble commercial - Parcelle CH 116 - avenue Marcel Pagnol Commune de Lattes	594
MD2022-922	Décision relative au réaménagement de prêts contractés par ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole pour la création de 386 logements locatifs sociaux - Maintien de la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	598

MD2022-924	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BV 282 - Propriété d'Un Toit pour Tous - Commune de Lavérune	601
MD2022-926	Décision relative au transfert d'emprunts conclus par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Société Générale affectés au budget annexe Assainissement suite à la Création d'une Régie Unique Eau et Assainissement	603
MD2022-928	Décision relative à l'attribution du marché n°8.42I Travaux de réseaux anticipés - Secteur Ouest dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	606
MD2022-929	Décision relative à l'attribution des marchés Mission de contrôle technique des Centre d'Entretien et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) et Centre de d'Entretien et de Maintenance de Grammont (CEMG) dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	609
MD2022-930	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°8.14H Coordinateur Environnement dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	612
MD2022-931	Décision relative à l'attribution du marché n°8.11F Reconnaissances géotechniques dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	615
MD2022-932	Décision relative au transfert des propriétés communales de la Ville de Grabels dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole - Projet de recalibrage du Rieumassel - PAPI 2	618
MD2022-934	Décision relative à un marché de géomètre pour l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie Esplanade à Montpellier - Attribution	621
MD2022-935	Décision relative à l'acquisition de 57 m² de bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas appartenant à Monsieur et Madame TADJER dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	624
MD2022-936	Décision relative à l'acquisition de 46m² de bien immobilier sis 2 rue des Capriers à Montpellier appartenant à Monsieur RIBOT dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	627
MD2022-937	Décision relative au transfert des propriétés communales de la Ville de Juvignac dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un système d'endiguement de protection contre les crues de la Mosson - PAPI 2	630
MD2022-938	Décision relative à un marché de géomètre pour l'opération de requalification de l'espace urbain Foch Peyrou Arceaux à Montpellier - Attribution	633
MD2022-940	Décision relative à une convention de partenariat avec l'école de musique associative Mélimusic de Montpellier	636
MD2022-941	Décision relative à un avenant n°2 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CNRS de Montpellier - Autorisation de signature	639
MD2022-942	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat pour la construction de 58 logements sociaux - Résidence ' Nouveau Saint Roch ', ZAC St Roch à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	641
MD2022-946	Décision relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC Garosud entre la Ville de Montpellier /les Transports de l'Agglomération de Montpellier/SERM pour la parcelle OH 55 - Autorisation de signature	644

MD2022-947	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat pour la construction de 6 logements sociaux - Résidence ' Student Factory ', Avenue des Près d'Arènes à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	647
MD2022-949	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, pour la construction de 26 logements sociaux - Résidence ' Universe ', rue des Tulipes à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	650
MD2022-951	Décision complémentaire à la décision n°MD2021-686 du 1er juillet 2021 relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AR 256 - Propriété de Monsieur ESTEVE - Commune de Pignan	653
MD2022-952	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société 'Cogedim Languedoc Roussillon' pour une opération sise 4186 boulevard Paul Valéry sur la Commune de Montpellier	656
MD2022-955	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société 'Alcym Promotion' pour une opération sise 75 rue du Fesquet sur la Commune de Montpellier	689
MD2022-956	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec le constructeur Pitch promotion pour une opération sise Quai Flora Tristan sur la Commune de Montpellier (parcelles cadastrées PE 02 et PE 03)	661
MD2022-958	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AC 484 - Propriété de Madame ESTOURNET - Située Route de Lattes - Commune de Pérols	664
MD2022-964	Décision relative à la conclusion d'un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espace publics "Comédie-Esplanade-Triangle" - Attribution	666
MD2022-966	Décision relative au transfert d'emprunts conclus par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de l'Agence de l'Eau et affectés au budget annexe Assainissement suite à la Création d'une Régie Unique Eau et Assainissement	668
MD2022-968	Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société DO IT NOW pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	671
MD2022-969	Décision relative au transfert d'emprunts conclus par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon et affectés au budget annexe Assainissement suite à la Création d'une Régie Unique Eau et Assainissement	674
MD2022-970	Décision relative à l'attribution du marché n°8.42F Travaux d'Infrastructures - Infra 2 - secteur Nord dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	677
MD2022-976	Décision relative à l'acquisition de de 74 m² de bien immobilier sis La Fermaude à Saint Jean de Vedas appartenant à l'association syndicale "Le Parc des Amandiers" dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	680
MD2022-981	Décision relative à un contrat de location de locaux entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société DEMD Production - Site Hélios à Fabrègues	683
MD2022-989	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI 674 - Avenue de la Méditerranée - Commune de Saint-Drézéry	685
MD2022-990	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AL 311 - Chemin de la Moulinière - Commune de Fabrègues	687



MD2022-991	Décision relative à la cession des parcelles BA 341 et BA 342 - Rue de la Calade - Commune de Vendargues	689
MD2022-992	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété CALAFELL - Lot 846 Le Triangle - Parcelle HM 487 - 66 rue du Jeu de Ballon - Commune de Montpellier	691
MD2022-993	Décision relative à une autorisation d'ester en justice dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	695
MD2022-994	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété Société FINANCIOR - Lot 828 Le Triangle - Parcelle HM 487 - 66 rue du Jeu de Ballon - Commune de Montpellier	697
MD2022-996	Décision relative à la cession de la parcelle BN 352 - Impasse des Libellules - Commune de Castelnaud-le-Lez	701
MD2022-997	Décision relative à l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de Montpellier Méditerranée Métropole	703
MD2022-998	Décision relative à l'acquisition de la parcelle MY 875, chemin de Casseyrols Commune de Montpellier	706
MD2022-999	Décision relative à l'acquisition de la parcelle MY 925, chemin de Casseyrols à Mme LIABEUF-BELLEGARDE Commune de Montpellier	708
MD2022-1001	Décision relative à l'agrément de candidature de la société MV SERVICES dans la Zac Cannabe à Cournonterral	710
MD2022-1002	Décision relative à l'agrément de candidature de la société KILOUTOU IMMOBILIER dans la Zac Garosud extension à Montpellier	712
MD2022-1005	Décision relative à l'agrément de candidature de la société JH INVEST dans la Zac Cantausse à Saint-Brès	714
MD2022-1007	Décision relative à l'acquisition de la parcelle KX 456, avenue de Lodève aux époux FERRIER - Commune de Montpellier	716
MD2022-1009	Décision relative à l'acquisition de 51m <sup>2</sup> de bien immobilier sis 25 place Albert Louvel à MONTPELLIER, appartenant à Monsieur et Madame BRUX dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	718
MD2022-1010	Décision relative à l'acquisition de 10m <sup>2</sup> de bien immobilier sis 31 place Albert Louvel à MONTPELLIER appartenant à Madame Simone DATH dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	721
MD2022-1011	Décision relative à l'acquisition de 393m <sup>2</sup> et 27m <sup>2</sup> de bien immobilier sis rue Ulysse Vergnes à MONTPELLIER appartenant à l'Association Syndicale du groupe d'habitation "Les Villas du Puech" dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	724
MD2022-1012	Décision relative à l'acquisition du lot privatif n°139 au sein de la copropriété "Le domaine de la Coustaude" situé au 1 chemin de la Coustaude à SAINT-JEAN-DE-VEDAS appartenant à Monsieur ARNOULD et Madame HIERNAUX dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	727
MD2022-1015	Décision relative à l'agrément de candidature de la société NATTAGHE dans la Zac Cannabe à Cournonterral	730
MD2022-1019	Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce - Restaurant Asiatique Chez Nelly - Parcelle KS 1 lots 175 et 176 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève Commune de Montpellier	732

MD2022-1020	Décision relative à l'acquisition de deux garages - Parcelle KS1 lots 175 et 176 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier	735
MD2022-1021	Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce - Restauration rapide HOUSE BUNS - Parcelle KS 1 lot 172 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève Commune de Montpellier	737
MD2022-1022	Décision relative à l'acquisition d'un garage - Parcelle KS 1 lot 172 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier	740
MD2022-1023	Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce - Service Cartes Grises - Parcelle KS 1 lot 195 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier	743
MD2022-1027	Décision relative à l'acquisition de 53m <sup>2</sup> de bien immobilier sis 90 rue Albert Viger à MONTPELLIER appartenant à Monsieur et Madame MULLER dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	746
MD2022-1030	Convention d'occupation temporaire du Domaine Public- Parcelle AH n°7 (3 065 m <sup>2</sup> ) sur la commune de COURNONSEC	749



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au  
marché n°5167EA18 de prestation de  
géodétection sur le territoire de  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL, Vice-Président délégué à la Gestion Raisonnée, Ecologique et Solidaire de l'Eau et de l'Assainissement ;
- VU la décision n°MD2019-295 du 02 avril 2019 attribuant le marché multi-attributaires sans minimum ni maximum n°5167 Prestations de géo détection associées aux travaux sur les réseaux d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement VRD TECT/GALILE/CB DETECTIONS/GENIMAP dont le mandataire est la société VRD'TECT sise 14 Place Alexandrine Bremond - 31150 TARASCON ;

**CONSIDERANT :**

- Qu'il convient d'ajouter un bordereau de prix supplémentaires pour inclure des prix nouveaux au marché afin de face aux besoins requis par le pôle proximité et Espaces Publics ;
- Qu'il est donc nécessaire de passer un avenant pour inclure ces prix nouveaux au marché n°5167EA18 de prestation de géodétection sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de prix nouveaux au marché n°5167EA18 de prestation de géodétection sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole avec le groupement d'entreprises VRD'TECT / GALILE / CB DETECTION / GENIMAP dont le mandataire est la société VRD'TECT sise 14 Place Alexandrine Bremond - 31150 TARASCON, avenant sans incidence financière.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

**06 JUL. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**René REVOL**



**Publiée le : 07 JUL. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **07 JUL. 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 5167 - avenant 1 signé VRDTECT.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM FDI Habitat  
pour la construction de 17 logements en  
location-accession - Résidence 'Atrium' -  
ZAC Les Horts de Vernis à Saussan -  
Convention - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine « de l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

**CONSIDÉRANT :**

- que la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise 17 logements en location-accession neufs, résidence « Atrium », Domaine de Celsiana, ZAC Les Horts de Vernis à Saussan. Le programme comprend 17 logements financés en Prêt Social Location Accession (PSLA). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpellierain Philippe RUBIO.

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 457 191 € à souscrire auprès du Crédit Agricole du Languedoc pour financer cette opération selon les caractéristiques financières mentionnées ci-après :

<b>Montant du prêt PSLA :</b>	2 457 191 €
<b>Durée totale du prêt :</b>	32 ans : - dont durée période de préfinancement : 2 ans - dont durée période d'amortissement : 30 ans
<b>Taux d'intérêt :</b>	Taux d'intérêt actuariel révisable : Taux Livret A +1 % Indice de référence : taux de rémunération du Livret A

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 2 457 191 € à souscrire par l'Emprunteur auprès du Crédit Agricole du Languedoc, selon les caractéristiques financières décrite ci-dessus.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Agricole du Languedoc, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, le Crédit Agricole du Languedoc de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre le Crédit Agricole du Languedoc et la SA d'HLM FDI Habitat et à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 16 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

  
Claudine VASSAS MEJRI

**Publiée le :** 16 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv GE FDI\_Atrium\_Saussan\_PSLA.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM FDI Habitat  
pour la construction de 10 logements en  
location-accession - Résidence  
'Summertime' - ZAC du Castelet - Lot I1 à  
Clapiers - Convention - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;



**CONSIDÉRANT :**

- que la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise 10 logements en location accession neufs, résidence « Summertime », ZAC du Castelet - Lot I1 à Clapiers. Le programme comprend 10 logements financés en Prêt Social Location Accession (PSLA). Le projet a été conçu par Benoit Maignial architecte à Saint-Jean-de-Védas et Mathieu Collos architecte à Clapiers ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 300 000 € à souscrire auprès de la Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon pour financer cette opération selon les caractéristiques financières mentionnées ci-après :

<b>Montant du prêt PSLA :</b>	2 300 000 €
<b>Durée totale du prêt :</b>	7 ans maximum : - dont phase de mobilisation : 2 ans maximum - dont phase d'amortissement : 5 ans maximum amortissement : différé pendant 5 ans
<b>Taux d'intérêt :</b>	Taux fixe de 0,98 %
<b>Périodicité :</b>	trimestrielle

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 2 300 000 € à souscrire par l'Emprunteur auprès de la Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon, selon les caractéristiques financières décrite ci-dessus.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :  
La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon et la SA d'HLM FDI Habitat et à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.



**Montpellier, le 16 JUIN 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Claudine VASSAS MEJRI**

**Publiée le : 16 JUIN 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

**- Conv GE FDI\_Summertime\_Clapiers\_PSLA.docx**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM FDI Habitat  
pour la construction de 8 logements  
sociaux - Résidence 'Modern'Art' - Rue  
Proudhon à Montpellier - Convention -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°130463 en annexe signé entre FDI Habitat, Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**CONSIDÉRANT :**

- que la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 8 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Modern'Art », 42 rue Proudhon à Montpellier. Le programme, réalisé sous la maîtrise d'ouvrage du promoteur FDI Promotion, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Emmanuel Nebout ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 921 542 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°130463 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 921 542 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°130463, constitué de 5 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.



**Montpellier, le 16 JUIN 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Claudine VASSAS MEJRI**

**Publiée le : 16 JUIN 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat de prêt n°130463.PDF
- Conv\_GE\_FDI\_Modern\_Art\_Mtp.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM "La Cité  
Jardins" pour la construction de 88  
logements sociaux - Résidence 'Séni'Or  
Pignan' - Rue des Tennis à Pignan -  
Convention - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à « l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°130580 en annexe signé entre La Cité Jardins, Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**CONSIDÉRANT :**

- que la Société Anonyme d'HLM La Cité Jardins, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 88 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Sèni'Or Pignan », rue des Tennis à Pignan. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Promojok, comprend 20 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 11 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 57 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Maxime ROUAUD ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 8 440 281 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°130580 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 8 440 281 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°130580, constitué de 8 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

- la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité ;

- sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

06 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRA



Publiée le : 06 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 463 contrat Pret CDC U077221\_130580.pdf
- Conv GE CJ\_SeniorPignan\_PLUSPLAIPLS.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM Patrimoine SA  
Languedocienne pour la construction de 61  
logements sociaux - Résidence 'Amassa' -  
Avenue de l'Europe à Juvignac -  
Convention - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°129736 en annexe signé entre PATRIMOINE SA LANGUEDOCIENNE HLM, Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**CONSIDÉRANT :**

- que la Société Anonyme d'HLM Patrimoine SA Languedocienne, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise 61 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Amassa », avenue de l'Europe à Juvignac. Le programme comprend 39 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 22 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Antoine Garcia-Diaz.

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 743 529 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°129736 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision.

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 4 743 529 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°129736, constitué de 4 lignes de prêts.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.



**Montpellier, le 16 JUIN 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Claudine VASSAS MEJRI**

**Publiée le : 16 JUIN 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat de prêt n°129736.PDF
- Conv GE Patrimoine SA\_AMASSA\_Juvignac.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché  
2021M1D0088DM d'achat de boxs de  
stationnement sécurisé pour vélos -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération n°M2019-653 autorisant l'adhésion à la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP) ;

- VU la Décision n° MD2021-1061, autorisant l'achat de 10 boxes Cigogne et 30 boxes Cover auprès de la structure Altinnova, via la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP), pour un montant de 650 k€ HT.

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire d'ajouter un prix au BPU afin de pouvoir équiper les boxes d'un équipement permettant de se passer d'un raccord électrique ;
- qu'il est par conséquent nécessaire de convenir d'un avenant.

**D É C I D E**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 2021M1D0088DM, d'un montant hors taxes de 28 175 € HT.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13/07/2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 18/07/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

18/07/2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 1 M1D0088DM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM FDI Habitat  
pour la construction de 14 logements  
sociaux - Résidence 'La Roselière' - Rue du  
Coustouliès à Baillargues - Convention -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°131909 en annexe signé entre FDI Habitat, Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**CONSIDÉRANT :**

que la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 14 logements locatifs sociaux neufs, résidence « La Roselière », 6 rue du Coustouliès à Prades-le-lez. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur ENVOL, comprend 9 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'Atelier Design d'Architecture à Lattes ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 514 158 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°131909 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 514 158 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°131909, constitué de 4 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 16 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI

**Publiée le : 16 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONTRAT DE PRET\_131909\_Roseliere\_Baillargues.pdf
- CONV\_FDI\_GE\_Roseliere\_Baillargues.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de mise à  
disposition n° 34 22 0009 01 avec la  
SAFER Occitanie d'un ensemble de  
parcelles situées sur les communes de  
Lattes et Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU le projet de convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Occitanie, dont le siège est à CASTANET-TOLOSAN (31321), 10 Chemin de la Lacade Auzerville-Tolosane, BP 22125, un ensemble de parcelles situées sur les communes de Lattes et Montpellier, tel que détaillé dans le tableau ci-dessous :

**DESIGNATION CADASTRALE**

Commune de LATTES : 29 ha 53 a 12 ca

Lieu-dit	Section	N°	Sub.	Surface	N R
FIGUIERE	CA	0001		2 ha 24 a 18 ca	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0006		1 ha 02 a 11 ca	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0011		2 ha 41 a 75 ca	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0022		1 ha 38 a 36 ca	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0080		5 ha 11 a 07 ca	Terres
MAS DE PORTAL	CC	0004		9 a 30 ca	Sols
MAS DE PORTAL	CC	0062		7 ha 17 a 78 ca	Terres
MAS DE PORTAL	CC	0064		8 ha 60 a 42 ca	Terres
MAS DE GAU	CX	0031		1 ha 48 a 15 ca	Terres

Commune de MONTPELLIER : 49 ha 04 a 39 ca

Lieu-dit	Section	N°	Sub.	Surface	N R
RASTOUBLE	RA	0004		84 a 85 ca	Terres
RASTOUBLE	RA	0005		62 a 00 ca	Vignes
RASTOUBLE	RA	0008	A	90 a 40 ca	Vignes
RASTOUBLE	RA	0008	B	55 a 21 ca	Terres
RASTOUBLE	RA	0011		7 a 32 ca	Terres
RASTOUBLE	RA	0012		1 ha 78 a 75 ca	Terres
RASTOUBLE	RA	0013		15 a 33 ca	Terres
RASTOUBLE	RA	0014		64 a 90 ca	Terres
RASTOUBLE	RA	0024		3 a 47 ca	Terres
RASTOUBLE	RA	0030		2 ha 04 a 76 ca	Terres
RASTOUBLE	RA	0031		81 a 56 ca	Terres
LE GRAND GRES	RB	0036	A	76 a 00 ca	Terres
LE GRAND GRES	RB	0036	B	33 ca	Terres
LE GRAND GRES	RB	0043	A	43 a 00 ca	Terres
LE GRAND GRES	RB	0043	B	91 a 42 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0027		64 a 90 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0030		72 a 81 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0048	J	23 ca	Vignes
PONT TRINQUAT	SH	0048	K	1 ha 74 a 87 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0083		47 a 56 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0122		6 a 18 ca	Jardins
PONT TRINQUAT	SH	0124		1 ha 30 93 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0126		34 a 04 ca	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0128		27 a 16 ca	Terres

PONT TRINQUAT	SH	0130		31 a 49 ca	Terres
DU MAS DE BROUSSE	SM	0006		5 ha 18 a 30 ca	Vergers
DU MAS DE BROUSSE	SM	0007		81 a 37 ca	Vergers
FONT DE LA BANQUIERE	SP	0054		2 ha 20 a 89 ca	Vignes
FONT DE LA BANQUIERE	SP	0087		4 ha 35 a 96 ca	Terres
LE TILLEUL	SR	0005		37 a 22 ca	Vignes
LE TILLEUL	SR	0006		56 a 31 ca	Terres

PONT TRINQUAT	SH	0130		31 a 49 ca	Terres
LE TILLEUL	SR	0007		2 ha 77 a 25 ca	Terres
LE TILLEUL	SR	0008		70 a 77 ca	Vignes
LE TILLEUL	SR	0013	A	27 a 79 ca	Vignes
LE TILLEUL	SR	0013	B	25 a 00 ca	Terres
LE TILLEUL	SR	0014	J	40 a 43 ca	Vignes
LE TILLEUL	SR	0014	K	30 a 00 ca	Terres
LE TILLEUL	SR	0015		87 a 68 ca	Vignes
LE TILLEUL	SR	0016		56 a 69 ca	Terres
LE TILLEUL	SR	0017	A	8 a 85 ca	Terres
LE TILLEUL	SR	0017	B	34 a 75 ca	Terres
LE TILLEUL	SR	0020		54 a 60 ca	Terres
LE TILLEUL	SR	0024		57 a 86 ca	Vignes
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0003		25 a 26 ca	Vignes
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0009		55 a 29 ca	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0010		21 a 07 ca	Vignes
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0019	J	1 ha 93 a 52 ca	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0019	K	60 a 51 ca	Vignes
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0032		1 ha 21 a 58 ca	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0034		49 ca	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0042		6 a 05 ca	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0043		96 a 68 ca	Terres
TERRE DE BANQUIERE	ST	0058		3 ha 69 a 61 ca	Terres
TERRE DE BANQUIERE	ST	0060		1 ha 60 a 46 ca	Terres
TERRE DE BANQUIERE	ST	0076		22 a 68 ca	Terres

**TOTAL SURFACE : 78 ha 57 a 51 ca**

- **CONSIDERANT** que la location des terres agricoles permet une mise en valeur culturale génératrice de valeur ajoutée pour le territoire, permet une valorisation patrimoniale et permet de lutter contre le risque d'occupation illicite,

## D E C I D E

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de l'article L 142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Occitanie, les parcelles listées ci-dessus, situées sur les communes de Lattes et Montpellier pour une surface totale de 78 ha 57 à 51 ca.

**ARTICLE 2** : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée d'un an du 01 janvier 2022 au jusqu'au 31 octobre 2022.

**ARTICLE 3** : La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de onze mille cinq cent dix euros (11 510 €).

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 28 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM Erilia pour la  
construction de 6 logements sociaux -  
Résidence 'Villa Rubis', située 2B rue des  
Perrières à Castelnau-le-Lez - convention -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logement réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, modifié par la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°131952 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré ERILIA, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**CONSIDERANT :**

- que la SA d'HLM Erilia, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 6 logements locatif sociaux neufs, résidence « Villa Rubis », située 2B rue des Perrières à Castelnau-le-Lez. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Les Nouveaux Constructeurs comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Rio Concept ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 913 155 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°131952 joint en annexe ;
- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de Relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 913 155 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°131952 constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 16 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

**Claudine VASSAS MEJRI**

**Publiée le : 16 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Villa Rubis Contrat signé.pdf
- GE\_Erilia\_Convention\_Villa Rubis\_Castelnau.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acceptation du**  
**transfert des voies rétablies dans le cadre**  
**des travaux de déplacement de l'autoroute**  
**A9 - Commune de Saint-Jean-de-Védas**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise Foncière » ;
- VU les conventions de rétablissement, et leurs avenants, établis entre Autoroutes du Sud de la France et la Commune de Saint-Jean-de-Védas pour le rétablissement des voies de circulation



impactées par les travaux de déplacement de l'A9 et de requalification de l'A709 sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Védas ;

- VU le transfert de la compétence espace public, comprenant notamment la voirie, entre les communes et Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 au titre de l'article L5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;

- VU la décision ministérielle n°65/03 du 30 janvier 2019 approuvant la délimitation modificative des emprises de l'A9 et décidant la remise au domaine des collectivités publiques des fonciers relevant de leurs compétences en dehors de ces emprises nouvellement définies ;

- VU le plan de de délimitation des emprises sur la commune de Saint-Jean-de-Védas, ainsi que l'état parcellaire identifiant les parcelles relevant du domaine public métropolitain ;

- **CONSIDERANT** la nécessité de régulariser la propriété foncière par un transfert de propriété à titre gratuit entre Autoroutes du Sud de la France (ASF) et Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles affectées aux rétablissements des voies de communications tels que prévus dans les conventions de rétablissement signées concomitamment à la réalisation des travaux ;

#### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par Autoroutes du Sud de la France, des parcelles dont la liste est annexée à la présente, d'une superficie totale de 86 611 m<sup>2</sup>, sises commune de Saint- Jean –de- Védas, correspondant notamment aux rétablissements de la Rue du Mas de Magret, de la Rue de Brucq, du chemin rural dit de Saint-Jean-de-Védas au Moulin de la Resse, du chemin du Gué du Mas de Magret, de la Place de l'Europe, de l'ancien chemin de la Lauze, de l'ancien chemin de Montpellier à Villeneuve ainsi que la voie de liaison entre la Place de l'Europe et le rond point d'accès au parc d'activités de la Lauze ;

**ARTICLE 2** : Le transfert de propriété sera effectué à titre gratuit ;

**ARTICLE 3** : Tous les frais étant à la charge de la Métropole sont inscrits sur le budget général ;

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée, ou toute autre personne dûment habilitée, est autorisée à signer l'acte authentique de transfert des parcelles visées à l'article 1 et dont la liste est annexée ainsi que tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 07 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- liste parcelles.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M0B0027EA  
Étude de diagnostics déchets et amiante  
avant démolition  
Avenant n°1**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;
- VU la décision n° MD2020-970 attribuant le marché n° M0B0027EA - Étude de diagnostics déchets et amiante avant démolition à l'entreprise SOCOBAT EXPERTISES ;

**Considérant :**

- qu'il convient d'ajouter un bordereau de prix supplémentaires pour inclure des prix nouveaux au marché afin de faire face aux adaptations du projet dans le cadre de l'exécution du marché ;

- que la prise en compte de la réglementation sur les diagnostics plomb et termites avant travaux de démolition et des dispositions particulières liées à l'exécution des travaux de démolition sont nécessaires ;

- qu'il est donc nécessaire de passer un avenant pour inclure ces prix nouveaux au marché n° M0B0027EA - Étude de diagnostics déchets et amiante avant démolition à l'entreprise SOCOBAT EXPERTISES ;

### DECIDE


**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n° M0B0027EA - Étude de diagnostics déchets et amiante avant démolition à l'entreprise SOCOBAT EXPERTISES sise 17 Chemin du Charroi 69300 CALUIRE-ET-CUIRE.

L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

  
Montpellier, le 16 JUIN 2022  
Monsieur le Vice-Président  
  
René REVOL

Publiée le : 16 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

#### Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la Société Foncière d'Habitat  
et Humanisme pour l'acquisition d'un  
logement social - 3 Rue des Catalpas, Cité  
Saint-Martin à Montpellier - Convention -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°133256 en annexe signé entre la Société en Commandite par Action (SCA) Foncière d'Habitat et Humanisme, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Considérant :**

- que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert un logement au sein d'une résidence 3 rue des Catalpas, Cité Saint-Martin, bâtiment 51 porte 191 à Montpellier, en vue de la création d'un logement locatif social. L'acquisition est financée en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 130 692 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°133256 joint en annexe et faisant partie intégrant de la présente décision ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 130 692 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°133256, constitué d'une ligne de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 05 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 05 AOUT 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- GE\_Foncière H&H\_Convention \_ Rue des Catalpas 2021.docx
- CDC pret 133256.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM Promologis  
pour la construction de 10 logements  
sociaux - Résidence "La Closerie du Lez",  
625 route de la Pompignane à Castelnau-  
le-Lez - Convention - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°130987 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré Promologis, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.



**Considérant :**

- que la SA d'HLM Promologis, ci-dessous nommé « l’Emprunteur », réalise, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 10 logements locatifs sociaux neufs, résidence « La Closerie du Lez », 625 route de la Pompignane à Castelnau-le-Lez. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Première Pierre comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture et d'urbanisme Roch Marques établi à Castelnau-le-Lez ;
- que l’Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 246 557 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°130987 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;
- qu'en contrepartie, l’Emprunteur s’engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l’octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;
- que la garantie d’emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l’octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d’une convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d’accorder la garantie d’emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d’un montant total de 1 246 557 € souscrit par l’Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°130987, constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2** : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu’au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l’ensemble des sommes contractuellement dues par l’Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d’exigibilité.

Sur notification de l’impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s’engage dans les meilleurs délais à se substituer à l’Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3** : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4** : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 07 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- GE\_PROMOLOGIS\_Convention\_Closerie du Lez\_.docx
- Contrat n°130987- La closerie du Lez- Castelnau.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM Promologis  
pour la construction de 8 logements  
sociaux - Résidence ' In'Side ', 172 Rue de  
la Fontainette à Prades-le-Lez -  
Convention - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°132418 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré Promologis, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**CONSIDERANT :**

- que la SA d'HLM Promologis, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 8 logements locatifs sociaux neufs, résidence « In'Side », 172 Rue de la Fontainette à Prades-le-Lez. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Corim comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 1 logement financé en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par l'agence montpelliéraine Imagine-Architecture.
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 879 532 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°132418 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;
- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 879 532 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°132418, constitué de 7 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8.07.2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 12.07.2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

12/07/2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- GE\_PROMOLOGIS\_Convention\_In'side\_.docx
- Contrat n°132418- Inside- Prades le Lez.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM Promologis  
pour la construction de 17 logements  
sociaux - Résidence 'L'Echappée Belle',  
Chemin de Courpouyran à Juvignac -  
Convention - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°132284 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré Promologis, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Considérant :**

- que la SA d'HLM Promologis, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 17 logements locatifs sociaux neufs, résidence « L'Echappée Belle », Chemin de Courpouyran à Juvignac. Le programme, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Bacotec, comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'architecte montpellieraine Fabienne Sentein-Brinas ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 478 759 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°132284 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;
- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 478 759 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°132284, constitué de 5 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations

de tout projet de réforme de la présente décision.

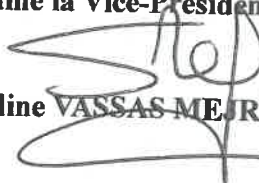
**ARTICLE 5** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 AOUT 2022**

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : **12 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- GE\_PROMOLOGIS\_Convention\_Echappée Belle\_.docx
- Contrat n°132284- l'Echappée Belle- Juvignac.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM Promologis  
pour la construction d'un logement social -  
Résidence ' Promesse ', 5 Rue de Nazareth  
à Montpellier - Convention - Autorisation  
de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°131112 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré Promologis, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**CONSIDERANT :**

- Que la SA d'HLM Promologis, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition d'un logement locatif social neuf, résidence « Promesse », 5 Rue de Nazareth à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Urbis comprend 1 logement financé en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpellierain Matte Devaux Rousseau ;
- Que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant de 123 066 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°131112 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;
- Qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson - Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;
- Que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 123 066 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°131112, constitué de 2 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 JUL. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : **22 JUL. 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **22 JUL. 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- GE\_PROMOLOGIS\_Convention\_Promesse\_.docx
- Contrat n°131112 -Promesse- Mtp.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM Promologis  
pour la construction de 20 logements  
sociaux - ' Résidence du Parc ', 29 Impasse  
de la Pierre Bleue à Castries - Convention -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°133647 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré Promologis, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**CONSIDERANT :**

- Que la SA d'HLM Promologis, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise la construction de 20 logements locatifs sociaux neufs, « Résidence du Parc », 29 Impasse de la Pierre Bleue à Castries. Le programme comprend 8 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 8 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpellierain Rubio ;

- Que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 2 618 337 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°133647 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;

- Qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- Que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 2 618 337 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°133647, constitué de 7 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 JUL. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MELI



Publiée le :

Accusé de réception **22 JUL. 2022** l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **22 JUL. 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- GE\_PROMOLOGIS\_Convention\_Residence du Parc\_.docx
- CDC n°133647.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM Promologis  
pour la construction de 6 logements  
sociaux - Résidence ' Le Valjoly ', 85 Rue  
Buffon à Montpellier - Convention -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans les domaines de l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°133234 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré Promologis, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**CONSIDERANT :**

- Que la SA d'HLM Promologis, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 6 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Le Valjoly », 85 Rue Buffon à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur BEC Immobilier comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'architecte montpellierain David Miralles ;

- Que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant de 426 883 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°133234 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;

- Qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- Que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 426 883 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°133234, constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.



**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13/07/2022

Madame la Vice-Présidente

  
Claudine VASSAS MEJRI

Publiée le : 18/07/2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 15/07/2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- GE\_PROMOLOGIS\_Convention\_Valjoly.docx
- Contrat n°133234- Le Valjoly- Mtp.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un échange foncier avec  
soulte entre l'État et Montpellier  
Méditerranée Métropole - Avenue Jean  
Mermoz, avenue Henri II de  
Montmorency, rue de Valençay, boulevard  
d'Antigone - Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-5 du Code général des collectivités territoriales relatif aux compétences des métropoles ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment, celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole, et celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- **VU** la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2021-1209 en date du 06 décembre 2021 portant constat de désaffectation et prononcé du déclassement de trois emprises issues du domaine public viaire métropolitain, situées allée Henri II de Montmorency & boulevard d'Antigone à Montpellier, nouvellement cadastrées HK 480 (61 m²), HK 481 (85 m²) et HK 482 (8 m²) ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2022/00005 en date du 15 février 2022 portant déclaration d'inutilité, déclassement du domaine public et remise au service du domaine de l'Etat des parcelles CM 50, CM 211 et HK 475 ;
- **VU** les estimations de France Domaine des 6 décembre 2021, 13 décembre 2021 et 17 novembre 2021 retenant des valeurs différenciées expliquées par la nature des biens, leur affectation et leur coût d'entretien ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité pour l'Etat et pour Montpellier Méditerranée Métropole de procéder à des acquisitions foncières, permettant à chacune des parties d'exercer ses compétences et de régulariser différentes occupations foncières, par un échange foncier ;
- la demande des services de l'Etat de pouvoir déposer, en propre ou pour tout tiers substitué, une demande d'autorisation d'urbanisme sur les parcelles qu'il doit acquérir, jusqu'à la réitération des actes notariés.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'acquisition du domaine privé de l'Etat pour un montant total de 17 210 € (dix-sept mille deux cent dix euros).

<b>Parcelles cédées par l'Etat à Montpellier Méditerranée Métropole</b>				
<b>Désignation parcellaire</b>	<b>Adresse</b>	<b>Superficie</b>	<b>Prix au m²</b>	<b>Montant total</b>
CM 50	avenue Jean Mermoz	2 868 m²	6 €	17 208 €
CM 211	avenue Henri II de Montmorency	919 m²	forfait 1 €	1 €
HK 475	boulevard d'Antigone	87 m²	forfait 1 €	1 €
<b>Montant total :</b>				<b>17 210 €</b>

**ARTICLE 2 :** Dès leur acquisition, les parcelles CM 50 située avenue Jean Mermoz, CM 211 située avenue Henri II de Montmorency et HK 475 située boulevard d'Antigone, constituées de voirie et accessoires, sont intégrées au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte la vente à l'Etat des emprises déclassées pour un montant total de 16 175 € (seize mille cent soixante-quinze euros).

<b>Parcelles cédées par Montpellier Méditerranée Métropole à l'Etat</b>				
<b>Désignation parcellaire</b>	<b>Adresse</b>	<b>Superficie</b>	<b>Prix au m²</b>	<b>Montant total</b>
HK 476	rue de Valençay & avenue Henri II de Montmorency	229 m²	50 €	11 450 €
HK 482	avenue Henri II de Montmorency	8 m²	50 €	400 €
HK 480	avenue Henri II de Montmorency	61 m²	50 €	3 050 €
HK 481	boulevard d'Antigone	85 m²	15 €	1 275 €
<b>Montant total :</b>				<b>16 175 €</b>

**ARTICLE 4** : La transaction sera réalisée avec une soulte de 1 035 € (mille trente-cinq euros) au bénéfice de l'Etat.

**ARTICLE 5** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié, aux frais partagés entre les deux échangistes.

**ARTICLE 6** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 7** : Montpellier Méditerranée Métropole autorise les services de l'Etat ou tout tiers substitué, à déposer et se voir octroyer une demande d'autorisation d'urbanisme sur lesdites emprises par anticipation sur la réitération des actes notariés titrant définitivement les parties en présence. En outre, les services de l'Etat pourront prendre possession des emprises de façon anticipée et réaliser leurs travaux.

**ARTICLE 8** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 9** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **28 JUIN 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : **28 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **28 JUIN 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avis SF 06 12 2021 section HK.pdf
- Avis SF 13 12 2021 CM 50.pdf
- Avis SF 2021.34172.83856 CM 211.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Une convention de partenariat est conclue avec la ville de Castelnau-le-Lez - Kiasma pour le spectacle *Les instantanés* de la Compagnie « Le Cri dévot » qui fera l'objet d'une programmation à la médiathèque Aimé Césaire dans le cadre de sa programmation culturelle le jeudi 12 mai 2022 à 19h.

**ARTICLE 2 :** Le contrat prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties et prend fin à l'issue du spectacle le jeudi 12 mai 2022.

**ARTICLE 3 :** la programmation de ce spectacle est consentie à titre gracieux.

**ARTICLE 4 :** d'imputer les dépenses sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



**Publiée le :** 23 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Corrections Projet de convention injectée dans AIR DELIB 15 06 22.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat avec la Mairie de Castelnau-le-  
Lez dans le cadre de la programmation  
hors les murs du Kiasma - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la culture et du patrimoine historique

**CONSIDÉRANT :**

- Qu'en raison de la volonté de développer la coopération entre la médiathèque métropolitaine Aimé Césaire et le Kiasma, la Ville de Castelnau-le-Lez propose la programmation du spectacle « Les instantanés » de la Compagnie « Le Cri dévot » dans le cadre de la programmation hors les murs du Kiasma ;
- Que la programmation de ce spectacle nécessite la signature d'une convention de partenariat avec la ville de Castelnau-le-Lez ;



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des**  
**parcelles à vocation publique - ZAC de la**  
**Draye - Tranche 2 - Commune de Jacou**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-5 du Code Général des collectivités territoriales relatif aux compétences des métropoles ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- **CONSIDERANT** l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole d'acquérir les parcelles à vocation publique, voiries et bassins de rétention sur la commune de Jacou, réalisés par le groupe GGL Aménagement dans le périmètre de la ZAC de la Draye – Tranche 2, pour permettre leur



classement dans le domaine public ;

- **CONSIDERANT** que la rue Gaston Baissette, l'impasse Gaston Baissette, l'impasse Claude Simon, l'impasse Bernard Mahoux, l'allée Claude Rose et Lucien Touati, la rue Joseph Delteil, l'impasse Léon Cordes, l'impasse Anne Bragance, l'impasse Robert Allan, l'impasse Janine Besson, ainsi qu'un tronçon de l'avenue Paul Valéry ont vocation à intégrer le domaine public de la Métropole, ainsi que les bassins de rétention réalisés ;

### DECIDE

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'acquisition des parcelles à vocation publique, (voiries et bassins de rétention), aménagées par le groupe GGL Aménagement dans le cadre de la ZAC de la Draye – Tranche 2 sur la commune de Jacou.

**ARTICLE 2** : La transaction aura lieu au prix d'un euro symbolique, avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis, à charge pour la Métropole de classer ces emprises dans son domaine public. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié, aux frais de la Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 JUL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 29 JUL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des**  
**parcelles BX 578 et BX 579 - ZAC de**  
**Courpouyan - commune de Juvignac**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU la demande de rétrocession formulée par GGL Groupe, pour intégration au domaine public de deux parcelles cadastrées BX 578 et BX 579, situées en bordure de voie dans la ZAC de Courpouyan à Juvignac ;
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces deux parcelles à vocation publique situées dans la

ZAC de Courpouyran à Juvignac, et constituant des délaissés de voirie ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe la parcelle BX 578 de 334 m<sup>2</sup> et la parcelle cadastrée BX 579 de 547 m<sup>2</sup> situées dans la ZAC de Courpouyran sur la commune de Juvignac, afin d'intégrer ces deux emprises dans le domaine public de la Métropole.

**ARTICLE 2 :** La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir des délaissés de voirie.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **2 8 JUIN 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 2 8 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**2 8 JUIN 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation temporaire consentie sur les  
parcelles cadastrées section RB n° 11 - 12  
et 13p - commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU la demande, de mise à disposition du site de Grammont, par l'association « La Bergerie Languedocienne Montpellier » représentée par son président Monsieur Mohamed SEDDIKI, en date du 10 janvier 2022,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de l'Association « la Bergerie Languedocienne Montpellier », dont le siège se situe 56 rue des Cassis à Montpellier (34000), représentée par son Président en exercice Monsieur Mohamed SEDDIKI, sur les parcelles cadastrées section RB n° 11, 12 et 13p, d'une contenance totale d'environ 12 305 m<sup>2</sup>, situées lieudit « Le Grand Grès », sur la commune de Montpellier, permettant le déroulement de la fête de l'Aïd Al-Adha,
- **CONSIDERANT** que les terrains précités constituent une réserve foncière destinée à accueillir à terme de nouveaux équipements,
- **CONSIDERANT** que, dans l'attente de l'aboutissement des études engagées, ce tènement foncier peut accueillir une manifestation ponctuelle,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire est consentie au bénéfice de l'Association « la Bergerie Languedocienne Montpellier », sur les parcelles cadastrées section RB n° 11, 12 et 13p, d'une contenance totale d'environ 12 305 m<sup>2</sup>, situées lieudit « Le Grand Grès » sur la commune de Montpellier entre le 21 juin 2022 et le 15 juillet 2022 inclus.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance de 35 €.

**ARTICLE 3** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 5 JUIL. 2022

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : - 5 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 5 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de mise à  
disposition à la SAFER Occitanie -  
Domaine de Viviers - Communes de  
Clapiers et Jacou**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 21 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Occitanie, dont le siège est à CASTANET-TOLOSAN (31321), 10 Chemin de la Lacade Auzeville-Tolosane, BP 22125, un ensemble de parcelles situées sur les communes de Castelnau-le-Lez, Lattes et Montpellier, tel que détaillé dans le tableau ci-dessous

Commune de CLAPIERS / Surface sur la commune : 20 ha 51 a 85 ca

Lieu-dit	Section	N°	Surface	Nature
PLAN GUIRARD	BC	0003	74 a 39 ca	Terres
PLAN GUIRARD	BC	0003	1 ha 45 a 00 ca	Terres
PLAN GUIRARD	BC	0004	5 ha 53 a 31 ca	Terres
PLAN GUIRARD	BC	0008	3 ha 75 a 29 ca	Terres
PLAN GUIRARD	BC	0029	6 ha 80 a 11 ca	Terres
PLAN GUIRARD	BC	0029	49 a 00 ca	Taillis simple
PLAN GUIRARD	BC	0031	1 ha 50 a 00 ca	Terres
PLAN GUIRARD	BC	0031	24 a 75 ca	Terres

Commune de JACOU / Surface sur la commune : 16 ha 01 a 02 ca

Lieu-dit	Section	N°	Surface	Nature
MONTVILLA	AV	0018	59 a 57 ca	Terres
MONTVILLA	AV	0020	1 ha 10 a 19 ca	Terres
MONTVILLA	AV	0021	9 ha 38 a 99 ca	Terres
MONTVILLA	AV	0024	1 ha 30 a 84 ca	Terres
VIVIERS	AV	0107	2 ha 95 a 43 ca	Terres
MONTVILLA	AV	0594	66 a 00 ca	Terres

**TOTAL SURFACE : 36 ha 52 a 87 ca**

**- CONSIDERANT** que la location des terres permet une mise en culture créant de la valeur ajoutée pour le territoire, de proposer une valorisation patrimoniale et d'éviter le risque d'occupation illicite,

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de l'article L 142-6 du Code rural, met à disposition de la SAFER Occitanie, les parcelles listées ci-dessus, situées sur les communes de Clapiers et Jacou pour une surface totale de 36 ha 52 a 87 ca.

**ARTICLE 2 :** La convention de mise à disposition est consentie pour une durée d'une campagne jusqu'au 30 août 2022.

**ARTICLE 3 :** La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de six mille six cents euros (6 600€).

**ARTICLE 4 :** Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 28 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 28 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 28 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle ZB 528 - Chemin des Crouzettes -**  
**Commune de Montaud**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, dans le domaine de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU l'accord des propriétaires indivis pour céder la parcelle ZB 528 en vue de l'aménagement du chemin des Crouzettes sur la commune de Montaud ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de cette parcelle, afin de permettre les travaux d'aménagement du chemin ;



**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur FELIX et Madame VANHAËSEBROUCKE ou toute personne s'y substituant, la parcelle ZB 528 d'une superficie de 40 m<sup>2</sup>, en vue de l'aménager et de l'intégrer au domaine public.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix de 12 €/m<sup>2</sup> soit un montant total de 480 € à répartir entre les copropriétaires au prorata de leurs parts indivises.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **28 JUIN 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 28 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **28 JUIN 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de  
parcelles en vue d'aménagements de voirie  
sur la Commune de Cournonsec et la  
Commune de Fabrègues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la nécessité d'acquérir auprès du Département de l'Hérault, les emprises nécessaires à la l'aménagement de la RM 5 sur la commune de Cournonsec ;
- VU la nécessité de régulariser la propriété de la parcelle CA 14 située lieudit Mante sur la commune de Fabrègues ;

- VU les accords du Département en date du 15 octobre et 9 novembre 2021 ;

**Considérant** que suite au transfert des routes départementales intervenu le 1<sup>er</sup> janvier 2017, il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles acquises pour ces projets par le Département de l'Hérault ;

# **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du Département de l'Hérault, les parcelles suivantes en bordure de la RM 5 sur la commune de Cournonsec :

Parcelles Cadastrale	Superficie (m²)
BB 12 (b)	296
BB 13 ( d)	955
AY 31 (b)	1 332
AY 36 (d)	217
AY 37 (f)	886
AY76	424
AY77	1400
BB25	718
AY81	588
BB26	139
AY80	662
AY1	1008
AY5	1649
BB22	815
BB23	99
AY78	634
AY79	159
AY7	903
AY9	555
AY10	439
AZ73	2810
AZ74	60
BA 71	1239
BA 70	220
BA 68	802
BC 44	17
BE170	157
BE171	203
BE168	252
AI23	55
BD245	972
BA64	138
BD274	75

B 2928 issue de B 2332	Passée au DP
BD271	144
BD273	21
BA 73	145
AI 27	693
AI 29	218
AI 25	192

et la parcelle CA 14 d'une superficie de 2233 m<sup>2</sup> située lieudit Mante sur la commune de Fabrègues.

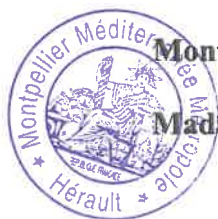
**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix de 93 541,16 € pour les parcelles concernant le projet d'aménagement de la RM 5 et 22 000 euros pour la parcelle CA 14, soit un montant total de 115 541,16 euros.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole. Les parcelles seront intégrées au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 28 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 28 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

28 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle CB 317 - Chemin des Mûriers -**  
**Commune de Castelnau-le-Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, dans le domaine de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU l'accord de la propriétaire pour céder la parcelle CB 317 située chemin des Mûriers sur la commune de Castelnau Le Lez, en vue de son intégration dans le Domaine Public Métropolitain ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de cette parcelle aménagée en trottoirs et abords de voirie ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame SPAETH ou toute personne s'y substituant, la parcelle CB 317 d'une superficie de 98 m<sup>2</sup> en vue de l'intégrer dans son domaine public.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir un trottoir et des abords de voirie.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **28 JUIN 2022**

Madame la Vice-Présidente

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 28 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 JUIN 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Musée Fabre**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat entre le musée Fabre, l'Office  
de tourisme et de congrès de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole les conventions de partenariat ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

**CONSIDERANT :**

- les collaborations historiques et existantes entre les deux structures ;
- que la collaboration entre OTC3M et le musée Fabre contribue au rayonnement du musée Fabre auprès des habitants de la Métropole, au national et à l'international et à la synergie entre nos structures pour des actions d'envergure ;
- la nécessité d'encadrer les actions de médiations, de communications, et de promotions du musée Fabre et du territoire, selon les conditions suivantes :
  - adhésion gracieuse du musée Fabre au bureau des congrès de l'OTC3M ;

- revente de billets d'entrée aux collections permanentes et temporaires du musée Fabre par l'OTC3M à sa clientèle groupe ;
  - mettre à disposition gracieuse 3 demies-journées par an l'auditorium du musée, (valorisation 3x1600 € soit 4800 € à titre gracieux) ;
  - organiser des visites guidées des collections permanentes et des expositions temporaires aux entreprises adhérentes de l'OTC3M dans le cadre de son programme de fidélisation une fois par an. (Valorisation : 1300 € en soirée privée pour 1 à 100 personnes et 2000 € si plus de 100 personnes) ;
  - assurer l'exonération du droit de parole (25 €) pour les guides de l'OTC3M lors de leurs visites au musée Fabre avec un groupe ;
  - sur les réseaux sociaux animés par l'OTC3M, il communique régulièrement sur les événements du musée Fabre. Communications intégrées dans le planning éditorial de l'OTC3M ;
  - sur les cartes et dépliants édités par l'OTC3M ;
- la nécessité de rappeler les conditions de partenariat suivantes pour le dispositif « City Card » :
- le musée Fabre s'engage à accorder à l'acquéreur de la carte la gratuité pour le billet d'entrée individuelle au musée Fabre (Collections Permanentes, Exposition Temporaire) et pour le billet de visite guidée individuelle (Collections Permanentes, Exposition Temporaire), tous les jours d'ouverture du musée Fabre tout au long de l'année, y compris juillet et août ;
  - l'OTC3M s'engage à verser à Montpellier Méditerranée Métropole pour chaque prestation consommée la moitié de la somme totale des visites soit de 4,5 € correspondant à la moitié du tarif plein adulte pour l'entrée aux collections permanentes et de 6 € correspondant au tarif plein adulte pour l'entrée aux expositions temporaires, ainsi que 5,25 € pour la moitié du tarif plein adulte aux visites guidées collections permanentes et 7,50 € pour la moitié du tarif plein de visite guidée exposition temporaire adulte sur présentation de la facture accompagnée du bordereau portant référence des City Cards.

## **DECIDE**

**ARTICLE 1:** D'autoriser la signature de la convention de partenariat avec OTC3M.

**ARTICLE 2:** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3:** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.





Montpellier, le

28/6/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 29 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 29 JUIN 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet Convention OT 2022 version finale (Enregistré automatiquement).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché  
de maîtrise d'œuvre n°8.134 dans le cadre  
de la réalisation de la ligne 5 de tramway -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Président 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU le décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- **VU** la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;
- **VU** la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- **VU** la décision n°MD2019-549 du 3 juin 2019 portant sur l'attribution du marché n°8.134 portant sur le marché de maîtrise d'œuvre Poursuite de la 5ème ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement ARTELIA (mandataire) / SYSTRA / A. GARCIA DIAZ (devenu GAU depuis le 10/12/2021) pour un montant de 20 797 614,40 € HT toutes tranches confondues ;
- l'apport partiel d'actifs de SYSTRA à SYSTRA France ;
- La nécessité de conclure un avenant de transfert au marché ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** de prendre acte de la conclusion d'un avenant n°1 marché n°8.134 portant sur le marché de maîtrise d'œuvre Poursuite de la 5ème ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2 :** que cet avenant n'a aucune incidence financière.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



**Montpellier, le 15 JUIN 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Julie FRÊCHE**

**Publiée le : 16 JUIN 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant n°1 de transfert.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de la parcelle  
BB 184 aux consorts CLARET - Commune  
de Vendargues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme opérationnel et de la Maîtrise foncière ;
- VU la décision n° 2016-838 relative à la préemption de la parcelle BB 184 sur la commune de Vendargues, en date du 10 novembre 2016,
- VU la requête des consorts CLARET, acquéreurs évincés, demandant l'annulation de la préemption, en date du 09 janvier 2017 ;

- **VU** le jugement du tribunal administratif du 17 juillet 2018 rejetant la requête des consorts CLARET ;

- **VU** l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille annulant le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 17 juillet 2018 et la décision du 10 novembre 2016 par laquelle le président de Montpellier Méditerranée Métropole a préempté la parcelle BB 184 sur la commune de Vendargues, enjoignant à Montpellier Méditerranée Métropole de prendre toute mesure utile afin de mettre fin aux effets de la décision attaquée, dont le présent arrêt prononce l'annulation et à proposer à l'ancien propriétaire d'acquérir le bien puis, le cas échéant, en cas de refus de sa part, aux consorts CLARET ;

- **VU** l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille mettant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole une somme de 2 000 Euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, à verser à Monsieur CLARET et autres ;

**CONSIDERANT :**

- Que ce terrain a été acquis par la Métropole au prix de la déclaration d'intention d'aliéner après avis de France Domaines fixé à 15 000 € (quinze mille euros) ;

- Que l'ensemble des frais de cet acte et de la suite seront supportés par l'acquéreur qui s'y oblige ;

- Que Montpellier Méditerranée Métropole versera une somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, à verser à Monsieur CLARET et autres ;

- Qu'il a été proposé au vendeur initial de racheter ce bien par lettre recommandée avec Avis de Réception en date du 21 avril 2021 et que celle-ci l'a refusé par lettre simple le 22 avril 2021 ;

- Qu'en suivant, il a été proposé aux acquéreurs évincés, les consorts Claret, par lettre recommandée en date du 14 juin 2021 de leur céder le bien au prix préempté soit 15 000 €, ce qu'ils ont accepté par courrier ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De céder la parcelle cadastrée section BB184 sur la commune de Vendargues aux consorts CLARET au prix de 15 000 € (quinze mille euros).

**ARTICLE 2 :** La recette correspondante sera inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 22 JUIL. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 22 JUIL. 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif : 60 % ;
  - Valeur technique au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique : 40 % ;
- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 12 juillet 2022, a classé et choisi l'offre de la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS, sise 351 rue de la Castelle – BP1231- 34073 Montpellier Cedex 03, présentant une offre économiquement avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°M1D0089VD Conditionnement de cartons issus de collecte sélective à SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS, sise 351 rue de la Castelle –BP1231- 34073 Montpellier Cedex 03.

La durée du marché est de 1 an à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit 3 fois 1 an.

Le montant maximum annuel est de 130 000 euros hors taxe soit 520 000 euros hors taxe sur la durée globale du marché en cas de reconduction de toutes les périodes prévues.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 26 JUL. 2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ

Publiée le : 29 JUL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
**Service Ressources Transversales**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché**  
**n°M1D0089VD - Conditionnement de**  
**cartons issus de collecte sélective -**  
**Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet » ;

**CONSIDÉRANT :**

- la nécessité de passer un marché pour le conditionnement de cartons issus de collecte sélective ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, pour une durée d'un an, reconductible 3 fois 1 an, avec un maximum annuel de 130 000 € ht soit 520 000 € HT sur la durée globale du marché en cas de reconduction de toutes les périodes prévues ;



- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes pour une durée d'un an;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Prix : 40%
  - ° Valeur technique : 60%
- qu'après analyse, l'entreprise SARP MEDITERRANEE sise au 2443, avenue de Maurin – BP 75527 – 34071 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché M2B0010HP de curage et pompage des réseaux Métropolitains à l'entreprise SARP MEDITERRANEE, sans montant minimum pour un montant maximum de 82 000 € HT;

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 JUIL. 2022

Monsieur le Conseiller Métropolitain

Jean-Pierre RICO



Publiée le : 06 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Gens du Voyage**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché**  
**N°M2B0010HP - Curage et pompage des**  
**réseaux d'assainissement des sites**  
**métropolitains**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO, Conseiller Métropolitain, dans les domaines « Mise en place de la police des transports et Aires d'accueil des gens du voyage ;

**Considérant :**

- que les services de Montpellier Méditerranée Métropole doivent faire appel à un prestataire pour le curage et pompage des réseaux d'assainissement des sites métropolitains ;



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des**  
**parcelles A 1836 et A 1837 - Lieudit La**  
**Capelane - Commune de Saint-Brès**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la Délibération n° 2015-106-L. J du 9 avril 2015 du Conseil Municipal de la commune de Saint Brès, entérinant la cession au profit de Montpellier Méditerranée Métropole de deux parcelles cadastrées A 1836 et A 1837 ;
- VU la décision n° MD 2022-555 du 28 avril 2022, décidant par erreur de l'acquisition de ces parcelles à l'euro symbolique avec dispense de paiement ;

**CONSIDERANT** que la délibération de la Commune prévoit le paiement d'une somme de 1.50 euro ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles constituant un ancien chemin déclassé aujourd'hui intégré à la voirie et pour partie dans le périmètre de la piscine Héraclès ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Commune de Saint-Brès les parcelles A 1836 et A 1837 d'une superficie respective de 65 m<sup>2</sup> et 201 m<sup>2</sup>, situées lieudit La Capelane sur la commune de Saint Brès, afin de régulariser la situation juridique de ces deux emprises.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix de 1.50 euro.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Cette décision annule et remplace la décision n° MD 2022-555 du 28 Avril 2022.

**ARTICLE 5** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 6** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **2 8 JUIN 2022**

Madame la Vice-Présidente

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 2 8 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **2 8 JUIN 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant N°6  
prorogeant l'occupation de locaux par la  
société TZIC au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 28 mai 2017 passée entre la Métropole et la société TZIC pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant n°5 en date du 15 juillet 2021 ;

- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 17 mai 2022 ;
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société TZIC a besoin de davantage de temps pour consolider son assise financière afin de pérenniser son activité et les emplois créés et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant n°6 prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société TZIC pour une période de six mois à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022 et jusqu'au 30 novembre 2022.

**ARTICLE 2:** A compter du 1<sup>er</sup> juin 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société TZIC pour la surface totale de 241,70 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 2 789,15 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4:** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



**Publiée le :** 16 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet d'avenant n°6 TZIC Prorogation.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation du domaine public par  
l'association DIGITAL113 au sein de la  
pépinière d'entreprises CAP OMEGA -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;

- VU la délibération du Conseil N° M2022-51 du 25 janvier 2022 relative à l'attribution de subventions aux associations et structures, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution et de partenariat ;

- VU l'échéance de la convention d'occupation de l'association DIGITAL 113 ;

- VU la validation par le comité d'agrément de la demande de DIGITAL 113 pour une nouvelle convention d'occupation ;

**- CONSIDERANT :**

- qu'une convention d'attribution et partenariat a été conclue entre MONPTELLIER MEDITERRANNE METROPOLE et DIGITAL113 en date du 29 avril 2022,

- que ce cluster régional a pour mission de fédérer, animer et accompagner les acteurs de la filière numérique en région Occitanie Pyrénées Méditerranée, et qu'il convient par conséquent de lui accorder l'autorisation d'occuper la Maison du Numérique de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA de Montpellier Méditerranée Métropole pour maintenir l'activité de ce lieu phare d'animation du secteur du Numérique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'association DIGITAL113 pour une période de douze mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, le montant hors taxe et hors charge de la redevance est valorisé sur la base des tarifs 2022 selon la délibération M2021-657 du conseil en date du 14 décembre 2021.

- La redevance de base mensuelle hors taxes et hors charges est de 1 487,64 euros pour la mise à disposition d'une surface totale de 112,36 m<sup>2</sup> du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2022.
- Soit un montant annuel de 17 851,75 euros HT.

**ARTICLE 3:** Compte tenu des services d'intérêt collectif que l'association rend aux entreprises du numérique implantées à Cap Oméga cette redevance ne sera pas due. Elle sera valorisée par l'association DIGITAL113 dans le cadre de ses actions en faveur des entreprises du numérique.

**ARTICLE 4 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



**Montpellier, le 15 JUIN 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**



**Publiée le : 16 JUIN 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**  
- Projet de convention -113.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**décision relative à un renouvellement d'une  
adhésion à l'association Centre Européen  
de prévention de Risque d'Inondation  
(CEPRI)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET en matière de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI » ;
- VU la délibération n°M2020-327 désignant les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs ;
- VU la délibération n°2019-642 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Centre Européen de Prévention et de gestion du Risque Inondation (CEPRI) à compter de l'année 2019,

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de maintenir l'adhésion 2022 au Centre Européen de Prévention et de gestion du Risque Inondation (CEPRI) - association loi 1901 créée en 2006 - pour un appui technique et scientifique des collectivités territoriales et de l'Etat dans la prévention et la gestion du risque d'inondation ;

- que dans un contexte de constantes évolutions réglementaires et techniques, et face à la complexité de ces dernières, il est pertinent que la Métropole rejoigne ce réseau afin de participer aux échanges d'expériences et bénéficier des dernières avancées pour l'aider à mettre en œuvre ses politiques publiques de gestion du risque d'inondation et de construction de la ville résiliente ;
- que la cotisation annuelle à l'association est fixée en fonction du nombre d'habitants de la collectivité. Les frais d'adhésion annuelle à l'association CEPRI s'élèvent ainsi à 2 000 € ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Centre Européen de Prévention et de gestion du Risque Inondation (CEPRI) dont le montant de la cotisation 2022 s'élève à 2000 €.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le bulletin d'adhésion et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 06 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire, 06 JUIL. 2022

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement  
d'adhésion à l'association nationale des  
gestionnaires de digues - France Dignes**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Véronique NEGRET en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET dans les domaines de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI » ;
- VU la délibération n°M2020-163 désignant les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs ;
- VU la délibération n°2019-216 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association France Dignes à compter de l'année 2019 ;

**Considérant :**

- que dans un contexte de constantes évolutions réglementaires et techniques, et face à la complexité de ces dernières, il est pertinent que Montpellier Méditerranée Métropole rejoigne ce réseau national afin de participer aux échanges d'expériences et d'améliorer ses bonnes pratiques en matière de gestion des digues et barrages ;

- que les missions de France Dignes - association de 1901, dont l'objectif est de structurer et consolider la profession de gestionnaire de digues en favorisant les échanges techniques, le partage des savoir-faire et l'échange d'expériences, en développant les connaissances des gestionnaires par des formations et en créant des outils métiers spécifiques sont nécessaires ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** De renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association nationale des gestionnaires de digues, France Dignes. La cotisation annuelle à l'association est fixée sur une base forfaitaire de 750 € à laquelle s'ajoute un montant de 30 €/km de gestion de digues. Montpellier Méditerranée Métropole gère un linéaire de 35,4 km de digues. Par conséquent, les frais d'adhésion annuelle à l'association France Dignes s'élèveraient ainsi à 1 812 €.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le bulletin d'adhésion et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 06 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Service Politique de la Ville**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M2B0032PV  
Évaluation finale du contrat de ville 2015 -  
2023 de Montpellier Méditerranée  
Métropole Préparation de la nouvelle  
contractualisation - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Clara GIMENEZ, Vice-présidente, dans le domaine de la Politique de la ville et de la Cohésion sociale ;

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire d'assister le comité technique et l'équipe projet du contrat de ville, d'une part, dans la production du rapport d'évaluation finale du contrat de ville 2015-2023, et d'autre part, dans

la préparation du futur contrat de ville qui fera ensuite l'objet d'une contractualisation entre les différents partenaires ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché de services à tranches optionnelles pour une durée de 6 mois pour la tranche ferme et de 6 mois pour la tranche conditionnelle, soit un total de 12 mois maximum ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1. Pertinence de la proposition (33,7 points max) ;
2. Références des collaborateurs du bureau d'études affectés à la mission et composition / organisation de l'équipe (33 points max) ;
3. Respect de l'enveloppe financière (33,3 points max).

- qu'après analyse des offres, la société SEMAPHORES EXPERTISE - 20/24 rue Martin Bernard - 75013 PARIS a été classée en première position au regard des critères mentionnés ci-dessus ;

### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché n° M2B0032PV « Evaluation finale du contrat de ville 2015-2023 de Montpellier Méditerranée Métropole (tranche ferme) – Préparation de la nouvelle contractualisation (tranche conditionnelle) » à la société SEMAPHORES EXPERTISE, pour un montant global de 49 465 euros HT, dont 24 755 euros HT pour la tranche ferme, et 24 710 euros HT pour la tranche conditionnelle.

Le marché prend effet à compter de la date de notification au prestataire. Sa durée est de 6 mois pour la tranche ferme et 6 mois pour la tranche conditionnelle, soit 12 mois maximum.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 27 juin 2022

Madame la Vice-Présidente

Clara GIMENEZ

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'Clara Gimenez', written over a horizontal line.

Publiée le : 28 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux**  
**Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord cadre à  
marchés subséquents pour des marchés de  
travaux - Réalisation d'un réseau d'aires  
d'accueil des gens du voyage sur le  
territoire de Montpellier Méditerranée  
Métropole - Aire de Fabrègues -  
Autorisation de signature du Marché  
Subséquents n°6 - Lot 1 ' Terrassement,  
voirie, pluvial '**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO, Conseiller Métropolitain, dans le domaine des aires d'accueil des gens du voyage ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

- VU la convention de mandat d'études et de travaux en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M, relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2018-1087 relative à la signature de l'accord-cadre n°2942T19.03 relatif à l'attribution des marchés de travaux pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 3 décembre 2018 et notifié le 22 janvier 2019 ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il y a lieu, dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole, d'attribuer des marchés de travaux pour la mise en œuvre de l'aire de grand passage de Fabrègues ;

- que pour rendre utilisable cette aire lors de toutes les périodes de l'année, y compris à l'occasion de fortes pluies, il convient de réaliser un terrassement en pleine masse et GNT des parcelles pour leur mise à niveau, de mettre en place un talus périphérique et une aire de retournement avant la mise en service effective de cette aire ;

- que l'offre de l'entreprise JOULIE TP – 4 rue des Barrys, 34660 Couronsec respecte l'application des prix mentionnés aux bordereaux des prix unitaires de l'accord cadre.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché subséquent n°6 relatif à la réalisation d'un terrassement en pleine masse et GNT des parcelles sur l'aire d'accueil des gens du voyage de Fabrègues, sur la base du CCTP et du bordereau de prix unitaires à l'entreprise JOULIE pour le lot 1 « Terrassement, voirie, pluvial » d'un montant de 82 470 € HT.

Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service et pour une durée de 1 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 06 JUIL. 2022**

**Monsieur le Conseiller Métropolitain**

**Jean-Pierre RICO**



**Publiée le : 06 JUIL. 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 06 JUIL. 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux**  
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord cadre à  
marchés subséquents pour des marchés de  
travaux - réalisation d'un réseau d'aires  
d'accueil des gens du voyage sur le  
territoire de Montpellier Méditerranée  
Métropole - Aire de Castries -Autorisation  
de signature du Marché Subséquents n°7 -  
Lot 1 ' Terrassement, voirie, pluvial '**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO, Conseiller Métropolitain, dans le domaine des aires d'accueil des gens du voyage ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

- VU la convention de mandat d'études et de travaux en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M, relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n° MD2018-1087 relative à la signature de l'accord-cadre n° 2942T19.03 relatif à l'attribution des marchés de travaux pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 3 décembre 2018 et notifié le 22 janvier 2019;

**CONSIDERANT :**

- Qu'il y a lieu, dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage Montpellier Méditerranée Métropole, d'attribuer des marchés de travaux pour la mise en œuvre de l'aire de grand passage de Fabrègues ;
- Qu'il y a lieu de reprendre l'accès à l'aire d'accueil en réalisant une aire de retournement et en rendant carrossable le chemin d'accès par la pose d'un bicouche et l'aménagement d'une noue pour accueillir les eaux pluviales utilisable avant la mise en service effective de cette aire ;
- Que l'offre de l'entreprise JOULIE TP – 4 rue des Barrys, 34660 Cournonsec respecte l'application des prix mentionnés aux bordereaux des prix unitaires de l'accord cadre ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché subséquent n°7 relatif à la réalisation d'un accès conforme à la destination de l'aire d'accueil des gens du voyage de Castries, sur la base du CCTP et du bordereau de prix unitaires à l'entreprise JOULIE pour le lot 1 « Terrassement, voirie, pluvial » d'un montant de 51 217,50 € HT,

Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service et pour une durée de 1 mois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

06 JUIL. 2022

Monsieur le Conseiller Métropolitain

Jean-Pierre RICO



Publiée le : 06 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation du domaine public pour  
l'occupation de locaux par la société TIPSI  
au sein de la pépinière d'entreprises Cap  
Omega - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;

- VU la sollicitation de l'entreprise TIPSİ pour intégrer une des pépinières du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, CAP ALPHA sise à Clapiers ou CAP OMEGA sise Montpellier ;
- VU la validation pour la demande de mise à disposition d'une surface locative par le comité d'agrément du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 16 mai 2022 ;
- **CONSIDERANT:**
  - la réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières ;
  - la nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction ;
  - la volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation ;
- que l'entreprise TIPSİ répond aux critères exigés pour une installation à CAP OMEGA ;
- que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation type selon la délibération N° 8988 en date du 3 juillet 2009 et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée de la société TIPSİ ;

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1:** qu'une convention d'occupation du domaine public, est conclue entre la société TIPSİ et le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour une période de dix mois à compter du 1er juin 2022 et jusqu'au 31 mars 2023.

**ARTICLE 2:** qu'à compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société TIPSİ pour la surface de 30,71 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 406,60 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 3 :** qu'à échéance de cette occupation de dix mois, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à la société, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

**ARTICLE 4:** que la recette résultant de la présente convention d'occupation du domaine public est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5:** que Madame la Vice-Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6:** que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 16 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention-TIPSI.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de  
préemption urbain - Propriété société  
DECATHLON - Terrain nu - Parcelle CA  
7, 9 et 11 - Lieudit Figuière - Commune de  
Lattes**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Deuxième Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes, accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

**VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de « l'Urbanisme et de l'aménagement durable du territoire et maîtrise foncière » ;

**VU** la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement ;

- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lattes approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 12 mars 2009 ;

- **VU** la délibération du Conseil municipal de Lattes du 02 avril 2009 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU ;

- **VU** la délibération du 24 septembre 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier la réalisation de l'opération d'aménagement du secteur de la Mogère ;

- **VU** la concession d'aménagement signée le 16 octobre 2013 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier ;

- **VU** la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé ;

- **VU** la déclaration d'intention d'aliéner en date du 3 mai 2022, envoyée par Maître DELATTRE, notaire à Roubaix (59), reçue en Mairie de Lattes le 5 mai 2022, concernant la vente par la société DECATHLON, d'un terrain nu occupé de 5 415 m<sup>2</sup>, situé lieudit la Figuière à Lattes, cadastré section CA 7, 11 et 9, au prix de 189 525 € ;

- **VU** l'avis de France domaine ;

**CONSIDERANT :**

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ainsi que la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

- que ces parcelles situées en zone AUI0 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lattes correspond à une zone à urbaniser spécifique dédiée aux activités économiques, pouvant faire l'objet d'une ouverture à l'urbanisation à court ou moyen terme, sous forme d'opération d'ensemble dont le projet est défini à l'échelle de chaque secteur, et après réalisation des équipements nécessaires à leur desserte ;

- que ces parcelles sont comprises dans le périmètre de la concession d'aménagement Cambacérès, et s'inscriront dans une Zone d'Aménagement Concerté à créer à terme sur ce secteur afin d'envisager un aménagement global de la zone et plus spécifiquement, de permettre au Nègue Cats de retrouver une zone d'expansion des crues conforme aux objectifs du schéma directeur hydraulique de ce cours d'eau ;

- qu'il est notamment prévu dans la concession, la réalisation d'un bassin d'écroulement en aval du Nègue Cats ;

- que l'acquisition de ces parcelles, est indispensable, en vue de réaliser le projet décrit ci-dessus, projet conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain et de réaliser des équipements collectifs.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la société DECATHLON, un terrain nu occupé de 5 415 m<sup>2</sup>, situé lieudit la Figuière à Lattes, cadastré section CA 7, 11 et 9.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 162 450 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3** : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 20 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 20 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché  
n° M0D0038EA - Travaux de protection  
contre les inondations du CHU de  
Montpellier secteurs 2 et 3 - Avenant n°1**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET dans le domaine « Littoral, prévention des risques majeurs, GEMAPI » ;
- VU la décision n° MD2021-073 attribuant le marché n°M0D0038EA « Travaux de protection contre les inondations du CHU de Montpellier - Secteurs 2 et 3 » au groupement RAZEL BEC/BUESA - Mandataire : RAZEL BEC sis - CS 20030 - 34433 SAINT JEAN DE VEDAS CEDEX pour un montant de 2 380 003,67 euros HT et pour une durée de 10 mois (2 mois de préparation et 8 mois d'exécution) ;

**Considérant :**

- qu'il convient d'ajouter un bordereau de prix supplémentaires pour inclure des prix nouveaux au marché afin de répondre aux sujétions techniques survenues au cours de la période d'exécution des travaux ;
- que le présent avenant précise les prix supplémentaires en distinguant les modifications rendues nécessaires par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir et les modifications inférieures au seuil européen ;
- qu'il est donc nécessaire de passer un avenant pour inclure ces prix nouveaux au marché n°M0D0038EA « Travaux de protection contre les inondations du CHU de MONTPELLIER - Secteurs 2 et 3 » au groupement RAZEL BEC/BUESA - Mandataire : RAZEL BEC

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° M0D0038EA « Travaux de protection contre les inondations du CHU de MONTPELLIER - Secteurs 2 et 3 » au groupement RAZEL BEC/BUESA - Mandataire : RAZEL BEC sis - CS 20030 - 34433 SAINT JEAN DE VEDAS CEDEX.

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché. Le montant de l'avenant est de 488 662,02 € HT soit un nouveau montant du marché de 2 868 665,69 € HT.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

 Montpellier, le 06 JUL. 2022  
Madame la Vice-Présidente  
Véronique NEGRET

Publiée le : 06 JUL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la vente à l'Office public  
de l'Habitat de Montpellier Méditerranée  
Métropole des lots de copropriété n°442 et  
n°111 de l'immeuble dénommé Tour  
d'Assas situé 120 Grand Mail à  
Montpellier - parcelle cadastrée LR 38**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur à 180 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU la délibération n°MD2019-405 du 23 juillet 2019 du Conseil de Métropole relative à l'approbation des dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire relatifs à la constitution d'une réserve foncière sur le secteur de la Tour d'Assas, dans le quartier de la Mosson ;
- VU la délibération n°MD2019-696 du 18 décembre 2019 par laquelle le Conseil de Métropole a approuvé la création de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson » ;



- VU les arrêtés préfectoraux n°2021-I-177 en date du 25 février 2021 et n°2021-I-1020 du 10 août 2021 par lesquels Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, l'utilité publique et la cessibilité des immeubles nécessaires à la constitution d'une réserve foncière dans le secteur de la Tour d'Assas à Montpellier afin de répondre aux enjeux de sécurité et de revalorisation globale du quartier définis dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain ;
- VU la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain de Montpellier Méditerranée Métropole du 23 juillet 2021 ;
- VU l'acte notarié du 28 mars 2022 par lequel Montpellier Méditerranée Métropole a acquis le lot de copropriété n°442 consistant en un local commercial d'une superficie utile de 66 m<sup>2</sup> et le lot n°111 consistant en un garage en sous-sol de l'immeuble dénommé Tour d'Assas situé 120 Grand Mail à Montpellier sur la parcelle cadastrée LR 38 ;
- VU la demande de l'Office public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, bailleur social qui se chargera à la démolition de la Tour d'Assas après s'être rendu propriétaire de l'ensemble des lots de copropriété, d'acquérir les lots de copropriété n°442 et n°111 de l'immeuble dénommé Tour d'Assas ;
- VU l'avis du 19 mai 2022 du Pôle des évaluations domaniales ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de céder ces lots de copropriété à l'Office public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole afin de procéder à la démolition de l'immeuble après acquisition de l'ensemble des lots de copropriété.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole cède à l'Office public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole dénommé ACM Habitat, les lots de copropriété n°442 consistant en un local commercial d'une superficie utile de 66 m<sup>2</sup> et le lot de copropriété n°111 consistant en un garage en sous-sol de l'immeuble dénommé Tour d'Assas situé 120 Grand Mail à Montpellier sur la parcelle cadastrée LR 38.

**ARTICLE 2 :** La cession aura lieu moyennant le prix de 84 087,93 € (quatre vingt quatre mille quatre vingt sept euros et quatre vingt treize centimes) correspondant au prix d'acquisition de 82 000 € des lots n°442 et n°111 majoré des frais notariés payés par Montpellier Méditerranée Métropole lors de l'acquisition des lots d'un montant de 2 087,93 €.

Les frais notariés du présent acte seront à la charge de l'Office public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'acte authentique constatant la cession des biens visés à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.





Montpellier, le

17 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

**Publiée le :** 20 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- avis des Domaines du 19 mai 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la candidature de  
Montpellier Méditerranée Métropole pour  
le projet LIFE REWA - Approbation -  
Autorisation de solliciter un financement**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction Monsieur René REVOL dans le domaine de la Gestion Raisonnable, Ecologique et Solidaire de l'Eau et de l'Assainissement ;
- VU l'accord de financement signé entre la Métropole et l'union Européenne en date du 23/08/2021 portant sur le projet LIFE20 ENV/FR000192 Life REWA ;

**Considérant :**

- que la Métropole de Montpellier est lauréate de l'appel à projet européen LIFE 2020 pour son projet LIFE REWA (Recycled Water) qui consiste à concevoir et réaliser une unité mobile de production d'eau recyclée à partir d'eau usée traitée de différentes stations du territoire ;

- que l'Entente pour l'Eau a diffusé un appel d'offre (EC'EAU) destiné à promouvoir l'économie circulaire de l'eau et à soutenir les initiatives en faveur de la réutilisation des eaux usées traitées à des fins de substitution des ressources conventionnelles (eau potable et eau brute) ;
- que le projet LIFE REWA s'inscrit parfaitement dans les objectifs de cet appel à projet, la Métropole présente une candidature à l'appel à projet EC'EAU afin de compléter le financement européen ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projet EC'EAU diffusé par l'Entente pour l'Eau.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à solliciter un financement auprès de la Région Occitanie, partenaire de l'Entente pour l'Eau pour un montant maximal de 459 389 €.

**ARTICLE 3 :** De dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **06 JUIL. 2022**

Monsieur le Vice-Président

**René REVOL**

Publiée le : **07 JUIL. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **07 JUIL. 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Unité implantation des entreprises**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société BARNEY dans  
l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société BARNEY, représentée par Monsieur Jérôme VIVIER a pour activité la programmation (modélisation 3D).  
Elle est candidate à la location du lot B10A de 199,03 m<sup>2</sup>«m» à compter du 30 mai 2022, jusqu'à démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31 décembre 2024.

L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société BARNEY ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 16 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Unité implantation des entreprises**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de**  
**candidature de l'association FRENCH**  
**TECH MEDITERRANEE**  
**MONTPELLIER NIMES dans l'Hôtel**  
**French Tech à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de l'association ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : l'association FRENCH TECH MEDITERRANEE MONTPELLIER NIMES, représentée par Monsieur Clément SAAD est une association d'entreprises innovantes.  
Elle est candidate à la location du lot 3.2 de 57,12 m<sup>2</sup>«m» pour une période de 7 mois et 11 jours.

L'association projette un effectif de 6 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de l'association FRENCH TECH MEDITERRANEE MONTPELLIER NIMES ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 16 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution de  
subventions pour la réalisation de travaux  
énergétiques dans le cadre du dispositif  
Guichet Unique de la rénovation -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine de la Transition écologique et solidaire, la Biodiversité, l'Énergie, l'Agroécologie et l'Alimentation ;

**CONSIDERANT :**

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le projet de Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du Conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40%.



- L'accompagnement proposé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Rénov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole ;
- La mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021 ;
- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 1 copropriété présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07/06/2021) ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de la convention subvention travaux avec la copropriété suivante : « la Fontaine » (40 lots).

**ARTICLE 2 :** D'autoriser l'attribution de la subvention aux travaux (« aide plan Climat ») pour un montant total de 52 000 € telle que définie dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13/07/2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 18/07/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

18/07/2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- ConventionSubventonTvx.pdf
- 20220706\_AnnexeDecisionCopro.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la prise en charge des  
frais d'accueil des délégations et des  
intervenants extérieurs dans le cadre des  
projets de coopération décentralisée  
solidaires de Montpellier Méditerranée  
Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les cas dans lesquels les frais induits par les déplacements d'agents de la Métropole ou de personnalités extérieures (ainsi que l'accueil de ces dernières) peuvent être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Clare HART en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Clare HART dans le domaine « Relations Internationales et Coopération Européenne » ;

**CONSIDERANT :**

- Qu'en parallèle des actions extérieures d'attractivité Internationale, Montpellier Méditerranée Métropole développe des projets de solidarité internationale dans 2 domaines :
  - Politique de l'Eau (dispositions loi Oudin Santini- création du fonds Eau en 2015) : Une dizaine de projets en Afrique / Inde / Haïti a été soutenus financièrement, ces financements de Montpellier Méditerranée Métropole activant d'autres financements conséquents de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse (RM&C).
  - Politique Agro écologique et Alimentaire : un projet en cours à Rufisque au Sénégal ;
- Que cet investissement représente une contribution importante pour l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) fixés par l'ONU en 2015. Le souhait est d'inscrire naturellement la Métropole de Montpellier au centre d'une nouvelle donne « Nord-Sud ». Une démarche en cohérence avec sa place et son rayonnement – en tant que ville académique, adossée à un système d'acteurs économiques dans les domaines Eau, Agronomie avec un objectif de co-développement, en particulier sur le thème de la lutte et de l'adaptation au changement climatique ;
- Que se faisant, la Métropole agit par l'exemple en diffusant un modèle de gestion urbaine par les collectivités, facteur de stabilité politique et démocratique dans des contextes parfois fortement marqués par l'instabilité des Etats, où les pouvoirs locaux peuvent occuper une place essentielle pour le bien-être des populations ;
- Que le cadre du projet de coopération décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole, suite à la mission dans la Vallée de l'Arghen du 8 au 11 novembre 2021, les deux Vice-présidents, Mr REVOL et Mme HART ont souhaité accueillir à Montpellier, dans un esprit de réciprocité, une délégation marocaine du 13 au 17 juin de 10 personnes (6 maires dont le président de l'intercommunalité, le directeur du service eau au Ministère eau et Équipement, le directeur des collectivités territoriales du Ministère de l'intérieur et deux techniciens du projet dont un est pris en charge directement par l'opérateur) ;
- Que cet accueil de délégation s'inscrit dans le cadre de la coopération décentralisée qui lie 3M à l'intercommunalité Marocaine de la Vallée de l'Arghen ;
- Que le budget dédié à l'accueil de cette délégation est estimé à 10 000 € ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement et de réception ou le remboursement aux frais réels ci-dessus ainsi que la prise en charge des frais de logistique afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus.

**ARTICLE 2 :** de dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole,

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 23 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Clare HART

Publiée le : 23 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché**  
**n°M1D0073DC ' Acquisition des DVD, CD**  
**et disques vinyles pour le réseau des**  
**médiathèques de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole ' - Lots 1, 2 et 3 -**  
**Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité juridique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction, à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la culture et du patrimoine historique ;

**Considérant :**

- Que Montpellier Méditerranée Métropole et en particulier le réseau des médiathèques doit acquérir des DVD, CD et disques vinyles pour l'ensemble de ces établissements,
- Qu'une procédure a été lancée le 24 février 2022 sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande décomposé en 3 lots pour une durée d'un an reconductible 3 fois,
- Que les critères d'analyse des offres pour les 3 lots et pour le jugement des offres étaient les suivants :

1-Valeur technique au regard du mémoire technique	60.0
<i>1.1-Étendue du catalogue (base en ligne) /capacité à fournir des documents de petits éditeurs/labels</i>	<i>15.0</i>
<i>1.2-Suivi des commandes (outils et méthodologie) et services bibliographiques</i>	<i>20.0</i>
<i>1.3-Taille du service dédié (service collectivité dédié aux professionnels) pour l'exécution du présent marché / interlocuteur affecté dédié</i>	<i>20.0</i>
<i>1.4 – Dispositions prises en matière de développement durable (limitation de l'empreinte carbone), notamment les emballages et les modalités de livraison</i>	<i>5.0</i>
2-Prix des prestations au regard du rabais appliqué au DQE caché	40.0

- Que la commission d'appel d'offres réunie dans sa séance du 19 mai 2022 a classé les offres et a choisi :

- Lot 1 : DVD fictions adultes et jeunesse l'entreprise COLACO demeurant 9 chemin des hirondelles 69570 DARDILLY présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Lot 2 : DVD documentaire adultes et jeunesse l'entreprise ADAV demeurant 41 Rue des en vierges 75020 PARIS présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Lot 3 : CD et vinyles adultes et jeunesse l'entreprise GAM demeurant 23 rue Dom Vaissette 34000 MONTPELLIER présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché n° M1D0073DC « Acquisitions des DVD, CD et disques Vinyles pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole » à :

- Lot 1 : DVD fictions adultes et jeunesse à l'entreprise COLACO pour un seuil annuel minimum de 90 000 euros H.T. et pour un seuil annuel maximum de 180 000 euros H.T. ;
- Lot 2 : DVD documentaire adultes et jeunesse à l'entreprise ADAV pour un seuil annuel minimum de 16 000 euros H.T. et un seuil annuel maximum de 35 000 euros H.T. ;

**Lot 3 : CD et vinyles adultes et jeunesse à l'entreprise GAM pour un seuil annuel minimum de 10 000 euros H.T. et un seuil annuel maximum de 55 000 euros H.T. ;**

Sa durée est de 1 an renouvelable trois fois 1 an pour l'ensemble des trois lots.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



**Publiée le : 23 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux  
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Rue  
des Frères ' avec la société ' SCCV Rue des  
Frères ' sur la Commune de Pignan -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévu à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU les articles L.332-11-3, L.332-11-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis du Syndicat du Bas Languedoc (SBL) en date du 08/04/2022 ;
- VU l'avis de la Commune de Pignan en date du 17/05/2022;



**CONSIDERANT :**

- Le projet immobilier porté par la société « SCCV Rue des Frères » qui projette une opération de construction de 100 logements sur une unité foncière d'environ 4 923 m<sup>2</sup> regroupant les parcelles AB0064, AB0066 et AB0065, et AB0123 situé entre la rue et l'impasse des Frères ;
- Que la réalisation de ce programme de logements nécessite la réalisation d'équipements publics d'infrastructure et de superstructure pour un montant prévisionnel de 6 942 103,01€ H.T ;
- Que Montpellier Méditerranée Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs à l'aménagement de la voirie et à la gestion des services d'intérêt collectifs [service public de défense extérieure contre l'incendie], et est concédante de la concession de distribution publique d'électricité ;
- Que la Commune de Pignan assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de superstructure ;
- Que le Syndicat du Bas Languedoc (SBL) assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs au service public de l'eau (renforcement du réseau d'adduction en eau potable permettant d'assurer la défense extérieur contre l'incendie) ;
- Qu'il y a lieu de signer une convention de PUP dite « Rue des Frères » en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SCCV Rue des Frères » ;
- Que la participation de la société « SCCV Rue des Frères » au financement des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention « Rue des Frères », ci-après figurant en annexe n°1 à la présente décision, s'élève à 1 034 269,21 € HT dont :
  - o 333 837,63 € H.T. en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
  - o 575 498,00 € H.T. en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Commune de Pignan ;
  - o 124 960,58 € H.T. en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat du Bas Languedoc (SBL) ;
- Qu'en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Pignan et le Syndicat du Bas Languedoc (SBL) percevront directement la contribution financière de la société « SCCV Rue des Frères », permettant de concourir au financement des équipements publics dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Le projet de convention de PUP « Rue des Frères », annexé à la présente décision, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SCCV Rue des Frères » représentée par Monsieur Jean-François Gapillout est approuvé.

**ARTICLE 2 :** Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de la société « SCCV Rue des Frères », dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 1 034 296,21 € H.T, incluant une participation foncière de 12 240 €.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 333 837,63 €.

**ARTICLE 4 :** La Commune de Pignan percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 575 498,00 €.

**ARTICLE 5 :** Le Syndicat du Bas Languedoc (SBL) percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 124 960,58 €.

**ARTICLE 6 :** La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre de la convention « Rue des Frères » selon le plan en annexe n°1 à la présente, sera exonérée pendant 10 ans.

**ARTICLE 7 :** Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 8 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 9 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

18/07/2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 19/07/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

19/07/2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Périmètre du PUP Rue des Frères.pdf
- Plan situation PUP Rue des Frères.pdf
- Projet convention PUP Rue des Frères.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux**  
**Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une  
convention de Projet Urbain Partenarial  
(PUP) dite 'Domaine de Montpeyre' avec la  
société 'Aliaga Foncier Concept' sur la  
commune de Saint-Georges-d'Orques**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU l'article L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis du Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc (SBL) en date du 19 avril 2022 ;
- VU l'avis de la commune de Saint-Georges-d'Orques en date du 19 mai 2022 ;

**CONSIDÉRANT :**

- le projet immobilier porté par la société « Aliaga Foncier Concept » projette la construction de 170 logements sur une unité foncière d'environ 33 860 m<sup>2</sup>, constituée par les parcelles cadastrées AC0040, AC0041, AC0042, AC0043, AD0035 et AD0036 ;
- que la réalisation de ce programme de logements nécessite la réalisation d'équipements publics d'infrastructure et de superstructure pour un montant prévisionnel de 1 715 827 € HT ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs à l'aménagement de la voirie ;
- que la Commune de Saint-Georges-d'Orques assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de superstructure relatifs à la construction de salles de classe et d'équipements sportifs ;
- que le Syndicat du Bas Languedoc (SBL) assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs au service public de l'eau (renforcement du réseau d'adduction en eau potable) ;
- qu'il y a lieu de signer une convention de PUP dite « Domaine de Montpeyre » en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « Aliaga foncier concept » ;
- que la participation de la société « Aliaga Foncier Concept » au financement des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention « Domaine de Montpeyre », ci-après figurant en annexe n°1 à la présente décision, s'élève à 1 388 703 € HT dont :
  - 697 703 € HT en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
  - 630 000 € HT en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Commune de Saint-Georges-d'Orques ;
  - 61 000 € HT en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat du Bas Languedoc (SBL) ;
- qu'en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Saint-Georges-d'Orques et le Syndicat du Bas Languedoc (SBL) percevront directement la contribution financière de la société « Aliaga foncier concept », permettant de concourir au financement des équipements publics dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** Le projet de convention de PUP « Domaine de Montpeyre », annexé à la présente décision, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « Aliaga Foncier Concept » représentée par Monsieur Michel ALIAGA est approuvé.

**ARTICLE 2 :** Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de la société « Aliaga Foncier Concept », dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 1 388 703,00 € H.T.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 697 703 €.

**ARTICLE 4 :** La Commune de Saint-Georges-d'Orques percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 630 000 €.

**ARTICLE 5 :** Le Syndicat du Bas Languedoc (SBL) percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 61 000 €.

**ARTICLE 6 :** La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre de la convention « Domaine de Montpeyre » selon le plan en annexe n°1 à la présente, sera exonérée pendant 10 ans.

**ARTICLE 7 :** Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 8 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 9 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 15 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet convention PUP Domaine Montpeyre.pdf
- Périmètre de PUP Domaine Montpeyre.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique**  
**Pôle Environnement**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la candidature de  
Montpellier Méditerranée Métropole à  
l'appel à projets "Atlas de la Biodiversité  
Communale" (ABC) de l'Office Français  
de la Biodiversité (OFB) - Approbation et  
autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°M2022-228 du Conseil de Métropole du le 31 mai 2022, établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative à l'approbation des demandes de subventions auprès des organismes publics et à l'autorisation des candidatures de la Métropole pour des appels à projets lorsqu'ils ont pour unique objet d'obtenir un financement,;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine de la « Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Energie, Agroécologie et alimentation » ;
- VU la délibération n°M2022-56 relative à la révision du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET – Arrêté du bilan de la concertation – Arrêt du projet PCAET solidaire 2021-2026 de Montpellier Méditerranée Métropole, le 31 mars 2022) ;

- **VU** la délibération n°M2019-409 relative à la Convention de coopération portant sur la « Stratégie Biodiversité » entre Montpellier Méditerranéen Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon, le 31 juillet 2019 ;

- **VU** la délibération n°M2021-519 relative à la Convention de coopération opérationnelle portant sur « l'Observatoire de la Biodiversité » entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie, le 02 décembre 2021 ;

**CONSIDERANT :**

- que le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) solidaire identifie la préservation de la biodiversité comme l'une des 10 orientations stratégiques pour répondre aux enjeux globaux du changement climatique ;

- que le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) solidaire identifie l'élaboration d'un « Atlas de la Biodiversité Métropolitaine » (ABM) au sein du programme d'actions ;

- que l'amélioration des connaissances sur le patrimoine naturel métropolitain constitue l'un des axes de la Convention de coopération pour la préservation de la biodiversité entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie ;

- que l'Observatoire de la biodiversité fait l'objet d'une convention de coopération pour la préservation de la biodiversité entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie ;

- que l'appel à projets « Atlas de la Biodiversité Communale » (ABC) de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) offre la possibilité aux collectivités d'approfondir les connaissances sur le patrimoine naturel et ses enjeux, à travers la mobilisation des acteurs du territoire, afin de faciliter leur prise en compte dans les politiques locales.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'acter la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projets « Atlas de la Biodiversité Communale ».

**ARTICLE 2 :** D'approuver le budget prévisionnel estimé à 265 300 €.

**ARTICLE 3 :** De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**ARTICLE 4 :** D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à réaliser une demande de subvention de 150 710 €, soit 70% du montant des dépenses éligibles, auprès de l'Office Française de la Biodiversité ;

**ARTICLE 5 :** D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le

Madame la Vice-Présidente

*[Signature]* 26 JUIN 2022

Isabelle TOUZARD

**Publiée le : 28 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Énergie et Télécom**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°6 à la**  
**convention de mutualisation du service**  
**Énergie entre Montpellier Méditerranée**  
**Métropole et la Ville de Montpellier -**  
**Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes sur la base de la convention type adoptée par délibération ;
- VU la délibération n°9904 du 15 décembre 2010, la Ville et la Métropole ont conclu, pour une durée de 4 ans, une convention définissant les modalités techniques et financières de l'intervention des services municipaux concernant des équipements de génie climatique, conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération n°12533 du 1er octobre 2014, un avenant n°1 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2015.
- VU la délibération n°12997 du 28 mai 2015, un avenant n°2 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2016 ;

-VU la délibération n°13847 du 26 mai 2016, un avenant n°3 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2018 ;

-VU la délibération n°M2018-294 du 20 juin 2018, un avenant n°4 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2020 ;

-VU la décision n°MD2020-491 du 16 juin 2020, un avenant n°5 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2021, renouvelable une fois ;

**CONSIDERANT :**

- que la convention définissant les modalités techniques et financières de l'intervention des services municipaux concernant des équipements de génie climatique arrivera à terme le 30 juin 2022 ;

- l'avancée du processus de concertation pour la mise en œuvre du schéma de mutualisation entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier,

- que pour couvrir les besoins en maintenance des installations de chauffage jusque à la fin de la saison de chauffe 2022-2023 en attendant la passation d'une nouvelle convention, il convient par un avenant n°6 de proroger la convention actuelle de 1 an jusqu'au 30 juin 2023, renouvelable une fois ;

-qu'il convient de mettre à jour la liste des bâtiments objet de la convention afin de prendre en compte l'ajout ou la suppression d'équipements, la liste étant annexée à l'avenant n°6 ;

-que l'actualisation apportée à l'inventaire des équipements de la liste des bâtiments ainsi que celle des indices, entraîne une variation du montant du remboursement des frais de fonctionnement du service Energie de la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant annuel est porté à 250 199,39 €.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : de signer un avenant n°6 à la convention de de Mutualisation du service Energie entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole afin de proroger la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2023, renouvelable 1 fois.

**ARTICLE 2** : de mettre à jour la liste des bâtiments concernés par la convention, afin de prendre en compte l'ajout ou la suppression d'équipements, cette actualisation entraîne une variation du montant annuel de remboursement des frais de fonctionnement du service Energie de la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole à 250 199,39 €.

**ARTICLE 3** : de dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le Budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°6 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 20 JUIN 2022

Monsieur le Président

  
Michaël DELAFOSSE

**Publiée le :** 20 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet d'avenant6\_convention\_énergie\_ville\_3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Musée Fabre**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux conditions de mise à  
disposition de l'auditorium du musée  
Fabre pour les personnels enseignants des  
premiers et seconds degrés et les groupes  
scolaires de l'Académie de Montpellier, en  
annexe 1 de la Convention générale  
Education artistique et culturelle**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de d'autoriser au nom de la Métropole les conventions de partenariat ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

**CONSIDERANT**

- La Convention générale en faveur de la généralisation de l'Education artistique et culturelle (2019-2022).

- La nécessité de préciser les modalités d'accueil et de mise à disposition de l'auditorium du musée pour les personnels enseignants des premiers et seconds degrés et les groupes scolaires du Rectorat de Montpellier et de la Direction régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF).

**DECIDE**

**ARTICLE 1:** d'autoriser la signature de la présente annexe à la Convention en faveur de la généralisation de l'Education artistique et culturelle.

**ARTICLE 2:** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3:** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

22/7/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

**Publiée le :** 25 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention cadre signée préfecture 1219.pdf
- CGEAC - Annexe 1 Musée Fabre auditorium\_Rectorat.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la prise en charge des  
frais de déplacement et autres frais  
annexes dans le cadre de la délégation de  
Montpellier à Palerme du 2 au 4 juin 2022**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers communautaires pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole ; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, Vice-Président délégué à la « Culture et au Patrimoine historique ;

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite envoyer une délégation composée d'élus, d'agents de la Métropole et de personnalités extérieures à Palerme du 2 au 4 juin, dans le cadre du partenariat initié en 2022 et en lien avec la candidature Montpellier capitale européenne de la culture 2022 ;

qu'il convient d'autoriser la prise en charge des frais liés à ce déplacement, pour les membres de la délégation.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver le déplacement de la délégation de Montpellier à Palerme du 2 au 4 juin 2022.

**ARTICLE 2** : D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement (estimés à 6 000 €) ainsi que des frais de restauration et autres frais divers des membres de la délégation.

**ARTICLE 3** : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



**Publiée le : 23 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché  
n°G0D0052MG - Achat et livraison de  
papier - Lot 3 : Papier d'imprimerie -  
Résiliation du marché**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2021-562 attribuant le lot 3 « Achat et livraison de papier d'imprimerie » du marché n°G0D0052MG « Achat et livraison de papier » à la société INAPA France, sise 11 rue de la Nacelle, 91100 Villabé, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum, pour une durée de 1 an à compter de la notification, reconductible 3 fois 1 an soit 4 ans maximum au total ;

**CONSIDÉRANT :**

- que par courrier en date du 25 avril 2022, INAPA a sollicité une modification des prix suite à la



conjoncture économique défavorable, hors cadre de la révision des prix prévue au CCAP,

- que par courrier en date du 27 avril 2022 et conformément à l'application de la théorie de l'imprévision, il leur a été demandé d'apporter des éléments permettant d'apporter la preuve que l'achat des matières premières était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces dernières a augmenté de façon imprévisible afin d'étudier leur demande et ensuite, le cas échéant, poursuivre l'exécution du marché ou procéder à sa résiliation,

- que par courrier en date du 24 mai 2022, INAPA n'a pas été en mesure d'apporter ces éléments et accepte la résiliation du marché.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De résilier le lot 3 « Achat et livraison de papier d'imprimerie » du marché n°G0D0052MG « Achat et livraison de papier » à la société INAPA France, sise 11 rue de la Nacelle, 91100 Villabé. Cette résiliation prendra effet au 1<sup>er</sup> juillet 2022.

**ARTICLE 2 :** Cette résiliation n'entraîne aucune indemnité.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le courrier de résiliation et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **16 JUIN 2022**

Monsieur le Vice-Président

**Jean-François AUDRIN**

**Publiée le : 17 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**17 JUIN 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Musée Fabre**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement du  
partenariat entre le musée Fabre et la  
Direction régionale de l'Alimentation,  
l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de d'autoriser au nom de la Métropole les conventions de partenariat ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

**CONSIDERANT**

- La nécessité de renouveler et préciser les conditions du partenariat entre le musée Fabre et la Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) dans l'attente de son insertion dans la future Convention en faveur de la généralisation de l'Education artistique et culturelle (CGEAC) au moment de son renouvellement en décembre 2022 ;
- Que ce partenariat répond à quatre objectifs principaux :

1. Permettre aux élèves et aux enseignants des lycées agricoles, de découvrir les collections du musée Fabre et leurs ressources patrimoniales,
2. Encourager les actions fondées sur la rencontre unique avec l'œuvre originale,
3. Favoriser l'accès aux ressources pédagogiques et accompagner les enseignants dans leur projet en lien avec le musée Fabre,
4. Participer à l'élaboration du parcours d'éducation artistique et culturelle de chaque élève en s'appuyant, le cas échéant, sur un cheminement entre les structures culturelles de la Métropole,

**DECIDE**

**ARTICLE 1:** d'autoriser la signature de la convention de partenariat avec la DRAAF ;

**ARTICLE 2:** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**ARTICLE 3:** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 4:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

22/7/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

**Publiée le :** 25 JUL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention cadre signée préfecture 1219.pdf
- CGEAC - Annexe 2 partenariat Musée Fabre\_DRAAF.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête  
n°2202586-1 - Association ARFA PARC  
MONTCALM"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de « l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

**CONSIDÉRANT :**

- La requête n°2202586-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 mai 2022 par l'Association ARFA PARC MONTCALM contre la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 22 mars 2022 portant modification n°14 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2202586-1 par l'Association ARFA PARC MONTCALM.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 JUIN 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIOT



Publiée le : **22 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **22 JUIN 2022**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 399m<sup>2</sup>  
du bien immobilier sis La Fermaude à  
SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré  
BW40, ainsi que de 143m<sup>2</sup> sis La Fermaude  
à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré  
BW55, appartenant à Mme MANOTTE et  
M. JIMENEZ, dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

#### **CONSIDERANT**

- que 399 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis « La Fermaude » à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n° 40 et que 143 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis « La Fermaude » à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n° 55, appartenant à Madame MANOTTE et Monsieur JIMENEZ sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ces dites emprises ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur les parcelles cadastrées section BW n° 40 et section BW n° 55.

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 399 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis « La Fermaude » à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n° 40, et 143 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis « La Fermaude » à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n° 55, appartenant à Madame MANOTTE et Monsieur JIMENEZ.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 10 682 € (DIX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT DEUX EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition des biens immobiliers désignés à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée des emprises désignées à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame MANOTTE et Monsieur JIMENEZ et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée des emprises désignées à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,



- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame MANOTTE et Monsieur JIMENEZ.

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 24 JUIN 2022

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE

Publiée le : 24 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 24 JUIN 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- UF 2410- PPA
- UF 2410- PUV
- UF 2410 - DTR et plans

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Ressources Informatiques**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°G1D0076RI  
Accord cadre de travaux en groupement de  
commande - Phase 2 d'extension du réseau  
très haut débit et maintenance associée -  
Attributions des lots 1 et 2**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD, Vice-Présidente au Développement Economique et Numérique ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**Considérant :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole doit passer un marché pour la phase 2 d'extension du réseau très haut débit et maintenance associée ;

que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se sont constituées en groupement de commandes suite à l'identification de besoins communs. Ce groupement ne concerne que le lot 1 puisque le lot 2 ne concerne que les besoins de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché accord-cadre à bons de commande pour le lot 1, et un accord-cadre à prix mixte (prix forfaitaire et prix unitaires) pour le lot 2, pour une durée d'un an, reconductible trois fois.

- Le marché est découpé en deux lots :

Lot 1 : phase 2 d'extension du réseau très haut débit

Lot 2 : maintenance réseau ;

- que pour le Lot 1, les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %

Prix des prestations au regard du total du détail quantitatif et estimatif : 40 % ;

- que pour le Lot 2, les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %

Prix des prestations au regard du total du détail quantitatif et estimatif et du prix forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement : 40 % ;

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 19 mai 2022 a :

- classé les offres et choisi l'entreprise pour le Lot 1 SOGETREL, sise 401 parc de la Méditerranée, 34470 Pérols, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- classé les offres et choisi l'entreprise pour le Lot 2 SOGETREL, sise 401 parc de la Méditerranée, 34470 Pérols, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

## **DECIDE**

### **ARTICLE 1 :**

- d'attribuer le marché phase 2 d'extension du réseau très haut débit et maintenance associée, pour le lot 1, à l'entreprise SOGETREL, sise 401 parc de la Méditerranée, 34470 Pérols pour un montant de prestations rémunérées sur bordereau des prix unitaires sans minimum et avec un maximum annuel de 2 000 000 € HT (1 450 000 € H.T pour MMM et 550 000 € H.T pour la Ville de Montpellier) soit un maximum de 8 000 000 € HT, toutes reconductions comprises. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an, reconductible 3 fois.

- d'attribuer le marché phase 2 d'extension du réseau très haut débit et maintenance associée, pour le lot 2, à l'entreprise SOGETREL, sise 401 parc de la Méditerranée, 34470 Pérols pour un montant forfaitaire annuel de 12 400 € H.T, auquel s'ajoutent des prestations rémunérées sur bordereau des prix unitaires sans minimum et un maximum annuel de 150 000 € H.T, soit un maximum de 600 000 € HT, toutes reconductions comprises. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an, reconductible 3 fois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la

présente décision.



Montpellier, le 15 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

**Hind EMAD**

**Publiée le : 16 JUIN 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- RAO\_G1D0076RI v1805VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au lot 12**  
**"Signalétique du bâtiment" du marché**  
**n°5016MG18 - Travaux neufs, de**  
**renovation et réhabilitation sur les**  
**bâtiments de Montpellier Méditerranée**  
**Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération n° 2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU l'article 139 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et les modifications par voie d'avenant ;

- VU le marché n°5016MG18 – Accord-cadre pour les travaux neufs, de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole, Lot 12 « Signalétique du bâtiment », notifié le 15 février 2019 à la société Adzif/Visual Factory, 65 rue Rosa Luxembourg, 34070 Montpellier ;

**CONSIDERANT:**

- que par application de l'article 139 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le marché public peut être modifié [...] 5° Lorsque les modifications, quel qu'en soit leur montant, ne sont pas substantielles. Une modification est considérée comme substantielle lorsqu'elle change la nature globale du marché public ;

- qu'il convient de rajouter par un avenant n°1 au Lot 12 « Signalétique du bâtiment » 8 lignes au Bordereau de Prix Unitaire (BPU) pour la signalétique de la communication de chantier, correspondant à des prix nouveaux qu'il est nécessaire d'intégrer au marché ;

-que l'avenant n°1 n'a pas incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot 12 « Signalétique du bâtiment » du marché n°5016MG18 - Travaux neufs, de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole avec la société Adzif/Visual Factory, afin de rajouter 8 lignes au BPU.

**ARTICLE 2 :** De dire que l'avenant n°1 n'a pas d'incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

**ARTICLE 3 :** De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **16 JUIN 2022**

Monsieur le Vice-Président

**Jean-François AUDRIN**

**Publiée le : 17 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **17 JUIN 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 5016MG18\_LOT12\_Av1 signé Tit.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de mise  
à disposition du local "Welcomedia" à la  
société Darver dans le cadre des travaux de  
réaménagement de la place de la Comédie -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail, et de décider de la résiliation anticipée ou de la non reconduction de l'occupation en matière d'occupation du domaine privé ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;

**CONSIDERANT**

- Que dans le cadre des travaux de réaménagement de la place de la Comédie la société DARVER a sollicité la mise à disposition d'un espace pour constituer la base vie du chantier ;

- Que les locaux propriété de Montpellier Méditerranée Métropole dénommés « Welcomedia » peuvent répondre à ce besoin ;
- Qu'il convient de formaliser les conditions de cette mise à disposition ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de la convention de mise à disposition des locaux de l'ancien restaurant « Welcomedia » à la société DARVER.

**ARTICLE 2 :** de dire que cette mise à disposition se fera à titre gratuit.

**ARTICLE 3 :** Cette convention est conclue pour la durée du chantier de réaménagement de la place de la Comédie, prévus à partir de mai 2022.

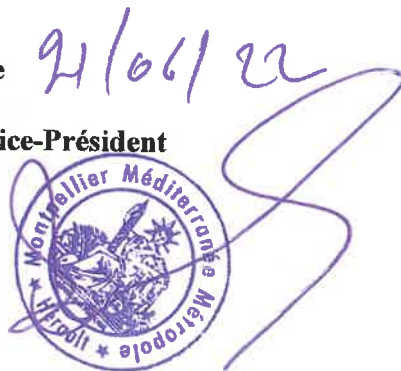
**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 23 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention welcomédia.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution de  
subventions pour la réhabilitation de 91  
logements privés et une copropriété dans  
diverses communes de la Métropole -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles relatives aux attributions de subvention des dispositifs de rénovation de l'habitat encadrés par le règlement attributif de subvention pour la rénovation de l'habitat privé ancien et le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adoptés par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU le règlement attributif des subventions de Montpellier Méditerranée Métropole pour la requalification du parc de logements privés adopté en Conseil du 29 mars 2017 et modifié par délibération n°M2021-432 du 28 septembre 2021 ;
- VU le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logements privés de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération n°M2021-203 du 7 juin 2021 ;

**CONSIDERANT :**

- Qu'au titre de sa politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de l'amélioration du parc immobilier bâti, et notamment de la requalification des copropriétés, de la résorption de l'habitat dégradé et insalubre, de la lutte contre la précarité énergétique, de l'adaptation des logements au handicap ou à la perte d'autonomie, de la remise sur le marché de logements vacants ainsi que de la maîtrise des loyers après travaux ;
- Que dans ce cadre, elle met en œuvre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat dont notamment :
  - le Programme d'Intérêt Général (PIG) « Rénover pour un habitat durable et solidaire » (2019-2024) qui couvre la totalité du territoire de la Métropole, hors OPAH et Plan de Sauvegarde en cours ou à venir ;
  - l'OPAH Copropriétés Dégradées Mosson (2019-2024), site national prioritaire du Plan Initiative Copropriété (PIC) lancé par l'Etat et l'ANAH ;
  - le Plan de Sauvegarde des Cévennes, phase d'élaboration : 2019-2021 ; phase de réalisation : 2022-2026, site régional du PIC ;
  - à venir, l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH - RU) centre-ville de Montpellier ;
- Que dans ce cadre, elle instruit et octroie les aides déléguées de l'Agence Nationale de l'Habitat, qu'elle complète par des subventions sur ses fonds propres et dont les conditions d'attribution sont définies dans le règlement attributif des subventions de Montpellier Méditerranée Métropole pour la requalification du parc de logements privés ;
- Qu'au travers de son Plan Climat Energie Territorial (PCAET), Montpellier Méditerranée Métropole réaffirme la priorité donnée à la rénovation énergétique des logements et mobilise pour cela une aide financière de 1 300 € (« prime PCAET ») attribuée aux propriétaires de logement, sans condition de ressources, pour les programmes de travaux permettant d'atteindre le seuil de 40% d'économie d'énergie, selon les termes définis par le règlement d'attribution ad hoc ;
- Qu'en contrepartie de ces subventions, les propriétaires et copropriétaires souscrivent aux engagements définis par les règlements, et notamment les conditions de durée d'occupation du logement pour les propriétaires occupants bénéficiant d'une aide de l'ANAH, et les conditions de location selon un loyer maîtrisé et à des locataires dont les ressources sont plafonnées pour les bailleurs bénéficiant des aides de l'Agence.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'accorder les subventions pour un montant total de 375 936 €, telles que décrites dans le tableau joint en annexe et faisant partie intégrant de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** dire que le paiement des subventions s'effectuera selon les conditions prévues par les règlements attributifs de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 28 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI

**Publiée le :** 28 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- DECISION PARC PRIVE 2022\_01.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'une emprise  
de 3 m<sup>2</sup> située Quai Louis Le Vau -  
Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.112-8, L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 Juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande du Rectorat sur la mise en accessibilité du CIO de Celleneuve, propriété de l'Etat, par l'aménagement d'une rampe PMR réglementaire avec un empiètement sur le domaine public d'une superficie de 3 m<sup>2</sup>, située Quai Louis Le Vau sur la commune de Montpellier ;
- VU la décision n° MD 2021-111 du 3 mars 2021 relative à la désaffectation et au déclassement de l'emprise à extraire du domaine public ;

- VU l'estimation de France Domaine n° 2021-172V0149 du 5 février 2021 ;

**CONSIDERANT** la nécessité de la mise en accessibilité du CIO de Celleneuve, par l'aménagement d'une rampe PMR réglementaire avec un empiètement sur le domaine public d'une superficie de 3 m<sup>2</sup>, située Quai Louis Le Vau sur la commune de Montpellier ;

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole cède à l'Etat la parcelle cadastrée LM 886 d'une superficie de 3 m<sup>2</sup>, déclassée du domaine public, située Quai Louis Le Vau sur la commune de Montpellier.

**ARTICLE 2** : Cette cession sera réalisée à l'euro symbolique conformément à l'estimation établie par France Domaine.

**ARTICLE 3** : L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

**ARTICLE 4** : Cette décision annule et remplace la décision n° MD 2021-084 du 16 juin 2021.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **28 JUIN 2022**

Madame la Vice-Présidente

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 28 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **28 JUIN 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions  
pour la réalisation de travaux énergétiques  
dans le cadre du dispositif Guichet Unique  
de la rénovation - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Touzard, Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique et solidaire, la Biodiversité, l'Énergie, l'Agroécologie et l'Alimentation ;

**CONSIDERANT :**

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le projet de Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du Conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40% ;

- L'accompagnement proposé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Rénov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole ;
- La mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021 ;
- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 1 ménage présentant un projet de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07/06/2021) ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser l'attribution d'une subvention pour un montant de 1300 € telle que définie dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 JUIN 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Isabelle TOUZARD**



**Publiée le : 01 JUIL. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **01 JUIL. 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 20220601\_AnnexeLgtIndiv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions  
pour la réalisation d'audits énergétiques  
dans le cadre du dispositif Guichet Unique  
de la rénovation - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine de la Transition écologique et solidaire, la Biodiversité, l'Énergie, l'Agroécologie et l'Alimentation ;

**CONSIDERANT :**

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40 % ;



- L'accompagnement proposé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Renov Occitanie ALEC Montpellier Métropole. Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'un service public régional dont le déploiement a été confié à l'Agence Régionale de l'Energie et du Climat. Le Conseil de Métropole a décidé par délibération en date du 7 juin 2021 de financer le reste à charge de 90 € par logement de l'étape 1 de l'accompagnement (audit) pour les ménages et les copropriétés de son territoire. Pour ces dernières, cette participation prend la forme d'un contrat d'audit tripartite ;

- La mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021 ;

- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 3 copropriétés présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07/06/2021) ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes : « Saint Dominique » (13 lots), « Surinam » (10 lots), « Collines d'Estanove bât E et D1 » (178 lots).

**ARTICLE 2 :** D'autoriser l'attribution de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 18 090 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 3 :** De dire que ces dépenses seront imputées sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 19 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 19 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220706\_AnnexeDecisionCopro.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Unité implantation des entreprises**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de**  
**candidature de la SCI JACKY dans la Zac**  
**Eurêka à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC EUREKA à Montpellier : la société JACKY est une SCI représentée par Monsieur Sébastien ALLOUCHE ;
- que cette société est candidate à l'acquisition du lot B16/B17, volume 1, de 6 224 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un programme de bureaux et entrepôts de 1 460 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 508 m<sup>2</sup> ;
- que l'utilisateur final sera la SARL VIP PLUS pour une activité de serrurerie, métallerie, menuiserie, automatisme et associés ;
- que la société prévoit un effectif de 43 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCI JACKY ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **23 JUIN 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**

**Publiée le : 28 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 JUIN 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la SCI MAMA dans la Zac  
Eurêka à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC EUREKA à Montpellier : la société MAMA est une SCI représentée par Monsieur Julien MANIVAL ;
- que cette société est candidate à l'acquisition du lot B16/B17, volume 2, de 6 224 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un programme de bureaux et d'entrepôts de 1 556 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 604 m<sup>2</sup> ;
- que l'utilisateur final sera la SAS MILANDRE, holding qui regroupe 5 sociétés du secteur CHR (cafés, hôtels, restaurants) ;
- que la société prévoit un effectif de 15 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCI MAMA ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **23 JUIN 2022**

Madame la Vice-Présidente

**Hind EMAD**

Publiée le : **28 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **28 JUIN 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation du domaine public pour  
l'occupation de locaux par la société  
FLAVI au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Alpha**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP ALPHA ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;

- VU la sollicitation de l'entreprise FLAVI pour intégrer une des pépinières du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, CAP ALPHA sise à Clapiers ou CAP OMEGA sise Montpellier ;

- VU la validation pour la demande de mise à disposition d'une surface locative par le comité d'agrément du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 17 mai 2022 ;

**- CONSIDERANT:**

- la réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières ;

- la nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction ;

- la volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation ;

- que l'entreprise FLAVI répond aux critères exigés pour une installation à CAP ALPHA ;

- que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation type selon la délibération N° 8988 en date du 3 juillet 2009 et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée de la société FLAVI ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** qu'une convention d'occupation du domaine public, est conclue entre la société FLAVI et le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour une période de 9 mois à compter du 01 juillet 2022 et jusqu'au 31 mars 2023.

**ARTICLE 2:** qu'à compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société FLAVI pour la surface de 24 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises CAP ALPHA s'élève à 309,12 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 3 :** qu'à échéance de cette occupation de 9 mois, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à la société, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

**ARTICLE 4:** que la recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5:** que Madame la Vice-Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6:** que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 21 JUL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
transfert de maîtrise d'ouvrage avec le  
Département de l'Hérault pour la  
réalisation d'une voie verte sur les  
communes de Pérols et de Mauguio-  
Carnon - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de d'autoriser la conclusion de convention de transfert de maîtrise d'ouvrage ainsi que leurs avenants au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voirie et de l'Espace Public ;

**CONSIDERANT :**

- Que dans le cadre de la réalisation d'un cheminement doux depuis le terminus de tramway de la ligne 3 à Pérois jusqu'au giratoire existant entre la RD62E2 et la RM21 à Carnon-Plage situé sur la commune de Mauguï-Carnon ;

- Que cette opération de création d'une voie verte (cycles, piétons, rollers) relève de compétences distinctes du Département de l'Hérault et de la Métropole ;

- Que pour assurer la cohérence de l'opération et des travaux, la Métropole souhaite porter la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération ;

- Que la présente convention définit les missions confiées à la Métropole dans le cadre de ce transfert ;

- Que le coût estimatif global des travaux s'élève à 2 780 132€ HT ;

- Que le coût des travaux sera assumé par la Métropole et le Département à la hauteur des estimations suivantes :

- Estimation de la part Métropole à 1 519 432€ HT
- Estimation de la part du Département à 1 260 700€ HT

- Qu'elle prendra effet à la date de la dernière signature apposée par les parties jusqu'à la complète exécution du ou des marchés, levée de toutes les réserves et remise des ouvrages exécutés au Département ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver le projet de convention avec le département de l'Hérault pour le transfert de maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la réalisation d'une voie verte de Pérois à Carnon-Plage, désignant la Métropole comme maître d'ouvrage.

**ARTICLE 2 :** De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **0 6 JUIL. 2022**

Monsieur le Vice-Président

**Frédéric LAFFORQUE**

**Publiée le : 0 7 JUIL. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 7 JUIL. 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention de transfert CD34 vers 3M-.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports  
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'adhésion à  
l'association Territoires d'Événements  
Sportifs (TES) pour l'année 2022**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, l'adhésion à tout organisme (association...) dès lors que le montant de cette adhésion est inférieur à 10 000 €, et autoriser le renouvellement de l'adhésion (sans limite de montant) aux associations et organismes dont elle est déjà membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que Territoires d'Événements Sportifs est l'association qui a succédé au Club des Sites qui regroupait en 2012 à l'origine les 10 villes-hôtes de l'UEFA Euro 2016 ;
- que dans la perspective d'accueillir de grands événements sportifs internationaux, le périmètre de l'association a été élargi à la Coupe du Monde de Rugby 2023 et aux Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 ;

- que cette association a pour objet d'être un lieu d'échanges, de dialogue ouvert et permanent, d'être une force rassemblée de propositions et de négociation face aux organisateurs des grands événements sportifs dans leurs attentes notamment aux plans financier, organisationnel et juridique dans le cadre de l'accueil des événements, et de représenter les villes et métropoles auprès des pouvoirs publics comme du mouvement sportif national et international sur l'organisation de grands événements sportifs ;

## D É C I D E

**ARTICLE 1** : D'autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Territoires d'Événements Sportifs (TES), dont la cotisation pour 2022 est fixée à 5 000 €.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JUIN 2022

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : 20 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports  
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'adhésion à  
l'Association des Personnels d'Entretien  
des Terrains de Golf (AGREF) pour  
l'année 2022**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, l'adhésion à tout organisme (association...) dès lors que le montant de cette adhésion est inférieur à 10 000 €, et autoriser le renouvellement de l'adhésion (sans limite de montant) aux associations et organismes dont elle est déjà membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que l'adhésion à l'Association des Personnels d'Entretien des Terrains de Golf (AGREF) a pour objet de permettre aux jardiniers des stades de Montpellier Méditerranée Métropole d'intégrer le réseau d'épidémiologie-surveillance de l'Institut Ecoumène Golf et Environnement ;

- que le but de cette association est de permettre aux professionnels d'anticiper les problématiques et les évolutions qui touchent la filière, comme notamment la limitation de l'utilisation des produits phytosanitaires et des engrais de synthèse ;

- que la présence d'un système d'enregistrement et de contrôle des paramètres climatiques et des paramètres du sol est valorisée dans le cadre de l'obtention par le Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) de la licence club auprès de la Ligue de Football Professionnel (LFP), dispositif permettant notamment une aide à la conduite de la maintenance de la pelouse ;

### D É C I D E

**ARTICLE 1** : D'autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association des Personnels d'Entretien des Terrains de Golf (AGREF), dont la cotisation pour 2022 est fixée à 75 €.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JUIN 2022

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : 20 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché  
n°8.82K "Diagnostics plomb et amiante  
avant démolition" dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°M2020-96 du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6<sup>ème</sup> Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération n°M2020-98 du Conseil du 15 juillet 2020 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;

**CONSIDERANT :**

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée ouverte, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à 7 du Code de la commande publique, portant sur les diagnostics plomb et amiante avant démolition, n°8.82K dans le cadre de la ligne 5 de tramway ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% au regard de la valeur technique de l'offre et 60% pour le prix des prestations ;

- qu'après analyse, l'offre de l'entreprise INKA EXPERTISES, sise à Lattes (34), est conforme aux attentes ;

- que la Commission Marchés Tramway en date du 25 mai 2022 a émis un avis sur la désignation de l'attributaire.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Le marché n°8.82K relatif aux diagnostics plomb et amiante avant démolition dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué à l'entreprise INKA EXPERTISES sise à Lattes (34).

**ARTICLE 2 :** Le marché n°8.82K est conclu pour un maximum de 80 000 € HT s'agissant d'un accord cadre à bons de commande pour une durée de 3 ans.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 4 :** Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE

**Publiée le : 16 JUIN 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- RAO\_8M82k\_diag\_plomb\_amiante.pdf
- Annexe 1 - analyse BPU.pdf
- Annexe 2 - analyse technique.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de  
préemption urbain - Commune de Lattes -  
Zone d'Aménagement Concerté de Soriech  
- Acquisition d'un local commercial en  
copropriété - Lot 2 - Propriété de la société  
4 MURS.**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Deuxième Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles

acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de LATTES approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 12 mars 2009,
- VU la délibération du Conseil municipal de LATTES du 02 avril 2009 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,
- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°10387 en date du 29 novembre 2011 portant création de l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer »,
- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°10480 du 29 novembre 2011, décidant de confier l'opération d'aménagement « Ode à la Mer » à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), aujourd'hui renommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement,
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 11 mars 2022, envoyée par Maître Michaël JACOB, notaire à Metz, reçue en Mairie de Lattes le 14 mars 2022, concernant la vente par la S.A. 4 MURS, du lot n°2 faisant partie d'un ensemble immobilier à usage commercial, loué par bail commercial, situé Z.A.C. de Soriech, cadastré section CK 36, au prix de 582 609 € majoré des honoraires de négociation d'un montant de 34 956 €,
- VU le constat dressé le 24 mai 2022 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU l'avis de France domaine.

#### **CONSIDERANT :**

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que ce bien est compris dans le périmètre de la concession d'aménagement « Ode à la Mer » confiée par Montpellier Méditerranée Métropole à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) suivant concession d'aménagement signée le 5 décembre 2011 et enregistrée en préfecture de l'Hérault le 19 décembre 2011 ;
- que cette opération d'aménagement prévoit un processus de renouvellement urbain sur l'ensemble de son périmètre par un réaménagement des espaces urbains pour adapter ceux-ci aux évolutions

des modes de vie. Qu'un des objectifs du projet est également d'organiser et d'accompagner la mutation du tissu commercial actuel afin de les libérer et permettre une mixité fonctionnelle et réaliser des programmes de constructions de logements, notamment sociaux afin de compléter le parc de logements sur les communes de Lattes et Pérois;

- que l'acquisition de cette parcelle de ce bien, est indispensable, afin de mettre en œuvre le projet d'aménagement « Ode à La Mèr », projet d'aménagement conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la S.A. 4 MURS, le lot n°2 de la copropriété faisant partie d'un ensemble immobilier à usage commercial, loué avec un bail commercial, situé ZAC de Soriech, cadastré section CK 36.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 582 609 € majoré des honoraires de négociation de 34 956 € prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3 :** La SA3M, concessionnaire de l'opération d'aménagement « Ode à la Mer » interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 22 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par l'association UNAPEI 34  
pour la construction d'une unité de vie de 8  
logements locatif sociaux - Extension du  
Foyer de Vie "Le Parc" - Rue du Mas de  
Villaret à Montpellier - Convention -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

**Considérant :**

- que l'association UNAPEI 34 (Association des Parents et Amis des Personnes Handicapées Mentales du Département de l'Hérault), ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise une unité de vie comprenant 8 logements locatif sociaux neufs, destinée à l'accueil d'adultes en situation de handicap mental, extension du Foyer de Vie « Le Parc » situé 227 rue du Mas de Villaret à Montpellier. Le programme comprend 8 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture André Pradié à Mèze ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 20 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 384 084 € souscrit auprès du Crédit Coopératif pour financer cette opération selon les caractéristiques financières mentionnées ci-après :

	PLS	Prêt complémentaire
<b>Montant du prêt :</b>	928 886 €	455 198 €
<b>Durée :</b>	30 ans	30 ans
<b>Taux d'intérêt actuariel annuel révisable :</b>	<b>Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt</b>	<b>Taux fixe : 1,28 %</b>
	<b>+1,11 %</b>	
<b>Révisabilité des taux d'intérêt :</b>	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %	

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 20 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 1 384 084 € souscrit par l'Emprunteur auprès du Crédit Coopératif, selon les caractéristiques financières décrites ci-dessus.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Coopératif, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, le Crédit Coopératif de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre le Crédit Coopératif et l'association UNAPEI 34 et à signer tout document relatif à cette affaire.



**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.



**Montpellier, le 16 JUIN 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Claudine VASSAS MEJRI**

**Publiée le : 16 JUIN 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv GE UNAPEI34.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
**Service Montpellier Territoires Ouest & Sud**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Clôture du mandat d'études confiée à la**  
**Société**  
**d'Aménagement de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole (SA3M) - Secteur**  
**Pagézy - Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision de Monsieur le Président n°MD2021-270 en date du 6 juillet 2021, concluant le marché un marché d'études entre la Métropole de Montpellier et la SA3M ;
- VU la convention de mandat en date du 8 juillet 2021 conclue avec la SA3M, autorisant, le Directeur Général à signer les marchés faisant l'objet de cette convention.

**Considérant :**

- Que les études urbaines engagées depuis 2008 sur ce quartier devaient être complétées par des études techniques et d'expertises complémentaires en préalable à un projet de ZAC ;
- Que pour préciser les conditions de réalisation de cette opération, Montpellier Méditerranée Métropole avait décidé qu'il était nécessaire d'affiner la programmation urbaine et d'évaluer au mieux la faisabilité et les modalités de réalisation pour l'engagement d'une opération d'aménagement ;
- Que la SA3M a effectué les missions de coordination et de pilotage des études nécessaires ;
- Que l'ensemble des contrats et marchés sont clôturés ;
- Que le bilan de clôture de ce mandat fait apparaître un solde positif de trésorerie de 6 985,98 € au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De clore le marché de mandat d'études entre la Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M, selon les termes du document de reddition des comptes annexé à la présente décision ;

**ARTICLE 2 :** D'accepter les comptes du mandat et de donner quitus de sa mission à la SA3M ;

**ARTICLE 3 :** De dire que le solde de trésorerie du mandat, soit 6 985,98 € sera réglé par la SA3M à la Ville de Montpellier ;

**ARTICLE 4 :** D'émettre le titre de recettes correspondant, d'un montant de 6 985,98 € ;

**ARTICLE 5 :** D'autoriser Monsieur le Président ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.



Montpellier, le 24 JUIN 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

**Publiée le : 24 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Mandat Comédie-RedditionComptes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines**  
**Unité Carrière Métropole**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Mise a disposition d'un agent de cat A de**  
**Montpellier Méditerranée Métropole**  
**auprès de la Ville de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code général de la Fonction Publique,
- VU la délibération du Conseil métropolitain du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social;
- **CONSIDERANT** que Madame Cécile MORAGNY, Ingénieur à Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité le renouvellement de sa mise à disposition à 100% auprès de la Ville de Montpellier à compter du 01/12/2021 pour une durée d'un an,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Madame Cécile MORAGNY, Ingénieur, est mise à disposition auprès de la Ville de

Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2021 pour une durée d'un an.

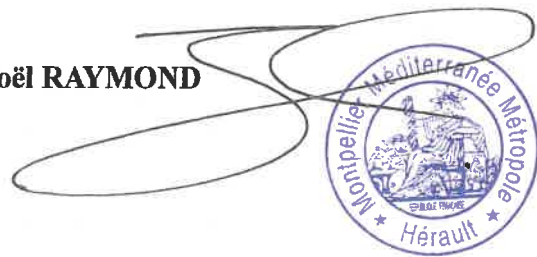
**ARTICLE 2 :** Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'agent. Une ampliation sera adressée à la Trésorerie Municipale.

Montpellier, le 21 JUIL. 2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines**  
**Unité Carrière Métropole**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Mise a disposition d'un agent de cat A de**  
**Montpellier Méditerranée Métropole**  
**auprès de La Ville de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code général de la Fonction Publique,
- VU la délibération du Conseil métropolitain du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social;
- **CONSIDERANT** que Madame Sandrine LOCCI, Attaché à Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité le renouvellement de sa mise à disposition à 100% auprès de la Ville de Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour une durée d'un an,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1**: Madame Sandrine LOCCI, Attaché, est mise à disposition auprès de la Ville de

Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour une durée d'un an.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

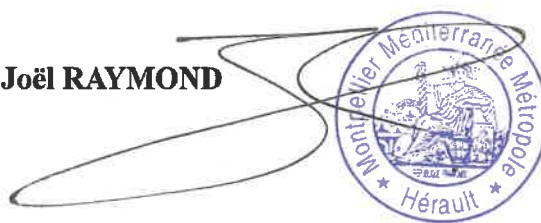
**ARTICLE 3 :** Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'agent. Une ampliation sera adressée à la Trésorerie Municipale.

Montpellier, le

21 JUL. 2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM FDI Habitat  
pour la construction de 72 logements  
locatifs sociaux - EHPAD 'Les Garrigues' -  
Chemin de la Bergerie à Cournonterral -  
Convention - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°133044 en annexe signé entre FDI Habitat, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;



**CONSIDÉRANT :**

- que la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise 72 logements locatifs sociaux neufs, EHPAD « Les Garrigues », 1 chemin de la Bergerie à Cournonterral. Le programme comprend 72 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Patrice GENET ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 11 290 265 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°133044 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 11 290 265 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°133044, constitué de 4 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 06 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONTRAT DE PRET\_133044\_EHPAD\_Courmonterral.pdf
- CONV\_GE\_FDI\_EHPAD\_Courmonterral.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines  
Unité Carrière Métropole**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Mise à disposition d'un agent de catégorie  
C de Montpellier Méditerranée Métropole  
auprès de la Ville de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code général de la Fonction Publique,
- VU la délibération du Conseil métropolitain du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social;
- **CONSIDERANT** que Madame Chantal TOURRE, Adjoint administratif principal de 2ème classe à Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité le renouvellement de sa mise à disposition à 100% auprès de la Ville de Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 pour une durée d'un an,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Madame Chantal TOURRE, Adjoint administratif principal de 2ème classe, est mise

à disposition auprès de la Ville de Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 pour une durée d'un an.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

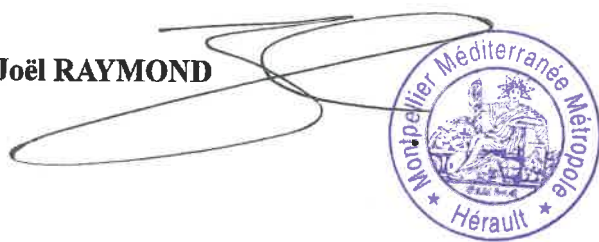
**ARTICLE 3 :** Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'agent. Une ampliation sera adressée à la Trésorerie Municipale.

Montpellier, le

21 JUL. 2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines  
Unité Carrière Métropole**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Mise à disposition d'un agent de catégorie  
C de Montpellier Méditerranée Métropole  
auprès de la Ville de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code Général de la Fonction Publique;
- VU la délibération du Conseil métropolitain du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Michel NAVARRO, Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe à Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité sa mise à disposition à 100% auprès de la Ville de Montpellier du 15 avril 2022 au 31/12/2022.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Monsieur Michel NAVARRO, Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe, est mis à

disposition auprès de la Ville de Montpellier à compter du 15 avril 2022 jusqu'au 31 décembre 2022.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

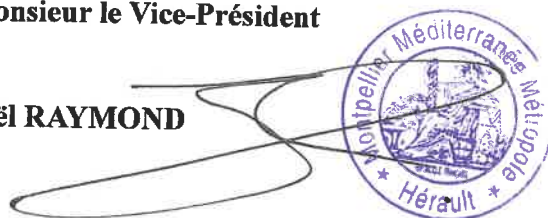
**ARTICLE 3 :** Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'agent. Une ampliation sera adressée à la Trésorerie Municipale.

Montpellier, le

21 JUL. 2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines  
Unité Carrière Métropole**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Mise à disposition de 3 agents de catégorie  
C de Montpellier Méditerranée Métropole  
auprès de la Ville de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- Vu le Code Général de la Fonction Publique,
- VU la délibération du Conseil métropolitain du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social;
- **CONSIDERANT** la convention de mutualisation du service énergie établie entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole prévoyant la mise à disposition de 3 agents de catégorie C auprès de la Ville de Montpellier sur présentation d'une demande individuelle à compter du 01/07/2022 pour une durée d'un an.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Trois agents de catégorie C du service énergie de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments, sont mis à disposition auprès de la Ville de Montpellier du 01/07/2022 au 30/06/2023.

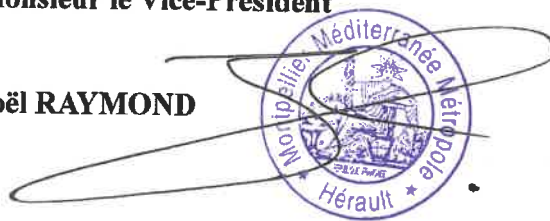
**ARTICLE 2 :** Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer les conventions de mise à disposition individuelles visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'agent. Une ampliation sera adressée à la Trésorerie Municipale.

Montpellier, le **21 JUL. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Joël RAYMOND**



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Administration des Ressources Humaines  
Unité Carrière Métropole**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Mise à disposition d'un agent de catégorie  
A de la Ville de Montpellier auprès de  
Montpellier Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- Vu le Code général de la Fonction Publique,
- VU la délibération du Conseil métropolitain du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social;
- **CONSIDERANT** que Madame Brigitte DOMERGUE, Ingénieur territorial à la Ville de Montpellier a sollicité sa mise à disposition à 100% auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022 pour une durée d'un an.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Madame Brigitte DOMERGUE, Ingénieur territorial, est mise à disposition auprès

de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022 pour une durée d'un an.

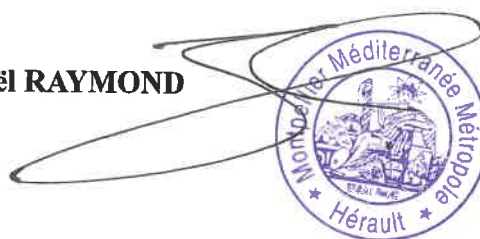
**ARTICLE 2** : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'agent. Une ampliation sera adressée à la Trésorerie Municipale.

Montpellier, le 21 JUL. 2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des**  
**parcelles à vocation publique - ZAC des**  
**Constellations - Commune de Juvignac**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de rétrocession formulée par GGL Groupe, pour intégration au domaine public des parcelles à vocation publique, aménagées dans le cadre de la ZAC des Constellations, sur la commune de Juvignac ;
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir les voies, les places, les parkings et les bassins de

rétenion à vocation publique aménagés dans le cadre de la ZAC des Constellations à Juvignac ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe les parcelles à vocation publique aménagées dans la ZAC des Constellations sur la commune de Juvignac, à savoir la Place du Soleil cadastrée BO 183 et BO 278, les deux parcelles cadastrées BO 310 et BO 312 en nature de parking, les voies dénommées rue de la voie Lactée parcelles BO 136, BO 147, BO 169, BO 170, BO 280 et BO 282, rue Jupiter parcelles BO 133, BO 137, BO 138, BO 139, BO 172, BP 84, BP 238, BP 240, rue Callisto parcelles BO 141, BO 174, BO 283 et BO 196, rue Garymède parcelles BO 185, BO 279, et BO 284, et les deux bassins de rétenion cadastrés BO 143, BO 144 et BO 146.

**ARTICLE 2 :** La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir des emprises à vocation publique.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

**ARTICLE 4 :** Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 29 JUIL. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Coralie MANTION**



**Publiée le : 29 JUIL. 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 29 JUIL. 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M1D0070EP  
de travaux préparatoires sur la Voie Ferrée  
d'Intérêt Local**

**Dépose des rails et des traverses relatifs à  
la création d'une voie partagée "modes  
actifs" de Saint-Jean-de-Védas à**

**Fabrègues  
Attribution du marché**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

**Considérant :**

- que des travaux préparatoires sur la Voie Ferrée d'Intérêt Local sont nécessaires pour la dépose des rails et des traverses dans le cadre de la création d'une voie partagée « modes actifs » de Saint-Jean-de-Védas à Fabrègues ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 3 mois (période de préparation d'un mois comprise) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Prix – 60%
  - ° Valeur technique – 40%
- que l'entreprise RENOFR sise 4 rue des Fontenelles – 35360 Montauban de Bretagne a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché de travaux préparatoires sur la VFIL pour la dépose des rails et des traverses, travaux relatifs à la création d'une voie partagée « modes actifs » de Saint-Jean-de-Védas à Fabrègues à l'entreprise RENOFR pour un montant estimatif négatif de – 9 160,40€ HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 3 mois (période de préparation d'un mois comprise).

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13/07/2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 19/07/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation du domaine public pour  
l'occupation de locaux par la société AI-  
STROKE au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Omega - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;



- VU la sollicitation de l'entreprise AI-STROKE pour intégrer une des pépinières du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, CAP ALPHA sise à Clapiers ou CAP OMEGA sise Montpellier ;

- VU la validation pour la demande de mise à disposition d'une surface locative par le comité d'agrément du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 23 mai 2022 ;

**- CONSIDERANT:**

- La réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières ;

- La nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction ;

- La volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation,

- Que l'entreprise AI-STROKE répond aux critères exigés pour une installation à CAP OMEGA.

- Que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation type selon la délibération N° 8988 en date du 3 juillet 2009 et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée de la société AI-STROKE,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation du domaine public, est conclue entre la société AI-STROKE et le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour une période de neuf mois à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 et jusqu'au 31 mars 2023.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société AI-STROKE pour la surface de 14,07 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 186,29 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 3 :** A échéance de cette occupation de neuf mois, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à la société, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

**ARTICLE 4 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice-Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention d'occupation AI-STROKE.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Parc Auto**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au  
marché n°G9D0138MG - Maintenance et  
réparation des véhicules techniques - Lot 1  
- Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU le marché en groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier n°G9D0138MG « Maintenance et réparation des véhicules techniques » ;

- VU le lot 1 « accord-cadre pour la maintenance et la réparation des balayeuses multimarques » du marché G9D0138MG, notifié le 14 octobre 2021 à la société Europe Service, Parc d'activités de Tronquières, avenue du Garrie, 15000 Aurillac ;

**CONSIDERANT:**

- qu'il convient de rajouter par un avenant n°1 au lot n°1 « Accord-cadre pour la maintenance et la réparation des balayeuses multimarques » deux lignes au Bordereau de Prix Unitaire (BPU) qui correspondent à des prix nouveaux qu'il est nécessaire d'intégrer au marché ;

- que les lignes supplémentaires concernent les forfaits d'entretien de climatisation des véhicules balayeuses modèle Cleango et modèle Swingo ;

- qu'en application de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, le marché public peut être modifié [...] 5° Lorsque les modifications, quel qu'en soit leur montant, ne sont pas substantielles. Une modification est considérée comme substantielle lorsqu'elle change la nature globale du marché public ;

- que le présent avenant n°1 n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** De dire que Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°1 au Lot n°1 « Maintenance et réparation des balayeuses multimarques », du marché G9D0138MG « Maintenance et réparation des véhicules techniques » avec la société Europe Service.

**ARTICLE 2 :** De dire que l'avenant n°1 au lot n°1 rajoute deux lignes au BPU concernant les forfaits d'entretien de climatisation des balayeuses, sans incidence financière sur le montant du marché public.

**ARTICLE 3 :** De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant visé à l'article 1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 JUIN 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



**Publiée le : 22 JUIN 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **22 JUIN 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**  
- G9D0138MG\_AVENANT SIGNE Tit.PDF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Services aux Territoires**

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché subséquent de  
travaux n°M9D0119AT - Aménagement de  
la voirie de la rue de la Ducque à Prades le  
Lez - Autorisation de signature du  
protocole transactionnel**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des « Voiries et de l'Espace Public » ;
- VU la décision n°MD2019-1328 du 17 janvier 2020 attribuant le marché n°M9D0119AT au groupement Lautier Moussac / Faurie / TPSO, sise 5 ZA Peire Plantade à Moussac (30) pour un montant de 349 902,50 € HT ;

**CONSIDÉRANT :**

- que plusieurs prestations, non-prévues dans le marché de travaux, se sont avérées nécessaires à la progression du chantier ;
- qu'il ne sera pas possible de mandater en totalité les prestations supplémentaires avec le montant initial du marché ;
- qu'après discussions, les parties s'accordent sur une augmentation de la masse financière de 28 718,10 € HT.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du protocole transactionnel au marché subséquent n°M9D0119AT d'un montant de 28 718,10 € HT.

En prenant en compte les prestations réalisées au titre des prix du marché et les prix nouveaux, le montant total du décompte final du marché est de 378 620,60 € HT (227 491,60 € HT pour la tranche ferme et 151 129 € HT pour la tranche optionnelle 1), soit une augmentation de 28 718,10 € HT (+8,21 %).

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 JUIL. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Frédéric LAFFORGUE**



**Publiée le : 07 JUIL. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **07 JUIL. 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- M9D0119AT - Protocole transactionnel - Signé.pdf
- M9D0119AT - Protocole transactionnel - Annexes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de prêt  
d'éléments muséographiques de  
reconstitution relatifs à l'exposition  
itinérante "Ötzi, la momie des glaces"  
appartenant à la collection du musée  
départemental des Merveilles situé à Tende  
dans le cadre de l'exposition : "Statues-  
menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique"  
organisée par le Site archéologique Lattara  
- musée Henri Prades de Montpellier  
Méditerranée Métropole du 7 octobre 2022  
au 6 mars 2023**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- VU l'arrêté n° MAR2020-0378 portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et patrimoine historique » ;



**CONSIDERANT :**

- l'organisation par le Site archéologique Lattara – musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole d'une exposition intitulée « Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique » du 7 octobre 2022 au 6 mars 2023,

- que dans ce cadre, le Site archéologique Lattara – musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole désire emprunter les éléments muséographiques de reconstitutions relatifs à l'exposition itinérante « Ötzi, la momie des glaces » appartenant à la collection du musée départemental des Merveilles situé à Tende,

- que cette manifestation contribuera au renforcement et au rayonnement culturel de Montpellier Méditerranée Métropole et participera activement à la valorisation et à la médiation du patrimoine archéologique national auprès d'un large public.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Une convention relative au prêt d'éléments muséographiques de reconstitution est conclue entre le musée des Merveilles du Département des Alpes-Maritimes et le Site archéologique Lattara – musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2 :** Cette convention concerne le prêt de onze éléments muséographiques de reconstitution relatifs à l'exposition itinérante « Ötzi, la momie des glaces » à l'occasion de l'exposition « Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique » organisée par le Site archéologique Lattara – musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Cette convention prendra effet à compter de sa date de signature, et prendra fin après le transport retour et la restitution de tous les objets empruntés et au plus tard dans un délai maximum de trois (3) mois après la clôture de l'exposition.

**ARTICLE 4 :** Cette convention est conclue à titre provisoire et gratuit, moyennant obligation d'assurance clou à clou (transport, montage, démontage et exposition) et prise en charge du coût de transport des objets prêtés à la charge du Site archéologique Lattara – musée Henri Prades.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention de prêt de mobilier archéologique visée aux articles précédents.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

24/06/22

**Publiée le : 23 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION TENDE\_ LATTARA\_ ET ANNEXES.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Pôle Déchets et Cycles de l'Eau  
Service Régie de Collecte**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de 3 véhicules  
de la régie de collecte - Deux Chargeuses à  
pneus LIEBHERR L514 et un véhicule  
Télescopique MERLO**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de l'aliénation de gré à gré des biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et des biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonctions à VASQUEZ dans le domaine « Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchet » ;

**CONSIDERANT :**

- la mise en place du Lot 3 du marché M1D0011VD pour l'exploitation de la plate-forme de réception/broyage de déchets verts de Grammont (zone Est), dans lequel le Titulaire s'engage à fournir les moyens nécessaires à l'exécution des prestations, notamment les véhicules techniques.
- la vétusté et l'état d'usure des 3 véhicules de la Régie de collecte affectés jusqu'à ce jour à la plateforme de Grammont, à savoir :
  - 1 Chargeuse à pneus LIEBHERR L514 , numéro de châssis : VATZ1115TZB026928
  - 1 Chargeuse à pneus LIEBHERR L514, numéro de châssis : VATZ1115CZ802311
  - 1 véhicule Télescopique MERLO 2179548.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Les chargeuses à pneus LIEBHERR, numéro de châssis : VATZ1115TZB026928 et VATZ1115CZ802311, propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole, sont cédées à la société Languedoc Matériels – 3 Impasse des Eglantiers ZAC DE MAUMARIN - 34920 LE CRES, pour un montant respectif de 12 000 € et 8 000 € soit un total de 20 000 €, l'enlèvement étant à la charge de l'acheteur.

Le véhicule Télescopique MERLO propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, est cédé à la société « O jardin de Lou » - Siret :82990440800012 - 3100 route de guzargues.- 34160 Castries pour un montant de 5 000 €, l'enlèvement étant à la charge de l'acheteur.

**ARTICLE 2** : La transaction sera conclue par la signature d'un certificat de cession :  
- au profit de la société **Languedoc Matériels** qui procèdera alors à l'enlèvement des véhicules LIEBHERR, numéro de châssis : VATZ1115TZB026928 et VATZ1115CZ802311 ;  
- au profit de la société « **O jardin de Lou** » - Siret :82990440800012 qui procèdera alors à l'enlèvement du véhicule MERLO.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant délégation à signer les certificats de cession et tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 05 JUL. 2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ

Publiée le : 06 JUL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Maîtrise d'Ouvrage**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché**  
**n°M0D0068DC - Travaux d'installation du**  
**nouveau système anti-incendie et des**  
**installations de sûreté - sécurité au musée**  
**Fabre**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que le système anti-incendie du musée Fabre est obsolète et doit être remplacé ainsi que des installations de sûreté – sécurité ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 5 mois hors période de préparation de 6 semaines ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique au regard du mémoire technique et du planning prévisionnel remis par le candidat – 60%
  - Prix des prestations au regard de la somme totale de la D.P.G.F. & du D.Q.E. – 40% ;
- que l'entreprise INEO MPLR en cotraitance avec l'entreprise INEO INFRACOM, ZA Font de la Banquière – Le Météor – BP20032 – 34872 LATTES CEDEX, présente l'offre économiquement la plus avantageuse selon ces critères.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché M0D0068DC « musée Fabre - Travaux d'installation du nouveau système anti-incendie et des installations de sûreté – sécurité » au groupement d'entreprise INEO MPLR, INEO INFRACOM pour un montant de 624 126,97 € HT pour la partie forfaitaire et un maximum de 120 000 € HT pour la partie à prix unitaire.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée globale est de 6 mois et 1 semaine (travaux et période de préparation compris).

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

21/06/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

**Publiée le : 23 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M1D0083EP  
- RD17E11 - Création d'une piste mixte -  
Ouvrage de franchissement du Lez à  
Montferrier sur Lez - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération n°MD2020-94 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE ;



- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**Considérant :**

- que l'élargissement du pont qui porte la route métropolitaine RM17E11 sur la commune de Montferrier sur Lez est nécessaire ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 1°, R. 2123-1-1, du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 8 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique au regard du mémoire technique : 50 %
  - Prix des prestations : 40 %
  - Qualité de la notice de gestion de l'environnement : 10 %
- qu'après analyse, l'offre variante du groupement BUESA-STRAS, dont BUESA est le mandataire, rue René Gomez – CS 20684 – 34535 BEZIERS Cedex, présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°M1D0083EP – RD17E11 – Création d'une piste mixte – Ouvrage de franchissement du Lez à Montferrier sur Lez, au groupement BUESA-STRAS, dont BUESA est le mandataire pour son offre variante d'un montant de 922 729,14 € HT.

Le marché prend effet à l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 8 mois, dont 2 mois de période de préparation.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous budgets confondus.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15 JUIN 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 16 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à l'octroi de  
subventions pour la réalisation d'audits  
énergétiques dans le cadre du dispositif  
Guichet Unique de la Rénovation  
Énergétique - Décision MD2022-568 du 2  
juin 2022 - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine de la Transition écologique et solidaire, la Biodiversité, l'Énergie, l'Agroécologie et l'Alimentation ;

**CONSIDERANT :**

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40% ;

- L'accompagnement proposé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Renov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole. Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'un service public régional dont le déploiement a été confié à l'Agence Régionale de l'Energie et du Climat. Le Conseil de Métropole a décidé par délibération en date du 7 juin 2021 de financer le reste à charge de 90 € par logement de l'étape 1 de l'accompagnement (audit) pour les ménages et les copropriétés de son territoire. Pour ces dernières, cette participation prend la forme d'un contrat d'audit tripartite ;
- La mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021 ;
- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 9 copropriétés présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07/06/2021) ;
- Que le nombre de logements des copropriétés « Le Nissole » et « Les Chênes Colombières » doit être rectifié ; la décision n°MD2022-568 est ainsi annulée et remplacée par celle-ci ;

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes : « Les clos des Grands pins » (127 lots) , « Le Pasteur » (19 lots), « Cité chambre de commerce » (160 lots), « les Chênes Colombières » (91 lots), « Le Nissole » (21 lots), « 23 rue Farges » (4 lots), « Le Lavandou » (18 lots), « Le Saint- Gérant » (18 lots), « Treille » (48 lots).

**ARTICLE 2 :** D'autoriser l'octroi de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 45 540 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 3 :** De dire que ces dépenses seront imputées sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 18 JUIL. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Isabelle TOUZARD**



**Publiée le : 19 JUIL. 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 19 JUIL. 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

**- 20220706\_AnnexeDecisionCopro.pdf**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des parcours professionnels et des compétences**  
**Service Formation**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'accord-cadre**  
**n°G2B0033RH - Formations Permis de**  
**Conduire - Lots 1 et 2 - Attributions**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans les domaines des « Ressources humaines et du Dialogue social » ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour les Formations Permis de Conduire BE et C, ainsi que pour celles concernant la conduite d'un 125 ; des formations destinées aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché accord-cadre alloti à bons de commande pour une durée initiale d'1 an et qui pourra être reconduit une fois pour une durée d'1 an :

- Lot 1 : Permis BE, Permis C ;
- Lot 2 : Conduite d'un 125 ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour le lot 1 étaient les suivants :

- Valeur Technique : 30% ; Moyens humains, matériels, pédagogiques 12 points – Organisation administrative des sessions 15 points – Références du candidat 3 points ;
- Prix : 70% sur la base du D.Q.E. ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour le lot 2 étaient les suivants :

- Valeur Technique : 30% ; Moyens humains, matériels, pédagogiques 12 points – Organisation administrative des sessions 14 points – Références du candidat 4 points ;
- Prix : 70% sur la base du D.Q.E. ;

- qu'après analyse du lot 1, l'entreprise CESR 66 – CITY PRO, Rue Alfred Sauvy / Péage Nord 66600 Rivesaltes, présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- qu'après analyse du lot 2, l'entreprise AUTO ECOLE DE LA COMEDIE, 8 rue Boussairolles 34000 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

#### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le lot 1 (Permis BE / Permis C) du marché Formation Permis de Conduire (G2B0033RH) à l'entreprise CESR 66 – CITY ; marché passé sans minimum et avec un maximum de 41 500 € HT par année d'exécution du marché.

Le marché prend effet à compter de juillet 2022. Il est conclu pour une durée d'1 an et pourra être reconduit une fois pour une durée d'1 an.

**ARTICLE 2 :** d'attribuer le lot 2 (Conduite d'un 125) du marché Formation Permis de Conduire (G2B0033RH) à l'entreprise AUTO ECOLE DE LA COMEDIE ; marché passé sans minimum et avec un maximum de 3 000 € HT par année d'exécution du marché.

Le marché prend effet à compter de juillet 2022. Il est conclu pour une durée d'1 an et pourra être reconduit une fois pour une durée d'1 an.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget Formation de la Métropole.

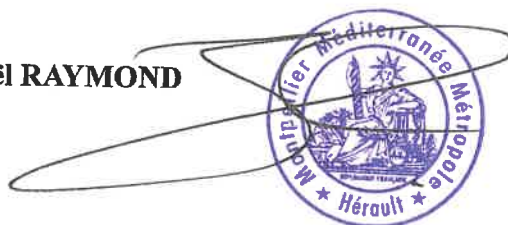
**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 JUIN 2022**

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : **17 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **17 JUIN 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux frais de déplacement  
à l'étranger pour des agents de la Direction  
du Développement Economique et de  
l'Emploi de Montpellier Méditerranée  
Métropole - Autorisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les cas dans lesquels les frais induits par les déplacements d'agents de la Métropole ou de personnalités extérieures (ainsi que l'accueil de ces dernières) peuvent être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du Développement économique et numérique ;

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre de la coopération décentralisée entre la région Occitanie et la région de Fès-Meknès (Maroc), Agropolis International accompagne le pôle de compétitivité AGRINOVA de la région de Fès-Meknès dans la mise en place d'un Centre de l'Innovation Agro-Alimentaire (CIA), dont l'étude est financée par la Banque mondiale.

Ce projet intitulé DYSIAAL 2 « Dynamique de Soutien à l'Innovation Agri agroalimentaire dans la région Fès Meknès » est financé par la coopération bilatérale franco-marocaine. Il vient en appui au pôle de compétitive AGRINOVA qui a pour missions de mettre en place le CIA et de gérer plusieurs outils fonctionnant en synergie :

- Un centre multi-services techniques & technologiques d'appui aux différents acteurs du secteur agroalimentaire (PME/TPE, start-ups, coopératives & organisations professionnelles),
- Un incubateur,
- Une halle technologique ;

- que le projet DYSIAAL 2 est centré en grande partie sur des actions de développement de capacités et de transfert de savoir-faire vers les équipes du pôle de compétitivité Agrinova ;

- que le classement UBI INDEX a nommé le BIC (Business Innovation Center) de Montpellier Méditerrané Métropole parmi les 5 meilleurs incubateurs internationaux sur un panel de 700 incubateurs dans 70 pays et que par conséquent le BIC de Montpellier Méditerrané Métropole fait aujourd'hui référence en matière d'incubation d'entreprise ;

- qu'Agropolis International sollicite la participation du BIC de Montpellier Méditerrané Métropole aux ateliers « Partages d'expériences / Accompagnement d'AGRINOVA dans l'intégration du Centre de l'Innovation AgroAlimentaire » qui auront lieu du 24 au 29 juin 2022 sur le site d'Agrinova à Fès-Meknès ;

- que les frais de transport, d'hébergement et de transfert sur site sont pris en charge par Agropolis International dans le cadre du projet DYSIAAL 2 ;

- la vocation internationale du projet Med Vallée qui vise à mobiliser et fédérer les acteurs économiques et universitaires au croisement de filières santé, environnement et alimentation durable, pour faire du territoire de la Métropole un pôle mondial d'excellenceS en Santé Globale ;

- qu'il est proposé d'autoriser le déplacement ci-dessus pour les agents et les élus ainsi que la prise en charge au frais réels des aspects logistiques qui ne seraient pas couverts par Agropolis International (transfert domicile/aéroport de Montpellier, restauration, etc.).

## DECIDE

**ARTICLE 1** : D'autoriser le déplacement au Maroc des agents et/ou des élus concernés ainsi que la prise en charge ou le remboursement aux frais réels des dépenses afférentes à ces déplacements dans la limite de 1 000 € maximum.

**ARTICLE 2** : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerrané Métropole.

**ARTICLE 3** : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerrané Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 JUIN 2022**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : **17 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **17 JUIN 2022**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution de  
subventions pour la réhabilitation de 11  
logements privés dans diverses communes  
de la Métropole - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles relatives aux attributions de subvention des dispositifs de rénovation de l'habitat encadrés par le règlement attributif de subvention pour la rénovation de l'habitat privé ancien et le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adoptés par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU le règlement attributif des subventions de Montpellier Méditerranée Métropole pour la requalification du parc de logements privés adopté en Conseil du 29 mars 2017 et modifié par délibération n°M2021-432 du 28 septembre 2021 ;

- VU le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logements privés de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération n°M2021-203 du 7 juin 2021 ;

**CONSIDERANT :**

- Qu'au titre de sa politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de l'amélioration du parc immobilier bâti, et notamment de la requalification des copropriétés, de la résorption de l'habitat dégradé et insalubre, de la lutte contre la précarité énergétique, de l'adaptation des logements au handicap ou à la perte d'autonomie, de la remise sur le marché de logements vacants ainsi que de la maîtrise des loyers après travaux ;

- Que dans ce cadre, elle met en œuvre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat dont notamment :

- le Programme d'Intérêt Général (PIG) « Rénover pour un habitat durable et solidaire » (2019-2024) qui couvre la totalité du territoire de la Métropole, hors OPAH et Plan de Sauvegarde en cours ou à venir ;
- l'OPAH Copropriétés Dégradées Mosson (2019-2024), site national prioritaire du Plan Initiative Copropriété (PIC) lancé par l'Etat et l'ANAH ;
- le Plan de Sauvegarde des Cévennes, phase d'élaboration : 2019-2021 ; phase de réalisation : 2022-2026, site régional du PIC ;
- à venir, l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH - RU) centre-ville de Montpellier ;

- Que dans ce cadre, elle instruit et octroie les aides déléguées de l'Agence Nationale de l'Habitat, qu'elle complète par des subventions sur ses fonds propres et dont les conditions d'attribution sont définies dans le règlement attributif des subventions de Montpellier Méditerranée Métropole pour la requalification du parc de logements privés ;

- Qu'au travers de son Plan Climat Energie Territorial (PCAET), Montpellier Méditerranée Métropole réaffirme la priorité donnée à la rénovation énergétique des logements et mobilise pour cela une aide financière de 1 300 € (« prime PCAET ») attribuée aux propriétaires de logement, sans condition de ressources, pour les programmes de travaux permettant d'atteindre le seuil de 40% d'économie d'énergie, selon les termes définis par le règlement d'attribution ad hoc ;

- Qu'en contrepartie de ces subventions, les propriétaires et copropriétaires souscrivent aux engagements définis par les règlements, et notamment les conditions de durée d'occupation du logement pour les propriétaires occupants bénéficiant d'une aide de l'ANAH, et les conditions de location selon un loyer maîtrisé et à des locataires dont les ressources sont plafonnées pour les bailleurs bénéficiant des aides de l'Agence.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'accorder les subventions pour un montant total de 19 797 €, telles que décrites dans le tableau joint en annexe et faisant partie intégrant de la présente décision.

**ARTICLE 2** : dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : dire que le paiement des subventions s'effectuera selon les conditions prévues par les règlements attributifs de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **07 JUIL. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEYER



**07 JUIL. 2022**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **07 JUIL. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- SESSIONS 13.05.2022 ER et urgents.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Ressources Juridiques**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

### **Décision relative à l'octroi de la protection fonctionnelle**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment d'accorder la protection fonctionnelle aux élus qui en font la demande conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et des articles L. 2123-34, L. 2123-35, L. 5217-7 et L. 5215-16 du Code général des collectivités territoriales ;

#### **CONSIDERANT :**

- que la Métropole est tenue d'accorder sa protection au Président, à l'Elu le Suppléant ou ayant reçu une délégation, d'une part, lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions et, d'autre part, lorsque celui-ci est victime de violences, menaces ou outrages à l'occasion ou du fait de ses fonctions ;
- qu'à ce titre, la Métropole doit prévenir les attaques à l'encontre de ses élus, leur apporter son soutien et son assistance dans les procédures judiciaires ;
- qu'au titre de l'assistance, la Métropole doit à l'Elu une aide au recours au ministère d'avocat (librement choisi par l'élus) ainsi que la prise en charge des honoraires d'avocat utiles à sa défense ainsi que des frais de procédure sur justificatifs et des consignations ;

- que la Métropole, ayant pour obligation d'assurer une juste réparation du préjudice subi par l'Elu, prendra en charge les dommages et intérêts qui lui sont alloués sur la base de la décision juridictionnelle définitive si la personne condamnée ne s'en est pas acquittée (la Métropole se retournant ensuite contre la personne condamnée) ;
- que Monsieur Christian ASSAF est victime de faits présumés de prise illégale ou conflits d'intérêts ;
- qu'au regard des faits existants, il n'a pas commis de faute personnelle pouvant remettre en cause son droit à la protection ;
- qu'il a effectué une demande de protection fonctionnelle.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La protection fonctionnelle est accordée à Monsieur Christian ASSAF dans le cadre de la première instance de l'affaire relative aux faits présumés de prise illégale ou conflits d'intérêts dont il est victime.

**ARTICLE 2** : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 5 JUL. 2022

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : - 5 JUL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 5 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions  
aux travaux dans le cadre du dispositif  
Guichet Unique de la rénovation  
énergétique - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriétés) et de signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Touzard, Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique et solidaire, la Biodiversité, l'Énergie, l'Agroécologie et l'Alimentation ;

**CONSIDERANT :**

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le projet de Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du Conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90 % du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40 % ;
- L'accompagnement proposé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Rénov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole ;

- La mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021 ;
- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 2 ménages présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07/06/2021) ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser l'attribution de subventions pour un montant total de 2600 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 JUIN 2022**

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



**Publiée le :** **01 JUIL. 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **01 JUIL. 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**  
- 20220613\_AnnexeLgtIndiv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 à la  
convention d'occupation du domaine  
public conclue entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et la société à  
mission RACINES DE FRANCE pour une  
extension de la surface de ses locaux au  
sein du bâtiment MIBI**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein du bâtiment MIBI ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> mars 2022 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société à mission RACINES DE FRANCE pour l'occupation de locaux au sein du MIBI ;

- VU la validation de la décision d'extension par le comité d'agrément en date du 17 mai et du 24 juin 2022 ;

**- CONSIDERANT QUE :**

- la société à mission RACINES DE FRANCE a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension en 2 temps ( juillet et septembre 2022) de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI;

- Montpellier Méditerranée Métropole a réservé une suite favorable à cette demande ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Conformément à l'article III.3-2 de la convention d'occupation initiale prévoyant la modification des surfaces occupées par les entreprises au sein du MIBI, la société RACINES DE FRANCE est autorisée à compter du 1<sup>er</sup> juillet à s'étendre sur le module B2.10 de 14,70 m². A compter de cette date, la surface passe de 29,20 m² à 43,90 m².

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022, afin de regrouper toute l'activité, sur des bureaux contigus et optimiser la cohésion d'équipe, elle restituera le bureau B2.3 de 29,20 m² pour occuper le bureau B2.8 de 25,60 m² et B2.9 de 21,90 m². A compter de cette date, la surface locative passera de 43,90 m² à 62,20 m².

**ARTICLE 2**

A compter de cette date, la durée d'occupation de cette surface est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation, soit jusqu'au 28 février 2025.

**ARTICLE 3**

Conformément au tarif applicable approuvé par délibération n°D2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021 , le loyer mensuel hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de :

- 43,90 m² s'élève à 621,18 euros à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022.
- 62,20 m² sera de 880,13 euros à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022.

**ARTICLE 4**

Les autres termes de la convention initiale en date du 1<sup>er</sup> mars 2022 non modifiés par le présent avenant demeurent inchangés.

**ARTICLE 5** La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 6** : Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Services aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M2B0002EP  
- Maintenance des escaliers mécaniques du  
Triangle à Montpellier - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que la maintenance des escaliers mécaniques du Triangle à Montpellier est nécessaire ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1, R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans mini, avec maxi ordinaire pour une durée de 2 ans ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations : 40 %
- Valeur technique : 60 %

- qu'après analyse, le candidat KONE, 2 impasse Marc Seguin – 34430 SAINT JEAN DE VEDAS, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°M2B0002EP – Maintenance des escaliers mécaniques du Triangle à Montpellier, au candidat KONE pour un montant maximum de 89 990 € HT.

Le marché prend effet à la notification. Sa durée est de 2 ans.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous budgets confondus.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 06 JUIL. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 07 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de  
préemption urbain - Commune de Lattes -  
Zone d'Aménagement Concerté de Soriech  
Acquisition d'un local commercial en  
copropriété - Lot 1 - Propriété de la société  
4 MURS.**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Deuxième Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,



- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de LATTES approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 12 mars 2009,
- VU la délibération du Conseil municipal de LATTES du 02 avril 2009 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,
- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°10387 en date du 29 novembre 2011 portant création de l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer »,
- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°10480 du 29 novembre 2011, décidant de confier l'opération d'aménagement « Ode à la Mer » à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), aujourd'hui renommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement,
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 11 mars 2022, envoyée par Maître Michaël JACOB, notaire à Metz, reçue en Mairie de Lattes le 14 mars 2022, concernant la vente par la S.A. 4 MURS, du lot n°1 faisant partie d'un ensemble immobilier à usage commercial, loué par bail commercial, situé Z.A.C. de Soriech, cadastré section CK 36, au prix de 757 391 € majoré des honoraires de négociation d'un montant de 37 870 €,
- VU le constat dressé le 24 mai 2022 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU l'avis de France domaine.

**CONSIDERANT :**

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que ce bien est compris dans le périmètre de la concession d'aménagement « Ode à la Mer » confiée par Montpellier Méditerranée Métropole à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) suivant concession d'aménagement signée le 5 décembre 2011 et enregistrée en préfecture de l'Hérault le 19 décembre 2011 ;
- que cette opération d'aménagement prévoit un processus de renouvellement urbain sur l'ensemble de son périmètre par un réaménagement des espaces urbains pour adapter ceux-ci aux évolutions des modes de vie. Qu'un des objectifs du projet est également d'organiser et d'accompagner la mutation du tissu commercial actuel afin de les libérer et permettre une mixité fonctionnelle et réaliser des programmes de constructions de logements, notamment sociaux afin de compléter le parc de logements sur les communes de Lattes et Pérols;
- que l'acquisition de ce bien est indispensable afin de mettre en œuvre le projet d'aménagement « Ode à La Mer », projet d'aménagement conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou

l'accueil des activités économiques.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la S.A. 4 MURS, le lot n°1 de la copropriété faisant partie d'un ensemble immobilier à usage commercial, loué avec un bail commercial, situé ZAC de Soriech, cadastré section CK 36.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 757 391 € majoré des honoraires de négociation de 37 870 € prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3 :** La SA3M, concessionnaire de l'opération d'aménagement « Ode à la Mer » interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

**ARTICLE 4:** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 22 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports**  
**Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au**  
**marché n°M0C0044DS - Livraison d'eau**  
**brute en gros pour la desserte du Parc**  
**Gérard-Bruyère à Baillargues -**  
**Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2021-166 en date du 3 mars 2021 attribuant le marché n°M0C0044DS « Livraison d'eau brute en gros pour la desserte du Parc Gérard-Bruyère à Baillargues » à l'entreprise BRL-Exploitation, pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, le marché prenant effet à compter de sa notification, pour une durée de 10 ans ;

**CONSIDÉRANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole réalise sur la commune de Baillargues un plan d'eau, dénommé « Parc Gérard-Bruyère », destiné à des activités sportives et de loisirs ;
- la nécessité de permettre le remplissage du plan d'eau, la compensation journalière de son évaporation, ainsi que l'arrosage des espaces verts limitrophes ;
- qu'un avenant est nécessaire afin de rectifier une erreur matérielle figurant à l'article 5.2 du cahier des clauses administratives particulières relatif aux modalités de variation des prix.

**D É C I D E**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M0C0044DS « Livraison d'eau brute en gros pour la desserte du Parc Gérard-Bruyère à Baillargues » avec l'entreprise BRL-Exploitation.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JUIN 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 01 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M0C0044DS - AV1 signé BRL.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de mise  
à disposition du château Bonnier de la  
Mosson à l'Office du tourisme et des  
congrès Montpellier Méditerranée  
Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail, et de décider de la résiliation anticipée ou de la non reconduction de l'occupation en matière d'occupation du domaine privé ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, Vice-Président délégué à la « Culture et au Patrimoine historique » ;

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre de ses missions, l'Office du tourisme et des congrès Montpellier Méditerranée Métropole organise des visites du château Bonnier de la Mosson, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'il convient de formaliser les conditions de cette mise à disposition.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de la convention de mise à disposition du château Bonnier de la Mosson à l'Office du Tourisme et des congrès Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre des visites qu'il y organise.

**ARTICLE 2** : de dire que cette mise à disposition se fera à titre gratuit, compte tenu de la gratuité des visites proposées.

**ARTICLE 3** : Cette convention est conclue à compter de sa signature, pour une durée maximale de 12 ans.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 06 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention 2022 - Domaine BONNIER DE LA MOSSON-v3

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société GAME SOURCE  
STUDIO dans l'Hôtel d'Entreprises du  
Millénaire à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société GAME SOURCE STUDIO, représentée par Monsieur Christophe GANDON a pour activité est la création et le développement de jeux vidéo ;
- que cette société est candidate à la location du lot B02D de 61 m<sup>2</sup>«m» à compter du 20 juin 2022, jusqu'à démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31 décembre 2024 ;



- que l'entreprise projette un effectif de 60 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société GAME SOURCE STUDIO ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

**23 JUIN 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**

**Publiée le : 28 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 JUIN 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Sports  
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation temporaire du domaine  
public - Dénomination du stade d'honneur  
du complexe sportif Yves-du-Manoir de  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, et notamment celle de prendre toute décision autorisant l'occupation du domaine public dans les conditions du code général de la propriété des personnes publiques (articles L. 2121-1 et suivants) :
  - à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
  - à titre payant lorsqu'il s'agit d'une occupation de moins de douze ans résultant d'une procédure de sélection préalable ou d'un appel à manifestation d'intérêt concurrent, en cas d'exploitation économique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, en particulier ses articles L. 2122-1 et L. 2122-1-1 ;

**CONSIDÉRANT :**

- que dans le cadre de ses compétences en matière sportive, Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un ensemble immobilier dénommé complexe Yves-du-Manoir, qui comprend plusieurs terrains de jeux et bâtiments dont le stade d'honneur et ses annexes ;
- que depuis la saison 2014-2015, la convention d'occupation temporaire du domaine public relative aux espaces du complexe sportif Yves-du-Manoir autorise la mise à disposition permanente et exclusive d'espaces de visibilité *in stadium et ex stadium* dans le cadre de la mise en œuvre d'une convention de dénomination du stade d'honneur ;
- que dans ce cadre, cette pratique permet d'associer ou substituer une dénomination ou marque pour former une appellation qui devient la désignation officielle exclusive et unique du patrimoine public immatériel attaché à la propriété du stade d'honneur, cette propriété appartenant au domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure de sélection préalable a été lancée le 23 mars 2022 en vue de la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative à la dénomination du stade d'honneur du complexe sportif Yves-du-Manoir de Montpellier, procédure qui a fait l'objet de mesures de publicité sur la plateforme des marchés publics et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que dans le cadre de la procédure de sélection, l'offre de la SAS GGL GROUPE, représentée par Monsieur Alain GUIRAUDON, agissant en qualité de Directeur Général, est une offre économiquement avantageuse qu'il est proposé de retenir ;
- que la nouvelle dénomination du stade d'honneur du complexe sportif Yves-du-Manoir proposée est « GGL Stadium », pour les saisons sportives 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025, soit de la notification de la convention jusqu'au 30 juin 2022, et pour un montant annuel de redevance s'élevant à 410 000 € HT ;
- que dans le cadre de la convention d'occupation, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à ce que cette dénomination soit, sur toute la durée de la convention, la seule désignation employée par ses services et partenaires, et la seule pouvant être utilisée par les occupants du stade pour désigner ce dernier ;

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public immatériel relatif à la dénomination du stade d'honneur du complexe sportif Yves-du-Manoir avec la société GGL GROUPE, dénommé « GGL Stadium » dans le cadre de cette convention, pour une durée allant de sa notification jusqu'au 30 juin 2025.

**ARTICLE 2 :** De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23/08/2022

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 23 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

23 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Naming GGL Stadium - AOT 2022-2025.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Mission Mosson Cévennes**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société CITE JARDIN  
(Groupe Action Logement) sur le lot H3 du  
projet de renouvellement urbain du  
quartier MOSSON à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines « Aménagement durable du territoire, Urbanisme et Maîtrise foncière » ;

**CONSIDERANT :**

- le traité de concession de renouvellement urbain « NPNRU MOSSON » signé avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) le 14 janvier 2020 ;
- la demande d'agrément de candidature de la société CITE JARDIN (Groupe Action logement), présentée par la SA3M, en vue de l'acquisition des parcelles LR 340 et 337 (surface du lot : 1618m<sup>2</sup>) à Montpellier, constituant le lot H3 dans le cadre du NPNRU MOSSON ;

- que conformément à l'article 12-2 de la concession de renouvellement urbain « NPNRU MOSSON », la SA3M propose d'agréer la candidature de CITE JARDIN (Groupe Action logement) pour le lot H3 du NPNRU MOSSON, en vue de la réalisation d'un projet de logements collectifs sociaux à destination des seniors et jeunes actifs d'environ 3192m<sup>2</sup> de SDP comprenant :

- 2462 m<sup>2</sup> de surface logement, soit 72 logements (10 logements seniors, 62 logements jeunes actifs) ;
- 730 m<sup>2</sup> de surface d'activités commerciales en RDC, à céder en VEFA à l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (3 à 4 cellules) ;

- le fait que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes au projet urbain, approuvées par la Métropole et que ce projet participera à la création d'une offre diversifiée de logements.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société CITE JARDIN (groupe Action Logement) ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

**Publiée le :** 20 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- localisation lot H3 Mosson.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt d'une demande  
de subventions auprès de la DRAC  
Occitanie pour le FRAAB(Fonds régional  
de restauration et d'acquisition pour les  
bibliothèques) - 2022**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;

**CONSIDERANT :**

Que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter un financement dans le cadre du dispositif FRAAB 2022 auprès de la DRAC Occitanie concernant les acquisitions effectuées au titre de l'année 2021 pour un montant de 13 019,50 euros TTC ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser, dans le cadre des subventions FRAAB 2022 -, le dépôt d'une demande de subvention auprès de la DRAC Occitanie au plus haut taux éligible.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à signer les documents relatifs à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

22/7/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 25 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la décision**  
**n°2022-397 du 7 avril 2022 relative à la**  
**prise à bail par Montpellier Méditerranée**  
**Métropole d'un appartement situé au 84**  
**rue de Galata, résidence l'Amiral à**  
**Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la décision 2022-397 du 7 avril 2022 concernant la prise à bail par Montpellier Méditerranée Métropole d'un appartement situé au 84 rue de Galata, résidence l'Amiral, bâtiment A, n°A42 à Montpellier dans le cadre du relogement par nécessité absolue de service de Madame C. Alberti-Jullien, Directrice Générale Déléguée au sein de Montpellier Méditerranée Métropole ;



**CONSIDERANT :**

- que la décision n°MD2022-397 du 7 avril 2022 concernant la location de l'appartement du 84 rue de Galata à Montpellier comporte une erreur matérielle concernant le montant du dépôt de garantie ;
- qu'il est nécessaire dans un souci de bonne gestion du contrat de modifier la décision initiale afin de corriger l'article 5 de la décision en précisant que le montant du dépôt de garantie est de 1 220 €.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La présente décision modifie l'article 5 de la décision n°2022-397 du 7 avril 2022 concernant la location d'un appartement situé au 84 rue de Galata, résidence l'Amiral, bâtiment A, n°A42.

**ARTICLE 2 :** L'article 5 doit se lire de la manière suivante : « Le montant du dépôt de garantie s'élève à 1 220 € ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 JUIN 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **22 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 JUIN 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et la SCIC  
Tropisme (Halle Tropisme) pour des  
actions en partenariat avec le Réseau des  
médiathèques pour la période de 2022 à  
2025 dans le cadre de sa programmation  
culturelle**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la culture et du patrimoine historique

**CONSIDÉRANT :**

- Que l'objectif est de permettre, avec pour fil rouge la question de l'inclusion et de la culture numériques : aux publics de la Halle Tropisme, de prolonger la découverte dans un autre lieu, d'aborder les thématiques sous un angle différent ; aux usagers des médiathèques d'accéder à des propositions artistiques nouvelles, au travers de projets visant à promouvoir les arts et la culture notamment numériques.

- Afin de se donner les moyens d'atteindre ses objectifs, il apparaît opportun pour le Réseau des médiathèques de poursuivre et de renforcer ses partenariats avec les structures locales existantes.

- La Halle Tropisme est un tiers-lieu culturel de 10 000m<sup>2</sup>, habité par plus de 200 entrepreneurs des Industries Culturelles et Créatives et plus de 60 artistes. Tropisme propose une programmation artistique et culturelle, pour tous les publics, très diverse : musique et expérimentations culinaires, art contemporain et clubbing, débats d'idées et afterworks...

Le développement de cette coopération entre le Réseau des médiathèques et la Halle Tropisme induira différents projets qui se déclineront selon quatre axes :

- La participation des médiathèques du Réseau de Montpellier Méditerranée Métropole aux programmes artistiques et culturels proposés par la Halle Tropisme, sous forme d'ateliers hors les murs, par exemple, et réciproquement le soutien technique ou opérationnel de Tropisme aux actions du Réseau.

- La valorisation et la communication autour de projets communs : mise en avant des programmations respectives des deux structures (rebond sur les réseaux sociaux et les sites Internet).

- La mise en place de parcours culturels entre les médiathèques et la Halle Tropisme, tels que dans le cadre du festival du film documentaire jeunesse Les grands yeux : ateliers proposés par la Fabrique d'Émile Zola aux publics de la Halle Tropisme pour s'initier au montage vidéo, programmations de projections du festival à la médiathèque centrale Émile Zola.

- La recherche de complémentarité dans la programmation de Tropisme et du Réseau des médiathèques.

- Que ce partenariat nécessite la signature d'une convention de partenariat 2022-2025 avec la Halle Tropisme – Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Une convention de partenariat est conclue entre le Réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole et Halle Tropisme Montpellier pour l'année 2022. Cette convention pourra être renouvelée trois fois par tacite reconduction, pour une durée équivalente.

**ARTICLE 2 :** Cette convention est consentie à titre gracieux excepté le paiement des droits d'auteur.

**ARTICLE 3 :** Les interventions réciproques entre Tropisme et le Réseau des médiathèques dans le cadre de programmations complémentaires ou partagées sont consenties à titre gracieux et ne donnent pas lieu à rémunération.

**ARTICLE 4** : d'imputer les dépenses sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole

**ARTICLE 5** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 JUIL. 2022**

Monsieur le Président

**Michaël DELAFOSSE**



Publiée le : **03 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**03 AOUT 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention halle tropisme V3.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un prêt à usage d'une  
maison d'habitation entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et l'association  
Habitat et Humanisme - Maison  
d'habitation 4 rue du Pergassan à Juvignac**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une maison d'habitation située 4 rue du Pergassan – Lieudit Labournas à Juvignac (34 990) sur les parcelles BT0010 cadastrée à Juvignac ;
- que dans le cadre de sa compétence concernant le Fonds de Solidarité de Logement, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu avec l'association Habitat et Humanisme, association loi 1901 de lutte contre le mal logement une convention d'objectifs pour le logement de personnes défavorisées ;

que l'association Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour le logement d'une famille de réfugiés venant d'Ukraine.

## DECIDE

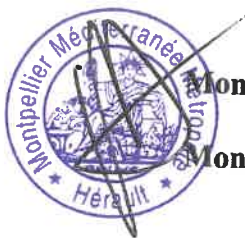
**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de prêt à usage avec l'association Habitat et Humanisme, sise 64 avenue de Castelnau, 34090 à Montpellier dans le cadre du relogement d'une famille de réfugiés Ukrainiens.

**ARTICLE 2** : Le contrat de prêt à usage porte sur une maison d'habitation située 4 rue du Pergassan – Lieudit Labournas à Juvignac (34 990) sur les parcelles BT0010 cadastrée à Juvignac.

**ARTICLE 3** : Le contrat de prêt à usage est consenti à titre gracieux à compter de sa signature pour une durée de 1 an renouvelable une fois pour la même durée.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le contrat de prêt à usage visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **20 JUIN 2022**

Monsieur le Vice-Président

**Jean-François AUDRIN**

Publiée le : **22 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 JUIN 2022**

Réception en Préfecture :

### Liste des annexes transmises en préfecture:

- Prêt à Usage Habitat et Humanisme BT 0010.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un prêt à usage d'une  
maison d'habitation entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et l'association  
Habitat et Humanisme - Maison  
d'habitation 2 rue du Pergassan à Juvignac**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une maison d'habitation située 2 rue du Pergassan – Lieudit Labournas à Juvignac (34 990) sur la parcelle BT0011 cadastrée à Juvignac ;
- que dans le cadre de sa compétence concernant le Fonds de Solidarité de Logement (FSL), Montpellier Méditerranée Métropole a conclu avec l'association Habitat et Humanisme, association loi 1901 de lutte contre le mal logement une convention d'objectifs pour le logement de personnes défavorisées ;



- que l'association Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour le logement d'une famille de réfugiés venant d'Ukraine.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de prêt à usage avec l'association Habitat et Humanisme, sise 64 avenue de Castelnau, 34090 à Montpellier dans le cadre du relogement d'une famille de réfugiés Ukrainiens.

**ARTICLE 2** : Le contrat de prêt à usage porte sur une maison d'habitation située 2 rue du Pergassan – Lieudit Labournas à Juvignac (34 990) sur les parcelles BT0011 cadastrée à Juvignac.

**ARTICLE 3** : Le contrat de prêt à usage est consenti à titre gracieux à compter de sa signature pour une durée de 1 an renouvelable une fois pour la même durée.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le contrat de prêt à usage visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **20 JUIN 2022**

Monsieur le Vice-Président

**Jean-François AUDRIN**

Publiée le : **22 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 JUIN 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Prêt à Usage Habitat et Humanisme BT 0011.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Ressources Informatiques**  
**Service Gestion Administrative et Financière (DRI)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M2D0061RI**  
**' Licence et support ULA ORACLE dans le**  
**cadre de la convention UGAP 2022-2025 '**  
**Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de renouveler les licences et le support ULA ORACLE pour l'année 2022 en passant par la convention UGAP ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : De renouveler les licences et le support ULA ORACLE dont le montant annuel s'élève à 101 991, 53 € HT soit 122 389, 84 € TTC.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le renouvellement d'adhésion, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 juillet 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête**  
**n°2202792-8 TA - Lucas PRUD'HOMME"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de « l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

**Considérant :**

- la requête n°2202792-8 devant le Tribunal Administratif de Montpellier déposée par Monsieur Lucas PRUD'HOMME tendant à la désignation d'un expert pour déterminer les causes et origines des désordres affectant sa propriété située 2 rue de la Calade à Saint Jean de Védas.
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2202792-8 par Monsieur Lucas PRUD'HOMME.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Gonzague Phelip Avocat.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 JUIN 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **22 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **22 JUIN 2022**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Tribunal  
Judiciaire de Montpellier - Stéphanie  
PIOCH"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de « l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

**CONSIDÉRANT :**

- l'assignation en référé déposée devant le Tribunal Judiciaire à la requête de Madame Stéphanie PIOCH tendant à la désignation d'un expert pour déterminer les causes et origines des infiltrations d'eau affectant sa propriété située 16 rue de la Chapelle et 1 rue Dressière à Courmonterral ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Judiciaire de Montpellier suite au dépôt de la requête de Madame Stéphanie PIOCH.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Gonzague Phelip Avocat.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 JUIN 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREY



Publiée le : **22 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **22 JUIN 2022**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché  
8.311 - Matériel Roulant - dans le cadre du  
projet de la ligne 5 de tramway et du  
renouvellement du parc existant**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°M2020-98 du Conseil du 15 juillet 2020 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord.

**CONSIDERANT :**

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure avec négociation en application des articles R.2124-4 et R.2161-21 à R.2161-23 du code de la commande publique portant sur l'acquisition du matériel roulant n°8.311 dans le cadre de la ligne 5 de tramway ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- 60% au regard de la valeur technique de l'offre
- 40% pour le prix des prestations ;

- que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole réunie en date du jeudi 16 juin 2022 a classé les offres et choisi le groupement CAF Espagne (mandataire) / CAF France sise à Paris (75) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°8.311 relatif à l'acquisition du matériel roulant, au groupement CAF Espagne (mandataire) / CAF France sise à Paris (75).

**ARTICLE 2 :** Le marché n°8.311 est conclu pour un montant de 223 583 807.33 € HT résultant de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, définit comme suit pour une durée de 98 mois à compter de sa notification :

- Fourniture de 60 rames en tranche ferme pour un montant de 177 796 963 € HT, soit un prix unitaire de 2 963 282,72 € HT hors PSE 3 correspondant à la fourniture d'un système d'analyse automatique du profil de voie ;
- Tranche Optionnelle 1 : Fourniture de 17 rames pour un montant de 45 373 965,33 € HT ;
- Fourniture d'un système d'analyse automatique du profil de voie correspondant à la PSE 3 pour un montant de 412 879 € HT.

Montant à compléter des deux tranches optionnelles :

- Tranche Optionnelle 2 : Fourniture d'une prestation de démantèlement pour un montant de 1 € HT ;
- Tranche Optionnelle 3 : Fourniture d'une prestation de vente en occasion pour un montant de 90 000 € HT.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.





Montpellier, le 27 JUIN 2022

Monsieur le Président

Monsieur le Directeur Général des Services  
Olivier NYS

**Publiée le : 27 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché  
n°8.42C.036 "Travaux Feeders Lot 4",  
dans le cadre de la réalisation de la ligne 5  
de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°M2020-98 du Conseil du 15 juillet 2020 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6<sup>ème</sup> Vice-Président 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté n°MAR2020-0295 du 10 août 2020 donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;
- VU la décision n°MD2021-598 du 24 juin 2021 portant sur l'attribution du marché de travaux Feeders Lot 4 n°8.42C.036 dans le cadre de la ligne 5 de tramway, à l'entreprise SPIE BATIGNOLLES MALET pour un montant de 1 337 677,85 € HT ;

**CONSIDERANT :**

- que des prix nouveaux ont été notifiés en cours de travaux ;
- qu'au vu des quantités réellement réalisées au cours de l'exécution des travaux, le détail estimatif a évolué à la baisse,
- qu'en conséquence, il est nécessaire de conclure un avenant au marché.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la conclusion d'un avenant n°1 au marché de travaux Feeders Lot 4 n°8.42C.036 dans le cadre de la ligne 5 de tramway.

**ARTICLE 2 :** le montant de l'avenant est de -814,21 € HT portant ainsi le montant du marché à 1 336 863,64 € HT.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE

Publiée le : 23 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant 1 Feeder Lot 4 .pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4983MG18 -  
Nettoyage des locaux de Montpellier  
Méditerranée Métropole - Avenant n°2 au  
lot 1 : Bâtiment administratifs et bâtiments  
annexes - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU le marché n°4983MG18 – Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole, Lot 1 Bâtiment administratifs et bâtiments annexes, notifié 04/09/2018 à la société ARC EN CIEL SUD EST, 27 chemin des Etangs, 13920 Saint Mitre les Remparts ;

- **VU** l'avenant n°1 notifié le 11 mars 2019 portant sur le rajout de deux bâtiments avec modification du montant forfaitaire du marché public ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de conclure un avenant n°2 afin de prolonger le marché d'un mois ;

- que conformément à l'article 139 6° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, « un marché peut être modifié lorsque la modification est inférieure à 10% pour les marchés de fournitures courantes et services ».

- que l'avenant n°2 a une incidence financière sur le montant de l'accord-cadre : le montant de l'avenant pour la partie forfaitaire est de 20 662,29 € HT, ce qui introduit un écart de 2,1%. Le nouveau montant total du marché pour la partie forfaitaire est de 1 012 452,20 € HT.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** De signer un avenant n°2 au Lot 1 « Bâtiments administratifs et bâtiments annexes » du marché 4983MG18 avec la Société ARC EN CIEL SUD-EST afin de prolonger le marché d'un mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que l'avenant n°2 a une incidence financière sur le montant de la partie forfaitaire du marché en introduisant un écart de 2,1%. Le nouveau montant pour la partie forfaitaire du lot n°1 est de 1 012 452,20 € HT soit 1 214 942,64 € TTC.

**ARTICLE 3 :** De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal, budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 29 JUIN 2022

Monsieur le Vice-Président

**Jean-François AUDRIN**

**Publiée le : 07 JUIL. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 4983\_LOT1\_Av2\_100622.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- VU le marché n° 4983MG18 – Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole, Lot 2 « Pôles territoriaux et centres techniques », notifié le 05/09/2018 à la société HYGIE SPHERE, 809 rue Favre de Saint Castor 34 187 Montpellier Cedex 4 ;

**CONSIDERANT:**

- que les 65 agents du Pôle Plaine Ouest étaient répartis dans divers locaux sur 5 communes (mairie, locaux technique département, location privé) ;

- que suite à l'acquisition du site Hélios (ex Schneider Electric) sur la commune de Fabrègues, il a été procédé sur ce site au regroupement progressif de l'ensemble des agents du Pôle Plaine Ouest ;

- que suite aux différents déménagement, trois sites qui accueilleraient les agents du Pôle Plaine Ouest à savoir celui sur la commune de Fabrègues (site du Département), le site de Marconi et le site sur la commune de Pérols ne sont plus exploités à ce jour, le besoin de nettoyage de ces locaux n'est donc plus nécessaire.

- qu'il convient par un avenant n°1 au marché du Lot 2 « Pôles territoriaux et centres techniques », de retirer ces 3 sites de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, du fait de la disparition du besoin.

- que conformément à l'article 139 6° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il est possible de passer des avenants donc la modification est inférieure à 10% pour les marchés de fournitures courantes et services.

- que l'avenant 1 à une incidence financière sur le montant de l'accord-cadre :  
Montant de l'avenant 1 pour la partie forfaitaire :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : - 7 308,65€
- Montant TTC : - 8 770,39€
- % d'écart introduit par l'avenant : -7,17%

Nouveau montant total du marché public pour la partie forfaitaire :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 94 588,31€
- Montant TTC : 113 505,97€

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : De signer un avenant n°1 au Lot 2 « Pôles territoriaux et centres techniques » du marché n° 4983MG18 avec la Société HYGIE SPHERE afin de retirer 3 sites qui ne sont plus exploités de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire concernant les besoins de nettoyage.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n° 1 au lot 2  
"Pôles territoriaux et centres techniques"  
Marché n°4983MG18 - Nettoyage des  
locaux de Montpellier Méditerranée  
Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n° 2020-96 du 15 Juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;



**ARTICLE 2 :** De dire que l'avenant n°1 a une incidence financière sur le montant de la partie forfaitaire du marché en introduisant un écart de -7,17%. Le nouveau montant pour la partie forfaitaire du lot n°2 est de 94 588,31 € HT soit 113 505,97 € TTC.

**ARTICLE 3 :** De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



**Montpellier, le 29 JUIN 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Jean-François AUDRIN**

**Publiée le : 06 JUIL. 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 06 JUIL. 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Musée Fabre

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat entre l'école du Louvre et le  
musée Fabre**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole les conventions de partenariat;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'une convention de partenariat lie déjà le musée Fabre à l'école du Louvre ;
- que cette convention de partenariat permet d'organiser des cours relatifs à l'histoire de l'art qui mettent en valeur la programmation des expositions du musée Fabre en répondant à l'attente d'un public nombreux grâce à des thématiques variées ;
- qu'il y a lieu de reconduire le dispositif pour 2023 avec deux cycles de cinq séances, en signant une nouvelle convention.

**DECIDE**

**ARTICLE 1:** D'autoriser la signature de la convention de partenariat avec l'école du Louvre.

**ARTICLE 2:** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022-2023 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3:** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

28/6/22

Publiée le : **29 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **29 JUIN 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat 2022-2023 Montpellier vdef.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
domiciliation au sein du bâtiment MIBI  
passée avec la société ANTIKYTERA -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement économique et numérique ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2022 au sein du bâtiment MIBI ;
- VU la demande formulée par la société ANTIKYTERA qui souhaite installer son siège social à Montpellier en bénéficiant d'une domiciliation au MIBI ;

**- CONSIDERANT QUE :**

- La domiciliation au MIBI de la société ANTIKYTERA pourrait donner suite à une implantation et à des créations d'emploi sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Le BIC a réservé une suite favorable à cette demande le 2 juin 2022 ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Une convention de domiciliation au sein du MIBI est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société ANTIKYTERA pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> août 2022, soit jusqu'au 31 juillet 2023.

**ARTICLE 2:** La convention de domiciliation autorise la société ANTIKYTERA à installer son siège social à l'adresse du MIBI (Montpellier International Business Incubator) 672, rue du Mas de Verchant, CS37777, 34 967 MONTPELLIER cedex 02.

**ARTICLE 3:** Le coût mensuel hors taxes à payer par l'entreprise domiciliée est de 36,00 euros, conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 4:** La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5:** Madame Hind EMAD, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention de domiciliation.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle cadastrée BO 66 - Propriété de  
l'indivision ESTEBAN - Route  
métropolitaine n°5 de Pignan à Lavérune -  
Commune de Pignan**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la promesse de vente consentie le 31 mai 2022 par les indivisaires ESTEBAN relative à la

cession de la parcelle cadastrée BO 66 ;

**CONSIDERANT** que l'augmentation du trafic pendulaire entre Pignan et Montpellier rend difficile les insertions pour les voitures de l'avenue du Général Grollier (RM5E13) sur la route métropolitaine n°5 (RM 5) de Pignan à Lavérune, et ne permet pas une traversée sûre pour les piétons et les cycles. Montpellier Méditerranée Métropole souhaite, en collaboration avec la mairie de Pignan, créer un giratoire afin d'améliorer la sécurité de l'ensemble des usagers ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir la parcelle cadastrée BO 66, située sur la commune de Pignan ;

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des indivisaires ESTEBAN, la parcelle cadastrée BO 66 d'une superficie de 663 m<sup>2</sup>, située lieu-dit La Peyrière à Pignan, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : Le prix de la transaction s'élève à un montant total de 3 315€ (*trois mille trois cent quinze euros*), décomposé de la façon suivante :

- 2€/m<sup>2</sup> correspondant à la valeur vénale du bien, soit un montant total de 1 326€ (*mille trois cent vingt-six euros*) ;
- 3€/m<sup>2</sup> correspondant aux indemnités accessoires, soit un montant total de 1 989€ (*mille neuf cent quatre-vingt-neuf euros*).

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.





Montpellier, le **28 JUIN 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 28 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **28 JUIN 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M2B0051DC -  
Réalisation de 6 sujets photographiques, 6  
podcasts et un fanzine sur le territoire de la  
candidature de Montpellier Capitale  
Européenne de la Culture 2028**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans les domaines de la Culture et du Patrimoine historique ;

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole est candidate à Capitale Européenne de la Culture 2028 et souhaite, dans ce cadre, faire réaliser par des artistes photographes des œuvres photographiques, des podcasts et un fanzine ;

- que, compte tenu de ses spécificités, ce marché peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables avec le collectif de photographes Tendance floue.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché de réalisation de 6 sujets photographiques, 6 podcasts et un fanzine sur le territoire de la candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 à l'entreprise Tendance Floue, 2 rue Marcelin Berthelot, 93100 Montreuil pour un montant de 58 929 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa signature. Sa durée est de 5 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

25/6/22

Publiée le : **29 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**29 JUIN 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat\_Montpellier Métropole Méditerranée\_Tendance Floue\_V1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M8D0027EP  
- Fournitures de matériel et de pièces  
détachées d'éclairage public - Lot 2 :  
composants électroniques - Avenant de  
transfert - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux « Voiries et à l'Espace Public » ;
- VU la décision n°2019-776 attribuant le lot 2 « composants électroniques » du marché M8D0027EP de fournitures de matériel et de pièces détachées d'éclairage public, marché conclu sans montants minimum ni maximum pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois, à l'entreprise CGED ;

- VU la décision n°2021-1005 autorisant la signature de l'avenant 1 au lot 2 du marché M8D0027EP de fournitures de matériel et de pièces détachées d'éclairage public modifiant les modalités de révision des prix prévues au CCAP (passage au dernier indice connu) ;

**CONSIDERANT :**

- que la société CGED, titulaire du lot 2 du marché M8D0027EP, a été absorbée par voie de fusion par la société SONEPAR France Distribution immatriculée sous le numéro 824 484 653 ;

- qu'à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022, la société SONEPAR France Distribution reprend l'ensemble des droits et obligations résultant du lot 2 du marché M8D0027EP.

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant de transfert au lot 2 « composants électroniques » du marché M8D0027EP de fournitures de matériel et de pièces détachées d'éclairage public avec les entreprises CGED et SONEPAR France Distribution.

L'avenant est sans incidence financière.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 JUIN 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 06 JUL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PV fusion.pdf
- M8D0027EP Avt 2 lot 2 signé.pdf
- 05.FusionCGED\_Bodacc92 CGED\_ 04.22.pdf
- 01.SFD\_K-Bis 05.05.22.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports**  
**Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M2B0017DS**  
**- Régulation de populations animales pour**  
**les sites de Montpellier Méditerranée**  
**Métropole - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU le Code de la commande publique ;

**CONSIDÉRANT :**

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer des prestations de régulation de populations animales pour les sites de Montpellier Méditerranée Métropole ;



- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum conclu avec un seul titulaire, pour une durée allant de la notification du contrat, jusqu'au 6 janvier 2024 inclus ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - la valeur technique, au regard des réponses apportées dans le mémoire technique (60%) ;
  - le prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) (40%) ;
- qu'après analyse, le candidat SEM, sis 59, rue Charles Nungesser, à Mauguio (34130), présente une offre économiquement avantageuse ;

## D É C I D E

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n° M2B0017DS « Régulation de populations animales pour les sites de Montpellier Méditerranée Métropole » au candidat SEM, pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un montant maximum de 75 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 6 janvier 2024 inclus.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

  
Montpellier, le 06 JUIL. 2022  
Monsieur le Vice-Président  
  
Christian ASSAF

Publiée le : 06 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction du Pilotage et de la Modernisation RH**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à disposition  
d'un agent de la commune de Montaud  
auprès de Montpellier Méditerranée  
Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code général de la fonction publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- **VU** la délibération du Conseil métropolitain du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président ;
- **VU** l'arrêté du 29 octobre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- **CONSIDERANT** qu'un agent, Adjoint Administratif, à la Ville de Montaud est mis à disposition à 50% auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un agent, Adjoint Administratif, est mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour une durée de 2 ans.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 Juillet 2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 11/07/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

11/07/2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION DE MISE A DISPOSITION MONTAUD GUP 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Pilotage et de la Modernisation RH**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à disposition  
d'un agent de la commune de Restinclières  
auprès de Montpellier Méditerranée  
Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code général de la fonction publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU la délibération du Conseil métropolitain du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté du 29 octobre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- **CONSIDERANT** qu'un agent, Adjoint Administratif Principal à la Ville de Restinclières est mis à disposition à 50% auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un agent, Adjoint Administratif Principal, est mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour une durée de 2 ans.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 Juillet 2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 11 JUL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION DE MISE A DISPOSITION RESTINCLIERES GUP 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°7 à la  
convention d'occupation du domaine  
public conclue entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et la société  
FRUITION SCIENCES pour l'occupation  
de locaux au sein du bâtiment MIBI -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein du bâtiment MIBI ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> juillet 2013 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRUITION SCIENCES pour l'occupation de locaux au sein du MIBI; modifiée par avenants dont le dernier date du 1<sup>er</sup> décembre 2020 ;
- VU la demande de la société FRUITION SCIENCES de poursuivre son hébergement au sein du MIBI ;
- VU la validation par le comité d'agrément du BIC en date du 15 mars 2022 de cette demande susvisée ;
- **CONSIDERANT:**
  - La réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières ;
  - La nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction ;
  - La volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation ;
  - Que la société FRUITION SCIENCES conserve les critères exigés pour une prorogation de son hébergement au sein du MIBI,
  - Que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation actuelle et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée ;

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°7 prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRUITION SCIENCES à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 pour une nouvelle durée de 9 (neuf) mois. A l'échéance de cette 3<sup>ème</sup> prorogation, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à la société, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

**ARTICLE 2 :** La surface totale occupée par la société FRUITION SCIENCES constituée des modules B2.4 à B2.7 reste de 78,10 m<sup>2</sup> situés au 2<sup>ème</sup> étage du bâtiment MIBI.

**ARTICLE 3 :** A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société FRUITION SCIENCES est de 1 105,11 euros, conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°D2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 4 :** La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 JUIL. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de l'avenant n°7\_ Prorogation 3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant de transfert  
à l'accord-cadre n°M9D0007EA - Mission  
d'AMO à l'organisation des modes de  
gestion des services publics de l'eau et de  
l'assainissement sur le territoire de  
Montpellier Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la Gestion Raisonnée, Ecologique et Solidaire de l'Eau et de l'Assainissement ;



- VU la décision n°MD2020-021 du 28/02/2020 attribuant le marché n°M9D0007EA - Accord cadre relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à l'organisation des modes de gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement NALDEO STRATEGIES PUBLIQUES/J.P. MENEAU dont le mandataire est la société NALDEO STRATEGIES PUBLIQUES sise 55 rue de la Villette – 69003 LYON. Le marché est conclu sans minimum ni maximum pour une durée de 4 ans à compter de sa notification.

**CONSIDÉRANT :**

- que l'article R. 2194-6 du code de la commande publique autorise la substitution d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une cession suite à une opération de restructuration de l'opérateur économique ;
- que par un acte sous-seing privé du 5 janvier 2022, Jean-Philippe Meneau a apporté l'intégralité de son fonds libéral à la SELARL ACOCE, société d'exercice libérale dont il est l'actionnaire majoritaire ;
- que les salariés, les collaborateurs et tous les moyens matériels ont été repris par la SELARL ACOCE ;
- que la SELARL ACOCE possède toutes les capacités qui avaient été fixées par la métropole de Montpellier pour la procédure de passation du marché.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant de transfert du groupement NALDEO STRATEGIES PUBLIQUES/J. P MENEAU dont le mandataire est la société NALDEO STRATEGIES PUBLIQUES sise 55 rue de la Villette – 69003 LYON modifiant la composition du groupement en substituant la SELARL ACOCE au cabinet JPh MENEAU et que la nouvelle composition du groupement est donc la suivante :

NALDEO STRATEGIES PUBLIQUES- MANDATAIRE SOLIDAIRE

55 rue de la Villette - 69003 LYON

Tél: 04 28 00 00 45

SIRET n°833 820 178 00022

SELARL ACOCE

149 avenue du Golf - Le Green Park Bât A- 34670 Baillargues

Tél: 04 67 99 48 02

contact@acoce-avocats.fr

SIRET n°907 74193800019

L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n° MD2022-809

06 JUIL. 2022

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

René REVOL

Publiée le : 07 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant de transfert - M9D0007EA.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant de transfert  
du marché n°M8D0035EA - Inspections  
télévisées - Essais d'étanchéité - sur les  
réseaux d'eau et d'assainissement des  
communes de Montpellier Méditerranée  
Métropole - Programme 2019/2023**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2019-736 du 14/08/2019 attribuant le marché n°M8D0035EA - Inspections télévisées - Essais d'étanchéité - sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes de Montpellier Méditerranée Métropole - Programme 2019/2023 au groupement SARP / CITEC ASSAINISSEMENT / ASSAINISSEMENT 34. SARP (mandataire solidaire du groupement) sis 2443, avenue de Maurin, ZAC Garosud, BP 75527, 34071 MONTPELLIER pour un montant

maximum de 190 000 € HT par an. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an et peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

#### **Considérant :**

- que dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

#### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** A compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n°M8D0035EA - Inspections télévisées - Essais d'étanchéité - sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes de Montpellier Méditerranée Métropole - Programme 2019/2023 notifié le 22/08/2019 et ayant pour titulaire groupement SARP / CITEC ASSAINISSEMENT / ASSAINISSEMENT 34. SARP (mandataire solidaire du groupement) sis 2443, avenue de Maurin, ZAC Garosud, BP 75527 - 34071 MONTPELLIER ;

Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant ;

**ARTICLE 2 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 JUIL. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 07 JUIL. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 07 JUIL. 2022  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports  
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation temporaire du domaine  
public, à titre payant, concernant l'usage de  
créneaux piscines - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges, lycée à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance ni sur la durée de la convention ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021, fixant les tarifs en vigueur des piscines métropolitaines ;

**CONSIDERANT :**

- Que les associations sportives aquatiques, ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole ont besoin de louer des créneaux dans les piscines, pour le développement de leurs activités et/ou pour leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives ;
- Qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité les créneaux piscines aux associations, afin de contribuer au mieux au développement des activités aquatiques sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Qu'il convient de passer des conventions avec ces associations pour la mise à disposition de créneaux pour leurs activités et/ou pour l'organisation de manifestations sportives dans les piscines pour la saison sportive 2022-2023 ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation précaire et révocable, jointe en annexe, détaillant les modalités d'attribution et d'usage des créneaux pour les activités et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole, est signée nominativement par association.

**ARTICLE 2** : Ces associations bénéficient de créneaux horaires dans les piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : La durée de la convention couvrira la saison sportive 2022-2023, soit du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.

**ARTICLE 4** : Cette convention est signée à titre payant, conformément à la tarification en vigueur.

**ARTICLE 5** : Monsieur Christian ASSAF, le Vice-président délégué aux politiques sportives est autorisé à signer les conventions visées à l'article 1, conformément à sa délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 22 JUL. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

  
**Christian ASSAF**

**Publiée le : 25 JUL. 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 25 JUL. 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

**- Conv\_type\_cren\_payants\_22\_23.pdf**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation du domaine public pour  
l'occupation de locaux par la société  
GREENPHAGE au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Alpha**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP ALPHA,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,

- VU la sollicitation de l'entreprise GREENPHAGE pour intégrer une des pépinières du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, CAP ALPHA sise à Clapiers ou CAP OMEGA sise Montpellier,
- VU la validation pour la demande de mise à disposition d'une surface locative par le comité d'agrément du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 16 juin 2022,
- **CONSIDERANT:**
  - la réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières,
  - la nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction,
  - la volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation,
  - que l'entreprise GREENPHAGE répond aux critères exigés pour une installation à CAP ALPHA,
  - que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation type selon la délibération N° 8988 en date du 3 juillet 2009 et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée de la société GREENPHAGE,

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1:** qu'une convention d'occupation du domaine public, est conclue entre la société GREENPHAGE et le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour une période de 9 mois à compter du 01 juillet 2022 et jusqu'au 31 mars 2023.

**ARTICLE 2:** qu'à compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société GREENPHAGE pour la surface de 135 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises CAP ALPHA s'élève à 1 635,84 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 3 :** qu'à échéance de cette occupation de 9 mois, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à la société, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

**ARTICLE 4:** que la recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5:** que Madame la Vice-Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6:** que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21 JUL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports  
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à des conventions  
d'autorisation d'occupation temporaire du  
domaine public à titre gratuit, par des  
associations et clubs sportifs pour l'usage  
des piscines de Montpellier Méditerranée  
Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges, lycée à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance ni sur la durée de la convention ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

- **CONSIDERANT** que les associations, ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole, ont besoin de créneaux dans les piscines pour le développement de leurs activités à finalité solidaire, sociale et/ ou pour leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité les créneaux piscines, afin de contribuer au mieux au développement des activités aquatiques sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **CONSIDERANT** l'intérêt général que représente, pour Montpellier Méditerranée Métropole, l'organisation de certaines manifestations ou d'activités sportives solidaires, ces mises à dispositions sont accordées à titre gratuit ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer des conventions respectives avec ces associations pour la mise à disposition de créneaux pour leurs activités et/ou pour l'organisation de manifestations sportives dans les piscines pour la saison sportive 2022- 2023 ;

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation précaire et révocable, détaillant les modalités d'attributions des créneaux pour les activités solidaires, sociales et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole, est conclue nominativement par association ;

**ARTICLE 2 :** Ces associations bénéficient de créneaux horaires dans les piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**ARTICLE 3 :** La durée de cette convention couvrira la saison sportive 2022-2023, soit du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 ;

**ARTICLE 4 :** L'occupation est conclue à titre gratuit, compte tenu de l'intérêt général des activités et manifestations sportives organisées par les associations ;

**ARTICLE 5 :** Monsieur Christian ASSAF, Vice-président délégué aux Politiques Sportives, est autorisé à signer les conventions visées à l'article 1, conformément à sa délégation de fonction ;

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8. Juillet 2022

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : 11 JUL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv 22 23 crén solidaires gratuits.pdf
- Conv type événement sportif 2022 2023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**CONSIDERANT :**

- que la société Avenir Déconstruction, sise agence de Marseille 14 avenue Emmanuel Vitria 13170 à Gardanne (13170) est titulaire du lot 11 « Désamiantage Déconstruction » du marché n°5016MG18 ;
- qu'il est nécessaire de conclure un avenant n°2 au lot 11 «Désamiantage Déconstruction» afin d'ajouter 1 prix au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) pour un poste qui comprend l'aménage des matériaux de démolition au concasseur ;
- que le marché étant un accord cadre à bon de commande sans minimum ni maximum, l'ajout de 1 prix ne remet pas en cause l'équilibre général du marché et n'a pas d'incidence sur le montant du marché public.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** De signer un avenant n°2 au lot 11 « Déconstruction Désamiantage » au marché n°5016MG18 avec la société Avenir Déconstruction afin de rajouter 1 prix au Bordereau des Prix Unitaires pour un poste qui comprend l'aménage des matériaux de démolition au concasseur.

**ARTICLE 2 :** De dire que l'avenant n°2 n'a pas d'incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

**ARTICLE 3 :** De dire que les dépenses seront imputées sur le budget principal et annexe tout chapitre de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 au Lot**  
**11 "Désamiantage et Déconstruction" du**  
**marché n°5016MG18 - Travaux rénovation**  
**et réhabilitation des bâtiments de**  
**Montpellier Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n° 2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU le marché n°5016MG18 – Accord cadre à bons de commande pour les travaux courants de rénovation, réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole 2018-2022 ;



Montpellier, le 8.07.2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 12.07.2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12.07.2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 5016MG\_avenant 2 lot 11 signé AD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant de transfert  
du marché n°M0B0092EA - Assistance à  
Maitrise d'Ouvrage pour le comblement  
des captages d'eau potable**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur J-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021- 440 du 17/05/2021 attribuant le marché n°M0B0092EA - Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour le comblement des captages d'eau potable à la société IDEES EAUX sise LES DRETS – 26300 BOURG-DE-PEAGE pour un montant de 54 550,00 € HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage de la mission pour une durée prévisionnelle de 4 ans ;
- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole,

et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- **VU** la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- **VU** la délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**Considérant :**

- que dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M0B0092EA - Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour le comblement des captages d'eau potable notifié le 18/05/2021 et ayant pour titulaire la société IDEES EAUX sise LES DRETS – 26300 BOURG-DE-PEAGE. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**ARTICLE 2 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 JUIL. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 07 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 4**  
**parcelles - Délaissés de voirie - Avenue**  
**Justin Bec - Commune de Saint Georges**  
**d'Orques**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'emplacement réservé inscrit au PLU de la commune (Plan Local d'Urbanisme) pour élargir la « RD 5 E 5 » à 12m ;

**VU** l'accord de la société « SNC THALABANYULS » par mail en date du 10 juin 2022 pour céder à la Métropole les emprises nécessaires à l'aménagement de l'avenue Justin Bec sur la commune de Saint Georges d'Orques ;

- **CONSIDERANT** que l'acquisition des 4 parcelles cadastrées AZ 234, AZ 236, AZ 160, AZ 159 pour une superficie totale de 2394 m<sup>2</sup>, situées en bordure de voie, permettra l'aménagement des abords de l'avenue Justin Bec, avec notamment la création d'un quai bus aux normes P.M.R. (Personnes à Mobilité réduite) ;

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société « SNC THALABANYULS », les parcelles cadastrées AZ 234, AZ 236, AZ 160, AZ 159 pour une superficie totale de 2394 m<sup>2</sup>, avenue Justin Bec à Saint Georges d'Orques, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : Le prix de la transaction est de 1 € /m<sup>2</sup> soit 2 394 € arrondi à 2 500 € pour la totalité des 4 parcelles acquises. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 28 JUIN 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 28 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 28 JUIN 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Pôle Déchets et Cycles de l'Eau  
Service Régie de Collecte**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché  
n°M2B0023VD - Location et l'entretien des  
vêtements de travail de la régie de collecte  
de déchets ménagers de Montpellier  
Méditerranée Métropole - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de la « Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchet » ;



**CONSIDERANT :**

- Qu'il est de la responsabilité de Montpellier Méditerranée Métropole d'assurer l'hygiène et la sécurité de ses employés, notamment en mettant à disposition, gratuitement les Equipements de Protection Individuelle (EPI) nécessaires à l'exécution de leurs missions ;
- Que le port d'EPI est indispensable dans le cadre de la Collecte des déchets et qu'il convient de les entretenir de manière adéquate ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte (articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique) a été lancée sous la forme d'un accord-cadre sans minimum avec un maximum de 89 900 € H.T., en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique pour une durée de 15 mois ;
- Que les critères de jugement des offres sont :
  - Prix des prestations au regard du DQE (50%)
  - Valeur technique (50%)

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du marché n° M2B0023VD relatif à la « Location et l'entretien des vêtements de travail de la régie de collecte de déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole » avec la Société MAJ SANELIS PROVENCE -556 Chemin du mas de Cheylon- 30971 Nîmes cedex 9 pour un montant maximum de 89 900 € HT.

**ARTICLE 2 :** Ce marché est un accord-cadre à bons de commandes et prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022 ou à la date de notification si celle-ci est postérieure, pour une durée de 15 mois.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05/07/2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 06 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions  
pour la réalisation d'audits énergétiques  
dans le cadre du dispositif Guichet Unique  
de la Rénovation Énergétique -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine de la Transition écologique et solidaire, la Biodiversité, l'Énergie, l'Agroécologie et l'Alimentation ;

**CONSIDERANT :**

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40 % ;

- L'accompagnement proposé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Renov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole. Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'un service public régional dont le déploiement a été confié à l'Agence Régionale de l'Energie et du Climat. Le Conseil de Métropole a décidé par délibération en date du 7 juin 2021 de financer le reste à charge de 90 € par logement de l'étape 1 de l'accompagnement (audit) pour les ménages et les copropriétés de son territoire. Pour ces dernières, cette participation prend la forme d'un contrat d'audit tripartite ;

- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 3 copropriétés présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07/06/2021) ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes : «La Closerie du Château» (87 lots), « Rive droite » ( 91 lots), « Val Fleuri » ( 28 lots).

**ARTICLE 2 :** D'autoriser l'attribution de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 18 540 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 3 :** De dire que ces dépenses seront imputées sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 18 JUIL. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Isabelle TOUZARD**



**Publiée le : 19 JUIL. 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 19 JUIL. 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

**- 20220620\_AnnexeDecisionCopro.pdf**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par l'association ADAGES pour  
la construction d'une unité de vie de 12  
logements locatifs sociaux - Extension du  
Foyer de Vie '  
L'Archipel de Massane' - Rue de Saint-  
Priest à Montpellier - Convention -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

**CONSIDÉRANT :**

- que l'association ADAGES, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise une unité de vie comprenant 12 logements locatifs sociaux neufs destinés à l'accueil d'adultes en situation de handicap mental, extension du foyer de vie « L'Archipel de Massane » situé 1855 rue de Saint-Priest à Montpellier. Le programme comprend 12 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Bruno BONNEFOI établi à Vailhauquès ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 20 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 624 614 € souscrit auprès du Crédit Coopératif pour financer cette opération selon les caractéristiques financières mentionnées ci-après :

	PLS
<b>Montant du prêt :</b>	1 624 614 €
<b>Durée :</b>	15 ans + maximum 2 ans phase de mobilisation des fonds
<b>Taux d'intérêt actuariel annuel révisable :</b>	<b>Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt</b> +1,11 %
<b>Révisabilité des taux d'intérêt :</b>	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 20 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 1 624 614 € souscrit par l'Emprunteur auprès du Crédit Coopératif, selon les caractéristiques financières décrites ci-dessus.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

- la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité ;

- sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Coopératif, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, le Crédit Coopératif de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre le Crédit Coopératif et l'Emprunteur et à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13/07/2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 15/07/2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/07/2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv GE ADAGES\_Archipel\_Massane\_Mtp.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et l'EPIC le  
Domaine d'Ô pour des actions en  
partenariat avec le Réseau des  
médiathèques pour la période de 2022 à  
2026 dans le cadre de sa programmation  
culturelle**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la culture et du patrimoine historique

**CONSIDÉRANT :**

Que l'objectif est de permettre (avec pour fil rouge la question de la mixité sociale) : aux publics du Domaine d'Ô, d'aiguiser leur curiosité et d'élargir le champ de leurs découvertes culturelles ainsi qu'aux usagers des médiathèques d'accéder à des propositions artistiques nouvelles, au travers de projets visant à promouvoir les arts et le spectacle sous toutes leurs formes (écriture, musique, théâtre, cirque).

Afin de se donner les moyens d'atteindre ses objectifs, il apparaît opportun pour le Réseau des médiathèques de poursuivre et de renforcer ses partenariats avec les structures locales existantes.

Le Domaine d'Ô est un EPIC (Établissement Public Industriel et Commercial) qui dépend de Montpellier Méditerranée Métropole. Il produit une saison, quatre festivals et en accueille quatre autres. En plus de ces événements il met en place une politique d'accessibilité à la culture, « un service public de la culture », en organisant des actions de médiation.

Le développement de cette coopération entre le Réseau des médiathèques et le Domaine d'Ô induira différents projets qui se déclineront selon quatre axes :

- L'accueil dans les médiathèques du Réseau de Montpellier Méditerranée Métropole d'artistes ou d'ateliers de théâtre, cirque, musique ou écriture encadrés par des professionnels engagés par le Domaine d'Ô.
- La valorisation et la communication autour de projets communs : sélection d'ouvrages (livre, film, musique, jeu vidéo) des médiathèques du Réseau sur le site web du Domaine d'Ô ainsi que la mise en avant des ateliers des médiathèques en lien avec la programmation du Domaine d'Ô (rebond sur la page Facebook et le portail des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole).
- La mise en place de parcours entre les médiathèques du Réseau et le Domaine d'Ô, dans le cadre des dispositifs mis en place par le domaine d'Ô (« Ô tour des quartiers » - visite du Domaine d'Ô, temps privilégié avec l'artiste, atelier et retour d'expérience – « les forums du Domaine d'Ô », etc.), ou des animations initiées par les médiathèques (écrans partagés, lu et approuvé, etc.). Des invitations pour les équipes du Réseau et des tarifs pour les usagers sont envisagés dans ce cadre.
- La participation des médiathèques du Réseau aux temps forts du domaine d'Ô : déploiement de l'Ideas Box dans le cadre de Saperlipopette (jeune public), etc.

Pour ce faire, une convention de partenariat par établissement ayant pour objet de définir les obligations respectives des deux parties sera rédigée par saison : 2022/2023 – 2023/2024 – 2024/2025 et 2025/2026.

Que ce partenariat nécessite la signature d'une convention de partenariat 2022-2026 avec le Domaine d'Ô – Montpellier.

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** Une convention de partenariat est conclue entre le Réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole et le Domaine d'Ô Montpellier pour saison 2022/2023. Cette convention pourra être renouvelée trois fois par tacite reconduction, pour une durée équivalente.

**ARTICLE 2 :** Cette convention est consentie à titre gracieux excepté le paiement des droits d'auteur à la charge du Réseau des médiathèques.

**ARTICLE 3 :** Les interventions réciproques entre le Domaine d'Ô et le Réseau des médiathèques dans le cadre de programmations complémentaires ou partagées sont consenties à titre gracieux et ne donnent pas lieu à rémunération.

**ARTICLE 4 :** d'imputer les dépenses sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 JUL. 2022

Monsieur le Directeur Général des Services  
Olivier NYS



Publiée le : 25 JUL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention partenariat 2022 2026 MC RM.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation  
d'occupation du domaine public à  
l'association de quartier  
Nouveau Sainte-Anne**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, dans les domaines de la « Culture et au Patrimoine historique » ;

**CONSIDERANT :**

- que l'association de quartier Nouveau Sainte-Anne a sollicité auprès de Montpellier Méditerranée Métropole l'autorisation de disposer d'une salle dans le cadre de l'organisation de la manifestation les Nuits de Sainte-Anne ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité répondre favorablement à cette sollicitation en mettant à disposition une salle située au sein de l'hôtel d'Aurès ;
- qu'il convient de formaliser les modalités de cette mise à disposition.

**DECIDE**

- **ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec l'association de quartier Nouveau Sainte-Anne, jointe en annexe.
- **ARTICLE 2** : De dire que cette convention est conclue pour le 29 juin et du 4 au 7 juillet 2022 et à titre gracieux.
- **ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.
- **ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

28/6/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : **29 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**29 JUIN 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention de mise disposition salle Hôtel d'Aures.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Ressources Informatiques**  
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M2D0036RI  
' Mise en œuvre d'un jumeau numérique  
dans le cadre de la convention UGAP 2022-  
2025 ' - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de poursuivre la mise en œuvre du jumeau numérique entamée en 2021 ;
- que ce marché est passé en recourant à la convention UGAP 2022-2025 délibérée le 25/01/2022

(délibération n°M2022-41) ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : De signer le devis UGAP concernant la mise en œuvre du Jumeau Numérique pour un montant de 54 434, 32 € TTC.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 JUIL. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**



**Publiée le : 22 JUIL. 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **22 JUIL. 2022**  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un échange foncier sans  
soulte entre la Holding Imbert et  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Commune de Castries**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;



- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, Urbanisme et Maîtrise foncière ;

- VU la décision du Président n° MD 2021-861 du 27 août 2021 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 332 m<sup>2</sup> sur la commune de Castries ;

VU l'estimation des Domaines n°2022-34172 - 44130 du 20 juin 2022 qui évalue ces parcelles en nature de voirie à l'euro symbolique,

- **CONSIDERANT** que l'échange foncier avec la Holding Imbert permettra la régularisation du chemin intégré à sa propriété et du nouveau chemin réalisé en bordure du Mas de Rou ;

### DECIDE

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Holding Imbert les parcelles BA 96 et BA 99, situées chemin du Mas de Rou sur la commune de Castries, d'une superficie totale de 409 m<sup>2</sup>. Les parcelles seront intégrées au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la Holding Imbert, ou toute société s'y substituant, la parcelle BA 100 d'une superficie de 332 m<sup>2</sup>, préalablement désaffectée et déclassée.

**ARTICLE 3** : Compte tenu de leur nature, à savoir de la voirie, les parcelles sont évaluées à l'euro symbolique, par conséquent l'échange foncier est réalisé sans soulte. Le transfert de propriété sera confié à l'étude notariale désignée par la Holding Imbert à frais partagés pour moitié chacun.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 22 JUIL. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

22/07/2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Pilotage et de la Modernisation RH**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à disposition  
d'un agent de la commune de Saint Brès  
auprès de Montpellier Méditerranée  
Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code général de la fonction publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU la délibération du Conseil métropolitain du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté du 29 octobre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;

**CONSIDERANT** qu'un agent, Adjoint Administratif à la Ville de Saint Brès est mis à disposition à 100% auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un agent, Adjoint Administratif, est mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour une durée de 2 ans.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 06 JUIL. 2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND

Publiée le : 06 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION DE MISE A DISPOSITION ST BRES GUP 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Pilotage et de la Modernisation RH**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à disposition  
d'un agent de la commune de Saint Génies  
des Mourgues auprès de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code général de la fonction publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU la délibération du Conseil métropolitain du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté du 29 octobre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;

- **CONSIDERANT** qu'un agent, Adjoint Administratif Principal à la Ville de Saint Génies des Mourgues est mis à disposition à 50% auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Un agent, Adjoint Administratif Principal, est mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour une durée de 2 ans.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 06 JUIL. 2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND

**Publiée le :** 06 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION DE MISE A DISPOSITION ST GENIES DES MOURGUES 2022 GUP 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Pilotage et de la Modernisation RH**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à disposition  
d'un agent de la commune de Saint  
Georges d'Orques auprès de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code général de la fonction publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU la délibération du Conseil métropolitain du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté du 29 octobre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- **CONSIDERANT** qu'un agent, Adjoint Administratif Principal à la Ville de Saint Georges d'Orques est mis à disposition à 50% auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un agent, Adjoint Administratif Principal, est mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour une durée de 2 ans.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 Juillet 2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 11 JUIL. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 11 JUIL. 2022  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION DE MISE A DISPOSITION ST GEORGES D'ORQUES GUP 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction du Pilotage et de la Modernisation RH**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à disposition  
d'un agent de la commune de Sussargues  
auprès de Montpellier Méditerranée  
Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code général de la fonction publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- **VU** la délibération du Conseil métropolitain du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président ;
- **VU** l'arrêté du 29 octobre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- **CONSIDERANT** qu'un agent, Adjoint Administratif à la Ville de Sussargues est mis à disposition à 50% auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un agent, Adjoint Administratif, est mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour une durée de 2 ans.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 juillet 2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 11 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION DE MISE A DISPOSITION SUSSARGUES GUP 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Pilotage et de la Modernisation RH**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à disposition  
d'un agent de la commune de Vendargues  
auprès de Montpellier Méditerranée  
Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code général de la fonction publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- CONSIDERANT qu'un agent, Adjoint Administratif Principal à la Ville de Vendargues est mis à disposition à 100% auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un agent, Adjoint Administratif Principal, est mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour une durée de 2 ans.

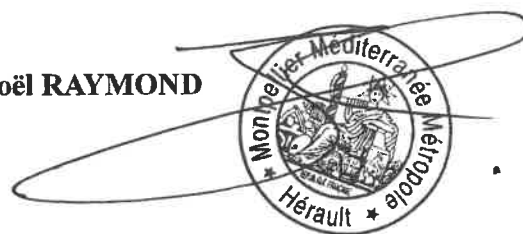
**ARTICLE 2 :** Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 Juillet 2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



11 JUIL. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION DE MISE A DISPOSITION VENDARGUES GUP 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité emploi

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'autorisation de  
déposer des demandes de subventions dans  
le cadre du projet d'expérimentation  
"Territoire Zéro Chômeur de Longue  
Durée"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Clara GIMENEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Clara GIMENEZ dans le domaine la « Politique de la Ville et Cohésion sociale » ;
- VU la loi du 14 décembre 2020 étendant l'expérimentation « Territoires Zéro Chômeurs Longue Durée » ;
- VU le décret d'application n°2021 -1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation Territoires Zéro Chômeurs Longue Durée ;

**CONSIDERANT :**

- que les communes de Montpellier et Grabels se sont engagées à candidater auprès du gouvernement en vue de mener une expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) ;
- que les communes de Montpellier et Grabels souhaitent mener cette expérimentation sur un même territoire à cheval entre les quartiers Hauts de Massane à Montpellier et La Valsière à Grabels ;
- que ce projet, encadré par une loi d'expérimentation permet aux collectivités territoriales et leurs groupements de mettre en place une action visant à résorber, sur un micro-territoire, le chômage de longue durée en créant des emplois utiles à la société et non concurrentiels de ceux existants sur le territoire ;
- que la réalisation de ce projet impliquera un partenariat local, formalisé dans un Comité Local pour l'Emploi impliquant notamment l'Etat, le Département de l'Hérault, la Région Occitanie, les membres du Service public de l'Emploi et les communes candidates à l'expérimentation ;
- que le Comité Local pour l'Emploi s'appuiera sur une équipe projet opérationnelle, dotée de moyens humains et matériels nécessaires à la mise en œuvre des actions relatives à la préparation de la candidature à l'expérimentation ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole, qui dispose de la compétence Politique de la Ville d'une part et Interventions Economiques d'autre part s'implique dans cette expérimentation en apportant son soutien en ingénierie aux communes porteuses de l'expérimentation TZCLD et souhaite, dans ce cadre, solliciter l'ensemble des financeurs susceptibles d'apporter une aide sous la forme de partenariats et/ou de subventions.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser le dépôt de demandes de subventions sur la durée de l'expérimentation auprès de tout organisme public habilité à accorder des financements aux projets TZCLD.

**ARTICLE 2 :** De dire que les recettes correspondantes seront inscrites aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 936.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04/07/2022

Madame la Vice-Présidente

Clara GIMENEZ



Publiée le : - 5 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

- 5 JUIL. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Pilotage et de la Modernisation RH**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à disposition  
d'un agent de la commune de Pignan  
auprès de Montpellier Méditerranée  
Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code général de la fonction publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- CONSIDERANT qu'un agent, Rédacteur Principal à la Ville de Pignan est mis à disposition à 20% auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022,



**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un agent, Rédacteur Principal, est mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour une durée de 2 ans.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 juillet 2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 12.07.2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

12/07/2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PIGNAN 2022 BESSOU.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°9 à la  
convention d'occupation du domaine  
public conclue entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et la société  
INCITIUS SOFTWARE pour l'occupation  
de locaux au sein du bâtiment MIBI -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein du bâtiment MIBI ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> août 2013 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société INCITIUS SOFTWARE pour l'occupation de locaux au sein du MIBI; modifiée par avenants dont le dernier en date du 1<sup>er</sup> février 2021 ;

- VU la demande de la société INCITIUS SOFTWARE de poursuivre son hébergement au sein du MIBI ;

- VU la validation par le comité d'agrément du BIC en date du 15 mars 2022 de cette demande susvisée ;

**- CONSIDERANT:**

- La réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières ;

- La nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction ;

- La volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation ;

- Que la société INCITIUS SOFTWARE conserve les critères exigés pour une prorogation de son hébergement au sein du MIBI ;

- Que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation actuelle et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°9 prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société INCITIUS SOFTWARE à compter du 1<sup>er</sup> août 2022 pour une nouvelle durée de 8 (huit) mois. A l'échéance de cette 3<sup>ème</sup> prorogation, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à la société, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

**ARTICLE 2 :** La surface totale occupée par la société INCITIUS SOFTWARE constituée des modules B1.33 à B1.35 reste de 119,60 m<sup>2</sup> situés au 1<sup>er</sup> étage et au 2<sup>ème</sup> étage du bâtiment MIBI.

**ARTICLE 3 :** A compter du 1<sup>er</sup> août 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société INCITIUS SOFTWARE est de 1 692,34 euros, soit 14,15€/m<sup>2</sup> conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°D2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 4 :** La recette résultant du présent avenant est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUIN. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet d'aveant n°9- Prorogation3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant de transfert  
du marché 4715DC17 - Lot 12 : peinture et  
revêtement de sols**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;
- VU la décision n°2017-1006 attribuant le lot n°12 du marché de travaux à bons de commande pour la Direction de la Culture à l'entreprise SARL Cornil, sans minimum ni maximum pour une durée d'un an reconductible trois fois à compte de la notification.

**CONSIDÉRANT :**

- que la SARL Cornil domiciliée 40 avenue du Progrès - Teyran a cédé son fonds de commerce à Cornil Patrimoine domiciliée 40 avenue du progrès – Teyran.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'avenant de transfert du lot 12 « peinture et revêtement de sols » du marché de travaux à bons de commande n°4715DC17 pour la Direction de la Culture avec l'entreprise Cornil Patrimoine, avenant n°1 sans incidence financière.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 06 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- EXE10 MARCHE 4715DC17.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Considérant :**

- Que Montpellier Méditerranée Métropole et en particulier le Réseau des médiathèques ainsi que la Cité des Arts (Conservatoire à Rayonnement Régional) doivent acquérir des étiquettes RFID pour l'équipement des documents qu'ils mettent à disposition du public

- Qu'une procédure formalisée a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum pour une période initiale d'un an reconductible trois fois

- Que les critères d'analyse des offres étaient les suivants :

Valeur technique au regard du mémoire technique: 60 points

- Caractère fonctionnel : 30 points
- Délai de livraison : 25 points
- Actions et protocoles mis en œuvre en matière de protection de l'environnement en lien avec l'exécution du marché : 5 points

Prix des prestations au regard du DQE : 40 points

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30 juin 2022 et a choisi l'entreprise BIBLIOTHECA SAS France, demeurant 5 boulevard des Bouvets 92000 NANTERRE, présentant l'offre la plus avantageuse

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le lot 1 du marché n° M1D0023DC, consacré à la fourniture d'étiquettes RFID pour le Réseau des médiathèques et la Cité des Arts, à la société BIBLIOTHECA SAS FRANCE, pour un montant annuel maximal de 40 000 euros HT.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 1 an, renouvelable 3 fois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les documents relatifs à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché  
n°M1D0023DC "Fournitures d'étiquettes  
RFID pour le Réseau des médiathèques et  
la Cité des Arts, et de cartes RFID pour le  
Réseau des piscines de Montpellier  
méditerranée Métropole" (lot 1)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité juridique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction, à Monsieur Eric PENSO, Vice-Président délégué en charge de la culture et du patrimoine historique,



Montpellier, le

7/7/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 11/7/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

11.07.2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- M1D0023DC - RAO lot 2 Vdef.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au classement dans le  
domaine public de plusieurs chemins  
ruraux commune de Castries**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment les articles L.121-17 et L.161-1 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Castries n°2015/17-12/009 en date du 17 septembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain ;
- VU la décision du Président n°2015-814 en date du 13 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Castries dans le domaine public métropolitain ;
- **CONSIDERANT** que certains chemins situés la commune de Castries désignés dans le tableau suivant sont aménagés et affectés à l'usage public, et n'ont plus les caractéristiques de chemins ruraux ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'intégrer les chemins ruraux ou portions de chemins ruraux à vocation publique au Domaine Public Métropolitain ;

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le classement dans le domaine public des chemins ruraux ci-dessous :

N° d'ordre tableau Récapitulatif	Appellation tableau	Intégration totale ou partielle DP voirie 3M	Point d'origine	Point d'extrémité
4	CR 4 – Chemin de St Antoine à Castries	Totalité	VC 13	Commune de Vendargues
6 bis	CR 6 bis	Totalité	RD 26	CR 6
36	CR 36	Totalité	CR 27	CR 37
37	CR 37	Totalité	VC 3	VC 4 / RD 64 E 4
42	CR 42	Totalité	CR 43	Domaine de Fondespierre
44	CR 44	Totalité	CR 43	Ancien chemin de Cadenet

**ARTICLE 2** : Les chemins ruraux ainsi désignés perdent leurs caractéristiques de chemin rural, et sont intégrés au domaine public de la Métropole.

**ARTICLE 3** : Les services du cadastre seront sollicités pour modifier la domanialité de ces chemins.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 05 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au**  
**déclassement de deux emprises issues du**  
**Domaine Public - Rue des Hort de Vernis -**  
**Commune de Saussan**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- **CONSIDERANT** que deux emprises de 19 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AH 48, et 4 m<sup>2</sup> issue de la rue des Horts de Vernis sur la commune de Saussan, ne sont pas affectées à l'usage public ;
- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait de deux emprises de 19 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AH 48 et 4 m<sup>2</sup> à extraire de la rue des Horts de Vernis sur la commune de Saussan.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de ces deux emprises de 19 m<sup>2</sup> et 4 m<sup>2</sup> situées rue des Horts de Vernis sur la commune de Saussan et intègre ces emprises dans son domaine privé.

**ARTICLE 3** : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale des emprises désaffectées et déclassées.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 05 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

### **Décision relative à l'autorisation de cotisation à l'Ordre des Architectes**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la Loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'Architecture ;
- VU la délibération n° M2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des « Ressources humaines et au Dialogue social » ;
- VU le contrat à durée déterminée en date du 6 mai 2021 signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et Mme Nadège PEDOUX-SALVI qui est engagée jusqu'au 30 avril 2024 en tant qu'architecte chargé de projets maîtrise d'œuvre au sein de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments ;

#### **CONSIDÉRANT :**

- Que la loi n° 77-2 prévoit expressément dans son article 14, parmi les différents modes d'exercice ouverts aux architectes, la qualité de fonctionnaire ou d'agent public ;
- Que l'article 9 de la loi n°77-2 indique que seules les personnes physiques inscrites à un tableau régional d'architectes peuvent porter le titre d'architecte ;

-Que l'inscription au tableau de l'Ordre des architectes s'accompagne du versement d'une cotisation annuelle (article 36 décret n°77-1481 du 28 décembre 1977) ;

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser le paiement de la cotisation de Madame PEDOUX-SALVI à l'Ordre des architectes pour un montant de 700 € au titre de la cotisation pour l'année 2022 ;

**ARTICLE 2 :** De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole ;

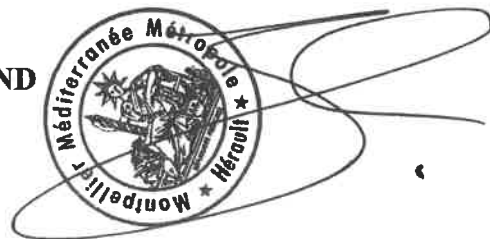
**ARTICLE 3 :** D'autoriser, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 juillet 2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 11 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Musée Fabre**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de l'Association  
des Amis du musée Fabre de deux œuvres  
de Jenny LEGRAND (active vers 1800-  
1835), *La marchande de poisson*, 1814 et  
*Intérieur de cuisine*, 1814**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que l'Association des Amis du Musée Fabre représentée par Monsieur Edouard Aujaleu, Président, domiciliée au 2 bis, rue Montpelliéret 34000 Montpellier, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole deux œuvres de Jenny Legrand *La Marchande de poisson* et *Intérieur de cuisine*, huiles sur panneau, pour chaque toile 45.5 x 55.5 cm d'une valeur totale de 12

500 € (douze mille cinq cents euros) ;

- que ces œuvres ont reçu l'avis favorable de la Commission scientifique régionale d'acquisition Occitanie du 5 octobre 2021 ;

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de l'Association des Amis du Musée Fabre représentée par Monsieur Edouard Aujaleu, Président, de deux œuvres de Jenny Legrand *La Marchande de poisson* et *Intérieur de cuisine*, huiles sur panneau, pour chaque toile 45.5 x 55.5 cm d'une valeur totale de 12 500 € (douze mille cinq cents euros) ;

**ARTICLE 2** : Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11/07/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 15/07/2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 15/07/2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention de don Jenny Legrand.pdf
- La marchande de poisson.pdf
- Intérieur de cuisine.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Musée Fabre

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de Monsieur Jean-  
Pierre BLANCHE de dix de ses œuvres -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que Monsieur Jean-Pierre BLANCHE domicilié Domaine du Pont Rout 1475 Chemin du Pont Rout 13090 Aix-En-Provence, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole dix de ses œuvres (liste en annexe) d'une valeur totale de 27 600 € (vingt-sept mille six cents euros) ;
- que ces œuvres ont reçu l'avis favorable de la Commission scientifique régionale d'acquisition Occitanie du 22 mars 2022 ;

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Jean-Pierre BLANCHE de dix de ses œuvres (liste en annexe) d'une valeur totale de 27 600 € (vingt-sept mille six cents euros) ;

**ARTICLE 2** : Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

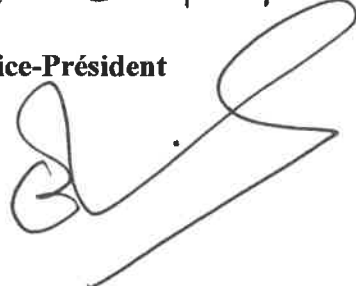
**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

22 / 7 / 22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 25 JUL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe.pdf
- Convention de donation M.BLANCHE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de la parcelle**  
**AM 343 - Rue Haute de la Colline -**  
**Commune de Castries**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de Monsieur et Madame GRAVELLE en vue d'acquérir la parcelle AM 343 d'une superficie de 36 m<sup>2</sup>, en nature de délaissé de voirie, afin de l'intégrer à leur propriété riveraine pour agrandir le jardin ;
- VU l'avis de France Domaines réf. 2022 – 34058 - 34895 en date du 19 mai 2022 ;
- VU la décision MD 2022-599 du 25 mai 2022, constatant la désaffectation et prononçant le déclassement du domaine public de cette emprise de 36 m<sup>2</sup> ;
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur et Madame GRAVELLE la parcelle AM 343 d'une superficie de 36 m<sup>2</sup>, située rue Haute de la Colline sur la commune de Castries.

**ARTICLE 2** : Cette cession aura lieu au prix de 57,50 € le mètre carré, soit un montant total de 2070 €.

**ARTICLE 3** : La recette correspondante sera affectée au budget de la Métropole.

**ARTICLE 4** : L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur par Maître Guilhaume-Scott, Notaire à Castries.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 6 JUL. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **0 7 JUL. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 7 JUL. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un dépôt de demande de  
subvention auprès de la DRAC  
(Conservateur Régional des Monuments  
Historiques) dans le cadre à l'opération de  
Restauration des façades de l'Opéra  
Comédie**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, dans le domaine de la « Culture et au Patrimoine historique » ;

**CONSIDERANT :**

- le caractère emblématique du bâtiment de l'Opéra Comédie et son inscription aux Monuments Historiques ;
- la nécessité de mettre en œuvre la restauration des façades de l'Opéra Comédie ;
- la nécessité de se conformer à l'avis technique du Conservateur Régional des Monuments Historiques ;

- qu'il convient de solliciter la DRAC Occitanie pour accompagner la Métropole dans ces démarches et de participer financièrement au diagnostic.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver le dépôt de demandes de subventions les plus larges possibles pour l'opération de Restauration des façades de l'Opéra Comédie, notamment auprès de l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie).

**ARTICLE 2** : de dire que la recette correspondante sera inscrite au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur général des Services et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

28/6/22

Publiée le : **29 JUIN 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **29 JUIN 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle RB n°35 sise commune de**  
**Montpellier - Constitution de réserves**  
**foncières sur le secteur Sud Zénith**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise Foncière » ;
- VU la promesse unilatérale de vente consentie par le GFA Domaine de la Plauchude au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la vente de la parcelle RB n°35, d'une surface cadastrale de 11 318 m<sup>2</sup>, en nature de vignes, sise commune de Montpellier, lui appartenant, moyennant le prix de 339 540 €, majorée d'une indemnité de 25 436 € correspondant à la valeur du capital végétal présent sur la parcelle cédée ainsi que la perte de marge brute liée à la cession ;

- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 17 mars 2021 ;

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir la parcelle ci-dessus mentionnée afin de consolider les réserves foncières déjà constituées par Montpellier Méditerranée Métropole sur ce site stratégique d'entrée de la Métropole ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du GFA Domaine de la Plauchude, immatriculé au RCS de Montpellier sous le numéro D413 438 490, dont le siège social est situé au Domaine de la Plauchude à Mauguio (34130), la parcelle cadastrée RB n°35, d'une superficie cadastrale de 11 318 m<sup>2</sup>, en nature de vignes, sise commune de Montpellier, lui appartenant.

**ARTICLE 2 :** La vente aura lieu moyennant le prix total de 364 976 € (trois cent soixante quatre mille neuf cent soixante seize euros) toutes indemnités confondues, les frais d'actes restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçue délégation est autorisée à signer l'acte authentique d'achat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame Le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 JUL. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Coralie MANTION**



**Publiée le :** **22 JUL. 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **22 JUL. 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- avis 2021.34172.14123 RB 35.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
**Service Montpellier Territoires Ouest & Sud**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la clôture de mandat  
d'études confiée à la Société  
d'Aménagement de Montpellier  
Méditerranée Métropole (SA3M) -  
Comédie Lez - Commune de Montpellier -  
Abroge et remplace la décision MD2022-  
748**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la décision de Monsieur le Président n°D2016-652 en date du 11 janvier 2017, concluant le marché un marché d'études entre la Métropole de Montpellier et la SA3M ;
- VU la convention de mandat en date du 18 septembre 2017 conclue avec la SA3M, autorisant, le Directeur Général à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;

- VU la décision MD2022-748 en date du 24 juin 2022 ;

**CONSIDERANT :**

- Que les études urbaines engagées depuis 2008 sur ce quartier devaient être complétées par des études techniques et d'expertises complémentaires en préalable à un projet de ZAC ;
- Que pour préciser les conditions de réalisation de cette opération, Montpellier Méditerranée Métropole avait décidé qu'il était nécessaire d'affiner la programmation urbaine et d'évaluer au mieux la faisabilité et les modalités de réalisation pour l'engagement d'une opération d'aménagement ;
- Que la SA3M a effectué les missions de coordination et de pilotage des études nécessaires ;
- Que l'ensemble des contrats et marchés sont clôturés ;
- Que le bilan de clôture de ce mandat fait apparaître un solde positif de trésorerie de 6 985,98 € au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Qu'il y a lieu d'abroger la décision MD2022-748 à la suite d'une erreur matérielle, notamment sur la référence du dossier de reddition des comptes de clôture du mandat ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'abroger la décision MD2022-748.

**ARTICLE 2** : De clore le marché de mandat d'études entre la Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M, selon les termes du document de reddition des comptes annexé à la présente décision.

**ARTICLE 3** : D'accepter les comptes du mandat et de donner quitus de sa mission à la SA3M.

**ARTICLE 4** : De dire que le solde de trésorerie du mandat, soit 6 985,98 € sera réglé par la SA3M à la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 5** : D'émettre le titre de recettes correspondant, d'un montant de 6 985,98 €.

**ARTICLE 6** : D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUL. 2022

Monsieur le Directeur Général des Services  
Olivier NYS



Publiée le : 21 JUL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Protocole de Clôture 2947.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution de  
subventions pour la réhabilitation de 10  
logements privés et une copropriété dans  
diverses communes de la Métropole -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles relatives aux attributions de subvention des dispositifs de rénovation de l'habitat encadrés par le règlement attributif de subvention pour la rénovation de l'habitat privé ancien et le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adoptés par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de VicePrésidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU le règlement attributif des subventions de Montpellier Méditerranée Métropole pour la requalification du parc de logements privés adopté en Conseil du 29 mars 2017 et modifié par délibération n°M2021-432 du 28 septembre 2021 ;

- VU le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logements privés de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération n°M2021-203 du 7 juin 2021 ;

**CONSIDERANT :**

- Qu'au titre de sa politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de l'amélioration du parc immobilier bâti, et notamment de la requalification des copropriétés, de la résorption de l'habitat dégradé et insalubre, de la lutte contre la précarité énergétique, de l'adaptation des logements au handicap ou à la perte d'autonomie, de la remise sur le marché de logements vacants ainsi que de la maîtrise des loyers après travaux ;

- Que dans ce cadre, elle met en œuvre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat dont notamment :

- Le Programme d'Intérêt Général (PIG) « Rénover pour un habitat durable et solidaire » (2019-2024) qui couvre la totalité du territoire de la Métropole, hors OPAH et Plan de Sauvegarde en cours ou à venir ;

- L'OPAH Copropriétés Dégradées Mosson (2019-2024), site national prioritaire du Plan Initiative Copropriété (PIC) lancé par l'Etat et l'ANAH ;

- Le Plan de Sauvegarde des Cévennes, phase d'élaboration : 2019-2021 ; phase de réalisation : 2022-2026, site régional du PIC ;

- A venir, l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH - RU) centre-ville de Montpellier ;

- Que dans ce cadre, elle instruit et octroie les aides déléguées de l'Agence Nationale de l'Habitat, qu'elle complète par des subventions sur ses fonds propres et dont les conditions d'attribution sont définies dans le règlement attributif des subventions de Montpellier Méditerranée Métropole pour la requalification du parc de logements privés ;

- Qu'au travers de son Plan Climat Energie Territorial (PCAET), Montpellier Méditerranée Métropole réaffirme la priorité donnée à la rénovation énergétique des logements et mobilise pour cela une aide financière de 1 300 € (« prime PCAET ») attribuée aux propriétaires de logement, sans condition de ressources, pour les programmes de travaux permettant d'atteindre le seuil de 40% d'économie d'énergie, selon les termes définis par le règlement d'attribution ad hoc ;

- Qu'en contrepartie de ces subventions, les propriétaires et copropriétaires souscrivent aux engagements définis par les règlements, et notamment les conditions de durée d'occupation du logement pour les propriétaires occupants bénéficiant d'une aide de l'ANAH, et les conditions de location selon un loyer maîtrisé et à des locataires dont les ressources sont plafonnées pour les bailleurs bénéficiant des aides de l'Agence ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'accorder les subventions pour un montant total de 209 799 €, telles que décrites dans le tableau joint en annexe et faisant partie intégrant de la présente décision.

**ARTICLE 2** : Dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Dire que le paiement des subventions s'effectuera selon les conditions prévues par les règlements attributifs de Montpellier Méditerranée Métropole.

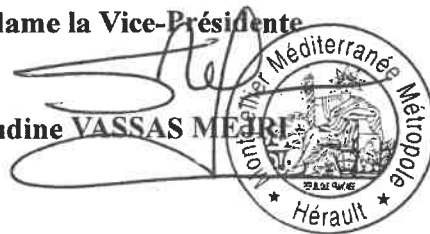
**ARTICLE 4** : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 JUL. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEARI



Publiée le : **22 JUL. 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **22 JUL. 2022**  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:  
- DECISION PARC PRIVE 2022 \_ 03.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à la décision  
n°MD2022-559 du 30 mai 2022 concernant  
une convention d'usage d'un poste de  
relevage d'eaux usées - Moulin de Salicate  
à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2022-559 du 30 mai 2022 relative à une convention d'usage pour la gestion d'un poste de relevage d'eaux usées - Moulin de Salicate à Montpellier ;

**CONSIDERANT :**

- qu'un poste de relevage d'eaux usées est installé sur une parcelle cadastrée CL 184 à Montpellier, ladite parcelle appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que la décision MD2022-559 du 30 mai 2022 relative à une convention d'usage pour la gestion du poste de relevage d'eaux usées installé sur la parcelle CL 184 comporte une erreur matérielle dans son premier considérant concernant la propriété de la parcelle CL 184 ;
- qu'il convient par la présente décision modificative de corriger cette erreur matérielle en précisant que la parcelle CL 184 est une parcelle en indivision.

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** De dire que la présente décision modifie la décision MD2022-559 du 30 mai 2022 dans son premier considérant qu'il faudra lire « qu'un poste de relevage d'eaux usées est installé sur une parcelle cadastrée CL 184 à Montpellier, ladite parcelle étant en situation d'indivision ».

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 29 JUIN 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

**Publiée le :** 06 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention de prêt à usage pompe de relevage

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant de transfert  
de l'accord-cadre n°M1D0056EA -  
Travaux de renouvellement et de  
maintenance sur les ouvrages de défense  
extérieure contre l'incendie du territoire de  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;**
- **VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;**
- **VU le Code de la commande publique ;**
- **VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;**
- **VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine » ;**

- VU la décision n°MD2022-637 du 23 mai 2022 attribuant l'accord-cadre n°M1D0056EA - Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie du territoire de Montpellier au groupement SADE (mandataire)-VEOLIA sis 820 rue de la Marbrerie – 34740 Vendargues. Le marché est conclu sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum annuel de 600 000 € HT pour une durée d'un an reconductible 3 ans à compter de sa notification ;

- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- VU la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- VU la délibération n°M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la Régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

**CONSIDÉRANT :**

- dès lors qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice des de la compétence assainissement collectif et non collectif.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre de l'accord cadre n°M1D0056EA - Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie du territoire de Montpellier notifié le 30 mai 2022 au groupement SADE (mandataire)-VEOLIA sis 820 rue de la Marbrerie – 34740 Vendargues.

Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

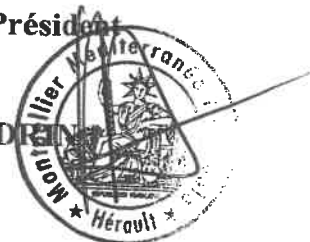
**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 JUIL. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREIN



Publiée le : 07 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 188060\_Projet\_avenant\_transfert\_\_v\_07\_03\_221649680689295.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête  
n°2203119-4 TA - Société SADE CGTH"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

**Considérant**

-La requête n°2203119-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la Société SADE CGTH tendant à faire établir le décompte général et définitif du marché public de travaux n°3362bis GD13, lot n°2 étanchéité d'un bassin de stockage de déchets non dangereux à Castries, en y intégrant le montant de 80 737, 73 euros au titre des intérêts et frais de recouvrement consécutif au retard de paiement des acomptes mensuels ;

-Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2203119-4 par la Société SADE CGTH.

**ARTICLE 2** : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU Avocat.

**ARTICLE 3** : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/07/2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19/07/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

19/07/2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché**  
**n°M1D0002MG - Maintenance multi-**  
**technique des équipements du Siège et des**  
**bâtiments administratifs annexes de**  
**Montpellier Méditerranée Métropole**  
**accompagnée de travaux et des prestations**  
**associés à la maintenance - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;



**CONSIDERANT:**

- qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché pour la maintenance multi-technique des équipements du Siège et des bâtiments administratifs annexes de Montpellier Méditerranée Métropole accompagnée de travaux et des prestations associés à la maintenance ;

- qu'une procédure a été lancée sous forme d'un appel d'offres ouvert, soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R.2104-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique, pour un accord-cadre de fournitures courantes et de service sans allotissement ni tranche, pour une durée d'1 an reconductible trois fois à compter du 30 avril 2022 ou de sa date de notification si elle est postérieure ;

- qu'il s'agit d'un accord-cadre à prix mixte. L'accord-cadre avec maximum pour les prestations ponctuelles rémunérées par application des prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) et par prix global et forfaitaire pour la prestation de maintenance (phase « mise en exploitation » et phase « exploitation courante »), est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique et donnera lieu à l'émission de bons de commande ;

- que l'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique avec un seuil maximum annuel HT des prestations ponctuelles de 280 000 € HT et un seuil maximum HT des prestations ponctuelles sur la durée totale de 4 ans en cas de reconduction de toutes les périodes prévues de 1 120 000 € HT.

- que les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- 1-Valeur technique au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique rédigé obligatoirement sur la base du cadre du mémoire technique joint au DCE : 60%
- 2-Prix des prestations au regard du total du Détail Quantitatif Estimatif (correspondant à la somme du DQE + DPGF Mise en exploitation + DPGF exploitation courante récap tous bâtiments x 4 années d'exploitation) : 40% ;

- que la commission d'appel d'offres dans la séance du 30 juin 2022 a classé les offres et choisi l'entreprise EUROGEM SAS présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n° M1D0002MG « Maintenance multi-technique des équipements du Siège et des bâtiments administratifs annexes de Montpellier Méditerranée Métropole accompagnée de travaux et des prestations associés à la maintenance » à la société EUROGEM SAS, dont le Siège social est situé 12 rue de la chaussée d'Antin, 75 009 Paris.

**ARTICLE 2 :** La durée du marché est de 1 an renouvelable 3 fois à compter de sa notification.

**ARTICLE 3 :** Le marché est conclu pour :

- Un prix global forfaitaire de 14 585 € HT pour les 3 mois de mise en exploitation pour la première année.
- Un prix global forfaitaire annuel d'exploitation courante de l'ensemble des bâtiments administratifs de 89 942,95 € HT.
- Un montant estimatif de 36 245 € HT pour les prestations ponctuelles avec un maximum annuel de 280 000 € HT.

**ARTICLE 4 :** De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 06 JUIL. 2022  
Monsieur le Vice-Président

**Jean-François AUDRIN**

**Publiée le : 06 JUIL. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête**  
**n°2203200-4 TA - Société SADE CGTH"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

**Considérant**

-La requête n°2203200-4 en référé provision déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la Société SADE CGTH tendant à la condamnation de Montpellier Méditerranée Métropole à lui verser une provision de 7 574,82 euros au titre des intérêts et frais de recouvrement suite au règlement d'acomptes mensuels présentés par la requérante dans le cadre du marché public de travaux n°3362bis GD13, lot n°2, étanchéité d'un bassin de stockage de déchets non dangereux à Castries ;

-Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2203200-4 par la Société SADE CGTH.

**ARTICLE 2** : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU Avocat du Cabinet ACOCE.

**ARTICLE 3** : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/07/2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19/07/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

19/07/2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Musée Fabre**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au**  
**marché n°M8D5227DC de nettoyage des**  
**bâtiments du musée Fabre - Autorisation**  
**de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, vice-président délégué à la Culture et Patrimoine Histoire ;
- VU la décision MD2019-324 en date du 23 mars 2019 attribuant le marché n°M8D5227DC de nettoyage des bâtiments du musée Fabre à l'entreprise SUD SERVICE, pour un montant de 567 932,49 euros HT (toutes reconductions confondues), pour les prestations rémunérées à prix forfaitaire et un montant sans minimum, ni maximum pour les prestations faisant l'objet de bons de commandes.

**Considérant :**

- Que la société SUD SERVICE est sous marché avec le musée Fabre 3M pour des prestations de nettoyage des bâtiments (marché n°M8D5227DC notifié le 01/04/2019),
- Que conformément à l'Ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020 (article 6, 4<sup>ème</sup> alinéa), portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, le montant forfaitaire mensuel relatif aux prestations de nettoyage a été versé intégralement au titulaire du marché durant la période susmentionnée.
- Que la société SUD SERVICE n'a pas réalisé la totalité des prestations de nettoyage des bâtiments du musée Fabre du 15 mars au 31 mai 2020, période de fermeture du musée Fabre imposée par les mesures gouvernementales dans le cadre de la crise sanitaire ainsi que pendant les mois de février, mars et avril 2021,
- Que pendant la 2<sup>ème</sup> période de fermeture du musée (novembre, décembre 2020 et janvier 2021), l'entreprise SUD SERVICE a effectué un nettoyage approfondi des salles du musée et de la vitrerie qui a justifié le règlement du forfait mensuel dans son intégralité.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Conformément à l'article R 2194-8 du Code de la Commande Publique, d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché de nettoyage des bâtiments du musée Fabre avec l'entreprise SUD SERVICE afin de constater les sommes dues par le titulaire à Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant fait l'objet d'une moins-value de 44 498,06 euros HT soit 53 397,67 euros TTC, correspondant aux prestations non réalisées de nettoyage du 15 mars au 31 mai 2020 et du 1<sup>er</sup> février au 30 avril 2021.

**ARTICLE 2 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21/7/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 03 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

03 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M8D5227DC-Avenant 1 signé SUD SERVICE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2  
prorogeant l'occupation de locaux par  
l'accélérateur de croissance SPRINT  
LRMP au sein de la pépinière d'entreprises  
Cap Omega**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil Métropolitain n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein du bâtiment CAP OMEGA ;



- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 17 octobre 2019 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'accélérateur de croissance SPRINT LRMP pour l'occupation de locaux au sein de CAP OMEGA; modifiée par avenant portant le n°1 en date du 1<sup>er</sup> octobre 2020 ;

- VU la demande de SPRINT LRMP de poursuivre son hébergement au sein de CAP OMEGA ;

- VU la validation par le comité d'agrément du BIC en date du 28 juin 2022 de la demande susvisée ;

**- CONSIDERANT:**

- la réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières,

- la nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction,

- la volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation,

- que la convention précitée arrive à échéance et vu la complémentarité de l'action de SPRINT LRMP avec celle du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, contribuant efficacement à la croissance et la pérennité des startups, l'accélérateur de croissance a sollicité le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour poursuivre cette activité,

- que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation actuelle et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : qu'un avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et SPRINT LRMP pour une durée complémentaire à compter du 15 juillet 2022 et jusqu'au terme de la prorogation, fixé au 31 mars 2023. A l'échéance de cette prorogation, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à l'accélérateur de croissance, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

**ARTICLE 2** : qu'à compter du 15 juillet 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par SPRINT LRMP est de 687,94 euros, conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°M2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 3** : que la recette résultant du présent avenant est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** que Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2**  
**prorogeant l'occupation de locaux par la**  
**société NAUTICSPOT au sein de la**  
**pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil Métropolitain n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein du bâtiment CAP OMEGA ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 17 juillet 2019 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société NAUTICSPOT pour l'occupation de locaux au sein de CAP OMEGA; modifiée par avenant portant le n°1 en date du 17 février 2021 ;

- VU la demande de la société NAUTICSPOT de poursuivre son hébergement au sein de CAP OMEGA ;

- VU la validation par le comité d'agrément du BIC en date du 27 juin 2022 de la demande susvisée ;

**- CONSIDERANT:**

- la réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières,

- la nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction,

- la volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation,

- que la société NAUTICSPOT se trouve dans une phase charnière de développement économique et commercial avec un pic d'activité particulièrement important lié à la saison d'été; par conséquent un déménagement aurait des conséquences dommageables pour le développement de l'entreprise,

- que la société NAUTICSPOT conserve les critères exigés pour une prorogation de son hébergement au sein de CAP OMEGA,

- que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation actuelle et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : qu'un avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société NAUTICSPOT à compter du 1<sup>er</sup> août 2022 pour une durée de 8 mois et jusqu'au terme de la prorogation, fixé au 31 mars 2023.

**ARTICLE 2** : qu'à l'échéance de cette prorogation de 8 mois, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à la société, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

**ARTICLE 3** : qu'à compter du 1<sup>er</sup> août 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NAUTICSPOT est de 428,08 euros, conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°M2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 4** : que la recette résultant du présent avenant est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** que Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 JUIL. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Parc Auto**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour cause de**  
**vétusté d'un petit train routier de marque**  
**DOTTO composé d'une locomotive et de**  
**trois wagons**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un petit train routier vétuste, de marque DOTTO composé d'une locomotive immatriculée EF-046-YP et de trois wagons de marque DOTTO immatriculés BX-644-ZM, BX-630-ZM et EF-073-YF ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un petit train routier vétuste et qu'il convient de le céder ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un petit train routier, de marque DOTTO composé d'une locomotive immatriculée EF-046-YP et de trois wagons de marque DOTTO immatriculés BX-644-ZM, BX-630-ZM et EF-073-YF, à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 7 JUIL. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIOT



**Publiée le : 0 7 JUIL. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 7 JUIL. 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Parc Auto**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'une**  
**épareuse vétuste de marque Rousseau n°**  
**M5LBK020114**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une épareuse vétuste de marque Rousseau, n° de série M5LBK020114 ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une épareuse vétuste et qu'il convient de la céder ;



**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une épareuse de marque Rousseau n° M5LBK020114 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 7 JUIL. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDIER



**Publiée le : 0 7 JUIL. 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **0 7 JUIL. 2022**  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à des demandes de  
subventions dans le cadre des compétences  
de GEMAPI auprès de différents  
organismes financeurs de l'État**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU la délibération n°M2020-327 désignant les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET en matière de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI » ;
- VU le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement et son arrêté d'application du 21 août 2018 ;
- VU l'arrêté du 12 janvier 2005 relatif aux subventions accordées au titre du financement par le fonds de prévention des risques naturels majeurs de mesures de prévention des risques naturels majeurs ;

**Considérant :**

- que la connaissance du risque inondation n'existe pas, ou de manière insuffisante, au niveau du réseau hydrographique secondaire constitué de petits cours d'eau, ruisseaux et talwegs qui couvrent le territoire communautaire et qui sont très sensibles aux orages cévenols ;
- qu'en complément des actions engagées par Montpellier Méditerranée Métropole depuis 2014 dans le cadre de la révision du SCOT, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre les études de connaissance des zones inondables pour des épisodes centennaux, type 2014, et exceptionnels sur des cours d'eau qui ne sont pas encore cartographiés.
- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre cette démarche engagée dans le cadre de PAPI 2 et de PAPI 3 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** de solliciter les organismes financeurs (DDTM, EUROPE FEDER, REGION, MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE) pour les projets PAPI 2 et PAPI 3 pour l'année 2022 à 2027 :

1. Études hydrauliques complémentaires et cartes de scénarios pour la prévision de crue pour un montant estimatif de 400 000 €.
2. Etudes hydrauliques de gestion du ruissellement de surface pour un montant estimatif de 400 000 €.
3. Établissement de cartes de zones inondables/cartes d'aléas ruissellement sur le territoire de la Métropole de Montpellier pour un montant estimatif de 350 000 €.
4. Etudes hydrauliques des cours d'eau encore non cartographiés sur le territoire de 3M pour un montant estimatif de 600 000 €.

**ARTICLE 2 :** d'approuver les termes des différentes demandes de financement des projets GEMAPI de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des organismes.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les demandes de subventions et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

26 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 29 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Parc Auto**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour cause de**  
**vétusté d'un véhicule balayeuse identifié**  
**BAL 15 de marque Schmidt Swingo,**  
**numéro de série 2720023**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine»;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule balayeuse vétuste identifié BAL 15, de marque Schmidt Swingo numéro de série 2720023 ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté le véhicule balayeuse identifié BAL 15 de marque Schmidt Swingo numéro de série 2720023 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 7 JUIL. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Jean-François AUDREY**



**Publiée le : 0 7 JUIL. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 7 JUIL. 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Parc Auto**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'une saleuse  
tractée vétuste identifiée SAL26 de marque  
Epoke n°16100212**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une saleuse tractée vétuste, identifiée SAL26, de marque Epoke n° de série 16100212 ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une saleuse vétuste et qu'il convient de la céder ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une saleuse tractée, identifiée SAL26, de marque Epoke n° de série 16100212 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 7 JUIL. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



**Publiée le : 0 7 JUIL. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 7 JUIL. 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat de location**  
**entre Montpellier Méditerranée Métropole**  
**et la société Haut et Court TV - Locaux site**  
**Hélios à Fabrègues - Autorisation de**  
**signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine «Développement Economique et Numérique» ;
- VU la délibération n°M2021-367 du 28 juillet 2021 portant sur les modalités d'accueil d'Acteurs de la filière des Industries Culturelles et Créatives sur le Site Hélios, commune de Fabrègues ;
- CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose de locaux disponibles dans le site Hélios, situé Les 4 chemins RN 113 sur la Commune de Fabrègues (34 960) pour accueillir des industries productives, créatives et culturelles ou artisanales ;

- **CONSIDERANT** que dans ce contexte, la société « Haut et Court TV », sise 38 rue des Martyrs 75 009 Paris, qui a pour activité la production d'œuvres audio-visuelles, recherche des locaux afin d'exercer son activité ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location de locaux avec la société Haut et Court TV, dont le siège social est situé 38 rue des Martyrs 75 009 Paris pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel.

**ARTICLE 2 :** La location concerne des locaux situés Les 4 chemins RN 113 à Fabrègues, site Hélios dans les Hangars identifiés I et L, pour des surfaces de 150 m<sup>2</sup> de bureaux et 600 m<sup>2</sup> d'espace de stockage.

**ARTICLE 3 :** Le contrat est conclu pour une période à compter de sa signature jusqu'au 15 octobre 2022.

**ARTICLE 4 :** Le montant total du loyer pour toute la période d'occupation des locaux s'élève à 12 042,73 TTC- CC.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 JUL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 06 JUL. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 06 JUL. 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
**Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la décision  
n°MD2022-666 relative à un avenant n°5  
au contrat de Partenariat pour la gestion  
énergétique, la construction avec  
financement, la maintenance et  
renouvellement des ouvrages d'éclairage  
public, vidéosurveillance, génie civil pour  
réseau de communication haut débit et  
signalisation lumineuse tricolore sur le  
territoire de la ville de Juvignac**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de

pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, ainsi que de procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT, 1<sup>er</sup> Vice-Président, aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes,

- VU le Contrat de Partenariat Public-Privé portant sur la gestion énergétique, la construction avec financement, la maintenance et renouvellement des ouvrages d'éclairage public, vidéosurveillance, génie civil pour réseau de communication haut débit et signalisation lumineuse tricolore sur le territoire de la ville de Juvignac,

- VU la Décision n°MD2022-666 relative à un avenant n°5 au contrat de Partenariat pour la gestion énergétique, la construction avec financement, la maintenance et renouvellement des ouvrages d'éclairage public, vidéosurveillance, génie civil pour réseau de communication haut débit et signalisation lumineuse tricolore sur le territoire de la ville de Juvignac,

#### **CONSIDERANT**

- Qu'une erreur matérielle relative au numéro de l'avenant s'est introduite dans la décision n°MD2022-666,

#### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : L'avenant objet de la décision n°MD2022-366 porte le numéro 6.

**ARTICLE 2** : L'ensemble des autres termes de la décision n°MD2022-666 restent inchangés.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 JUIL. 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVET



Publiée le : 07 JUIL. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 07 JUIL. 2022  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
groupement de commandes pour la  
maintenance des ascenseurs - Montpellier  
Méditerranée Métropole coordonnateur du  
groupement - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

**CONSIDERANT :**

- Que dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Clapiers, la Ville du Crès, la Ville de Pérols et la Ville de Pignan ont décidé de constituer un groupement de commandes pour un marché relatif à la maintenance d'ascenseurs ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes pour un marché de « Maintenance d'ascenseur » entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Clapiers, la Ville du Crès, la Ville de Pérols et la Ville de Pignan.

**ARTICLE 2 :** De dire que conformément aux termes de la convention, Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

**ARTICLE 3 :** De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur les budgets Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/07/2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19/07/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/07/2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet\_Conv\_Gpt Maintenance ascenseurs 2023.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la vente de la parcelle**  
**cadastrée AB 123 - Impasse des Frères -**  
**Commune de Pignan**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 112-8, L. 141-3 et L 141-12 ;
- VU la décision métropolitaine n°MD2021-965 en date du 14 octobre 2021 relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 181 m<sup>2</sup> environ – Impasse des Frères – Commune de Pignan ;
- VU le courrier de la Société Civile de Construction Vente (SCCV) Rue des Frères en date du 27 juin 2022 acceptant les modalités de transfert de propriété ;
- VU l'avis de France Domaines n° 2021.34202.68745 du 14 octobre 2021 ;

- **CONSIDÉRANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole vend à la Société Civile de Construction Vente (SCCV) Rue des Frères ou toute autre personne venant en substitution de cette société, domiciliée dans l'immeuble AUDACE au 1366 avenue des Platanes à Lattes (34), la parcelle cadastrée AB 123 (181 m<sup>2</sup>), emprise de l'impasse de Frères, préalablement désaffectée et déclassée, au prix fixé par les Domaines, à savoir 130€/m<sup>2</sup> soit un montant total de 23 500€ (*vingt-trois mille cinq cents euros*).

**ARTICLE 2 :** La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la demande et aux frais de la Société Civile de Construction Vente (SCCV) Rue des Frères.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 27 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des  
parcelles en nature de voiries et  
équipements publics du lotissement Les  
Jardins du Château - Propriétés de Terres  
du Soleil - Situées rue Lucien Vidal -  
Commune de Pignan**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU la demande de rétrocession formulée par l'aménageur Terres du Soleil concernant les voiries et équipements publics du lotissement Les Jardins du Château à Pignan ;
- VU le permis d'aménager n°34202 18 M0001 délivré le 4 juillet 2018 ;
- VU l'avis favorable du Pôle Plaine Ouest ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries et équipements publics du lotissement Les Jardins du Château, situé sur la commune de Pignan ;

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'aménageur Terres du Soleil ou toute autre personne venant en substitution de cette société, qui a accepté de céder les parcelles cadastrées AH 184, AH 185 et AH 188, d'une superficie respective de 3 022 m<sup>2</sup>, 2 468 m<sup>2</sup> et 150 m<sup>2</sup>, situées rue Lucien Vidal à Pignan, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 27 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché**  
**n°M2C0034MG pour le repérage**  
**d'amiante avant travaux auprès de l'UGAP**  
**- Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la Commande Publique ;
- VU la délibération n° M2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP, et celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité du pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU le Code de la Construction et de l'Habitation relatifs au dossier de diagnostic technique, articles L271-4 à L271-6 ;

- VU le Code de la santé publique, articles L1334-12-1 à L1334-17 ;
- VU le décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- VU l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il est obligatoire de réaliser un diagnostic en matière de présence d'amiante avant-vente et travaux ;
- qu'il est obligatoire de créer et de mettre à jour des Dossiers Techniques Amiantes ;
- que la Métropole doit mettre en place un suivi sur ses immeubles quel qu'en soit leurs destinations ;
- que dans le cadre des acquisitions foncières, la Métropole doit gérer des immeubles acquis selon un calendrier non défini ;
- qu'après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun économiquement de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose une gamme de services adaptés aux besoins de la Métropole, en missionnant des organismes agréés ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'autoriser le principe de passer des commandes à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour un montant estimé des commandes 120 000 € HT pour la totalité du marché du 1<sup>er</sup> août 2022 au 31 juillet 2025, numéro de marché M2C0034MG.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal, budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : D'autoriser, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/07/2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19/07/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/07/2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle cadastrée AM 299 - Propriété de**  
**Monsieur AZRIA - Située rue des Levades**  
**- Commune de Pérols**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur AZRIA sur les termes de la négociation en date du 5 mai 2022 ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée AM 299, située rue des Levades sur la commune de Pérols à titre de régularisation foncière compte-tenu que cette dernière est déjà aménagée en voirie ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur AZRIA, qui a accepté de céder la parcelle cadastrée AM 299, d'une superficie de 38 m<sup>2</sup>, située rue des Levades à Pérols, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 27 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi  
Service Relations Internationales Métropole**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'organisation d'une  
mission d'affaires filière viticole à Londres  
du 15 au 18 juillet 2022 - Participation au  
salon "food & drinks" organisé par le  
National Geographic -Financement de la  
mission - Approbation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles, dans le cadre de la délibération relative à la prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Métropole et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées,
- d'octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers métropolitains pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole, les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;

- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonctions à Madame Hind EMAD dans le domaine du développement économique et numérique ;

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années ;

- que la filière viticole est un acteur majeur, historique, économique et patrimonial de la Métropole de Montpellier. Elle concerne les 31 communes de la métropole au travers de plus de 200 exploitations et en est la première force économique agricole ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de viticulture avec la création du Pôle vin ;

- que dans ce cadre-là, il est proposé, la mise en place d'une nouvelle mission d'affaires à Londres dans le cadre du « Foods & Drinks festival » organisé par le National Geographic avec la participation de 2 domaines et/ou caves coopératives du 15 au 18 juillet 2022 ;

- que dans le cadre de cet événement et des règles du Brexit, la vente de vin sur le salon n'est pas autorisée, seule étant autorisées les dégustations, les vigneronns qui nous accompagne ne pouvant pas vendre leur vin, il est proposé que la Métropole de Montpellier achète les bouteilles pour dégustation aux vigneronns sur la base d'un tarif, hors taxe, prix export départ cave ;

- que cette mission a pour objectif la promotion des vins, mais aussi de la destination globale de Montpellier Méditerranée Métropole. La délégation sera présente sur un stand de 24 m2, et participera à des rencontres et événements de promotion ciblés avec des acheteurs de vins professionnels et le grand public ;

- que le coût total prévisionnel de la mission est estimé à 25 000 € TTC. Il est proposé la participation de 2 domaines et/ou caves coopératives à la mission ainsi que d'un(e) élu(e) et de deux techniciens(nes) ;

- que concernant les entreprises, seuls seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole les frais de transports internationaux et internes (vols plus assurances), à concurrence de 300 € par entreprise (coût global de la mission pour chaque viticulteur 1 000 € minimum) ;

- que le coût du stand et son aménagement est de 15 000 € ;

- que le reste du montant prévisionnel est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission ainsi qu'aux frais de mission de l'élu(e) et des techniciens(nes) ;

- que la prise en charge des frais de la mission se fera sur la base des frais réels ;

que la prise en charge financière par la Métropole des coûts des prestations utilisées par les entreprises participantes à la mission s'effectuera par remboursement à vue de facture acquittée après le début de la mission (l'achat directement de la prestation par l'entreprise est soumis à l'accord préalable des services de la Métropole) ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'approuver l'organisation d'une mission d'affaires filière viticole à Londres du 15 au 18 juillet 2022, en fonctions des contraintes sanitaires.

**ARTICLE 2 :** D'approuver la participation de 2 domaines viticoles, d'un(e) élu(e) et de deux techniciens(nes).

**ARTICLE 3 :** D'approuver la prise en charge financière sur la base des frais réels, estimée à 25 000 €.

**ARTICLE 4 :** De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société APDMG dans la  
ZAC Parc 2000 2ème extension à  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 2ème extension à Montpellier : la société APDMG est une SAS, représentée par son Président, Monsieur Antoine DUNIE-MERIGOT.

Elle est candidate à l'acquisition du lot 4 de 1 666 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un centre hospitalier vétérinaire de 2 097 m<sup>2</sup> de surface de plancher en phase 1 et 1 080 m<sup>2</sup> de surface de plancher en phase 2 (au plus tard mai 2029). Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 3 300 m<sup>2</sup>. La société projette un effectif de 107 emplois à 3 ans.

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** La candidature de la SAS APDMG ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3 :** Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation temporaire d'un terrain situé  
sur la commune de Montpellier, cadastré  
section RA n° 1, au profit du cirque  
Mondial 100% Humain - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;



- VU le projet de contrat de convention d'occupation temporaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société SAS ART AGENCY, domiciliée 117 promenade des Anglais à Nice (06200), représentée par son Président Monsieur Maxime KERBOUA, à occuper temporairement la parcelle cadastrée section RA n° 1 pour une contenance de 9 888m<sup>2</sup>, située au lieu-dit « Rastouble » sur la Commune de Montpellier, sous condition de remise en état du site ;

**CONSIDERANT :**

- que la SAS ART AGENCY souhaite utiliser ce terrain pour installer le cirque Mondial 100% Humain et des équipements annexes à l'occasion des spectacles de cirque, des animations, conférences, programme pédagogique, concert et stands commerçant pour une période de 15 jours, du 27 septembre au 12 octobre 2022.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de la société SAS ART AGENCY Prod, représentée par son Président Monsieur Maxime KERBOUA, une convention portant occupation temporaire de la parcelle cadastrée section RA n° 1, d'une contenance de 9 888m<sup>2</sup>, située lieu-dit « Rastouble » sur la Commune de Montpellier, sous condition de remise en état du site.

**ARTICLE 2 :** Le contrat est conclu pour une durée de 15 jours, du 27 septembre au 12 octobre 2022.

**ARTICLE 3 :** Le contrat est consenti moyennant une indemnité journalière de 40 €, soit 600 € au total pour la période concernée.

**ARTICLE 4 :** La recette correspondante sera affectée au budget de la Métropole.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 12 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 12 AOUT 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet COT Cirque Mondial 100% Humain.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition du lot 804  
sur l'assiette de la copropriété Les Collines  
d'Estanove sise au 2 rue de l'Escoutadou et  
2223 boulevard Paul Valéry à Montpellier,  
appartenant à Mme LAUVERGNE Anne  
dans le cadre de la réalisation de la ligne 5  
de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

### CONSIDERANT

- que le lot 804, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de Madame LAUVERGNE Anne, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 804 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de Madame LAUVERGNE Anne.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 200 € (QUATRE MILLE DEUX CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame LAUVERGNE Anne et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8/07/2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 12/07/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 11 JUL. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PPA
- PUV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'une  
emprise de 67m<sup>2</sup> de bien immobilier sise 38  
route de Lavérune à Montpellier,  
appartenant au syndicat des  
copropriétaires de la résidence Le Rodin  
dans le cadre de la réalisation de la ligne 5  
de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

### CONSIDERANT

- que 67 m² du bien immobilier sis 38 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 159, appartenant au syndicat des copropriétaires de la résidence Le Rodin sont nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IV n° 159.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 67 m² du bien immobilier sis 38 route de Lavérune à MONTPELLIER, appartenant au syndicat des copropriétaires de la résidence Le Rodin, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 355 € (QUATRE MILLE TROIS CENT CINQUANTE CINQ EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par un représentant du syndicat des copropriétaires de la résidence le Rodin et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

Montpellier, le 8.07.2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 11.07.2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 11 JUL. 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PPA
- PUV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Montpellier**  
Méditerranée  
**Métropole**

**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à  
l'acquisition de 39m<sup>2</sup> et 13m<sup>2</sup> des biens  
immobiliers situés au 2482 route de Mende  
à Montpellier, appartenant à la  
Congrégation Bouddhiste KAGYU  
RINTCHEN TCHEU LING(KRTL), dans  
le cadre de la réalisation de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.
- VU la décision MD2021-360 du 19 avril 2021, autorisant l'acquisition de 39 m² et de 13 m² des biens immobiliers situés 2 482, route de Mende à MONTPELLIER, cadastrés respectivement section AM 34 et AM 35, appartenant à « l'Institut Bouddhiste Tibétain et culturel KRTL ».

#### CONSIDERANT

- que la décision MD2021-360 du 19 avril 2021 contient une erreur matérielle dans la désignation du propriétaire, lequel se dénomme « la Congrégation Bouddiste KAGYU RINTCHEN TCHEU LING » ;
- qu'il y a lieu de corriger cette erreur.

#### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé l'acquisition de 39 m² et de 13 m² des biens immobiliers situés 2 482, route de Mende à MONTPELLIER, cadastrés respectivement section AM 34 et AM 35 au prix de 4 368 € (QUATRE MILLE TROIS CENT SOIXANTE HUIT EUROS), toutes indemnités confondues par la décision MD2021-360 du 19 avril 2021.

**ARTICLE 2 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1, ci-dessus appartenant à « la Congrégation Bouddiste KAGYU RINTCHEN TCHEU LING » (KRTL) est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8.07.2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 12.07.2022.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'une  
emprise de 28m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 1  
avenue Emile Bertin-Sans à  
MONTPELLIER, appartenant au syndicat  
des copropriétaires de la résidence "Le  
Clos du Mail", dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

### **CONSIDERANT**

- que 28 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 1, avenue Emile Bertin Sans à MONTPELLIER, cadastré section AW n°348, appartenant au syndicat des copropriétaires de la résidence « Le Clos du Mail », est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section AW n°348.

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 28 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 1, avenue Emile Bertin Sans à MONTPELLIER, cadastré section AW n°348, appartenant au syndicat des copropriétaires de la résidence « Le Clos du Mail ».

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 1 008 € ( MILLE HUIT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le Syndicat des copropriétaires de la Résidence « Le Clos du Mail » et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le syndicat des copropriétaires de la résidence « Le Clos du Mail ».

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8-07-2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 12-07-2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 11 JUL. 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AT
- PPA
- PUV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'une  
emprise de 84m<sup>2</sup> de bien immobilier sis 40  
route de Lavérune à Montpellier,  
appartenant à l'indivision DUFRESNE,  
dans le cadre de la réalisation de la ligne 5  
de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

**CONSIDERANT**

- que 84 m² du bien immobilier sis 40 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 162, appartenant à l'indivision DUFRESNE est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur les parcelles cadastrées section IV n° 162.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 84 m² du bien immobilier sis 40 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 162, appartenant à l'indivision DUFRESNE.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 93 032 € (QUATRE VINGT TREIZE MILLE TRENTE DEUX EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision DUFRESNE et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.



**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision DUFRESNE.

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8.07.2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 12.07.2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture : 11 JUL. 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AT-plans-DTR
- PPA
- PUV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'une  
emprise de 15m<sup>2</sup> du bien immobilier sis  
2377 route de Lavérune à Saint Jean de  
Védas, appartenant à M. et Mme  
BRIZINI, M. et Mme HEREDIA, M.  
SAINT-JEAN et Mme ELIEZ dans le  
cadre de la réalisation de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente, le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

**CONSIDERANT**

- que 15 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2377 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n° 419, appartenant à Monsieur et Madame BRIZINI, Monsieur et Madame HEREDIA, Monsieur SAINT-JEAN et Madame ELIEZ est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section BW n° 419.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 15 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2377 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n° 419, appartenant à Monsieur et Madame BRIZINI, Monsieur et Madame HEREDIA, Monsieur SAINT-JEAN et Madame ELIEZ.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 252 € (DEUX CENT CINQUANTE DEUX EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame BRIZINI, Monsieur et Madame HEREDIA, Monsieur SAINT-JEAN et Madame ELIEZ et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame BRIZINI, Monsieur et Madame HEREDIA, Monsieur SAINT-JEAN et Madame ELIEZ.

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8.07.2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 12.07.2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 JUIL. 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AT-plans
- PPA
- PUV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché  
n°8.632 "Ligne Aérienne de Contact (LAC)  
Nord", dans le cadre de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;

**CONSIDERANT :**

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure avec négociation en application des articles R.2124-4 et R.2161-21 à R.2161-23 du Code de la commande publique, portant sur la Ligne Aérienne de Contact Nord n°8.632 dans le cadre de la ligne 5 de tramway ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations ;
- qu'après analyse, l'offre de l'entreprise INEO SCLE FERROVIAIRE sise à Toulouse (31) est conforme aux attentes ;
- que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 30 juin 2022 a désigné l'attributaire ;
- que la durée du marché est de 40 mois (hors garantie de parfait achèvement) à compter de la notification du marché et que ce délai se décompose comme suit :
  - \*3 mois de période de préparation
  - \*37 mois d'exécution des travaux

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** le marché n°8.632 relatif à la Ligne Aérienne de Contact Nord dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué à l'entreprise INEO SCLE FERROVIAIRE sise à Toulouse (31).

**ARTICLE 2 :** le marché n°8.632 est conclu pour un montant de 3 886 848,90 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 4 :** au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE



Publiée le : 29 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 29 JUIL. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Maîtrise d'Ouvrage**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation de  
dépôt de permis de construire sur l'Hôtel  
d'Aurès, sis 14 rue Eugène Lisbonne à  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine historique » ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

**CONSIDÉRANT :**

- le projet de changement de catégorie administrative du bâtiment, en équipement type d'ERP 5ème catégorie (inférieur à 200 personnes) de type PE (L) (usage multiple, salle de conférence), avec en activité secondaire Y (exposition temporaire) pour le rez de chaussée, et pour les étages supérieurs en locaux de travail relevant du Code du travail ;
- que des travaux de mise en sécurité et en accessibilité tous handicaps du bâtiment devront être réalisés ;
- qu'au vu de son inscription partielle Monument Historique la réalisation de l'opération nécessite



le dépôt d'un dossier de demande de permis de construire auprès des services compétents ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser le dépôt d'un permis de construire pour la mise en œuvre des travaux sus-mentionnés ;

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le dossier de demande de permis de construire visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

6/7/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 6/07/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

6/07/2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Énergie et Télécom**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché**  
**n°M1B0113DS "Fourniture de la Centrale**  
**de Traitement d'air pour le Halle Bassin**  
**Piscine La Motte Rouge"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

**CONSIDERANT:**

- Qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché pour l'achat et la livraison d'une centrale de traitement d'air pour la halle du bassin de la piscine de la Motte Rouge à Montpellier ;

-Qu'une procédure a été lancée sous forme de procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article R2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique, pour un marché ordinaire de fournitures et services, pour une durée totale de 1 an à compter de sa notification et un montant à prix forfaitaire ;

-Que les critères intervenant pour le jugement des offres sont les suivants :

- 1-Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- 2-Prix au regard du DPGF : 40% ;

-Qu'après analyse, l'offre de la société FLÄKT GROUP FRANCE SAS est une offre économiquement avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché n°M1B0113DS « Fourniture de la Centrale de Traitement d'air pour le Halle Bassin Piscine La Motte Rouge » à la société FLÄKT GROUP FRANCE SAS dont le siège social est situé 61 avenue de l'Europe, 59 223 RONCQ.

**ARTICLE 2** : De dire que la durée du marché est de 1 an à compter de sa notification.

**ARTICLE 3** : De dire que le marché est conclu pour un montant forfaitaire de 83 305 € HT.

**ARTICLE 4** : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/07/2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19/07/2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 19/07/2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM Erilia pour la  
construction de 8 logements sociaux -  
Résidence ' Villa Terraza ', 171 Allée de  
l'Europe à Juvignac - Convention -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°135331 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer

Modéré ERILIA, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Considérant :**

- que la SA d'HLM ERILIA, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 8 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Villa Terraza », 171 Allée de l'Europe à Juvignac. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Art Promotion comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain LEBUNETEL ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 469 709 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°135331 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision;
- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**Décide :**

**ARTICLE 1 :** d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 469 709 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°135331, constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 JUIL. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

  
**Claudine VASSAS MEJRI**



**Publiée le : 29 JUIL. 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 29 JUIL. 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat de prêt 135331\_5 PLUS 3 PLAI.pdf
- GE\_ERILIA\_Convention\_Villa Terraza 1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par la SA d'HLM Erilia pour la  
réalisation de 2 logements sociaux  
supplémentaires - Résidence 'Villa  
Terraza', 171 Allée de l'Europe à Juvignac  
- Convention - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°135333 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré ERILIA, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.



**Considérant :**

- que la SA d'HLM ERILIA, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 2 logements locatifs sociaux supplémentaires neufs, résidence « Villa Terazza », 171 Allée de l'Europe à Juvignac. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Art Promotion comprend un logement financé en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et un logement financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain LEBUNETEL ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 175 995 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°135333 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;
- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 175 995 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°135333, constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 05 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

05 AOUT 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de prêt 135333.pdf
- GE\_ERILIA\_Convention\_Villa Terraza 2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle AI 672 - Avenue de la**  
**Méditerranée - Commune de Saint**  
**Drézéry**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur et Madame CHANSON pour céder la parcelle AI 672 d'une superficie de 84 m<sup>2</sup>, nécessaire à l'aménagement d'un cheminement piétonnier sur l'Avenue de la Méditerranée ;

- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de cette parcelle, afin de permettre les travaux d'aménagement de la voie ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame CHANSON la parcelle AI 672 d'une superficie de 84 m<sup>2</sup>, située sur la commune de Saint Drézéry, en vue de l'aménager et de l'intégrer dans son domaine public.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix de 10 €/m<sup>2</sup> soit un montant total de 840 € pour 84 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 27 JUL. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 27 JUL. 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle AI 678 - Avenue de la**  
**Méditerranée - Commune de Saint**  
**Drézéry**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU l'accord des consorts VERDEILLE pour céder la parcelle AI 678 d'une superficie de 95 m<sup>2</sup>, nécessaire à l'aménagement d'un cheminement piétonnier sur l'Avenue de la Méditerranée ;

- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de cette parcelle, afin de permettre les travaux d'aménagement du chemin ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des consorts VERDEILLE, la parcelle AI 678 d'une superficie de 95 m<sup>2</sup>, située sur la commune de Saint-Drézéry, en vue de l'aménager et de l'intégrer dans son domaine public.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix de 10 €/m<sup>2</sup> soit un montant total de 950 € pour 95 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 27 JUL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle AI 676 - Avenue de la**  
**Méditerranée - Commune de Saint**  
**Drézéry**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Madame GALTIER pour céder la parcelle AI 676 d'une superficie de 85 m<sup>2</sup>, nécessaire à l'aménagement d'un cheminement piétonnier sur l'Avenue de la Méditerranée ;

- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de cette parcelle, afin de permettre les travaux d'aménagement du chemin ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame GALTIER, la parcelle AI 676 d'une superficie de 85 m<sup>2</sup>, située sur la commune de Saint-Drézéry, en vue de l'aménager et de l'intégrer dans son domaine public.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix de 10 €/m<sup>2</sup> soit un montant total de 850 € pour 85 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 27 JUL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société MONTPELLIER  
LIFE SCIENCES dans le VEAS PARC  
2000 à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société MONTPELLIER LIFE SCIENCES, représentée par Laurent ZBINDEN, a pour activité la recherche, le développement, l'achat, la production, la commercialisation de formations conseils, méthodes thérapeutiques, soins médicaux, cellules, cellules souches et médicaments dans le domaine de la médecine et les analogues.

Elle est candidate à location des lots B07 (60,93 m<sup>2</sup>) et B09/B10 (126.48 m<sup>2</sup>) pour une durée de 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 20 personnes dans 3 ans

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société MONTPELLIER LIFE SCIENCES ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 JUL. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**



**Publiée le : 22 JUL. 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **22 JUL 2022**  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique 60%
  - Prix 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30 juin 2022 a classé les offres et choisi les groupements d'entreprises suivants présentant les offres économiquement les plus avantageuses :
- Lot 1 « AMO pour projets d'infrastructures » :
  - Classé 1<sup>er</sup> : Groupement GAXIEU/STUDIO/EMTIS/ESKIS/ODM/CAPSE sis 1 avenue Monteroni d'Arbia à Le Crès
  - Classé 2<sup>ème</sup> : Groupement SCE/SAGE/ECOMED/GEOFIT sis 128 avenue de Fès à Montpellier
  - Classé 3<sup>ème</sup> : Groupement MEDIAE/MCE/CIA/ENFORA/EGSA sis 352 chemin des Oliviers à Lunel
- Lot 2 « AMO pour projets d'ouvrages d'art » :
  - Classé 1<sup>er</sup> : Groupement SCE/SAGE sis 128 avenue de Fès à Montpellier
  - Classé 2<sup>ème</sup> : Groupement SEDOA/CEREG/XD sis 20 impasse de Courpouyras à Juvignac

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le lot 1 « AMO pour projets d'infrastructures » du marché M1D0084EP aux groupements d'entreprises suivants pour un montant maximum annuel de 2 000 000 € H.T, soit un total de 8 000 000€ HT :

- GAXIEU/STUDIO/EMTIS/ESKIS/ODM/CAPSE
- SCE/SAGE/ECOMED/GEOFIT
- MEDIAE/MCE/CIA/ENFORA/EGS

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable trois fois.

D'attribuer le lot 2 « AMO pour projets d'ouvrages d'art » du marché M1D0084EP aux groupements d'entreprises suivants pour un montant maximum annuel de 300 000 € H.T, soit un total de 1 200 000€ HT :

- SCE/SAGE
- SEDOA/CEREG/XD

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable trois fois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



**Pôle Proximité Espaces Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M1D0084EP  
d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les  
projets d'aménagement dans l'espace  
public métropolitain - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de passer un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les projets d'aménagements dans l'espace public métropolitain ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre multi-attributaires à bons de commandes pour une durée d'un an renouvelable 3 fois ;

Montpellier, le **04 AOUT 2022**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : **05 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M1D0084EP - RAO SIGNE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par l'Office Public de l'Habitat  
de Montpellier Méditerranée Métropole  
ACM Habitat pour l'acquisition de 7  
logements sociaux - 8 Rue Boyer à  
Montpellier - Convention - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°135480 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**CONSIDERANT :**

- Que ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise une opération d'Acquisition-Amélioration de 7 logements locatifs sociaux, 8 Rue Boyer à Montpellier. Le programme comprend 7 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS) ;

- Que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 599 177 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°135480 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;

- Qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- Que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 599 177 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°135480, constitué de 2 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JUL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 22 JUL. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 22 JUL. 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat de prêt signé rue Boyer.pdf
- GE\_ACM\_Convention \_Rue Boyer.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par l'Office Public de l'Habitat  
de Montpellier Méditerranée Métropole  
ACM Habitat pour l'acquisition de 4  
logements sociaux, 571 route de Mende à  
Montpellier - Convention - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°135481 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**CONSIDERANT :**

- Que ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Acquisition-Amélioration, 4 logements locatifs sociaux, résidence « Route de Mende », 571 route de Mende à Montpellier. Le programme comprend 4 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS) ;

- Que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 467 735 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°135481 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;

- Qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- Que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant de 467 735 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°135481, constitué de 2 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3** : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4** : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JUL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



22 JUL. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

22 JUL. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de prêt signé Route de Mende.pdf
- GE\_ACM\_Convention\_Rte de Mende.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Pôle Proximité Espaces Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'accord-cadre à  
marchés subséquents n°M1D0064AT -  
Travaux de route, de voirie et d'ouvrages  
d'art sur le territoire de Montpellier  
Méditerranée Métropole - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;

**CONSIDERANT :**

- Qu'il est nécessaire de passer un accord-cadre multi-attributaires à bons de commande à marchés subséquents pour les travaux de route, de voirie et d'ouvrages d'art sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande Publique sous la forme d'un marché multi-attributaires à bons de commande à marchés subséquents avec maximum pour une durée d'un an renouvelable 3 fois 1 an ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Valeur technique au regard du mémoire technique voirie : 70%
  - ° Prix au regard du détail quantitatif estimatif – cas pratique voirie : 30%
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30 juin 2022 a classé les offres et choisi les entreprises ou groupements d'entreprises suivants présentant les offres économiquement les plus avantageuses :
- Lot 1 « voirie 3M Ouest – Pôle Plaine Ouest, pôle Piémonts et Garrigues et pôle Littoral » :
  - Eiffage Route Grand Sud (agence de Montpellier) sise RD613 Lieudit Le Dèves à Saint Jean de Védas ;
  - Eurovia Languedoc Roussillon (agence de Juvignac) sise Route de Lodève à Juvignac ;
  - Razel Bec (agence Languedoc) sise 1111 avenue Justin Bec à Saint Georges d'Orques ;
  - Spie Batignolles Malet sise 18 rue des Cabernets à Mauguio ;
  - Groupement Guintoli (mandataire) / EHTP / Siorat sis RD172 La Mogère à Mauguio ;
  - Colas France (agence de Saint Jean de Védas) sise 10 rue St Exupéry à Saint Jean de Védas ;
  - Groupement Brault MTP / Brault TP sis 720 avenue de Bigos à Vendargues ;
  - Groupement TPSO / Lautier Moussac / Faurie sis 954 chemin de Guillaumant à Lézignan la Cèbe ;
- Lot 2 « voirie 3M Montpellier - Pôle territorial Méditerranée » :
  - Eiffage Route Grand Sud (agence de Montpellier) sise RD613 Lieudit Le Dèves à Saint Jean de Védas ;
  - Razel Bec (agence Languedoc) sise 1111 avenue Justin Bec à Saint Georges d'Orques ;
  - Eurovia Languedoc Roussillon (agence de Juvignac) sise Route de Lodève à Juvignac ;
  - Spie Batignolles Malet sise 18 rue des Cabernets à Mauguio ;
  - Colas France (agence de Saint Jean de Védas) sise 10 rue St Exupéry à Saint Jean de Védas ;
  - Groupement Guintoli / EHTP / Siorat sis RD172 La Mogère à Mauguio ;
  - Groupement Brault MTP / Brault TP sis 720 avenue de Bigos à Vendargues ;
  - Groupement Lautier Moussac / TPSO / Faurie sis 5 ZA Peire Plantade RD226 à Moussac ;
- Lot 3 « voirie 3M Est – Pôle Vallée du Lez et pôle Cadoule et Bérange » :
  - Eiffage Route Grand Sud (agence de Montpellier) sise RD613 Lieudit Le Dèves à Saint Jean de Védas ;
  - Razel Bec (agence Languedoc) sise 1111 avenue Justin Bec à Saint Georges d'Orques ;
  - Spie Batignolles Malet sise 18 rue des Cabernets à Mauguio ;
  - Colas France (agence de Vendargues) sise 820 rue de la Marbrerie à Vendargues ;
  - Groupement Guintoli / EHTP / Siorat sis RD172 La Mogère à Mauguio ;
  - Groupement Brault MTP / Brault TP sis 720 avenue de Bigos à Vendargues ;
  - Eurovia Languedoc Roussillon (agence de Baillargues) sise 82 rue Jean-Baptiste Calvignac à Baillargues ;
  - Groupement Lautier Moussac / TPSO / Faurie sis 5 ZA Peire Plantade RD226 à Moussac ;
- Lot 4 « Ouvrages d'art 3M » :
  - Groupement NGE GC / Guintoli sis RD172 La Mogère à Mauguio ;

- Cofex Méditerranée sise 3 rond-point Aéroport à Garons ;
- Demathieu Bard Construction – IGC Méditerranée sise 1025 rue Henri Becquère à Montpellier ;
- Razel Bec (agence Méditerranée) sise 1111 avenue Justin Bec à Saint Georges d'Orques ;
- Groupement Buesa / STRAS sis rue René Gomez à Béziers ;
- BTPS Méditerranée sise 600 route de Marseille à Luynes ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le lot 1 « Voirie 3M Ouest – Pôle Plaine Ouest, pôle Piémonts et Garrigues et pôle Littoral » du marché M1D0064AT aux entreprises ou groupements d'entreprises suivants, pour un montant maximum total de 80 000 000 € HT :

- Eiffage Route Grand Sud (agence de Montpellier) ;
- Eurovia Languedoc Roussillon (agence de Juvignac) ;
- Razel Bec (agence Languedoc) ;
- Spie Batignolles Malet ;
- Groupement Guintoli/EHTP/Siorat ;
- Colas France (agence de Saint Jean de Védas) ;
- Groupement Brault MTP/Brault TP ;
- Groupement TPSO/Lautier Moussac/Faurie.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois.

D'attribuer le lot 2 « Voirie 3M Montpellier - Pôle territorial Méditerranée » du marché M1D0064AT aux entreprises ou groupements d'entreprises suivants, pour un montant maximum total de 80 000 000 € HT ;

- Eiffage Route Grand Sud (agence de Montpellier) ;
- Razel Bec (agence Languedoc) ;
- Eurovia Languedoc Roussillon (agence de Juvignac) ;
- Spie Batignolles Malet ;
- Colas France (agence de Saint Jean de Védas) ;
- Groupement Guintoli/EHTP/Siorat ;
- Groupement Brault MTP/Brault TP ;
- Groupement Lautier Moussac/TPSO/Faurie.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois.

D'attribuer le lot 3 « Voirie 3M Est – Pôle Vallée du Lez et pôle Cadoule et Bérange » du marché M1D0064AT aux entreprises ou groupements d'entreprises suivants, pour un montant maximum total de 80 000 000 € HT :

- Eiffage Route Grand Sud (agence de Montpellier) ;
- Razel Bec (agence Languedoc) ;
- Spie Batignolles Malet ;
- Colas France (agence de Vendargues) ;
- Groupement Guintoli/EHTP/Siorat ;
- Groupement Brault MTP/Brault TP ;
- Eurovia Languedoc Roussillon (agence de Baillargues) ;
- Groupement Lautier Moussac/TPSO/Faurie.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois 1 an.

Le lot 4 « Ouvrages d'art 3M » du marché M1D0064AT, pour un montant maximum total de 4 000 000 € HT, sera attribué dès réception de la mise au point en cours.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois 1 an.

**ARTICLE 2 :** de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 AOUT 2022**

Monsieur le Vice-Président

**Frédéric LAFFORGUE**

Publiée le : **05 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :



**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par ACM Habitat, Office Public  
de l'Habitat de Montpellier Méditerranée  
Métropole, pour l'acquisition de 10  
logements locatifs sociaux - Résidence  
"Rue des Deux Ponts" - 3 rue des Deux  
Ponts à Montpellier - Convention -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans les domaines de l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;



- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°135479 en annexe signé entre ACM Habitat, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**CONSIDERANT :**

- Que ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », fait l'acquisition sans travaux de 10 logements locatifs sociaux anciens, résidence « Rue des Deux Ponts » située 3 rue des Deux Ponts à Montpellier. Le programme comprend 10 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS) ;
- Que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 001 346 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°135479 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;
- Qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;
- Que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 1 001 346 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°135479, constitué de 2 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MILLER



Publiée le : 22 JUIL. 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture : 22 JUIL. 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONTRAT DE PRET\_135479\_RuedesDeuxPonts\_Mtp.pdf
- ACM\_CONV\_GE\_Rue\_Deux\_Ponts\_Mtp.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "requête**  
**n°2203318-8 TA - Monsieur Patrick**  
**CALVAS"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

**Considérant**

- la requête n°2203318-8 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 27 juin 2022 par Monsieur Patrick CALVAS tendant à la désignation d'un expert consécutivement à des désordres affectant sa propriété sur la Commune de Montferrier-sur-Lez apparus à la suite de travaux de réfection de voirie.
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2203318-8 par Monsieur Patrick CALVAS.

**ARTICLE 2** : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Gonzague Phelip Avocat.

**ARTICLE 3** : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/07/2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 19/07/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

19/07/2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Pôle Proximité Espaces Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M1D0066EP  
Accord-cadre de maîtrise d'œuvre pour les  
projets d'aménagement de l'espace public  
métropolitain - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président aux Voiries et à l'Espace Public ;

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de passer un accord-cadre à bons de commande de maîtrise d'œuvre pour les projets d'aménagements dans l'espace public métropolitain ; Les lots 1 à 6 sont multi-attributaires, ainsi que le lot 9 (2 attributaires maximum). Les lots 7 et 8 sont mono-attributaires.
- qu'une clé de répartition a été mise en place : Pour les lots 1 à 6 et 9, un même candidat pourra se voir attribuer un nombre maximal de 2 lots. Si un candidat est classé premier pour un nombre de lots supérieur à ce nombre maximal, les modalités d'attribution des lots sont les suivantes : attribution en fonction de la priorisation des lots indiquée par les candidats ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2125-1 1°, R2162-1 et R2161-2 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché à bons de commande avec maximum pour une durée d'un an renouvelable 3 fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Valeur technique 60%
  - ° Prix 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 12 juillet 2022 a classé les offres et choisi les entreprises ou groupements d'entreprises suivants, présentant les offres économiquement les plus avantageuses ;
- Lot 1 « Pôle Plaine Ouest » :
  - MEDIAE sise 352 chemin des Oliviers à Lunel
  - Groupement PRESENTS/INFRASUD sis 1025 avenue Henri Becquerel à Montpellier
- Lot 2 « Pôle Piémonts Garrigues » :
  - MEDIAE sise 352 chemin des Oliviers à Lunel
  - SEIRI sise 134 rue Fontcaude à Montpellier
- Lot 3 « Pôle Littoral » :
  - EGIS sise 889 rue de la Vieille Poste à Montpellier
  - INGEROP sise 120 impasse Jean-Baptiste Say à Pérols
- Lot 4 « Pôle Territorial de Montpellier » :
  - EGIS sise 889 rue de la Vieille Poste à Montpellier
  - INGEROP sise 120 impasse Jean-Baptiste Say à Pérols
- Lot 5 « Pôle Vallée du Lez » :
  - Groupement GAXIEU/ODM/ESKIS sis 1 avenue Monteroni d'Arbia à Le Crès
  - Groupement PRIMA GROUPE/PRESENTS sis 770 avenue Alfred Sauvy à Pérols
- Lot 6 « Pôle Cadoule et Bérange » :
  - Groupement GAXIEU/ODM/ESKIS sis 1 avenue Monteroni d'Arbia à Le Crès
  - Groupement PRESENTS/INFRASUD sis 1025 rue Henri Becquerel à Montpellier
- Lot 7 « Réseaux secs 3M hors Montpellier » :
  - Groupement ODM/AUDETÉL/GAXIEU sis 103 avenue Jean-Baptiste Calvignac à Baillargues
- Lot 8 « Réseaux secs 3M Montpellier » :
  - Groupement ODM/AUDETÉL/GAXIEU sis 103 avenue Jean-Baptiste Calvignac à Baillargues
- Lot 9 « Ouvrages d'art et infrastructures adjacentes aux ouvrages 3M » :
  - LSI sise 1949 boulevard François-Xavier Fafeur à Carcassonne
  - OTEIS sise 1300 avenue Albert Einstein à Montpellier
- que, suite à la rectification d'une erreur matérielle sur les lots 4 et 6, la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 27 juillet 2022, a classé les offres et choisi les entreprises ou groupements d'entreprises suivants, présentant les offres économiquement les plus avantageuses sur les lots suivants :
  - Lot 4 « Pôle Territorial de Montpellier » :
    - EGIS sise 889 rue de la Vieille Poste à Montpellier
    - Groupement PRESENTS/INFRASUD sis 1025 rue Henri Becquerel à Montpellier
  - Lot 6 « Pôle Cadoule et Bérange » :
    - Groupement GAXIEU/ODM/ESKIS sis 1 avenue Monteroni d'Arbia à Le Crès

- Groupement PRESENTS/PRIMA sis 1025 rue Henri Becquerel à Montpellier

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le lot 1 « Pôle Plaine Ouest » du marché de Maîtrise d'œuvre n°M1D0066EP aux entreprises ou groupements d'entreprises suivants, pour un montant maximum annuel de 2 000 000 € H.T, soit sur la durée totale de l'accord cadre de 8 000 000 € HT.

- MEDIAE
- Groupement PRESENTS/INFRASUD

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois.

D'attribuer le lot 2 « Pôle Piémonts Garrigues » du marché de Maîtrise d'œuvre n°M1D0066EP aux entreprises suivantes, pour un montant maximum annuel de 2 000 000 € H.T, soit sur la durée totale de l'accord cadre de 8 000 000 € HT.

- MEDIAE
- SEIRI

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois.

D'attribuer le lot 3 « Pôle Littoral » du marché de Maîtrise d'œuvre n°M1D0066EP aux entreprises suivantes, pour un montant maximum annuel de 2 000 000 € H.T, soit sur la durée totale de l'accord cadre de 8 000 000 € HT.

- EGIS
- INGEROP

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois.

D'attribuer le lot 4 « Pôle Territorial de Montpellier » du marché de Maîtrise d'œuvre n°M1D0066EP aux entreprises suivantes, pour un montant maximum annuel de 2 000 000 € H.T, soit sur la durée totale de l'accord cadre de 8 000 000 € HT.

- EGIS
- PRESENTS/INFRASUD

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois.

D'attribuer le lot 5 « Pôle Vallée du Lez » du marché de Maîtrise d'œuvre n°M1D0066EP aux groupements d'entreprises suivants, pour un montant maximum annuel de 2 000 000 € H.T, soit sur la durée totale de l'accord cadre de 8 000 000 € HT.

- Groupement GAXIEU/ODM/ESKIS
- Groupement PRIMA GROUPE/PRESENTS

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois.

D'attribuer le lot 6 « Pôle Cadoule Béranger » du marché de Maîtrise d'œuvre n°M1D0066EP aux groupements d'entreprises suivants, pour un montant maximum annuel de 2 000 000 € H.T, soit sur la durée totale de l'accord cadre de 8 000 000 € HT.

- Groupement GAXIEU/ODM/ESKIS
- Groupement PRESENTS/PRIMA

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois.

D'attribuer le lot 7 « Réseaux secs 3M hors Montpellier » du marché de Maîtrise d'œuvre n°M1D0066EP au groupement d'entreprise suivant, pour un montant maximum annuel de 200 000 € H.T, soit sur la durée totale de l'accord cadre de 800 000 € HT.

Groupement ODM/AUDETTEL/GAXIEU sis 103 avenue Jean-Baptiste Calvignac à Baillargues  
Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois.

D'attribuer le lot 8 « Réseaux secs 3M Montpellier » du marché de Maîtrise d'œuvre n°M1D0066EP au groupement d'entreprises suivant, pour un montant maximum annuel de 200 000 € H.T, soit sur la durée totale de l'accord cadre de 800 000 € HT.

Groupement ODM/AUDETTEL/GAXIEU sis 103 avenue Jean-Baptiste Calvignac à Baillargues  
Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois.

D'attribuer le lot 9 « Ouvrages d'art et infrastructures adjacentes aux ouvrages 3M » du marché de Maîtrise d'œuvre n°M1D0066EP aux entreprises suivantes, pour un montant maximum annuel de 300 000 € H.T, soit sur la durée totale de l'accord cadre de 1 200 000 € HT.

- LSI sise 1949 boulevard François-Xavier Fafeur à Carcassonne
- OTEIS sise 1300 avenue Albert Einstein à Montpellier

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 AOUT 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 10 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M1D0066EP- RAO signé- AC Moe.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention  
d'occupation du domaine public pour  
l'occupation de locaux par la société NYSL  
au sein de la pépinière d'entreprises Cap  
Alpha**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP ALPHA ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la sollicitation de l'entreprise NYSL pour intégrer une des pépinières du BIC de Montpellier

Méditerranée Métropole, CAP ALPHA sise à Clapiers ou CAP OMEGA sise Montpellier;

- VU la validation pour la demande de mise à disposition d'une surface locative par le comité d'agrément du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 04 juillet 2022 ;

**CONSIDERANT:**

- La réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières ;

- La nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction ;

- La volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation ;

- Que l'entreprise NYSL répond aux critères exigés pour une installation à CAP ALPHA;

- Que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation type selon la délibération n° 8988 en date du 3 juillet 2009 et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée de la société NYSL ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** qu'une convention d'occupation du domaine public, est conclue entre la société NYSL et le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour une période de 8 mois à compter du 01 août 2022 et jusqu'au 31 mars 2023.

**ARTICLE 2:** qu'à compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NYSL pour la surface de 45,97 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises CAP ALPHA s'élève à 483,60 € conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 3 :** qu'à échéance de cette occupation de 8 mois, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à la société, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil de Métropole.

**ARTICLE 4:** que la recette est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5:** que Madame la Vice-Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6:** que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

18 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Kind EMAD

Publiée le : 19 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION DOCCUPATION Société NYSL.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession des parcelles**  
**DI 25, 90 et 150 - Commune de Mauguio**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de «l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise Foncière » ;
- VU l'offre d'achat transmise le 4 avril 2022 par M. SUTTEL Jean-Frédéric, domicilié 104 rue de la Cavallade à Montpellier (34000), à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'acquisition des parcelles cadastrées, DI 25, 90 et 150, sises commune de Mauguio, d'une superficie respective de 5 299 m<sup>2</sup>, 3 615 m<sup>2</sup> et 995 m<sup>2</sup>, moyennant le prix de 49 545 €,
- VU l'avis du pôle d'évaluation domaniale en date du 29 juillet 2021,

**CONSIDERANT** que la cession des parcelles cadastrées, DI 25, 90 et 150, sises commune de Mauguio, d'une superficie totale de 9 909 m<sup>2</sup>, n'est pas de nature à remettre en cause les projets de la Métropole sur ce secteur,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur Jean-Frédéric SUTTEL, domicilié 104 rue de la Cavalerie à Montpellier (34000), les parcelles lui appartenant sur la commune de Mauguio, cadastrées DI 25, 90 et 150, d'une superficie respective de 5 299 m<sup>2</sup>, 3 615 m<sup>2</sup> et 995 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** La cession aura lieu moyennant le prix total de 49 545 € (quarante neuf mille cinq cent quarante cinq euros) toutes indemnités confondues.

**ARTICLE 3 :** Les recettes liées à cette affaire sont prévues au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçue délégation est autorisée à signer l'acte authentique de cession visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame Le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 26 JUL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 29 JUL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Ressources Informatiques**  
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M2B0060RI  
"PII AMOE TMA Portail bureau unifié  
Métropole dans le cadre de la convention  
UGAP 2022-2025" - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de mettre en œuvre le portail de bureau virtuel unifié Métropole en passant par la convention UGAP ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : De démarrer les prestations pour le portail bureau virtuel unifié avec PII AMOE TMA dont le montant s'élève à 52 216, 25 € HT soit 62 659, 50 € TTC.  
Cette prestation prendra effet à la date de notification pour une durée de 2 ans.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 JUL. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**

**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et les cinémas du  
territoire dans le cadre de l'opération  
Cinéma sous les étoiles**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric Penso, vice-Président délégué à la culture et au patrimoine historique;

**CONSIDERANT**

- que la crise sanitaire a durement touché le secteur de l'industrie cinématographique, encore fragilisé par les nouveaux modes de consommation des produits culturels ;
- que l'opération Cinéma sous les Etoiles propose des séances de cinéma en plein air, gratuites, dans 14 communes de la Métropole, du 1<sup>er</sup> au 15 août 2022 ;
- qu'un partenariat avec les salles de cinéma du territoire est proposé pour compléter cette opération ;



**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et les salles de cinéma Diagonal, Utopia, CGR, Pathé Gaumont, Nestor Burma et Louis Feuillade, jointe en annexe.

**ARTICLE 2 :** que chaque coupon à 4 € utilisé par les spectateurs dans les cinémas du territoire entre le 1<sup>er</sup> et le 31 août 2022 fera l'objet d'une compensation de 1€ versée au cinéma concerné, par Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27/7/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



**Publiée le : 29 JUL. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention Métropole - Salles 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation temporaire d'un terrain situé  
sur la commune de Montpellier, cadastré  
section RA n° 1, au profit de la Compagnie  
CirkVOST - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le projet de convention d'occupation temporaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise l'association VOST, domiciliée au 220 chemin de la Forêt à Alès, représentée par Madame Alexandrine BIANCO, à occuper temporairement la parcelle cadastrée section RA n° 1 d'une contenance de 9 888m<sup>2</sup>, située au lieu-dit « Rastouble » sur la Commune de Montpellier, sous condition de remise en état du site ;
- **CONSIDERANT** que l'association VOST souhaite utiliser ce terrain pour installer la compagnie CirkVOST du 7 novembre 2022 au 15 janvier 2023 ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de l'association VOST, représentée par Madame Alexandrine BIANCO, une convention portant une occupation temporaire de la parcelle cadastrée section RA n° 1, d'une contenance de 9 888m<sup>2</sup>, située lieu-dit « Rastouble » sur la Commune de Montpellier, sous condition de remise en état du site.

**ARTICLE 2** : Le contrat est conclu pour une durée de 68 jours, du 7 novembre 2022 jusqu'au 15 janvier 2023.

**ARTICLE 3** : Le contrat est consenti moyennant une indemnité journalière de 40 €, soit un montant total de 2720 € pour la période concernée.

**ARTICLE 4** : Le montant de la recette correspondante sera affecté au budget de la Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 AOUT 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **12 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**12 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet COT Cirkvost.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Services aux Territoires**  
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché  
n°M9D0023AT-3 d'entretien des espaces  
verts et de nettoyage de l'espace public  
par des entreprises adaptées - Lots 1,2,3,4  
et 5 - Avenants au CCAP - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Décret relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;

- **VU** la décision n°2021-534 attribuant le marché M9D0023AT-3 d'entretien des espaces verts et de nettoyage des espaces publics, marché conclu à prix mixtes pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois, aux entreprises adaptées suivantes :

- EA Les Ateliers de Maguelone – Lot 1 « Plaine Ouest »
- ESAT La Croix Verte – Lot 2 « Piémonts Garrigues »
- ESAT L'Envol/EA Etang de l'Or – Lot 3 « Vallée du Lez »
- ESAT Via Domitia – Lot 4 « Cadoule et Bérange »
- EA Les Ateliers de Saporta - Lot 5 « Littoral »

**CONSIDERANT :**

- Qu'afin de faciliter les révisions de prix et le traitement des factures, il est apparu nécessaire en cours d'exécution du marché de modifier *l'article 4.2 – Modalités de variation des prix* du Cahier des Clauses Administratives Particulières ;

- Que le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique annuelle sera dorénavant le mois du dernier index connu à la date de reconduction du marché ;

- Qu'aucune révision provisoire ne sera effectuée ;

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature des avenants au marché M9D0023AT-3 d'entretien des espaces verts et de nettoyage des espaces publics avec les entreprises suivantes :

- EA Les Ateliers de Maguelone – Lot 1 « Plaine Ouest »
- ESAT La Croix Verte – Lot 2 « Piémonts Garrigues »
- ESAT L'Envol/EA Etang de l'Or – Lot 3 « Vallée du Lez »
- ESAT Via Domitia – Lot 4 « Cadoule et Bérange »
- EA Les Ateliers de Saporta - Lot 5 « Littoral »

Avenants sans incidence financière.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 JUIL. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



**Publiée le : 29 JUIL. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- M9D0023AT Avt Lot 1 PPO signé.pdf
- M9D0023AT Avt Lot 3 PVL signé.pdf
- M9D0023AT Avt Lot 5 PL signé.pdf
- M9D0023AT Avt Lot 4 PCB signé.pdf
- M9D0023AT Avt Lot 2 PPG signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'emprises  
en bordure de voie - Lotissement Le Clos  
des Pins - Commune de Castries**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU la demande de rétrocession de 5 emprises situées en bordure de l'Avenue des Pins et de l'Impasse des Cistes sur la Commune de Castries, pour intégration au domaine public, présentée par GGL Aménagement ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de 5 parcelles cadastrées AC 221, AC 225, AC 226, AC 228 et AC 234 en nature de délaissés de voirie et d'un transformateur, compte tenu de l'intérêt public qu'elles présentent ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Aménagement ou toute personne s'y substituant, les parcelles AC 221 (18 m<sup>2</sup>), AC 225 (3 m<sup>2</sup>), AC 226 (15 m<sup>2</sup>), AC 228 (24 m<sup>2</sup>) et AC 234 (31 m<sup>2</sup>) constituant des délaissés de voirie et un transformateur, situés dans le lotissement Le Clos des Pins sur la Commune de Castries.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement, compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des parcelles destinées à recevoir des aménagements publics.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.


**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 29 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Sports**  
**Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°**  
**M2D0047DS - Achat d'espaces**  
**publicitaires, d'actions de communication**  
**et de billets pour le développement du**  
**football - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDÉRANT :**

- La nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au club de football Montpellier Hérault Sport Club qui évolue en première division, plus haut niveau du football français ;

- Qu'une consultation a été lancée, conformément à l'article L. 2122-3 du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché à prix mixte sans publicité ni mise en concurrence préalables, les prestations récurrentes faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire, et les prestations ponctuelles étant rémunérées aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires sur la base d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum et avec un montant maximum de 400 000,00 € HT. L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an. L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat. Du 1<sup>er</sup> juillet 2022 ou de la notification si postérieure à cette date, au 30 juin 2023 ;

- Que la SASU Montpellier Hérault Sport Club dispose de l'exclusivité de l'organisation des matchs de l'équipe première de football de Montpellier ;

**D É C I D E**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché n° M2D0047DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du football » au candidat SASU Montpellier Hérault Sport Club, sis Domaine de Grammont CS 79041 – 34967 Montpellier, pour un montant forfaitaire de 615 000,00 € HT, et pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un montant maximum fixé à 400 000,00 € HT.

Le marché prend effet à compter de la date de notification du contrat, du 01 juillet 2022 ou de la notification si postérieure à cette date, au 30 juin 2023.

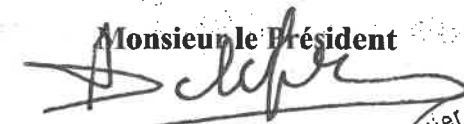
**ARTICLE 2** : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23/08/2022

Monsieur le Président



Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 23 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 23 AOUT 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports  
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M2D0048DS  
- Achat d'espaces publicitaires, d'actions de  
communication  
et de billets pour le développement du  
rugby - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

**CONSIDÉRANT :**

- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au club de rugby Montpellier Rugby Club qui évolue en première division, plus haut niveau du rugby français ;

- qu'une consultation a été lancée, conformément à l'article L. 2122-3 du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché à prix mixte sans publicité ni mise en concurrence préalables, les prestations récurrentes faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire, et les prestations ponctuelles étant rémunérées aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires sur la base d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum et avec un montant maximum fixé à 680 000 € HT. L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an. L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat. Du 1<sup>er</sup> juillet 2022 ou de la notification si postérieure à cette date, au 30 juin 2023 ;

- que la SASP Montpellier Rugby Club dispose de l'exclusivité de l'organisation des matchs de l'équipe première de rugby de Montpellier ;

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n° M2D0048DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets et d'abonnements pour le développement du rugby » au candidat SASP Montpellier Rugby Club, sis 500, avenue de Vanières – 34070 Montpellier, pour un montant forfaitaire de 442 000,00 € H.T, et pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum fixé à 680 000 € HT.

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an. L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat. Du 1<sup>er</sup> juillet 2022 ou de la notification si postérieure à cette date, au 30 juin 2023.

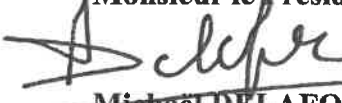
**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

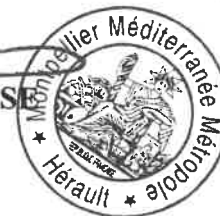
**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23/08/2022

Monsieur le Président

  
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 23 AOUT 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 23 AOUT 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports**  
**Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°**  
**M2D0049DS - Achat d'espaces**  
**publicitaires, d'actions de communication**  
**et de billets pour le développement du**  
**handball - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDÉRANT :**

- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au club de handball Montpellier Handball qui évolue en starligue, plus haut niveau du handball français ;
- qu'une consultation a été lancée, conformément à l'article R. 2122-3 du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché à prix mixte sans publicité ni mise en concurrence préalables, les prestations récurrentes faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire, et les prestations ponctuelles étant rémunérées aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires sur la base d'un accord-cadre à bons de commande, avec un montant maximum fixé à 320 000,00 € H.T. L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an. L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat. Du 1<sup>er</sup> juillet 2022 ou de la notification si postérieure à cette date, au 30 juin 2023 ;
- que la SAS Montpellier Handball dispose de l'exclusivité de l'organisation des matchs de l'équipe première de handball de Montpellier ;

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n° M2D0049DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du handball » au candidat SAS Montpellier Handball, pour un montant forfaitaire de 600 784,00 € H.T, et pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum fixé à 320 000,00 € H.T.

Le marché prend effet à compter de la date de notification du contrat, du 1<sup>er</sup> juillet 2022 ou de la notification si postérieure à cette date, au 30 juin 2023.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



 Montpellier, le 26 JUL. 2022  
Monsieur le Vice-Président  
  
Christian ASSAF

**Publiée le : 29 JUL. 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 29 JUL. 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un échange foncier sans  
soulte entre Monsieur et Madame  
MANCUSO et Montpellier Méditerranée  
Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, Urbanisme et Maîtrise foncière ;

- VU la décision du Président n°MD2022-426 du 4 avril 2022 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 41 m<sup>2</sup> à extraire du domaine public sur la commune de Saint-Drézéry ;

- VU l'estimation de France Domaines n°2022-34249-34942 du 13 mai 2022 ;

**CONSIDERANT** que l'échange foncier avec Monsieur et Madame MANCUSO permettra :

- La régularisation d'une emprise de 41 m<sup>2</sup> enclavée dans leur propriété ;
- La régularisation de deux emprises (10 m<sup>2</sup> et 20 m<sup>2</sup>) à vocation publique situées hors clôtures.

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame MANCUSO les parcelles AI 687 (10 m<sup>2</sup>), et AI 688 (20 m<sup>2</sup>) sur la commune de Saint-Drézéry, soit une superficie totale de 30 m<sup>2</sup>, pour régulariser des emprises à usage public, au prix de 1 euro symbolique. Les parcelles seront intégrées au domaine public métropolitain

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole vend à Monsieur et Madame MANCUSO la parcelle AI 679 d'une superficie de 41 m<sup>2</sup>, sur la commune de Saint Drézéry, emprise préalablement désaffectée et déclassée, au prix de 1 euro symbolique.

**ARTICLE 3** : L'échange foncier est réalisé sur la base de 1€ symbolique conformément à l'avis des Domaines en date du 13 mai 2022. Compte tenu du montant, la transaction est dispensée de paiement. L'acte notarié sera rédigé aux frais de la Métropole.

**ARTICLE 4** : Les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 12 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Plan parcelles acquises par MMM.pdf
- Plan parcelles cédées par MMM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi  
Service Relations Internationales Métropole**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'organisation d'une  
mission d'affaire à Heidelberg et l'accueil  
d'une mission d'entreprises de Heidelberg  
sur le territoire métropolitain -  
Financement - Approbation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonctions à Madame Hind EMAD dans le domaine du développement économique et numérique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle qui autorise, dans le cadre de la délibération relative à la prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Métropole et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées :
  - D'octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers métropolitains pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
  - D'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
  - D'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que

les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole, les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;

## CONSIDERANT

- Que Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années ;
- Que Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie de dynamisation de son jumelage avec la ville allemande de Heidelberg, notamment dans ses dimensions économiques ;
- Que dans ce cadre-là, est proposé la mise en place d'un programme d'échange d'entreprises innovant et ambitieux, visant à accompagner les entreprises du territoire dans la découverte du tissu économique de Heidelberg et d'accueillir une mission retour d'entreprises de Heidelberg sur le territoire métropolitain du 17 au 21 octobre afin de leur présenter les opportunités business du territoire ;
- Que la mission d'affaire « Montpellier vers Heidelberg » est prévue du 11 au 17 septembre 2022, avec la participation de dix entreprises ou start-up maximum, accompagnées par un(e) élu(e) et trois techniciens(nes) ;
- Que le coût prévisionnel de la mission est estimé à 8 000 € TTC, cette somme est affectée aux frais d'organisation, de communication, de mise en œuvre générale comprenant les frais d'organisation sur place, la prise en charge en partie des frais de mission des entreprises et les coûts de déplacement d'un(e) élu(e) et trois techniciens(nes) pour sept jours et six nuits ;
- Que concernant les entreprises, seuls seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole les frais de transports internationaux et internes (vols plus assurances), à concurrence de 200 € par entreprise (coût global de la mission par entreprise 1 400 € minimum) ;
- Que la prise en charge financière par la Métropole des coûts des prestations utilisées par les entreprises participantes à la mission s'effectuera par remboursement à vue de facture acquittée après le début de la mission (l'achat directement de la prestation par l'entreprise est soumis à l'accord préalable des services de la Métropole) ;
- Que cette mission d'affaire se tiendra conjointement à la mission protocolaire de Monsieur le Président sur le territoire de la ville jumelle de Heidelberg, aux mêmes dates ;
- Que dans le cadre de la mission retour « Heidelberg vers Montpellier » seront accueilli sur le territoire métropolitain des entreprises et une délégation de Heidelberg du 17 au 27 octobre 2022.
- Que pour l'accueil de cette délégation des frais de mise en œuvre, de rendez-vous d'affaires, de mise à disposition de salles, d'intendances... doivent être organisés. Le coût prévisionnel estimé étant de 2 000 € ;
- Que la prise en charge des frais de la mission et de l'accueil de la délégation se fera sur la base des frais réels ;

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'approuver l'organisation d'une mission d'affaires « échange d'entreprises » à Heidelberg du 11 au 17 septembre 2022, en fonctions des contraintes sanitaires ;

**ARTICLE 2 :** D'approuver la participation, à la mission à Heidelberg, de dix entreprises ou start-up maximum accompagnées par un(e) élu(e) et trois techniciens(nes) ;

**ARTICLE 3 :** D'approuver la prise en charge financière de la mission sur la base des frais réels, estimée à 8 000 € TTC ;

**ARTICLE 4 :** D'approuver l'accueil d'une délégation d'affaires de Heidelberg sur le territoire métropolitain du 17 au 21 octobre 2022 ;

**ARTICLE 5 :** D'approuver la prise en charge financière de l'accueil de la délégation d'affaire de Heidelberg sur la base des frais réels, estimée à 2 000 € TTC ;

**ARTICLE 6 :** De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**ARTICLE 7 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **18 AOUT 2022**

Madame la Vice-Présidente

**Hind EMAD**

Publiée le : **19 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **19 AOUT 2022**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux relations  
institutionnelles entre la Ville de  
Montpellier et Montpellier Méditerranée  
Métropole - Conventions de mise à  
disposition des services de la Métropole  
auprès de la Ville de Montpellier -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans les domaines des Ressources humaines et du Dialogue social ;

**CONSIDERANT :**

- La nécessité de mettre à disposition de la Ville de Montpellier une partie des services métropolitains afin d'effectuer des missions de compétences exclusivement Ville ;



**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Il est proposé la mise à disposition des services suivants :

- **Le service éclairage public** au sein du pôle Pep's de Métropole et notamment le service en charge du Plan Lumière à l'échelle métropolitaine. En effet, ce service sera mis en partie à disposition de la Ville de Montpellier notamment pour préparer et coordonner l'organisation des illuminations de Noël, cœur de Ville en lumière, sur la Ville de Montpellier.
- **Le service Publicité et Mobilier** au sein du pôle Pep's de la Métropole. Ce service est notamment en charge de la rédaction du règlement local de publicité. Cependant les pouvoirs de police en matière de publicité et d'enseignes sont restées de la compétence du Maire. Le service Publicité et mobilier sera donc mis en partie à disposition de la Ville pour autoriser et contrôler pour le compte du Maire la mise en place des enseignes et pré enseignes dans le respect du règlement intercommunal de publicité.
- **Le service Programmation et développement de l'habitat** et plus spécifiquement de l'unité changement d'usage au sein du Pôle développement Urbain de la Métropole. En effet ce service sera mis à disposition de la Ville pour gérer l'ensemble des changements d'usage des locaux sur le territoire de la Ville de Montpellier.
- **Le service Gestion sociale du logement** et plus spécifiquement de l'unité Gestion des attributions locatives au sein du Pôle Développement Urbain de la Métropole. En effet ce service sera mis en partie à disposition de la Ville de Montpellier afin de gérer le contingent de logements sociaux réservés de la Ville.

**ARTICLE 2** : La mise à disposition est effectuée contre remboursement par la Ville du coût de ses services calculé sur la base de la masse salariale mise à disposition. Les recettes sont inscrites au budget de la Métropole.

**ARTICLE 3** : Cette mise à disposition a fait l'objet d'un avis favorable du comité technique de la Métropole en date du 30 juin 2022 et du comité technique de la Ville en date du 7 juillet 2022.

**ARTICLE 4** : Le Vice Président délégué aux Ressources Humaines et au dialogue social est autorisé à signer les conventions de mises à disposition des services sus-mentionnés.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18/07/2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 19/07/2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 19/07/2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 de  
transfert d'activité pour la société  
BIGGER INSIDE de la pépinière  
d'entreprises Cap Omega vers la pépinière  
d'entreprises Cap Alpha**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 6 août 2021 passée entre la Métropole et la société BIGGER INSIDE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière

d'entreprises Cap OMEGA pour une durée de 16 mois, à échéance au 31 octobre 2022 ;

- VU la validation par le comité d'agrément en date du 17 mai 2022 pour une demande d'extension sur une surface mieux adaptée à son activité ;

**CONSIDERANT :**

- Que l'entreprise BIGGER INSIDE a exprimé un besoin spécifique de locaux plus grands et mieux adaptés à son activité ;

- Que ce type de surface n'étant pas disponible sur la pépinière d'entreprises CAP OMEGA selon l'article III-2 de la convention d'occupation initiale, il est proposé à la société BIGGER INSIDE le transfert de son activité vers la pépinière d'entreprises CAP ALPHA avec des locaux libres de toute occupation répondant aux critères de la société ;

- Que l'entreprise BIGGER INSIDE accepte cette proposition ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** A compter du 1<sup>er</sup> août 2022, un avenant n°1 à la convention d'occupation en date du 6 août 2021 est conclu avec la société BIGGER INSIDE pour le transfert de son activité de Cap Oméga sise rond-point Benjamin Franklin CS 39521 - 34960 Montpellier cedex 2, vers la pépinière d'entreprises Cap Alpha sise 3 avenue de l'Europe 34830 Clapiers.

**ARTICLE 2 :** A compter du 1<sup>er</sup> août 2022, après libération de la surface du bureau n° 202 de 14,82 m<sup>2</sup> à Cap Oméga, BIGGER INSIDE occupera au sein de Cap Alpha le plateau tertiaire n°1 d'une surface de 48,23 m<sup>2</sup> situé en RDC en zone verte. Ce plateau divisé en 3 parties répond à la demande spécifique de la société.

**ARTICLE 3 :** Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité conserver l'antériorité des mois de location sur la pépinière d'entreprises CAP OMEGA et l'occupation de la surface de la pépinière CAP ALPHA est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 31 octobre 2022.

**ARTICLE 4 :** A compter du 1<sup>er</sup> août 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société BIGGER INSIDE pour la surface de 48,24 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 507,38 € conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil en date du 14 décembre 2021.

**ARTICLE 5 :** La recette est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 6 :** Madame la Vice-Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : 19 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 19 AOUT 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- avenant n1 transfert de locaux BIGGER INSIDE.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition à la société**  
**EUROGEAL de la parcelle cadastrée AD**  
**9, sise Commune de Saint-Clément-de-**  
**Rivière - mise en valeur des bords du Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;

**-VU** le rapport du SYBLE (Syndicat du Bassin du Lez) identifiant la parcelle cadastrée AD 9 sur la Commune de Saint-Clément-de-Rivière comme une parcelle à forte valeur écologique située à proximité de la source du Lez dans le périmètre du site Natura 2000 ;

**-VU** l'avis favorable de la commission d'urbanisme de la Commune de Saint-Clément-de-Rivière du 3 mai 021 pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle cadastrée AD 9 sur cette Commune, située hors de la Métropole, propriété de la société Eurogeal dont le siège social est lieudit Vauguières le Haut à Mauguio (34) ;

**-VU** le courrier en date du 6 mai 2021 par lequel Montpellier Méditerranée Métropole propose à la société EUROGEAL l'acquisition de la parcelle cadastrée AD 9 d'une superficie d'environ 8140 m<sup>2</sup> située sur la Commune de Saint-Clément-de-Rivière, au prix de 6512 € ;

**-VU** le procès-verbal de l'assemblée générale de la société EUROGEAL en date du 1er juillet 2022 autorisant son gérant, Monsieur Marc TRONEL PEYROZ, à signer l'acte de vente à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle cadastrée AD 9 à Saint-Clément-de-Rivière;

**- VU** la promesse de vente consentie par Monsieur Marc TRONEL PEYROZ à Montpellier Méditerranée Métropole en date du 7 juillet 2022 ;

**-CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir la parcelle cadastrée AD 9, sise Commune de Saint-Clément-de-Rivière, afin de compléter les propriétés publiques pour protéger la source du Lez et les espaces naturels dans ce secteur à fort enjeu environnemental dans le cadre de la réalisation de l'intercepteur Est des eaux usées pour lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée à mettre en œuvre une mesure de restauration écologique, ces travaux ayant amené une fouille du lit du Lez occasionnant des perturbations sur les habitats et les espèces du site Natura 2000 ;

#### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société EUROGEAL, représentée par son gérant Monsieur Marc TRONEL PEYROZ, dont le siège social est situé lieudit Vauguières le Haut à Mauguio (34), la parcelle cadastrée AD 9 d'une superficie d'environ 8140 m<sup>2</sup> située route nationale 112 sur la Commune de Saint-Clément de Rivière.

**ARTICLE 2** : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 6512 € (six mille cinq cent douze euros).

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte d'acquisition de la parcelle visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **18 AOUT 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

**Publiée le : 19 AOUT 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **19 AOUT 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**  
- visuel pour Airs Délib.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de**  
**préemption urbain - Propriété société**  
**KLEMURS - immeuble commercial -**  
**Parcelle CH 116 - avenue Marcel Pagnol**  
**Commune de Lattes**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Deuxième Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de LATTES approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 12 mars 2009,
- VU la délibération du Conseil municipal de LATTES du 02 avril 2009 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,
- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°10387 en date du 29 novembre 2011 portant création de l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer »,
- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°10480 du 29 novembre 2011, décidant de confier l'opération d'aménagement « Ode à la Mer » à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), aujourd'hui renommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement,
- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°14962 du 14 novembre 2017, approuvant l'extension du périmètre de la concession,
- VU la délibération du 30 septembre 2019 portant instauration d'un périmètre de prise en considération, au titre de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme sur le secteur du Parc d'Activités des Commandeurs à Lattes,
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 21 avril 2022, envoyée par Maître PATUREL, notaire à Paris (8<sup>ème</sup>), reçue en Mairie de Lattes le 27 avril 2022, concernant la vente par la société KLEMURS, d'un immeuble commercial occupé avec places de stationnement, à usage de restaurant, situé avenue Marcel Pagnol à Lattes – ZAC des Commandeurs, cadastrée section CH 116, au prix de 2.256.000 €,
- VU le constat dressé le 30 juin 2022 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU l'avis de France domaine du 11 juillet 2022.

**CONSIDERANT :**

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que cette parcelle est classée en zone UI3 au PLU de la commune de Lattes correspondant à une zone d'activités économiques.

- que cette parcelle est située dans le Parc d'activités des Commandeurs, parc d'activités intégré dans le périmètre de la concession d'aménagement ODE A LA MER par délibération de Montpellier Méditerranée Métropole 14 novembre 2017 pour maîtriser les mutations successives à proximité du projet Ecopole et pour désenclaver ce secteur notamment en l'ouvrant sur le réseau viaire du Parc d'activités commercial de Fréjorgues Ouest sur la commune de Mauguio.
- que la situation géographique de ce parc d'activités est stratégique pour le territoire métropolitain entre l'opération d'aménagement Ode à la Mer sur les communes de Lattes et de Pérols d'un part, et le Pays de l'Or et en particulier la zone d'activités de Fréjorgues Ouest.
- que d'une part ce parc d'activités est peu densifié au regard de ses capacités et que d'autre part la Métropole doit faire face à une demande accrue des entreprises d'installation sur son territoire.
- que dans ce cadre, la Métropole et son aménageur doivent acquérir des terrains et des locaux afin de pouvoir proposer aux occupants commerçants leur relocalisation afin de permettre à ses occupants de continuer leurs activités et ainsi préserver l'emploi sur le secteur ;
- que la propriété objet des présentes, une parcelle de 5.307 m<sup>2</sup>, supporte un bâtiment à la superficie limitée et peu qualitatif et qu'elle dispose par ailleurs d'un parc de stationnement important de 3.000 m<sup>2</sup> environ ;
- que dans ces conditions, ce foncier pourra faire l'objet d'une restructuration importante dans le cadre du projet ci-dessus exposé, tant en terme qualitatif que de superficie ;
- que l'acquisition de cette parcelle est indispensable en vue de constituer la réserve nécessaire à la mise en œuvre opérationnelle des projets ainsi exposés, conformes aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la société KLEMURS soit un immeuble commercial occupé avec places de stationnement, à usage de restaurant, situé avenue Marcel Pagnol à Lattes – ZAC des Commandeurs, cadastrée section CH 116.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé au prix révisé de 1.680.000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3 :** Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

**ARTICLE 4** : La SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire de l'opération d'aménagement « Ode à la Mer » et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

**ARTICLE 5** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 26 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 26 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au réaménagement de  
prêts contractés par ACM Habitat, Office  
Public de l'Habitat de Montpellier  
Méditerranée Métropole pour la création  
de 386 logements locatifs sociaux -  
Maintien de la garantie d'emprunt de  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU les contrats de prêt n°DD19900195 et n°DD19900317 en annexe signés entre ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-après l'Emprunteur, et ARKEA Banque Entreprises et institutionnels ;

**CONSIDERANT :**

- Que par délibération n°11748 du 25 juillet 2013 modifiée par délibération n°12735 du 5 février 2015, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, s'est portée garante à 100 % pour le remboursement de huit prêts d'un montant total de 30 607 333 € contracté par l'Emprunteur, en vue de la réalisation des 8 résidences suivantes :

Nom de la résidence	Adresse	Commune	Nombre de logement
Georges Wilson	Cité Mion	Montpellier	31
Delphinus	ZAC des Constellations – lot D3	Juvignac	55
Columba	ZAC des Constellations – lot F2	Juvignac	60
Sydney BECHET (ANRU)	ZAC Parc Marianne - 16B2	Montpellier	50
Zamenhof	Rue Zamenof	Montpellier	40
L'Escoude	Chemin de Sussargues	Castries	11
Hameau du Devois	Les Costières	Castelnau le Lez	26
Les Serres	Avenue de Maguelone	Lattes	42

- Que par délibération n°12628 du 27 novembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, s'est portée garante à 100 % pour le remboursement de huit prêts d'un montant total de 4 686 696 € contracté par l'Emprunteur, en vue de la réalisation de la résidence « Le Clos de la Castioles » située ZAC de Cantausseil, lot A21 à Saint-Brès, composée de 50 logements ;

- Que par délibération n°12682 du 18 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, s'est portée garante à 100 % pour le remboursement de huit prêts d'un montant total de 2 374 597 € contracté par l'Emprunteur, en vue de la réalisation de la résidence « Kaora » située ZAC Ovalie, lot 18A2 à Montpellier, composée de 21 logements ;

- Que l'Emprunteur souhaite refinancer ces 10 opérations par deux prêts à taux fixes très compétitifs contractés auprès de ARKEA Banque Entreprises et institutionnels ;

- Que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de réitérer sa garantie, dans les mêmes quotités qu'initialement, soit à hauteur de 100 %, pour le remboursement de chaque ligne de prêt réaménagée d'un montant total de 20 000 000 €, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans les contrats de prêt n°DD19900195 et n°DD19900317 joints en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

- Que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement des deux prêts de refinancement à taux fixes d'un montant total de 20 000 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de ARKEA Banque Entreprises et institutionnels, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêt n°DD19900195 et n°DD19900317 joints en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de ARKEA Banque Entreprises et institutionnels, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des prêts.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, ARKEA Banque Entreprises et institutionnels de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 JUL. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : **22 JUL. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 JUL. 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat\_Pret\_DD19900195.pdf
- Contrat\_Pret\_DD19900317.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle cadastrée BV 282 - Propriété d'Un  
Toit pour Tous - Commune de Lavérune**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'avis favorable formulée par Un Toit pour Tous en date du 12 juillet 2022 quant à la rétrocession de la parcelle cadastrée BV 282 sur la commune de Lavérune, en nature de voirie du lotissement Villa Verdé ;
- VU l'avis favorable du Pôle Plaine Ouest ,



**CONSIDÉRANT :**

- Qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle cadastrée BV 282 en nature de voirie du lotissement Villa Verdé, située sur la commune de Lavérune ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès d'Un Toit pour Tous ou toute autre personne venant en substitution de cette société, qui a accepté de rétrocéder la parcelle cadastrée BV 282 (34 m<sup>2</sup>) en nature de voirie du lotissement Villa Verdé, située sur la commune de Lavérune.

**ARTICLE 2 :** La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 27 JUL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
**Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au transfert d'emprunts  
conclus par Montpellier Méditerranée  
Métropole auprès de la Société Générale  
affectés au budget annexe Assainissement  
suite à la Création d'une Régie Unique Eau  
et Assainissement**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment de procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnés au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- VU la délibération n°MD2022-28 du 25 janvier 2022 relative à la définition du cadre de gestion active de la dette et de la trésorerie de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2022 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de 1<sup>er</sup> Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans les domaines des Finances, des Politiques contractuelles et de la Coopération avec les communes ;
- VU la délibération n°MD2021-102 du 29 mars 2021 actant le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- VU la délibération n°MD2021-612 du 14 décembre 2021 portant création d'une Régie unique d'eau potable et d'assainissement, et approuvant la modification des statuts de la Régie des eaux ;
- **CONSIDERANT** que la création de la régie unique de l'eau et de l'assainissement emporte de droit le transfert des contrats d'emprunts relatifs au budget Assainissement ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Les contrats d'emprunts réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Société Générale et affectés au budget annexe Assainissement de la Métropole de Montpellier sont transférés à la Régie de l'Eau et de l'Assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**ARTICLE 2 :** la Régie de l'Eau et de l'Assainissement s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**ARTICLE 3 :** Les contrats concernés sont les suivants :

Le contrat ci-dessous est transféré intégralement :

Montant Initial	15 000 000 €
N° de contrat	16277 / 002 / 005
CRD à transférer au 31/12/2022	10 617 854.71 €
Taux d'intérêt	<p align="center">Jusqu'au 23/03/2023 :</p> <p align="center">3.23% si Euribor 12 mois post ≤ 2.6%</p> <p align="center">Euribor 12 mois post si 2.6% &lt; Euribor 12 mois post ≤ 3.91%</p> <p align="center">3.91% si 3.91% &lt; Euribor 12 mois post ≤ 6.50%</p> <p align="center">Euribor 12 mois post si Euribor 12 mois post &gt; 6.50%</p> <p align="center">Du 23/03/2023 au 23/12/2038 :</p> <p align="center">3.23% si Euribor 12 mois post ≤ 2.60%</p> <p align="center">Euribor 12 mois post si 2.60% &lt; Euribor 12 mois post</p>
Amortissement	Trimestriel
Echéance finale	23/12/2038

Le contrat ci-dessous est transféré partiellement (car affecté partiellement au budget assainissement)

	Part transférée	Part conservée par Montpellier Méditerranée Métropole
Montant Initial	1 300 000 €	20 000 000 €
N° de contrat	16277 / 002 / 006	16277 / 002 / 006
CRD à transférer au 31/12/2022	1 063 154.39 €	16 356 221.45 €
Taux d'intérêt	Taux fixe 3.05%	Taux fixe 3.05%
Amortissement	Mensuel	Mensuel
Echéance finale	23/12/2039	23/12/2039

Le contrat ci-dessous est transféré partiellement (car affecté partiellement au budget assainissement)

	Part transférée	Part conservée par Montpellier Méditerranée Métropole
Montant Initial	500 000 €	20 000 000 €
N° de contrat	16277 / 002 / 004	16277 / 002 / 004
CRD à transférer au 31/12/2022	339 484.69 €	13 579 387.63 €
Taux d'intérêt	Taux fixe 3.04%	Taux fixe 3.04%
Amortissement	Mensuel	Mensuel
Echéance finale	27/12/2037	27/12/2037

Les pièces nécessaires à la réalisation de ces opérations seront signées par les parties intéressées.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la réalisation de ces opérations, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JUL. 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

22 JUL. 2022

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

22 JUL. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché  
n°8.421 Travaux de réseaux anticipés -  
Secteur Ouest dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6ème Vice-Président, le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté n°MAR2020-0295 du 10 août 2020 donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives,
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération n°M2020-98 du Conseil du 15 juillet 2020 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,

**CONSIDERANT**

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique portant sur les travaux de réseaux anticipés Ouest n°8.42I dans le cadre de la ligne 5 de tramway,

- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :  
60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,

- qu'après analyse, l'offre du groupement SOGEA SUD Hydraulique (mandataire) / SADE / RAZEL BEC sise à Montpellier (34) est conforme aux attentes,

- que le marché s'étend sur une durée globale de quinze (15) mois (hors garantie de parfait achèvement) à compter de sa notification au titulaire et se décompose comme suit :

- 2 mois de période de préparation
- 13 mois d'exécution des travaux.

- que la proposition d'attribution du marché a fait l'objet d'une information préalable au Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** le marché n°8.42I relatif aux travaux de réseaux anticipés Ouest dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué au groupement SOGEA SUD Hydraulique (mandataire) / SADE / RAZEL BEC sise à Montpellier (34) ;

**ARTICLE 2 :** le marché n°8.42I est conclu pour un montant de 4 674 501,00 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif pour une durée de quinze (15) mois ;

**ARTICLE 3 :** d'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1 ;

**ARTICLE 4 :** au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire ;

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 29 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 29 JUIL. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 8M42I\_RAO\_ind C (002).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution des  
marchés Mission de contrôle technique des  
Centre d'Entretien et de Maintenance des  
Hirondelles (CEMH) et Centre de  
d'Entretien et de Maintenance de  
Grammont (CEMG) dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6<sup>ème</sup> Vice-Présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté n°MAR2020-0295 du 10 août 2020 donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les



crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;

**CONSIDERANT :**

- Qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique portant sur la mission de contrôle technique des dépôts CEMH et CEMG OT 8.14I/14J dans le cadre de la ligne 5 de tramway ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60 points au regard de la valeur technique de l'offre et 40 points pour le prix des prestations ;

- Qu'après analyse, les offres des entreprises ci-dessous sont conformes aux attentes :

Lot 1 : Centre d'Entretien et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) : avec l'entreprise BUREAU VERITAS CONSTRUCTION sise à Montpellier (34) ;

Lot 2 : Centre d'Entretien et de Maintenance de Grammont (CEMG) : avec l'entreprise SOCOTEC sise à Montpellier (34) ;

- Que la durée prévisionnelle du marché est de sept (7) ans à compter de sa notification et que les prestations s'achèveront après l'approbation par le mandataire du Maître d'Ouvrage du rapport final

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** les lots du marché n°8.14I / 8.14J relatifs aux missions de contrôle technique des dépôts CEMH et CEMG dans le cadre de la ligne 5 de tramway sont attribués aux entreprises suivantes :

Lot 1 : Centre d'Entretien et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) : à l'entreprise BUREAU VERITAS CONSTRUCTION sise à Montpellier (34) et pour une durée de sept(7) ans à compter de sa notification ;

Lot 2 : Centre d'Entretien et de Maintenance de Grammont (CEMG) : à l'entreprise SOCOTEC sise à Montpellier (34) et pour une durée de sept(7) ans à compter de sa notification ;

**ARTICLE 2 :** les lots du marché n°8.14I / 8.14J sont conclus :

Lot 1 : Centre d'Entretien et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) : pour un montant global et forfaitaire de 33 000 € HT ;

Lot 2 : Centre d'Entretien et de Maintenance de Grammont (CEMG) : pour un montant global et forfaitaire de 88 520 € HT ;

**ARTICLE 3 :** d'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer les contrats visés à l'article 1

**ARTICLE 4 :** Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général Délégué de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 AOUT 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

  
Julie FRÉCHE



Publiée le : **11 AOUT 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **11 AOUT 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au  
marché n°8.14H Coordinateur  
Environnement dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6<sup>ème</sup> Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté n°MAR2020-0295 du 10 août 2020 donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que

toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- **VU** la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;

- **VU** la décision n°MD2021-1280 du 7 janvier 2022 portant sur l'attribution du marché à l'entreprise EGIS STRUCTURE ET ENVIRONNEMENT pour un montant global et forfaitaire de 162 305 € HT auquel s'ajoute une partie à bons de commande relative à des prestations complémentaires pour un montant maximum de 60 000 € HT ;

### **CONSIDERANT**

- Qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée librement définie par l'entité adjudicatrice, dans le respect des dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique portant sur la mission de « Coordonnateur environnement » n°8.14H dans le cadre de la ligne 5 de tramway ;

- Que le montant maximum de la prestation a été atteint et qu'il convient de passer un avenant selon l'article L. 2194-3 du Code de la commande publique

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** de prendre acte de la conclusion d'un avenant n°1 ayant pour objet d'augmenter le montant maximum des prestations complémentaires pouvant faire l'objet de bons de commande.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole

**ARTICLE 3 :** le montant de l'avenant est décomposé comme suit :

- Le montant de la Décomposition du Prix global et Forfaitaire reste à 162 305 € HT
- Et la part à bons de commandes est portée à un montant maximum de 75 000 € HT

**ARTICLE 4 :** d'autoriser Monsieur le Directeur Général Délégué de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision



Montpellier, le **11 AOUT 2022**

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE

**Publiée le : 11 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **11 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 8M14H\_Avenant 1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché  
n°8.11F Reconnaissances géotechniques  
dans le cadre de la réalisation de la ligne 5  
de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6ème Vice-Président, le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté n°MAR2020-0295 du 10 août 2020 donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives,
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération n°M2020-98 du Conseil du 15 juillet 2020 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,

**CONSIDERANT**

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique portant sur les reconnaissances géotechniques n°8.11F dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande s'étendant sur une durée globale de 5 ans (CINQ ANS) à compter de sa notification au titulaire,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,
- qu'après analyse, l'offre de l'entreprise GINGER CEBTP sise à Jacou (34) est conforme aux attentes,
- que la proposition d'attribution du marché a fait l'objet d'une information préalable au Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** le marché n°8.11F relatif aux reconnaissances géotechniques dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué à l'entreprise GINGER CEBTP sise à Jacou (34)

**ARTICLE 2 :** le marché n°8.11F est conclu pour un montant minimum de 640 000 € HT et un montant maximum de 1 200 000 € HT, et pour une durée de 5 ans (CINQ ANS) à compter de sa notification

**ARTICLE 3 :** d'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1

**ARTICLE 4 :** Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le **28 JUL. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÈCHE



Publiée le : **02 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **02 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au transfert des  
propriétés communales de la Ville de  
Grabels dans le patrimoine de Montpellier  
Méditerranée Métropole - Projet de  
recalibrage du Rieumassel - PAPI 2**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière » ;
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Grabels n°40 en date du 28 mars 2022, autorisant le transfert de propriété au titre de l'article L5217-5 du code général des collectivités Territoriales entre la Ville de Grabels et Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles impactées par la projet de recalibrage du Rieumassel ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Grabels utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code ;

- que d'un commun accord, les terrains ci-dessous sont transférés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

## DECIDE

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Commune de Grabels des biens énumérés ci-dessous :

Parcelles au titre de la compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations :

sect	n°	surface cadastrale totale	valeur vénale inscrite à l'inventaire de la Commune	emprise transférée
AV	85	172 m <sup>2</sup>	1890,37	6 m <sup>2</sup>
AW	99	6209 m <sup>2</sup>	53418,26	6209 m <sup>2</sup>
AW	102	4889 m <sup>2</sup>	42297,81	4889 m <sup>2</sup>
AW	101	810 m <sup>2</sup>	3313	810 m <sup>2</sup>
AW	104	3983 m <sup>2</sup>	37575,63	3983 m <sup>2</sup>
AW	118	704 m <sup>2</sup>	NC	484 m <sup>2</sup>
AW	208	121 m <sup>2</sup>	NC	121 m <sup>2</sup>
AW	217	248 m <sup>2</sup>	NC	248 m <sup>2</sup>
AW	219	218 m <sup>2</sup>	3323,38	218 m <sup>2</sup>
AW	220	63 m <sup>2</sup>	NC	63 m <sup>2</sup>
AW	340	7616 m <sup>2</sup>	NC	7616 m <sup>2</sup>
AW	520	5350 m <sup>2</sup>	54715,51	5350 m <sup>2</sup>
BA	12	5884 m <sup>2</sup>	NC	225 m <sup>2</sup>
BA	13	3211 m <sup>2</sup>	NC	442 m <sup>2</sup>
BA	14	1781 m <sup>2</sup>	26632,89	54 m <sup>2</sup>
BA	53	1567 m <sup>2</sup>	NC	80 m <sup>2</sup>
BA	132	1748 m <sup>2</sup>	NC	118 m <sup>2</sup>
BA	201	140 m <sup>2</sup>	NC	140 m <sup>2</sup>
BA	204	301 m <sup>2</sup>	NC	301 m <sup>2</sup>
BA	206	120 m <sup>2</sup>	NC	120 m <sup>2</sup>
BA	235	367 m <sup>2</sup>	8274,33	356 m <sup>2</sup>
BA	236	334 m <sup>2</sup>	7530,31	334 m <sup>2</sup>
BA	240	1389 m <sup>2</sup>	NC	718 m <sup>2</sup>
BB	3	1553 m <sup>2</sup>	NC	50 m <sup>2</sup>
BB	4	1818 m <sup>2</sup>	NC	1818 m <sup>2</sup>
BB	138	144 m <sup>2</sup>	NC	144 m <sup>2</sup>
AR	154	7123 m <sup>2</sup>	NC	15 m <sup>2</sup>

AR	100	756 m <sup>2</sup>	NC	70 m <sup>2</sup>
AT	24	1619 m <sup>2</sup>	NC	60 m <sup>2</sup>
AT	52	2750 m <sup>2</sup>	NC	1100 m <sup>2</sup>
AT	53	312 m <sup>2</sup>	NC	190 m <sup>2</sup>
total		63300 m <sup>2</sup>		36332 m <sup>2</sup>

Soit une contenance totale transférée de 36 332 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit. Les frais d'actes seront à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

18 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 19 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Mission Espaces Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché de géomètre  
pour l'opération de requalification de  
l'espace urbain Comédie Esplanade à  
Montpellier - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la convention de mandat en date du 9 juillet 2021 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n°MD2021-666 en date du 7 juillet 2021 ;

**CONSIDERANT :**

- La nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé de réaliser une mission de géomètre dans le cadre du projet de requalification de l'espace urbain Comédie Esplanade à Montpellier ;
- Qu'une procédure adaptée a été engagée par la SA3M conformément à l'article L.213-1 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire d'une durée de 4 ans non renouvelable, sans minimum avec un maximum d'un montant cent cinquante mille euros (150 000) € HT et s'exécutant par bons de commande ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique : 70%
  - Valeur prix : 30%
- Qu'après analyse des offres, la SA3M, à travers un rapport d'analyse des offres en date du 24 juin 2022, a classé les offres et choisi celle du candidat DGEMA, sis 134 rue de FONTCAUDE, 34080 Montpellier , offre économiquement la plus avantageuse pour un montant de commande test de 24 451 € HT.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer l'accord cadre relatif à une mission de géomètre pour l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie Esplanade à Montpellier à la société DGEMA, pour un montant maximum de 150 000 € HT.

La durée de l'accord cadre est de 4 ans et ne sera pas reconductible.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 03 AOUT 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 03 AOUT 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 57 m<sup>2</sup> de  
bien immobilier sis Garrigue du Pont à  
Saint Jean de Védas appartenant à  
Monsieur et Madame TADJER dans le  
cadre de la réalisation de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul-Fajon à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'EAI, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

### CONSIDERANT

- Que 57 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, cadastré section BT n° 42, appartenant à Monsieur et Madame TADJER est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- Qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- Qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section BT n° 42 ;

### DECIDE

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 57 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, cadastré section BT n° 42, appartenant à Monsieur et Madame TADJER.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 3 146 € (TROIS MILLE CENT QUARANTE SIX EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3** : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4** : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame TADJER et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.



**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame TADJER.

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 AOUT 2022

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE

Publiée le : 22 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- UF2200 - avis domaine.pdf
- PPA
- PUV
- AT-DTR-plans

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 46m<sup>2</sup> de  
bien immobilier sis 2 rue des Capriers à  
Montpellier appartenant à Monsieur  
RIBOT dans le cadre de la réalisation de la  
ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

**VU** la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul Fajon à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'EAI, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

### **CONSIDERANT**

- Que 46 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2 rue des capriers à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 186, appartenant à Monsieur RIBOT est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- Qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- Qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IV n° 186;

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 46 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 2 rue des Capriers à Montpellier, cadastré section IV n° 186, appartenant à Monsieur RIBOT.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 20 480 € (VINGT MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale

**ARTICLE 3** : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4** : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur RIBOT et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5** : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur RIBOT.

**ARTICLE 7** : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 AOUT 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avis de domaine
- PPA
- PUV
- AT-DTR-Plans

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au transfert des  
propriétés communales de la Ville de  
Juvignac dans le patrimoine de  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Création d'un système d'endiguement de  
protection contre les crues de la Mosson -  
PAPI 2**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière » ;
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Juvignac n°22.07.04.11 en date du 04 juillet 2022, autorisant le transfert de propriété au titre de l'article L5217-5 du code général des collectivités Territoriales entre la Ville de Juvignac et Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles impactées par la projet de création d'un système d'endiguement pour la protection contre les crues de la Mosson inscrit dans le deuxième volet du programme d'action de prévention des inondations (PAPI) ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Juvignac utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code ;

- que d'un commun accord, les terrains ci-dessous sont transférés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Commune de Juvignac des biens énumérés ci-dessous:

Parcelles au titre de la compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations :

sect	n°	surface cadastrale totale	emprise transférée
BM	447	280 m²	204 m²
BM	163	1256 m²	1256 m²
BI	287	7991 m²	7991 m²
BI	251	13371 m²	13371 m²

Soit une contenance totale transférée de 22 822 m².

**ARTICLE 2 :** Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit. Les frais d'actes seront à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

**1 8 AOUT 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 1 9 AOUT 2022**  
**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**  
**Envoi Préfecture : 1 9 AOUT 2022**  
**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Mission Espaces Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché de géomètre  
pour l'opération de requalification de  
l'espace urbain Foch Peyrou Arceaux à  
Montpellier - Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- - VU la convention de mandat en date du 23 mars 2021 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n°MD2021-015 du 25 février 2021 ;



**CONSIDERANT :**

- La nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé de réaliser une mission de géomètre dans le cadre du projet de requalification de l'espace urbain Foch Peyrou Arceaux à Montpellier ;
- Qu'une procédure adaptée a été engagée par la SA3M conformément à l'article L.213-1 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire d'une durée de 4 ans non renouvelable, sans minimum avec un maximum d'un montant de deux cent mille euros (200 000) € HT et s'exécutant par bons de commande ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique : 70%
  - Valeur prix : 30%
- Qu'après analyse des offres, la SA3M, à travers un rapport d'analyse des offres en date du 2 juin 2022, a classé les offres et choisi celle du candidat SIRAGUSA, offre économiquement la plus avantageuse pour un montant de commande test de 13 176,50 € HT.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer l'accord cadre relatif à une mission de géomètre pour l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie Esplanade à Montpellier à la société SIRAGUSA, pour un montant maximum de 200 000 € HT.

La durée de l'accord cadre est de 4 ans et ne sera pas reconductible.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 03 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 03 AOUT 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Conservatoire**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de  
partenariat avec l'école de musique  
associative Mélimusic de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO, Vice-Président délégué à la Culture et au Patrimoine historique ;

**CONSIDERANT**

La Cité des Arts – Danse, Musique, Théâtre, (Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole) a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication.

L'association Mélimusic est une école de musique innovante, portée par une équipe pédagogique qualifiée et compétente. Elle propose un enseignement de qualité et souhaite transmettre à ses élèves les clefs d'un savoir-faire maîtrisé.

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** L'association Mélimusic et la Cité des Arts de Montpellier Méditerranée Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique dont l'objectif est de permettre à leurs élèves d'élargir le cadre de leurs pratiques collectives.

Ainsi les élèves de la Cité des Arts auront la possibilité de se produire dans le cadre des manifestations publiques proposées tout au long de l'année par l'école Mélimusic et les élèves de Mélimusic pourront intégrer, dans la limite des places disponibles, les pratiques collectives d'ensemble proposé par la Cité des Arts (orchestre à cordes, ensemble à vent et orchestre d'harmonie).

**ARTICLE 2 :** Ce partenariat concerne l'année scolaire 2022/2023.

**ARTICLE 3 :** Les engagements respectifs des parties sont les suivants :

- Les engagements de Mélimusic :

Mélimusic accueillera les élèves de la Cité des Arts à l'occasion d'auditions et de concerts qu'elle organise dans la limite de places disponibles et communiquera à la Cité des Arts les dates de ces représentations publiques pour l'année scolaire en cours.

Les élèves de Mélimusic accueillis à la Cité des Arts dans le cadre des pratiques d'ensemble s'engagent à respecter le règlement intérieur, en acceptent les axes relatifs aux pratiques d'ensemble et cèdent leur droit à l'image.

- Les engagements de Montpellier Méditerranée Métropole pour la Cité des Arts :

La Cité des Arts s'engage à accueillir dans la limite des places disponibles les élèves de Mélimusic au sein des ensembles instrumentaux.

L'assiduité aux répétitions et la présence aux concerts étant indispensable au bon déroulé du cursus, la Cité des Arts s'engage à avertir Mélimusic en cas d'absence d'élève concerné par ce partenariat.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

27/7/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



**Publiée le : 29 JUIL. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention Mélimusic 2022 2023

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Ressources Informatiques**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 à la  
convention de mise à disposition de  
l'infrastructure de communications  
électroniques très haut débit entre  
Montpellier Méditerranée Métropole et le  
CNRS de Montpellier - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération n°13991 en date du 21 juillet 2016 et autorisant Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer notamment avec les clients les conventions de mise à disposition, sur la base des conventions-types précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire ;

- VU la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit en date du 1er janvier 2017 au bénéfice du CNRS de Montpellier ;
- VU l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit conclu en date du 13 mars 2020 ;

**CONSIDERANT :**

- Que les besoins d'interconnexion du CNRS ont évolué ;
- Que Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'évolution de la tarification d'accès à ses infrastructures par délibération n°M2021-657 en date du 14 décembre 2021 ;
- Que les parties se sont rapprochées afin de signer un avenant n°2 à la convention de base ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°2 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit avec le CNRS de Montpellier.

**ARTICLE 2 :** De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **18 AOUT 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**

**Publiée le : 19 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant2CNRS\_20220718.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par l'Office Public de l'Habitat  
de Montpellier Méditerranée Métropole  
ACM Habitat pour la construction de 58  
logements sociaux - Résidence ' Nouveau  
Saint Roch ', ZAC St Roch à Montpellier -  
Convention - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;



- **VU** le contrat de prêt n°132936 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Considérant :**

- que ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », construit 58 logements locatifs sociaux, résidence « Nouveau Saint Roch », ZAC St Roch Lot 7.3 à Montpellier. Le programme comprend 29 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 15 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 14 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain François FONTES ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 8 221 587 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°132936 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;
- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**Décide :**

**ARTICLE 1 :** d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 8 221 587 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°132936, constitué de 7 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.


**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 JUIL. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**



**Claudine VASSAS MEJRI**



**Publiée le : 29 JUIL. 2022**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 29 JUIL. 2022**

**Réception en Préfecture :**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- GE\_ACM\_Convention\_Nouveau St Roch.docx
- Contrat de prêt signé Nouveau Saint Roch (002).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de  
participation aux équipements publics de  
la ZAC Garosud entre la Ville de  
Montpellier /les Transports de  
l'Agglomération de Montpellier/SERM  
pour la parcelle OH 55 - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- VU la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil Métropole de Montpellier Méditerranée et notamment de signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté ;

- VU l'arrêté portant délégation à Madame Hind EMAD, Vice-présidente de Montpellier Méditerranée Métropole Déléguée au Développement économique et numérique ;
- VU délibération en date du 30 janvier 1992 confiant à la Société d'Équipement de la Région de Montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC de la Garosud modifiée par avenants successifs dans les conditions d'une convention en date du 24 février 1992 ;
- VU la délibération du conseil Communautaire en date du 27 avril 1997 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté Garosud ;
- VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 23 février 2000 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation modificatif comprenant le PAZ de la ZAC Garosud ;

**CONSIDERANT ;**

- Que la société TAM, constructeur, souhaite réaliser la construction d'un ensemble de bureaux, situé 125 rue Léon Trotski, dans le périmètre de la ZAC Garosud sur la parcelle OH 55 ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier, la TAM et la SERM afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté Garosud, la parcelle cadastrée section OH 55 objet du programme de construction, celle-ci n'étant pas propriété de l'aménageur de la ZAC ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagée, résumés comme suit :
  - Surface de plancher (SDP) envisagée 262 m<sup>2</sup> SDP de bureaux ;
  - Calcul du montant estimé de la participation : base de calcul : 80€/m<sup>2</sup> SDP, 262 x 80 soit un total de 20 960 €

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De conclure une convention de participation au coût des équipements publics de la ZAC Garosud entre la Ville de Montpellier, la TAM et la SERM en application de l'article 311-4 du code de l'urbanisme telle qu'annexée à la présente décision ;

**ARTICLE 2 :** D'établir le montant total de cette participation à 20 960 € au regard des surfaces de plancher prévisionnelles ;

**ARTICLE 3 :** D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Équipement de la Région de Montpelliéraine (SERM) conformément à l'article 3 de la convention de participation ;

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 5 :** Que Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **18 AOUT 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**



**Publiée le : 19 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 2022\_06\_28\_Convention ParticipationTaM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
**Service Programmation & Développement de l'Habitat**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par l'Office Public de l'Habitat  
de Montpellier Méditerranée Métropole  
ACM Habitat pour la construction de 6  
logements sociaux - Résidence ' Student  
Factory ', Avenue des Près d'Arènes à  
Montpellier - Convention - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- **VU** le contrat de prêt n°134198 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Considérant :**

- que ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement 6 logements locatifs sociaux, résidence « Student Factory », Avenue des Près d'Arènes à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Vinci Immobilier comprend 6 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par l'Atelier parisien d'Architecture 234 ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 219 235 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°134198 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 219 235 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°134198, constitué de 2 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2** : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3** : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 AOUT 2022**

Madame la Vice-Présidente

**Claudine VASSAS MEJRI**



Publiée le : **12 AOUT 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture :  
Réception en Préfecture : **12 AOUT 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**  
- GE\_ACM\_Convention\_Student Factory.docx  
- contrat de pret 134198 Student Factory.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt  
contracté par l'Office Public de l'Habitat  
de Montpellier Méditerranée Métropole,  
ACM Habitat, pour la construction de 26  
logements sociaux - Résidence ' Universe ',  
rue des Tulipes à Montpellier - Convention  
- Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°134200 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Considérant :**

- que ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement 26 logements locatifs sociaux, résidence « Universe », rue des Tulipes à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Vinci Immobilier comprend 17 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 9 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier parisien d'architecture 234 ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant de 3 307 698 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°134200 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 3 307 698 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°134200, constitué de 5 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

**ARTICLE 2** : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**ARTICLE 3** : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**ARTICLE 4 :** Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 AOUT 2022**

Madame la Vice-Présidente

  
Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : **12 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**12 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat de prêt 134 200 - UNIVERSE.pdf
- GE\_ACM\_Convention\_UNIVERSE.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision complémentaire à la décision**  
**n°MD2021-686 du 1er juillet 2021 relative**  
**à l'acquisition de la parcelle cadastrée AR**  
**256 - Propriété de Monsieur ESTEVE -**  
**Commune de Pignan**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2021-686 en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AR 256 – Propriété de Monsieur ESTEVE – Route métropolitaine n°5 de Pignan à Lavérune – Commune de Pignan ;

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre du projet de giratoire sur la RM5, Monsieur ESTEVE propriétaire de la parcelle cadastrée AR 256, a signé le 18 février 2021 une promesse de vente avec prise de possession anticipée au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que Monsieur ESTEVE, agriculteur, a sollicité de Montpellier Méditerranée Métropole l'autorisation de cultiver cette parcelle, pendant une période transitoire tant que les travaux du giratoire ne démarrent pas.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole autorise Monsieur ESTEVE à poursuivre la culture de la parcelle cadastrée AR 256, située lieu-dit de Cartarie Pioch Jurat à Pignan, après son acquisition par la Métropole jusqu'au démarrage des travaux, à la plus proche des deux dates entre l'envoi de la lettre de consultation des entreprises ou au plus tard le 30 juin 2024, le défaut de libération au plus proche de ces deux termes entraînant l'application d'une astreinte journalière qui sera définie dans l'acte de vente.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser l'occupation dans l'acte d'acquisition de la parcelle AR 256 étant entendu que Monsieur ESTEVE devra notamment contracter toutes assurances visant à garantir Montpellier Méditerranée Métropole et n'aura pas la possibilité de solliciter de la Métropole d'intervention ou travaux.

**ARTICLE 3 :** L'occupation sera consentie à titre gratuit dans la mesure où cette occupation permet à la Métropole de devenir propriétaire du bien par voie amiable et l'exonèrera de tout frais d'entretien ou de lutte contre les occupations illicites préalablement aux travaux.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 12 AOUT 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 12 AOUT 2022  
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'une  
convention de Projet Urbain Partenarial  
(PUP) avec la société 'Cogedim Languedoc  
Roussillon' pour une opération sise 4186  
boulevard Paul Valéry sur la Commune de  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L332-11-3 et L. L332-11-4 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la maîtrise foncière ;

**CONSIDERANT**

- Un projet immobilier est prévu par Cogedim Languedoc Roussillon sur une unité foncière d'environ 10 196,70 m<sup>2</sup>, m<sup>2</sup>, constituée par les parcelles EK208, EK209, EK211, EK212, EK213 EK 218, EK219, EK 264, EK265, EK337 et EK55P sise 4186 boulevard Paul Valéry ;

- Ce projet a pour objet la construction d'environ 229 logements étudiants et 116 logements collectifs (dont 65 seront affectés au logement social) pour une surface de plancher totale d'environ 12 586 m<sup>2</sup> ;
- Que la réalisation de ce programme de construction nécessite des travaux de réseaux et de requalification d'aménagement de l'espace public ;

## DECIDE

**ARTICLE 1** : Une convention de Projet Urbain Partenarial, sera signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et Cogedim Languedoc Roussillon, dont le projet est annexé à la présente décision.

**ARTICLE 2** : Le montant de la participation exigible auprès de Cogedim Languedoc Roussillon s'élève à 1 355 640 € H.T dont 33 840 € HT en apport en nature de terrain non bâti et 1 321 800 € HT en apport numéraire ;

**ARTICLE 3** : La durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement sur le périmètre d'application de la convention de PUP précitée est de 10 ans à compter du caractère exécutoire de ladite convention.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 25 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 29 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet convention PUP Pavelt- Cogedim VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
**Service Montpellier Territoires Ouest & Sud**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une**  
**convention de Projet Urbain Partenarial**  
**(PUP) avec la société 'Alcym Promotion'**  
**pour une opération sise 75 rue du Fesquet**  
**sur la Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L332-11-3 et L. L332-11-4 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

**CONSIDERANT :**

- Un projet immobilier est prévu par Alcym Promotion sur une unité foncière d'environ 1 408 m<sup>2</sup>, constituée par les parcelles cadastrées MT 145 et 146 situées 75 rue du Fesquet ;
- Ce projet a pour objet la réalisation d'un immeuble d'habitation d'environ 14 logements pour une

surface de plancher totale de 1 643 m<sup>2</sup> ;

La réalisation de ce programme de construction nécessite des travaux de requalification et d'aménagement de l'espace public.

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** Une convention de Projet Urbain Partenarial sera signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et Alcyum Promotion, dont le projet est annexé à la présente décision.

**ARTICLE 2 :** Le montant de la participation exigible auprès de Alcyum Promotion s'élève à 111 023 € H.T

**ARTICLE 3 :** La durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement sur le périmètre d'application de la convention de PUP précitée est de 10 ans à compter du caractère exécutoire de ladite convention.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 JUL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 29 JUL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 JUL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet convention PUP Fesquet VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
**Service Montpellier Territoires Ouest & Sud**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une**  
**convention de Projet Urbain Partenarial**  
**(PUP) avec le constructeur Pitch**  
**promotion pour une opération sise Quai**  
**Flora Tristan sur la Commune de**  
**Montpellier (parcelles cadastrées PE 02 et**  
**PE 03)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L332-11-3 et L. L332-11-4 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la maîtrise foncière ;

**CONSIDERANT :**

- qu'un projet, porté par Pitch Promotion sur les parcelles cadastrées PE02 et PE03 situées 140 quai Flora Tristan à Montpellier pour une résidence seniors de 94 logements, a fait l'objet d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) approuvé par décision de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2020-800 le 14 octobre 2020 et la convention de PUP a été signée le 25 novembre 2020. Ce projet n'a finalement pas abouti ;

- qu'un nouveau projet, porté par Pitch Promotion, sur la même unité foncière d'environ 2 682 m<sup>2</sup> située 140 quai Flora Tristan, constituée par les parcelles cadastrées PE02 et PE03 a pour objet la réalisation d'une résidence intergénérationnelle d'environ 16 logements seniors autonomes, 101 logements étudiants et 21 logements locatifs sociaux pour une surface de plancher totale de 4 729 m<sup>2</sup> ;

- que la réalisation de ce programme de construction nécessite des travaux de requalification et d'aménagement de l'espace public.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1 :** La décision de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2020-800 du 14 octobre 2020 relative à la convention de Projet Urbain Partenarial signée le 25 novembre 2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pitch Promotion est retirée ;

**ARTICLE 2 :** Une nouvelle convention de Projet Urbain Partenarial, sera signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pitch Promotion dont le projet est annexé à la présente décision.

**ARTICLE 3 :** Le montant de la participation exigible auprès de Pitch Promotion s'élève à 534 600 € HT.

**ARTICLE 4 :** La durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement sur le périmètre d'application de la convention de PUP précitée est de 10 ans à compter du caractère exécutoire de ladite convention.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 29 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 JUIL. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention PUP Flora Tristan\_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle cadastrée AC 484 - Propriété de**  
**Madame ESTOURNET - Située Route de**  
**Lattes - Commune de Pérols**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la demande de régularisation formulée par Madame ESTOURNET en date du 4 mai 2021 ;



- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle cadastrée AC 484, déjà aménagée en voirie, située Route de Lattes sur la commune de Pérols.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame ESTOURNET, qui a accepté de céder la parcelle cadastrée AC 484, d'une superficie de 206 m<sup>2</sup>, située Route de Lattes à Pérols, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

**ARTICLE 3** : Les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 12 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Mission Espaces Publics**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la conclusion d'un  
marché subséquent à l'accord-cadre de  
maîtrise d'œuvre des espace publics  
"Comédie-Esplanade-Triangle" -  
Attribution**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la convention de mandat en date du 9 juillet 2021 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n°MD2021-666 en date du 7 juillet 2021 ;

- VU la décision n°MD2019-1058 du 5 novembre 2019 relative à la signature de l'accord-cadre mono-attributaire de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle ;

**CONSIDÉRANT :**

- que l'avancement du projet d'aménagement des espaces publics Comédie Esplanade Triangle, suite à la validation du rendu études d'AVP, nécessite la poursuite de la mission de maîtrise d'œuvre concernant les travaux désignés ci-avant ;
- qu'il est aujourd'hui nécessaire, sur le fondement de cet accord-cadre, de conclure un marché subséquent portant sur des missions de maîtrise d'œuvre de niveau PRO à AOR sur le périmètre opérationnel Comédie Esplanade.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer un marché subséquent n°7 à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle au groupement TER / TECTA-SISMO-PER-ZEFCO-ON, correspondant à des prestations d'études PRO DCE ACT EXE DET AOR, pour un montant de 2 140 815,42 € HT. Ce marché prendra effet à la date fixée par ordre de service.

Sa durée est de 52 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 AOUT 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **23 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 220708\_TER\_MPC\_OFFRE\_MS7.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
**Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au transfert d'emprunts  
conclus par Montpellier Méditerranée  
Métropole auprès de l'Agence de l'Eau et  
affectés au budget annexe Assainissement  
suite à la Création d'une Régie Unique Eau  
et Assainissement**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment de procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnés au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- VU la délibération n°MD2022-28 du 25 janvier 2022 relative à la définition du cadre de gestion active de la dette et de la trésorerie de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2022 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de 1<sup>er</sup> Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans les domaines des Finances, des Politiques contractuelles et de la Coopération avec les communes, notamment les délégations accordées à Monsieur le Directeur Général des Services en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Renaud CALVAT ;
- VU la délibération n°MD2021-102 du 29 mars 2021 actant le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- VU la délibération n°MD2021-612 du 14 décembre 2021 portant création d'une Régie unique d'eau potable et d'assainissement, et approuvant la modification des statuts de la Régie des eaux ;

**CONSIDERANT** que la création de la régie unique de l'eau et de l'assainissement emporte de droit le transfert des contrats d'emprunts relatifs au budget Assainissement.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Les contrats d'emprunts réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de l'Agence de l'Eau et affectés au budget annexe Assainissement de la Métropole de Montpellier sont transférés à la Régie de l'Eau et de l'Assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**ARTICLE 2 :** la Régie de l'Eau et de l'Assainissement s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**ARTICLE 3 :** Le contrat concerné est le suivant :

Le contrat ci-dessous est transféré intégralement :

Montant Initial	623 475.03 €
N° de convention	2006 1503
CRD à transférer au 31/12/2022	41 565.03 €
Taux d'intérêt	0%
Amortissement	Annuel
Echéance finale	16/11/2023

Les pièces nécessaires à la réalisation de ces opérations seront signées par les parties intéressées.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la réalisation de ces opérations, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 AOUT 2022

Monsieur le Directeur Général des Services  
Olivier NYS



Publiée le : 04 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 04 AOUT 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 à la  
convention d'occupation du domaine  
public conclue entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et la société DO  
IT NOW pour une extension de la surface  
de ses locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au sein du bâtiment MIBI ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> octobre 2021 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société DO IT NOW pour l'occupation de locaux au sein du MIBI ;
- VU la validation de la décision d'extension par le comité d'agrément en date du 21 juillet 2022 ;
- **CONSIDERANT QUE :**
- La société DO IT NOW a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI ;
- Montpellier Méditerranée Métropole a réservé une suite favorable à cette demande ;

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Conformément à l'article III.3-2 de la convention d'occupation initiale prévoyant la modification des surfaces occupées par les entreprises au sein du MIBI, la société DO IT NOW est autorisée à compter du 1<sup>er</sup> août à s'étendre sur les modules B2.28 et B2.46 représentant 38,40 m<sup>2</sup> supplémentaires. La surface passera donc de 50,30 m<sup>2</sup> à 88,70 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la durée d'occupation de cette surface est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation, soit jusqu'au 30 septembre 2024.

**ARTICLE 3 :** Conformément au tarif applicable approuvé par délibération n°D2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021, le loyer mensuel hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 88,70 m<sup>2</sup> s'élève à 1 255,10 € à compter du 1<sup>er</sup> août 2022.

**ARTICLE 4 :** Les autres termes de la convention initiale en date du 1<sup>er</sup> octobre 2021 non modifiés par le présent avenant demeurent inchangés.

**ARTICLE 5 :** La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 6 :** Madame la Vice-Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : 19 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

19 AOUT 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AVENANT 1 EXTENSION.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Finances**  
**Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au transfert d'emprunts  
conclus par Montpellier Méditerranée  
Métropole auprès de la Caisse d'Epargne  
Languedoc Roussillon et affectés au budget  
annexe Assainissement suite à la Création  
d'une Régie Unique Eau et Assainissement**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment de procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnés au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- VU la délibération n°MD2022-28 du 25 janvier 2022 relative à la définition du cadre de gestion active de la dette et de la trésorerie de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2022 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de 1<sup>er</sup> Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans les domaines des Finances, des Politiques contractuelles et de la Coopération avec les communes, notamment les délégations accordées à Monsieur le Directeur Général des Services en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Renaud CALVAT ;
- VU la délibération n°MD2021-102 du 29 mars 2021 actant le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- VU la délibération n°MD2021-612 du 14 décembre 2021 portant création d'une Régie unique d'eau potable et d'assainissement, et approuvant la modification des statuts de la Régie des eaux ;

**CONSIDERANT :**

- que la création de la régie unique de l'eau et de l'assainissement emporte de droit le transfert des contrats d'emprunts relatifs au budget Assainissement.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Les contrats d'emprunts réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon et affectés au budget annexe Assainissement de la Métropole de Montpellier sont transférés à la Régie de l'Eau et de l'Assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**ARTICLE 2 :** la Régie de l'Eau et de l'Assainissement s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**ARTICLE 3 :** Les contrats concernés sont les suivants :

Le contrat ci-dessous est transféré intégralement :

Montant Initial	5 000 000 €
N° de contrat	A1719099 / 001 / 001
CRD à transférer au 31/12/2022	4 750 000 €
Taux d'intérêt	Euribor 3 mois + 0.83%
Amortissement	Trimestriel
Echéance finale	25/10/2041

Le contrat ci-dessous est transféré partiellement (car affecté partiellement au budget assainissement)

	Part transférée	Part conservée par Montpellier Méditerranée Métropole
Montant Initial	374 036.95 €	10 329 454.53 €
N° de contrat	ARC21447 / 000 / 001	ARC21447 / 000 / 001
CRD à transférer au 31/12/2022	27 728.81 €	765 762.67 €
Taux d'intérêt	Euribor 12 mois + 0.05%	Euribor 12 mois + 0.05%
Amortissement	Annuel	Annuel
Echéance finale	25/10/2024	25/10/2024

Les pièces nécessaires à la réalisation de ces opérations seront signées par les parties intéressées.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la réalisation de ces opérations, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 AOUT 2022**

Monsieur le Directeur Général des Services  
Olivier NYS



Publiée le : **04 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **04 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché  
n°8.42F Travaux d'Infrastructures - Infra  
2 - secteur Nord dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6ème Vice-Président, le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté n°MAR2020-0295 du 10 août 2020 donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives,
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération n°M2020-98 du Conseil du 15 juillet 2020 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,

**CONSIDERANT**

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure avec négociation en application des articles R.2124-4 et R.2161-21 à R.2161-23 du code de la commande publique portant sur les travaux d'infrastructures VRD – Infra 2 du secteur Nord (de la rue Arthur Young – 2<sup>ème</sup> partie à l'ouvrage d'art 11 du Lez – non compris) n°8.42F dans le cadre de la ligne 5 de tramway,

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :  
60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,

- qu'après analyse, l'offre de base du groupement SPIE BATIGNOLLES MALET (mandataire) / GUINTOLI / MIGMA / EHTP sise à Mauguio (34) est conforme aux attentes,

- que le marché s'étend sur une durée globale D de quarante (40) mois (hors garantie de parfait achèvement) à compter de sa notification au titulaire.

Ce délai se décompose comme suit :

- 3 mois de période de préparation
- 37 mois d'exécution des travaux,

- que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 21 juillet 2022 a choisi l'offre de base du groupement SPIE BATIGNOLLES MALET (mandataire) / GUINTOLI / MIGMA / EHTP,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** le marché n°8.42F relatif aux travaux d'infrastructures VRD – Infra 2 dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué au groupement SPIE BATIGNOLLES MALET (mandataire) / GUINTOLI / MIGMA / EHTP sise à Mauguio (34) avec son offre de base ;

**ARTICLE 2 :** le marché n°8.42F est conclu pour un montant de 12 505 800.90 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif et pour une durée de 40 mois (hors garantie de parfait achèvement) à compter de sa notification ;

**ARTICLE 3 :** d'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1 ;

**ARTICLE 4 :** Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire ;

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 JUIL. 2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 29 JUIL. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 29 JUIL. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAO FINAL.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de de 74 m<sup>2</sup>  
de bien immobilier sis La Fermaude à  
Saint Jean de Vedas appartenant à  
l'association syndicale "Le Parc des  
Amandiers" dans le cadre de la réalisation  
de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente, 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul-Fajon à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'EAI, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

### CONSIDERANT

- Que 74 m² du bien immobilier sis La Fermaude à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n° 264, appartenant à l'Association syndicale le parc des amandiers est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- Qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- Qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section BW n° 264 ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 74 m² du bien immobilier sis La Fermaude à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n° 264, appartenant à l'Association syndicale le parc des amandiers.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 1 110 € (MILLE CENT DIX EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'Association syndicale le parc des amandiers et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.



**ARTICLE 6** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'Association syndicale le parc des amandiers.

**ARTICLE 7** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 AOUT 2022

Monsieur le Président

  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avis domaine
- PPA
- PUV
- AT-DTR

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat de location  
de locaux entre Montpellier Méditerranée  
Métropole et la société DEMD Production -  
Site Hélios à Fabrègues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement Economique et Numérique » ;
- VU la délibération n°M2021-367 du 28 juillet 2021 portant sur les modalités d'accueil d'Acteurs de la filière des Industries Culturelles et Créatives sur le Site Hélios, commune de Fabrègues ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose de locaux disponibles dans le site Hélios, situé Les 4 chemins RN 113 sur la Commune de Fabrègues (34 960) pour accueillir des industries productives, créatives et culturelles ou artisanales ;

- **CONSIDERANT** que dans ce contexte, la société « DEMD Production », sise 46 avenue de Breteuil 75 007 Paris, qui a pour activité la production d'œuvres audio-visuelles, recherche des locaux afin d'exercer son activité ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location de locaux avec la société DEMD Production, dont le siège social est situé 46 avenue de Breteuil 75 007 Paris pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel.

**ARTICLE 2** : La location concerne des locaux situés Les 4 chemins RN 113 à Fabrègues, site Hélios dans le Hangar H pour une surface de 100m<sup>2</sup> de bureau et le Hangar I, pour une surface de 300 m<sup>2</sup> d'espace de stockage.

**ARTICLE 3** : Le contrat est conclu pour une période à compter de sa signature jusqu'au 4 octobre 2022.

**ARTICLE 4** : Le montant total du loyer pour toute la période d'occupation des locaux s'élève à 3 101 € TTC CC.

**ARTICLE 5** : les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 6** : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **18 AOUT 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**

Publiée le : **19 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet contrat DEMD.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle AI 674 - Avenue de la  
Méditerranée - Commune de Saint-  
Drézéry**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur et Madame CHAMBON pour céder la parcelle AI 674 d'une superficie de 161 m<sup>2</sup>, nécessaire à l'aménagement d'un cheminement piétonnier sur l'avenue de la Méditerranée sur la Commune de Saint Drézéry ;

- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de cette parcelle, afin de permettre les travaux d'aménagement de la voie ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame CHAMBON la parcelle AI 674 d'une superficie de 161 m<sup>2</sup>, située sur la commune de Saint Drézéry, en vue de l'aménager et de l'intégrer au domaine public.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix de 10 €/m<sup>2</sup> soit un montant total de 1610 € pour 161 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : Les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 AOUT 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **12 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**12 AOUT 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle AL 311 - Chemin de la Moulinière**  
**- Commune de Fabrègues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Madame Myriam PAYRIERE pour céder la parcelle AL 311 d'une superficie de 206 m², permettant de régulariser l'emprise foncière nécessaire à l'élargissement du chemin de la Moulinière sur la commune de Fabrègues ;
- **CONSIDÉRANT** que cette emprise est concernée par l'emplacement réservé inscrit au Plan



Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Fabrègues, pour élargir le chemin de la Moulinière ;

- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de cette emprise, qui est déjà en dehors de la propriété de Madame PAYRIERE, le long du chemin de la Moulinière ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Myriam PAYRIERE la parcelle AL 311 d'une superficie de 206 m<sup>2</sup>, située chemin de la Moulinière sur la commune de Fabrègues, emprise concernée par l'emplacement réservé inscrit au PLU de la commune pour permettre l'élargissement de la voie.

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie au prix de 10 €/m<sup>2</sup> soit un montant total de 2 060 € pour 206 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : Les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 12 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

12 AOUT 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession des parcelles  
BA 341 et BA 342 - Rue de la Calade -  
Commune de Vendargues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la décision MD 2020-1163 du 17 décembre 2020, constatant la désaffectation et prononçant le déclassement du domaine public d'une emprise de 122 m<sup>2</sup> rue de la Calade à Vendargues ;
- VU l'avis de France Domaines réf. 2021 – 34327- 41442 en date du 24 juin 2021 ;
- VU l'accord du représentant de la SCI OLLYTEAM en vue d'acquérir les parcelles BA 341 et BA 342 d'une superficie respective de 57 m<sup>2</sup> et 65 m<sup>2</sup>, en nature de délaissé de voirie, afin de régulariser la propriété de leur parking ;



- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ces emprises et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SCI OLLYTEAM, ou toute société s'y substituant les parcelles BA 341 et BA 342 d'une superficie respective de 57 m<sup>2</sup> et 65 m<sup>2</sup>, situées rue de la Calade sur la commune de Vendargues.

**ARTICLE 2** : Cette cession aura lieu au prix de total de 4 730 euros pour 122 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : La recette correspondante sera affectée au budget de la Métropole.

**ARTICLE 4** : L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur par la SCP Draire - Champetier, notaires à Sommières.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 AOUT 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **12 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **12 AOUT 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de**  
**préemption urbain - Propriété**  
**CALAFELL - Lot 846 Le Triangle -**  
**Parcelle HM 487 - 66 rue du Jeu de Ballon**  
**- Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de « l'Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 mars 2006 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 29 mars 2017, approuvant l'instauration d'un périmètre d'étude dans le cadre de la stratégie de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 25 janvier 2022, approuvant le lancement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ricardo Bofill ;
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 20 juin 2022, envoyée par Maître Stéphane DURAND, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 22 juin 2022, concernant la vente par Messieurs Jean-Christophe et Philippe CALAFELL, d'un local commercial, constituant le lot 846 de la copropriété « Le Triangle », cadastrée section HM 487, au prix de 280 000 € ;
- VU le constat dressé le 25 juillet 2022 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis de France domaine ;

**CONSIDERANT :**

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que ce bien est situé dans la ZAC Ricardo Bofill. Cette ZAC doit permettre la réalisation d'un grand projet d'aménagement sur une superficie de 34 ha, dont les objectifs sont les suivants :
  - contribuer à affirmer un cœur urbain et économique à l'échelle de la Métropole ;
  - accueillir un lieu d'intensité urbaine remarquable en cœur de ville ;
  - engager une opération de reconquête des espaces délaissés entre les espaces publics du centre historique et le quartier Antigone, en créant notamment une vaste liaison piétonne ;
  - lancer une opération d'aménagement, à la fois concertée et phasée dans le temps ;
  - renforcer la lisibilité de l'axe vers le Lez ;
  - valoriser les espaces de pleine terre et recréer une armature végétale ;
  - simplifier la trame viaire afin de renforcer les connexions douces entre ce secteur de la ville et les quartiers qui le bordent.

Ce projet de recomposition urbaine devra proposer une dimension contemporaine sur le devenir de l'un des axes majeurs de la centralité métropolitaine. Il s'agira de construire un récit intégrateur qui tout en assumant son histoire, esquisse de nouvelles ambitions urbaines, environnementales et fédératrices de l'ensemble des projets réalisés ou en cours.

- que la copropriété du Triangle est un élément essentiel de ce projet de par, notamment, son empreinte architecturale, le nombre important de locaux d'habitation, de bureaux et de commerces qu'elle comprend et de son positionnement qui en font un lieu de centralité et de très grand passage du cœur de ville sans pour autant présenter toutes les aménités d'un centre-ville. En effet, l'urbanisme de dalles qui le caractérise et le réseau viaire très routier qui le borde, le singularisent et l'isolent du reste des espaces publics du centre-ville ;

- que plus particulièrement la recomposition de cet ensemble, tant des espaces de circulation, que des structures commerciales, en perte de vitesse en ce qui concerne la dalle basse du centre commercial, nécessite la maîtrise foncière de nombreux lots de copropriété ;

- que l'acquisition du local commercial de Messieurs CALAFELL, situé sur la dalle basse du centre commercial, d'une superficie de 232 m<sup>2</sup>, est nécessaire, en vue de réaliser le projet d'aménagement décrit ci-dessus ;

- que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain, d'organiser la mutation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, et de réaliser des équipements collectifs.

#### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Messieurs Jean-Christophe et Philippe CALAFELL, un local commercial, constituant le lot 846 de la copropriété « Le Triangle », cadastrée section HM 487.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 280 000 € montant proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner et conforme à l'avis des Domaines, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

18 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

**Publiée le : 19 AOUT 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **19 AOUT 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation d'ester  
en justice dans le cadre de la réalisation de  
la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la collectivité dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'administration générale, de la commande publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU le cahier des clauses particulières du marché de mandat n°2232 de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de la cinquième ligne de tramway et plus particulièrement l'article 5.4 traitant de l'exercice des actions en justice ;

**CONSIDERANT**

- Que par arrêté n°2013 – I - 1656 en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré l'utilité publique et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées, pour la réalisation de la 5ème ligne de tramway par Montpellier Méditerranée Métropole. Que ladite déclaration d'utilité publique a été prolongée pour une nouvelle durée de cinq

ans par arrêté numéro 2018 – I – 638 en date du 13 juin 2018 ;

- Que par arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul Fajon à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'EAI, et la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

- Qu'il est nécessaire de saisir le juge de l'expropriation dans le cadre de la réalisation de la cinquième ligne de tramway aux fins de la fixation judiciaire des indemnités revenant aux expropriés et de la prise de possession des emprises nécessaires à la réalisation des ouvrages ;

### D E C I D E

**ARTICLE 1** : Pour les besoins de réalisation de la cinquième ligne de tramway sur son territoire, Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant les juridictions administratives et judiciaires compétentes en première instance, en appel et en cassation.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats CGCB & ASSOCIÉS.

**ARTICLE 3** : Les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 AOUT 2022**

Monsieur le Président

  
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **23 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de**  
**préemption urbain - Propriété Société**  
**FINANCIOR - Lot 828 Le Triangle -**  
**Parcelle HM 487 - 66 rue du Jeu de Ballon**  
**- Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;



- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de « l'Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 mars 2006 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 29 mars 2017, approuvant l'instauration d'un périmètre d'étude dans le cadre de la stratégie de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 25 janvier 2022, approuvant le lancement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ricardo Bofill ;
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 3 juin 2022, envoyée par Maître Jean-Christophe CLARON, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 7 juin 2022, concernant la vente par la société FINANCIOR, d'un local commercial, occupé au titre d'un bail commercial, constituant le lot 828 de la copropriété « Le Triangle », cadastrée section HM 487, au prix de 290 000 € ;
- VU la communication de documents en date du 26 juillet 2022 faisant suite à la demande d'information adressée à Maître CLARON le 6 juillet 2022, conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis de France domaine ;

**CONSIDERANT :**

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que ce bien est situé dans la ZAC Ricardo Bofill. Cette ZAC doit permettre la réalisation d'un grand projet d'aménagement sur une superficie de 34 ha, dont les objectifs sont les suivants :
  - contribuer à affirmer un cœur urbain et économique à l'échelle de la Métropole ;
  - accueillir un lieu d'intensité urbaine remarquable en cœur de ville ;
  - engager une opération de reconquête des espaces délaissés entre les espaces publics du centre historique et le quartier Antigone, en créant notamment une vaste liaison piétonne ;
  - lancer une opération d'aménagement, à la fois concertée et phasée dans le temps ;
  - renforcer la lisibilité de l'axe vers le Lez ;
  - valoriser les espaces de pleine terre et recréer une armature végétale ;
  - simplifier la trame viaire afin de renforcer les connexions douces entre ce secteur de la ville et les quartiers qui le bordent.

Ce projet de recomposition urbaine devra proposer une dimension contemporaine sur le devenir de l'un des axes majeurs de la centralité métropolitaine. Il s'agira de construire un récit intégrateur qui tout en assumant son histoire, esquisse de nouvelles ambitions urbaines, environnementales et fédératrices de l'ensemble des projets réalisés ou en cours.

- que la copropriété du Triangle est un élément essentiel de ce projet de par, notamment, son empreinte architecturale, le nombre important de locaux d'habitation, de bureaux et de commerces qu'elle comprend et de son positionnement qui en font un lieu de centralité et de très grand passage du cœur de ville sans pour autant présenter toutes les aménités d'un centre-ville. En effet, l'urbanisme de dalles qui le caractérise et le réseau viaire très routier qui le borde, le singularisent et l'isolent du reste des espaces publics du centre-ville ;
- que plus particulièrement la recomposition de cet ensemble, tant des espaces de circulation, que des structures commerciales, nécessite la maîtrise foncière de nombreux lots de copropriété ;
- que l'acquisition du local commercial de la Société FINANCIOR, situé sur la dalle haute du centre commercial et d'une superficie de 35 m<sup>2</sup>, est nécessaire, en vue de réaliser le projet d'aménagement décrit ci-dessus ;
- qu'il convient de préciser que ce local après regroupement avec les locaux voisins pour constituer une entité unique a été loué au titre d'un bail commercial ;
- que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain, d'organiser la mutation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, et de réaliser des équipements collectifs.

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la société FINANCIOR, un local commercial occupé, constituant le lot 828 de la copropriété « Le Triangle », cadastrée section HM 487.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé au prix révisé de 180 000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3 :** Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

**ARTICLE 4 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 19 AOUT 2022  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 19 AOUT 2022  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de la parcelle**  
**BN 352 - Impasse des Libellules -**  
**Commune de Castelnau-le-Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur Patrick MARCONNET en vue d'acquérir la parcelle BN 352 d'une superficie de 163 m<sup>2</sup>, en nature de délaissé de voirie, afin de réaliser un parking attenant à sa propriété ;
- VU l'avis de France Domaines réf. 2021-34057-44225 en date du 23 juillet 2021 ;
- VU la décision MD 2022-634 du 25 mai 2022, constatant la désaffectation et prononçant le déclassement du domaine public d'une emprise de 163 m<sup>2</sup>, impasse des Libellules à Castelnau-Le-Lez ;

**- CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur MARCONNET la parcelle BN 352 d'une superficie de 163 m<sup>2</sup>, située impasse des Libellules sur la commune de Castelnau-le-Lez.

**ARTICLE 2** : Cette cession aura lieu au prix de total de 16 300 euros soit 100 € le m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : La recette correspondante sera affectée au budget de la Métropole.

**ARTICLE 4** : L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 AOUT 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Coralie MANTION**



**Publiée le : 12 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **12 AOUT 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché  
de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des  
Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de  
Montpellier Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°M2020-96 du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6<sup>ème</sup> Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives » ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-615 du 14 décembre 2021 relative à la création de lignes de Bus à Haut Niveau de Services (BHNS), appelées Bustram ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDERANT :**

- qu'une consultation a été lancée par la Métropole selon une procédure avec négociation en application des articles R.2124-4 et R.2161-21 à R.2161-23 du Code de la commande publique portant sur la mission de maîtrise d'œuvre générale relative à la réalisation des lignes de BHNS de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que cette consultation comportait 2 lots : le premier concernant les lignes 1 et 4 de BHNS ainsi que les aménagements de PREDASUD, le second concernant les lignes 2,3 et 5 de Bustram ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations ;
- qu'après analyse, l'offre du groupement conjoint INGEROP (mandataire) / SERI sis à Pérols (34) est conforme aux attentes et a été choisie par la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 27 juillet 2022 pour le lot 1 ;
- qu'après analyse, l'offre du groupement conjoint EGIS VILLE ET TRANSPORTS (mandataire) / LABA ARCHITECTURE / PRESENTS, sis à Montpellier (34) est conforme aux attentes et a été choisie par la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 27 juillet 2022 pour le lot 2.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché M1D0081DM relatif la mission de maîtrise d'œuvre portant sur la réalisation des lignes de Bustram au groupement INGEROP (mandataire) / SERI pour le lot 1 et au groupement EGIS VILLE ET TRANSPORTS (mandataire) / LABA ARCHITECTURE / PRESENTS pour le lot 2.

**ARTICLE 2 :** Le lot 1 du marché M1D0081DM est conclu pour un montant forfaitaire de 4 821 568 €. Une partie complémentaire des prestations est passée sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 1 000 000 € HT.  
Le marché démarre à sa notification jusqu'à la fin de la période de parfait achèvement de chacune des lignes.

**ARTICLE 3 :** Le lot 2 du marché M1D0081DM est conclu pour un montant forfaitaire de 4 992 890 €. Une partie complémentaire des prestations est passée sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 1 000 000 € HT.  
Le marché démarre à sa notification jusqu'à la fin de la période de parfait achèvement de chacune des lignes.

**ARTICLE 4 :** De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant concerné à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 AOUT 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Julie FRÉCHE**



Publiée le : **11 AOUT 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **11 AOUT 2022**  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle MY 875, chemin de Casseyrols**  
**Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU l'Emplacement Réserve (ER) n° C9 inscrit au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier opposable à la parcelle MY 172, pour élargissement du Chemin de Casseyrols,
- **CONSIDERANT** l'accord de la société « NOVALIM » transmise par son notaire le 07 juin 2022, acceptant la cession à l'euro symbolique, de la parcelle nouvellement cadastrée MY 875 pour 26 m², libérée de toute occupation, située chemin de Casseyrols, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, pour permettre son intégration au domaine public ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société « NOVALIM », domiciliée 131 rue du Docteur Paul Jordana à Aigues-Vives (30670), ou toute autre personne venant en substitution de cette société, la parcelle nouvellement cadastrée MY 875 pour 26 m<sup>2</sup> située chemin de Casseyrols, en vue de son aménagement et son intégration au domaine public métropolitain, en application de la réserve C9 du PLU.

**ARTICLE 2** : La transaction est acceptée à l'euro symbolique, sans versement, compte-tenu de la nature du bien acquis.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 AOUT 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **12 AOUT 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **12 AOUT 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la**  
**parcelle MY 925, chemin de Casseyrols à**  
**Mme LIABEUF-BELLEGARDE**  
**Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'Emplacement Réservé (ER) n° C9 inscrit au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier opposable à la parcelle MY 925, pour élargissement du Chemin de Casseyrols ;
- **CONSIDERANT** la libération de l'emprise grevée de l'ER ;

- **CONSIDERANT** l'accord de Madame Anny LIABEUF-BELLEGRARDE transmise par son notaire le 07 juin 2022, acceptant la cession de la parcelle nouvellement cadastrée MY 925 pour 72 m<sup>2</sup> située chemin de Casseyrols, à l'euro symbolique, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, permettant son intégration au domaine public viaire ;

## DECIDE

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Anny LIABEUF-BELLEGRARDE, domiciliée à Lavérune (34880), la parcelle nouvellement cadastrée MY 925 pour 72 m<sup>2</sup> située chemin de Casseyrols, en vue de son aménagement et son intégration au domaine public métropolitain, en application de la réserve C9 du PLU.

**ARTICLE 2** : La transaction est acceptée à l'euro symbolique, sans versement, compte-tenu de la nature du bien acquis.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 12 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

12 AOUT 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Unité implantation des entreprises**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de**  
**candidature de la société MV SERVICES**  
**dans la Zac Cannabe à Cournonterral**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

**CONSIDERANT** : la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC CANNABE à Cournonterral : la société MV SERVICES, représentée par Monsieur Vincent Rivière, a pour activité les travaux de nettoyage de sites industriels, commerciaux, de locaux professionnels, publics ou privés et services annexes.

Elle est candidate à l'acquisition du lot 04 de 1 375 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux et stockage de 698 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 798 m<sup>2</sup>.

La société prévoit un effectif de 200 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société MV SERVICES ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3 :** Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 19 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société KILOUTOU  
IMMOBILIER dans la Zac Garosud  
extension à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

**CONSIDERANT** : la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC GAROSUD EXTENSION à Montpellier : la société KILOUTOU IMMOBILIER, représentée par Monsieur Baudus ;

- que cette société est candidate à l'acquisition du lot 13A de 7 341 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un bâtiment de 2 100 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 100 m<sup>2</sup> ;
- que l'utilisateur final sera la société KILOUTOU, location de matériel professionnel ;
- que la société emploie 30 personnes et prévoit un effectif de 35 salariés à 3 ans ;
- que cette acquisition fait suite à la procédure d'expropriation initiée par la SA3M à l'encontre de la société KILOUTOU sur son agence actuelle située sur Ode à la Mer.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la société KILOUTOU IMMOBILIER ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3 :** Madame la Vice-Président déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

**ARTICLE 4 :** Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **18 AOUT 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Hind EMAD**



**Publiée le : 19 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société JH INVEST dans  
la Zac Cantausse à Saint-Brès**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

**CONSIDERANT** : la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Cantausse à Saint-Brès : la SCI JH INVEST est candidate à l'acquisition du lot A1 de 4 253 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un programme d'activité comprenant des ateliers, du stockage, des bureaux et locaux sociaux de 2 558 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 3 000 m<sup>2</sup>.

L'utilisateur final sera la société ELECTRIC MOTION pour une activité de fabrication et commercialisation de motos 100% électriques et plus particulièrement des motos trial.  
Les sociétés prévoient un effectif de 50 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCI JH INVEST ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3 :** Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

**ARTICLE 4 :** Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **18 AOUT 2022**  
Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : **19 AOUT 2022**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : **19 AOUT 2022**  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle KX 456, avenue de Lodève aux  
époux FERRIER - Commune de  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- **CONSIDERANT** les aménagements publics réalisés par la collectivité sur la parcelle KX 456 d'une contenance de 43 m<sup>2</sup>, située avenue de Lodève à Montpellier, détachée de la propriété des époux FERRIER ;

- **CONSIDERANT** la totale réalisation des accords passés entre la collectivité et les époux FERRIER et en régularisation de l'existant, la parcelle étant déjà intégrée au domaine public viaire métropolitain ;

- **CONSIDERANT** la promesse de vente et sa réitération par le notaire en date du 28 juillet 2022 ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux FERRIER, domiciliés avenue de Lodève à Montpellier, la parcelle cadastrée KX 456 de 42 m<sup>2</sup> située angle avenue de Lodève – allée Pierre Carabasse à Montpellier, en régularisation de l'existant.

**ARTICLE 2** : La transaction est acceptée à l'euro symbolique, sans versement, compte-tenu de la nature du bien acquis.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 12 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 51m<sup>2</sup> de  
bien immobilier sis 25 place Albert Louvel  
à MONTPELLIER, appartenant à  
Monsieur et Madame BRUX dans le cadre  
de la réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

**CONSIDERANT :**

- que 51 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 25 place Albert Louvel à MONTPELLIER, cadastré section IL n°498 appartenant à Monsieur et Madame BRUX est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IL n°498.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 51 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 25 place Albert Louvel à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 498 appartenant à Monsieur et Madame BRUX.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 28 479 € (VINGT HUIT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE DIX NEUF EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame BRUX et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame BRUX.

**ARTICLE 7** : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 AOUT 2022

Monsieur le Président

  
Michaël DELAFOSSE

**Publiée le :** 22 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PPA-signé-par-epoux-Brux.pdf
- PUV-signé-par-epoux-Brux.pdf
- AT-signé-par-epoux-Brux.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 10m<sup>2</sup> de  
bien immobilier sis 31 place Albert Louvel  
à MONTPELLIER appartenant à  
Madame Simone DATH dans le cadre de la  
réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;



- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

**CONSIDERANT :**

- que 10 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 31 place Albert Louvel à MONTPELLIER, cadastré section IL n°240 appartenant à Madame Simone DATH est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IL n°240.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 10 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 31 place Albert Louvel à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 240 appartenant à Madame Simone DATH.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 620 € (QUATRE MILLE SIX CENT VINGT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame Simone DATH et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame Simone DATH.

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 AOUT 2022

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE

Publiée le : 22 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PPA-signé-par-mme-Dath.pdf
- PUV-signé-par-mme-Dath.pdf
- AT-signé-par-mme-Dath.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 393m<sup>2</sup> et  
27m<sup>2</sup> de bien immobilier sis rue Ulysse  
Vergnes à MONTPELLIER appartenant à  
l'Association Syndicale du groupe  
d'habitation "Les Villas du Puech" dans le  
cadre de la réalisation de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **VU** la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

**CONSIDERANT :**

- que 393 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis rue Ulysse Vergnes à MONTPELLIER, cadastrés section PD n°142 et que 27 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis rue Ulysse Vergnes à MONTPELLIER, cadastrés section PD n°143 , appartenant à l'Association Syndicale du groupe d'habitation « Les Villas Du Puech » sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ces dites emprises.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 393 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis rue Ulysse Vergnes à MONTPELLIER, cadastrés section PD n°142 et 27 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis rue Ulysse Vergnes à MONTPELLIER, cadastrés section PD n°143 , appartenant à l'Association Syndicale du groupe d'habitation « Les Villas Du Puech ».

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 7 012 € (SEPT MILLE DOUZE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée des emprises désignées à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'Association Syndicale du groupe d'habitation « Les Villas Du Puech » et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 AOUT 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PPA.pdf
- PUV signée.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition du lot  
privatif n°139 au sein de la copropriété  
"Le domaine de la Coustaude" situé au 1  
chemin de la Coustaude à SAINT-JEAN-  
DE-VEDAS appartenant à Monsieur  
ARNOULD et Madame HIERNAUX dans  
le cadre de la réalisation de la ligne 5 de  
tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

**VU** la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

**CONSIDERANT :**

- que le lot privatif n°139 du volume B1 au sein de la copropriété « Le domaine de la coustaude » située 1 chemin de la coustaude à Saint Jean de Védas, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n°420, 422, 424, appartenant Monsieur ARNOULD et Madame HIERNAUX, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- qu'il est précisé que Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'occupation du bien immobilier jusqu'au 30 novembre 2022.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert dans le volume B1 le lot privatif n°139 au sein de la copropriété « le domaine de la coustaude » située 1 chemin de la coustaude à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Monsieur ARNOULD et Madame HIERNAUX.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 7 150 € (SEPT MILLE CENT CINQUANTE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 ::** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur ARNOULD et Madame HIERNAUX et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte la prise de jouissance différée à compter du 30 novembre 2022.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 AOUT 2022

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE

Publiée le : 22 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PPA.pdf
- PUV.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société NATTAGHE  
dans la Zac Cannabe à Cournonterral**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC CANNABE à Cournonterral : la SCI NATTAGHE, représentée par Monsieur Kévin COULM, est candidate à l'acquisition du lot 02 de 1 337 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux, ateliers et showroom de 757 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 857 m<sup>2</sup>.

L'utilisateur final sera la société DROMSPORT pour une activité de confection et impression de textile sportif.

La société prévoit un effectif de 25 personnes à 3 ans ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCI NATTAGHE ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **18 AOUT 2022**

Madame la Vice-Présidente

**Hind EMAD**

Publiée le : **19 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

**19 AOUT 2022**

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'un fonds  
de commerce - Restaurant Asiatique Chez  
Nelly - Parcelle KS 1 lots 175 et 176 - rue  
de Las Sorbes & avenue de Lodève  
Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Montpellier qui prévoit l'élargissement de la rue de Las Sorbes applicable à la parcelle KS 1, angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève,

- **VU** l'estimation du pôle d'évaluations domaniales en date du 06 juillet 2021, estimant le bien en nature de restaurant asiatique « Chez Nelly »,

- **CONSIDERANT** l'accord de Madame Nelly NGUYEN, gérante de l'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée « EURL NELLYNAT » en date du 23 mars 2022, pour céder son bail commercial sur les lots 175 et 176 de la parcelle KS1 à Montpellier, au prix de 29 000 € (vingt-neuf mille euros) pour tout prix sans autre indemnités, montant compatible avec l'estimation des services fiscaux,

- **CONSIDERANT** la nécessité de la mise en œuvre de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montpellier,

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la cession du bail commercial de Madame Nelly NGUYEN, gérante de l'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée « EURL NELLYNAT », portant sur les lots 175 et 176 de la parcelle KS1 à Montpellier, située angle de la rue de Las Sorbes et de l'avenue de Lodève à Montpellier, en application de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme.

**ARTICLE 2** : Cette transaction aura lieu au prix de 29 000 € (vingt-neuf mille euros), montant compatible avec l'estimation des services fiscaux.

**ARTICLE 3** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la charge de la Métropole.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 12 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Estim SF du 21 sept 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de deux**  
**garages - Parcelle KS1 lots 175 et 176 - rue**  
**de Las Sorbes & avenue de Lodève -**  
**Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Montpellier qui permet l'élargissement de la rue de Las Sorbes, applicable à la parcelle KS 1, angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève ;
- VU l'estimation du pôle d'évaluations domaniales en date du 26 juillet 2021, estimant le bien à 15 000 € (quinze mille euros) par garage, soit 30 000 € (trente mille euros) pour deux garages ;

- **CONSIDERANT** l'accord des propriétaires, Madame Nelly NGUYEN épouse TRAN VAN BA et Monsieur Michel TRAN VAN BA, en date du 30 mai 2022, au prix de 30 000 € (trente mille euros), montant conforme avec l'estimation des services fiscaux ;

- **CONSIDERANT** la nécessité de la mise en œuvre de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'acquisition des lots 175 et 176 de la parcelle KS1 à Montpellier, située angle de la rue de Las Sorbes et de l'avenue de Lodève à Montpellier, en nature de garages, propriétés de Madame Nelly NGUYEN épouse TRAN VAN BA et Monsieur Michel TRAN VAN BA, en application de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme.

**ARTICLE 2** : Cette transaction aura lieu au prix de 30 000 € (trente mille euros), montant conforme avec l'estimation des services fiscaux, à partager par le notaire.

**ARTICLE 3** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la charge de la Métropole.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 12 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avis SF 26 juillet 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'un fonds  
de commerce - Restauration rapide  
HOUSE BUNS - Parcelle KS 1 lot 172 - rue  
de Las Sorbes & avenue de Lodève  
Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;



- **VU** la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Montpellier qui prévoit l'élargissement de la rue de Las Sorbes, applicable à la parcelle KS 1, angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève ;

- **VU** l'estimation du pôle d'évaluations domaniales en date du 23 mai 2022, estimant le bien en nature de restauration rapide « HOUSE BUNS » ;

- **CONSIDERANT** l'accord de Monsieur Jamel ABAD, propriétaire de l'enseigne « HOUSE BUNS », en date du 08 juin 2022, pour céder son bail commercial sur le lot 172 de la parcelle KS1 à Montpellier, au prix de 49 000 € (quarante-neuf mille euros) pour tout prix sans autre indemnités, montant compatible avec l'estimation des services fiscaux ;

- **CONSIDERANT** la nécessité de la mise en œuvre de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier ;

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la cession du bail commercial de Monsieur Jamel ABAD, propriétaire de l'enseigne « HOUSE BUNS », portant sur le lot 172 de la parcelle KS1 à Montpellier, située angle de la rue de Las Sorbes et de l'avenue de Lodève à Montpellier, en application de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme.

**ARTICLE 2** : Cette transaction aura lieu au prix de 49 000 € (quarante-neuf mille euros), montant compatible avec l'estimation des services fiscaux.

**ARTICLE 3** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la charge de la Métropole.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 12 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 12 AOUT 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis des domaines 23 mai 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'un  
garage - Parcelle KS 1 lot 172 - rue de Las  
Sorbes & avenue de Lodève - Commune de  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Montpellier qui prévoit l'élargissement de la rue de Las Sorbes, applicable à la parcelle KS 1, angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève ;
- VU l'estimation du pôle d'évaluations domaniales en date du 26 juillet 2021, estimant le bien à 15 000 € (quinze mille euros) le garage ;
- **CONSIDERANT** l'accord de la propriétaire, Madame Arlette MARTY, en date du 17 mars 2022, pour céder son garage au prix de 15 000 € (quinze mille euros), montant conforme avec l'estimation des services fiscaux ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de la mise en œuvre de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier ;

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'acquisition du lot 172 de la parcelle KS1 à Montpellier, située angle de la rue de Las Sorbes et de l'avenue de Lodève à Montpellier, en nature de garage, propriété de Madame Arlette MARTY, en application de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme.

**ARTICLE 2** : Cette transaction aura lieu au prix de 15 000 € (quinze mille euros), montant conforme avec l'estimation des services fiscaux.

**ARTICLE 3** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la charge de la Métropole.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 12 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avis SF 26 juillet 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'un fonds  
de commerce - Service Cartes Grises -  
Parcelle KS 1 lot 195 - rue de Las Sorbes &  
avenue de Lodève - Commune de  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Montpellier qui prévoit l'élargissement de la rue de Las Sorbes, applicable à la parcelle KS 1, angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève ;
- VU l'estimation du pôle d'évaluations domaniales en date du 03 septembre 2021, estimant le bien en nature de « Service Cartes Grises » ;
- **CONSIDERANT** l'accord de Monsieur Hassan GEAGHDAN, propriétaire du « Service Cartes Grises », en date du 20 mai 2022, pour céder son bail commercial sur le lot 195 de la parcelle KS 1 à Montpellier, au prix de 7 000 € (sept mille euros) pour tout prix sans autre indemnités, montant compatible avec l'estimation des services fiscaux ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de la mise en œuvre de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montpellier ;

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la cession du bail commercial de Monsieur Hassan GEAGHDAN, propriétaire du « Service Cartes Grises », portant sur le lot 195 de la parcelle KS1 à Montpellier, située angle de la rue de Las Sorbes et de l'avenue de Lodève à Montpellier, en application de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme.

**ARTICLE 2** : Cette transaction aura lieu au prix de 7 000 € (sept mille euros), montant compatible avec l'estimation des services fiscaux.

**ARTICLE 3** : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la charge de la Métropole.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 12 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 12 AOUT 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis SF 03 sept 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## **Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

### **Décision relative à l'acquisition de 53m<sup>2</sup> de bien immobilier sis 90 rue Albert Viger à MONTPELLIER appartenant à Monsieur et Madame MULLER dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives » ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

**CONSIDERANT :**

- que 53 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 90 rue Albert Viger à MONTPELLIER, cadastré section IL n°238, appartenant à Monsieur et Madame MULLER, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IL n°238 ;
- que lors de la réalisation des travaux de reconstitution, il pourra ou non être garanti la tenue du sujet (arbre) n°6 ;
- qu'en cas de non maintien de l'arbre, il sera nécessaire d'autoriser l'indemnisation dudit sujet.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 53 m<sup>2</sup> du bien immobilier sis 90 rue Albert Viger à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 238 appartenant à Monsieur et Madame MULLER.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 34 736 € (TRENTÉ QUATRE MILLE SEPT CENT TRENTÉ SIX EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

**ARTICLE 3 :** L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 4 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame MULLER et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

**ARTICLE 5 :** La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 6 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame MULLER.

**ARTICLE 7 :** La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 8 :** En cas de non maintien du sujet n°6, l'indemnisation pour le préjudice subi sera de 13 590 € (TREIZE MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT DIX EUROS) sur la base de l'expertise arboricole.

**ARTICLE 9 :** Le protocole d'accord concernant l'indemnisation désigné à l'article 8 ci-dessus est signé par :


- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

**ARTICLE 10 :** Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 AOUT 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 23 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PPA
- PUV
- AT-DT

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Convention d'occupation temporaire du**  
**Domaine Public- Parcelle AH n°7**  
**(3 065 m<sup>2</sup>) sur la commune de**  
**COURNONSEC**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la Propriété des Personnes Publiques ;
- VU les articles L 2122-1 à L 2122-1-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

**CONSIDÉRANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole a été destinataire d'une manifestation d'intérêt spontanée portant sur la parcelle AH 7 de 3 065 m<sup>2</sup> dont elle est propriétaire, sur la commune de CURNONSEC par la SAS NXO ENGINEERING, entreprise spécialisée dans les métiers de l'eau et la décarbonation des industries ;
- que la SAS NXO ENGINEERING, spécialisée dans les métiers de l'eau et de la décarbonation des industries, développe une technologie disruptive, à énergie positive et carbone négatif, de bioremédiation micro algale dans le domaine de l'assainissement.
- qu'à la suite de cette manifestation d'intérêt spontanée, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé du 19 juillet au 5 août 2022 inclus un appel à manifestation d'intérêt concurrent en vue de la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public portant sur la parcelle cadastrée AH 7 à Curnonsec ;
- qu'à la clôture de l'appel à manifestation d'intérêt concurrent le 5 août 2022, aucun dossier n'a été déposé ;
- que la proposition de la SAS NXO ENGINEERING portant sur le développement technique et commercial de procédés innovants dans le traitement des eaux usées, par, notamment, la valorisation énergétique de celui-ci, s'inscrit dans les objectifs poursuivis par les politiques publiques développées par la Métropole de Montpellier sur son territoire et propose, en contrepartie de l'occupation du domaine public et à titre de redevance, la communication des résultats des études réalisées sur site ainsi que la valorisation de l'implication de la Métropole dans le projet (présence du logo et rappel systématique, dans les outils de communication du projet de la contribution de 3M par mise à disposition gratuite de la parcelle). Les études et résultats transmis par l'entreprise le seront à titre d'information interne à la Métropole et ne seront pas exploités ni communiqués publiquement ou à des tiers par cette dernière.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** La conclusion d'une convention d'occupation à titre gratuit du Domaine Public au profit de la SAS NXO ENGINEERING sur la parcelle cadastrée AH n°7 (3 065m<sup>2</sup>) à CURNONSEC, pour une durée de quatre ans à compter de la date de signature de la convention.

**ARTICLE 2 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

18 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 19 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- COT AH007 PROJET.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

<b>N° AFFAIRE</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Page</b>
MAR2022-0019	Fonctionnement et tarification du parking du Prévost - Villeneuve-lès-Maguelone - Saison estivale 2022	754
MAR2022-0038	Délégations de signature Pôle Proximité Espaces Publics	757
MAR2022-0041	Délégations de signature Cabinet du Président	773
MAR2022-0042	Délégations de signature Direction Générale des Services	777
MAR2022-0043	Délégation de signature relative à l'intérim de Monsieur Le Directeur Général des Services du 8 au 26 août 2022 inclus	781
MAR2022-0044	Délégations de signature Pôle Proximité Espaces Publics	783
MAR2022-0046	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pignan	799
MAR2022-0048	Délégations de signature Pôle Stratégie Foncière et Immobilière	801
MAR2022-0049	Délégations de signature - Pôle Développement Urbain	806
MAR2022-0050	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique unique portant sur la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac et sur la création de deux périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson	817
MAR2022-0051	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique unique portant sur la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone et sur la création d'un périmètre délimité des abords (PDA) de l'Eglise Saint-Etienne	822
MAR2022-0052	Délégations de signature Pôle Proximité Espaces Publics	827
MAR2022-0053	Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Conseiller métropolitain délégué au Mécénat et à la Création d'entreprises	843
MAR2022-0056	Madame Claudine VASSAS-MEJRI 10ème Vice-Présidente déléguée à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels	845
MAR2022-0057	Monsieur Renaud CALVAT Premier Vice-Président délégué aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes	848
MAR2022-0058	Monsieur Joël RAYMOND 18ème Vice-Président délégué aux Ressources humaines et au Dialogue social	851
MAR2022-0059	Représentation de l'autorité territoriale lors du tirage au sort et en conseil de discipline	853
MAR2022-0060	Délégations de signature Pôle Juridique, Achats et Assemblées	855
MAR2022-0064	Représentation du Président à la Commission départementale d'aménagement commercial de l'Hérault (CDAC)	861
MAR2022-0068	Délégations de signature - Pôle Développement Urbain	863



**Pôle Proximité Espaces Publics**

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Fonctionnement et tarification du parking  
du Prévost - Villeneuve-lès-Maguelone -  
Saison estivale 2022**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la loi du 05 avril 1884, article 94 ;
- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-3, L. 2213-1, L. 2213-2, L. 2213-3, L. 2213-4, L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** le Code de la route, notamment ses articles R225, R285 et R417 ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 14/05/1980 des Services Maritimes et de la Navigation du Languedoc Roussillon réglementant la circulation des véhicules de toute sorte sur le rivage de la mer ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine de des « Voiries et de l'espace public » ;
- **VU** les arrêtés municipaux de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone des 16 juin 1981 et 03 juin 1983 réglementant le stationnement des véhicules sur le chemin d'accès à la Cathédrale de Maguelone ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il convient d'assurer une meilleure gestion du stationnement du parking payant de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- la nécessité de réglementer le stationnement payant, compte-tenu de la mise en place d'horodateur permettant l'acquittement du stationnement payant du parking dit du « Prévost ».



**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Un stationnement payant avec horodateur est mis en place durant la saison estivale (Du 16 avril au 30 septembre 2022 inclus, 7J/7, de 08h00 à 20H00), pour une meilleure gestion du parking payant dit « du Prévost » sis CD62E2.

**ARTICLE 2** : Les plages horaires du stationnement réglementé et la tarification, sont les suivantes :

- Plein tarif de 8h00 à 18h00, soit :  
5,00 € pour les véhicules et 2,50 € pour les deux-roues.
- Demi-tarif de 18h00 à 20h00, soit :  
2,50 € pour les véhicules et 1,25 € pour les deux-roues.

**ARTICLE 3** : Le ticket constatant le paiement et délivré par un horodateur doit être apposé de façon visible derrière le pare-brise du véhicule.

**ARTICLE 4** : Le parking payant sera matérialisé par panneaux réglementaires de type « C1c ».

**ARTICLE 5** : Tout conducteur de véhicule ayant contrevenu aux dispositions susvisées du présent arrêté est passible des sanctions prévues par le Code de la route. Tout stationnement de véhicule au-delà de 24 heures sur un emplacement géré par horodateur est considéré comme « abusif » au sens du Code de la Route.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté remplace les arrêtés antérieurs relatifs au stationnement payant sur le parking plage dit du « Prévost ».

**ARTICLE 7** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cet arrêté.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale ainsi que Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Villeneuve-lès-Maguelone sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 26 août 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Signé.**

**Frédéric LAFFORGUE**

**Publiée le : 29/08/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-187611-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29/08/22

Réception en Préfecture : 29/08/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Pôle Proximité Espaces Publics**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Pôle Proximité Espaces Publics est composé du service et des directions déléguées suivants :

- Service Développement Territorial « L'Atelier »
- Direction Déléguée de l'Appui Technique aux Territoires
- Direction Déléguée des Services aux Territoires
- Direction Déléguée des Ressources et Règlementation de l'Espace Public

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, directrice du Pôle Proximité Espaces Publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant du service Développement Territorial « L'Atelier » :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué Aménagement et Développement Equilibré du Territoire.

**ARTICLE 1-1** : Monsieur Arnaud BURTIN, responsable du service Développement Territorial « L'Atelier », reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe CLAVEL, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Philippe CLAVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Philippe CLAVEL et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Philippe CLAVEL, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2** : La Direction Déléguée de l'Appui Technique aux Territoires, au sein du Pôle Proximité Espaces Publics, est composée des services suivants :

- Coordination des Politiques d'Exploitation et de Gestion
- Etudes et Travaux « 7 »
- Eclairage Public
- Pluvial Urbain
- Gestion et Exploitation des Equipements du Trafic

Monsieur Stéphane ESCOBAR, directeur délégué de l'Appui Technique aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de service et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC, responsable du service Etudes et Travaux « 7 ».

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-1** : Monsieur Thomas COMTE, responsable du service Coordination des Politiques d'Exploitation et de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas COMTE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Guilhem ANDRE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas COMTE et de Monsieur Guilhem ANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-2** : Monsieur Stéphane PIC, responsable du service Etudes et Travaux « 7 », reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier REYDELLET, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Olivier REYDELLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Olivier REYDELLET et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Olivier REYDELLET, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Olivier REYDELLET, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-3** : Monsieur Nicolas MARSAC, responsable du service Eclairage Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude CANADAS, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Jean-Claude CANADAS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-4** : Monsieur David AUPERT, responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Julie BRIENS, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David AUPERT et de Madame Julie BRIENS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David AUPERT, de Madame Julie BRIENS et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David AUPERT, de Madame Julie BRIENS, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David AUPERT, de Madame Julie BRIENS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David AUPERT, de Madame Julie BRIENS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-5** : Monsieur Hervé VEBER, responsable du service Gestion et Exploitation des Equipements du Trafic, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Laurent SOUBABERE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Hervé VEBER et de Monsieur Laurent SOUBABERE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Hervé VEBER, de Monsieur Laurent SOUBABERE et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Hervé VEBER, de Monsieur Laurent SOUBABERE, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Hervé VEBER, de Monsieur Laurent SOUBABERE, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Hervé VEBER, de Monsieur Laurent SOUBABERE, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3** : La Direction Déléguée des Services aux Territoires, au sein du Pôle Proximité Espaces Publics, est composée des services suivants :

- Pôle Piémonts et Garrigues
- Pôle Plaine Ouest
- Pôle Littoral
- Pôle Territorial de Montpellier
- Pôle Vallée du Lez
- Pôle Cadoule et Bérange



Monsieur David TOURNIER, directeur délégué des Services aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de service et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER, responsable du pôle Piémonts et Garrigues.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Philippe MAUGER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Philippe MAUGER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-1** : Monsieur Philippe MAUGER, responsable du pôle Piémonts et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ARNAU, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Patrick ARNAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-2** : Monsieur Aurélien CHAREIRE, responsable du pôle Plaine Ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Aurélien CHAREIRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Cédric HERMITTE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Aurélien CHAREIRE et de Monsieur Cédric HERMITTE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE, de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-3 :** Monsieur Eric LAUER, responsable du pôle Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Didier BORIE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Didier BORIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-4** : Monsieur Guillaume SAUVAGE, responsable du pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guillaume SAUVAGE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Michel SOUM, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SAUVAGE et de Monsieur Michel SOUM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SAUVAGE, de Monsieur Michel SOUM et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SAUVAGE, de Monsieur Michel SOUM, de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SAUVAGE, de Monsieur Michel SOUM, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SAUVAGE, de Monsieur Michel SOUM, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-5** : Le responsable du Pôle Vallée du Lez reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du Pôle Vallée du Lez, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier RICHARD, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du Pôle Vallée du Lez et de Monsieur Olivier RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du Pôle Vallée du Lez, de Monsieur Olivier RICHARD et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du Pôle Vallée du Lez, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du Pôle Vallée du Lez, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du Pôle Vallée du Lez, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-6 :** Monsieur Nicolas DUBOIS, responsable du pôle Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas DUBOIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yoann RENAULT, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas DUBOIS et de Monsieur Yoann RENAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4 :** La Direction Déléguée des Ressources et Réglementation de l'Espace Public, au sein du Pôle Proximité Espaces Publics, est composée des services suivants :

- Publicité et Mobilier
- Coordination Budgétaire et Marchés Publics
- Administration, Financements, Innovations, Recouvrements et Ressources Humaines
- Réglementation Urbaine

Monsieur Stéphane LOPEZ, directeur délégué des Ressources et Règlementation de l'Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de service et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christèle DUBOZ, responsable du service Administration, Financements, Innovations, Recouvrements et Ressources Humaines.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Christèle DUBOZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Christèle DUBOZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-1** : Monsieur Denis BAQUIER, responsable du service Publicité et Mobilier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis BAQUIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christèle DUBOZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis BAQUIER et de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis BAQUIER, de Madame Christèle DUBOZ et de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis BAQUIER, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis BAQUIER, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-2** : Madame Julie ROUSSEL, responsable du service Coordination Budgétaire et Marchés Publics, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Audrey ASPA-SERRANO, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL et de Madame Audrey ASPA-SERRANO, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christèle DUBOZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO et de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO, de Madame Christèle DUBOZ et de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-3** : Madame Christèle DUBOZ, responsable du service Administration, Financements, Innovations, Recouvrements et Ressources Humaines, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;



- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Pascaline POULARD, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christèle DUBOZ et de Madame Pascaline POULARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christèle DUBOZ, de Madame Pascaline POULARD et de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christèle DUBOZ, de Madame Pascaline POULARD, de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christèle DUBOZ, de Madame Pascaline POULARD, de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-4** : Madame Anne-Sophie LACOMBE, responsable du service Règlementation Urbaine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne-Sophie LACOMBE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Gilles SICCAT, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE et de Monsieur Gilles SICCAT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christèle DUBOZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE, de Monsieur Gilles SICCAT et de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE, de Monsieur Gilles SICCAT, de Madame Christèle DUBOZ et de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE, de Monsieur Gilles SICCAT, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE, de Monsieur Gilles SICCAT, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour le Président empêché**

**Montpellier, le 2 août 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 02/08/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-199805-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02/08/22

Réception en Préfecture : 02/08/22

Notifié le : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature  
Cabinet du Président**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du Cabinet du Président approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le Cabinet du Président est composé des directions et services suivants :

- Direction de la Communication ;
- Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel ;
- Service Administratif et Financier ;

Monsieur Clément PRUNIERES, directeur de Cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services placés sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes, ordres de mission des conseillers métropolitains...) de l'ensemble des directions et services relevant du Cabinet du Président.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Clément PRUNIERES, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Alice GIRARDOT, directrice adjointe de Cabinet.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Clément PRUNIERES et de Madame Alice GIRARDOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie ARNAL, chef de Cabinet.

**ARTICLE 1-1 :** Monsieur Benoît ROOS, directeur de la Communication, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de l'ensemble des services relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ROOS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Clément PRUNIERES.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benoît ROOS et de Monsieur Clément PRUNIERES, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Alice GIRARDOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benoît ROOS, de Monsieur Clément PRUNIERES et de Madame Alice GIRARDOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie ARNAL, chef de Cabinet.

**ARTICLE 1-2 :** Monsieur Yannick GOUDY, directeur des Relations Institutionnelles et de l'Événementiel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de l'ensemble des services relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannick GOUDY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Clément PRUNIERES.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yannick GOUDY et de Monsieur Clément PRUNIERES, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Alice GIRARDOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yannick GOUDY, de Monsieur Clément PRUNIERES et de Madame Alice GIRARDOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie ARNAL, chef de Cabinet.

**ARTICLE 1-3 :** Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- En matière financière, pour l'ensemble des directions et du service composant le Cabinet du Président, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benoît ROOS en ce qui concerne la direction de la Communication et à Monsieur Yannick GOUDY en ce qui concerne la direction des Relations Institutionnelles et de l'Événementiel.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, de Monsieur Benoît ROOS et de Monsieur Yannick GOUDY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Clément PRUNIERES.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, de Monsieur Benoît ROOS, de Monsieur Yannick GOUDY et de Monsieur Clément PRUNIERES, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Alice GIRARDOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, de Monsieur Benoît ROOS, de Monsieur Yannick GOUDY, de Monsieur Clément PRUNIERES et de Madame Alice GIRARDOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie ARNAL, chef de Cabinet.

**ARTICLE 2 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 22 août 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22/08/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-200341-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/08/22

Réception en Préfecture : 22/08/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Direction Générale des Services**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme de Montpellier Méditerranée Métropole tel qu'approuvé par le Comité Technique ;
- VU les arrêtés relatifs aux délégations de signature consenties à l'administration ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La Direction Générale des Services est composée de tous les départements, pôles, missions, directions et services de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par dérogation aux délégations de fonctions consenties aux vice-présidents et conseillers métropolitains, Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de Montpellier Méditerranée Métropole sous son autorité, délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales et arrêtés du Président.

Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de Montpellier Méditerranée Métropole sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de ses départements et missions ;
- Délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions et arrêtés du Président ;
- Délégation de signature pour l'ensemble des décisions individuelles favorables ou défavorables prises en réponse à la demande d'un agent de la Métropole ou d'un usager ;

- En matière de ressources humaines, délégation pour l'ensemble des courriers et documents relatifs à la gestion du personnel métropolitain ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour les bons de commandes quel qu'en soit le montant, en cas d'absence ou d'empêchement successifs des directeurs et directeurs de département ;
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés métropolitains, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L. 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Délégation est attribuée à Monsieur Olivier NYS à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole, comprenant notamment :

- les bordereaux de titres et de mandats et les bordereaux d'annulation de titres et de mandats, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
- les certificats administratifs relatifs aux opérations non budgétaires retracées dans la comptabilité patrimoniale ;
- les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel ;
- les admissions en non-valeur ;
- les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
- les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Olivier NYS et de Monsieur Olivier MERLIAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, Directrice Générale Déléguée.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Olivier NYS, de Monsieur Olivier MERLIAUD et de Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER, Directrice Générale Déléguée.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Olivier NYS, de Monsieur Olivier MERLIAUD, de Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN et de Madame Stéphanie PORTIER, la délégation est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur du Pôle Finances et Conseil en Gestion, et à défaut, à Madame Christelle ROSE, directrice adjointe du Pôle Finances et Conseil en Gestion.

En cas d'intérim de Monsieur Olivier NYS, l'ensemble des délégations ci-dessus sont accordées au délégataire désigné par arrêté.

**ARTICLE 2 :** Madame Florence TISSEYRE, directrice de la Mission Coordination interne et Vie de l'Intercommunalité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;



- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 2-1** : Madame Sabine BERGUA, responsable du service Guichet unique de proximité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sabine BERGUA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence TISSEYRE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Sabine BERGUA et Florence TISSEYRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 3** : Le directeur de la Mission Coopérations territoriales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour les décisions d'attribution des aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Mission Coopérations territoriales, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 4** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour le Président empêché**

**Montpellier, le 2 août 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 02/08/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-200720-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02/08/22

Réception en Préfecture : 02/08/22

Notifié le : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégation de signature  
relative à l'intérim de Monsieur  
le Directeur Général des Services  
du 8 au 26 août 2022 inclus**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme de Montpellier Méditerranée Métropole tel qu'approuvé par le Comité Technique ;
- **VU** l'arrêté n° MAR2022-0042 donnant délégation de signature à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services ;
- **VU** les arrêtés relatifs aux délégations de signature consenties à l'administration ;
- **CONSIDÉRANT** que Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, sera absent du 8 au 26 août 2022 inclus, et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services publics durant cette période ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : En l'absence de Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à Madame Géraldine MALATIER, directrice du Pôle Solidarités, du 8 au 26 août 2022 inclus.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour le Président empêché**

**Montpellier, le 2 août 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 02/08/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-200738-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02/08/22

Réception en Préfecture : 02/08/22

Notifié le : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Pôle Proximité Espaces Publics**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Pôle Proximité Espaces Publics est composé du service et des directions déléguées suivants :

- Service Développement Territorial « L'Atelier »
- Direction Déléguée de l'Appui Technique aux Territoires
- Direction Déléguée des Services aux Territoires
- Direction Déléguée des Ressources et Règlementation de l'Espace Public

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, directrice du Pôle Proximité Espaces Publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant du service Développement Territorial « L'Atelier » :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué Aménagement et Développement Equilibré du Territoire.

**ARTICLE 1-1** : Monsieur Arnaud BURTIN, responsable du service Développement Territorial « L'Atelier », reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe CLAVEL, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Philippe CLAVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Philippe CLAVEL et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Philippe CLAVEL, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2** : La Direction Déléguée de l'Appui Technique aux Territoires, au sein du Pôle Proximité Espaces Publics, est composée des services suivants :

- Coordination des Politiques d'Exploitation et de Gestion
- Etudes et Travaux « 7 »
- Eclairage Public
- Pluvial Urbain
- Gestion et Exploitation des Equipements du Trafic

Monsieur Stéphane ESCOBAR, directeur délégué de l'Appui Technique aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de service et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC, responsable du service Etudes et Travaux « 7 ».

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-1** : Monsieur Thomas COMTE, responsable du service Coordination des Politiques d'Exploitation et de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas COMTE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Guilhem ANDRE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas COMTE et de Monsieur Guilhem ANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-2** : Monsieur Stéphane PIC, responsable du service Etudes et Travaux « 7 », reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier REYDELLET, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Olivier REYDELLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Olivier REYDELLET et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Olivier REYDELLET, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Olivier REYDELLET, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-3** : Monsieur Nicolas MARSAC, responsable du service Eclairage Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude CANADAS, responsable de service adjoint.



En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Jean-Claude CANADAS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-4** : Monsieur David AUPERT, responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Julie BRIENS, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David AUPERT et de Madame Julie BRIENS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David AUPERT, de Madame Julie BRIENS et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David AUPERT, de Madame Julie BRIENS, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David AUPERT, de Madame Julie BRIENS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David AUPERT, de Madame Julie BRIENS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-5** : Monsieur Hervé VEBER, responsable du service Gestion et Exploitation des Equipements du Trafic, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Laurent SOUBABERE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Hervé VEBER et de Monsieur Laurent SOUBABERE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Hervé VEBER, de Monsieur Laurent SOUBABERE et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Hervé VEBER, de Monsieur Laurent SOUBABERE, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Hervé VEBER, de Monsieur Laurent SOUBABERE, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Hervé VEBER, de Monsieur Laurent SOUBABERE, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3** : La Direction Déléguée des Services aux Territoires, au sein du Pôle Proximité Espaces Publics, est composée des services suivants :

- Pôle Piémonts et Garrigues
- Pôle Plaine Ouest
- Pôle Littoral
- Pôle Territorial de Montpellier
- Pôle Vallée du Lez
- Pôle Cadoule et Bérange

Monsieur David TOURNIER, directeur délégué des Services aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de service et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER, responsable du pôle Piémonts et Garrigues.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Philippe MAUGER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Philippe MAUGER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-1** : Monsieur Philippe MAUGER, responsable du pôle Piémonts et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ARNAU, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Patrick ARNAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-2** : Monsieur Aurélien CHAREIRE, responsable du pôle Plaine Ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Aurélien CHAREIRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Cédric HERMITTE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Aurélien CHAREIRE et de Monsieur Cédric HERMITTE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE, de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-3 :** Monsieur Eric LAUER, responsable du pôle Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Didier BORIE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Didier BORIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-4** : Monsieur Guillaume SAUVAGE, responsable du pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guillaume SAUVAGE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Michel SOUM, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SAUVAGE et de Monsieur Michel SOUM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SAUVAGE, de Monsieur Michel SOUM et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SAUVAGE, de Monsieur Michel SOUM, de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SAUVAGE, de Monsieur Michel SOUM, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SAUVAGE, de Monsieur Michel SOUM, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-5** : Le responsable du Pôle Vallée du Lez reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du Pôle Vallée du Lez, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier RICHARD, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du Pôle Vallée du Lez et de Monsieur Olivier RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du Pôle Vallée du Lez, de Monsieur Olivier RICHARD et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du Pôle Vallée du Lez, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du Pôle Vallée du Lez, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du Pôle Vallée du Lez, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-6 :** Monsieur Nicolas DUBOIS, responsable du pôle Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas DUBOIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yoann RENAULT, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas DUBOIS et de Monsieur Yoann RENAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4 :** La Direction Déléguée des Ressources et Réglementation de l'Espace Public, au sein du Pôle Proximité Espaces Publics, est composée des services suivants :

- Publicité et Mobilier
- Coordination Budgétaire et Marchés Publics
- Administration, Financements, Innovations, Recouvrements et Ressources Humaines
- Réglementation Urbaine



Monsieur Stéphane LOPEZ, directeur délégué des Ressources et Règlementation de l'Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de service et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christèle DUBOZ, responsable du service Administration, Financements, Innovations, Recouvrements et Ressources Humaines.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Christèle DUBOZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Christèle DUBOZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-1** : Monsieur Denis BAUQUIER, responsable du service Publicité et Mobilier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis BAUQUIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christèle DUBOZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis BAUQUIER et de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis BAUQUIER, de Madame Christèle DUBOZ et de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis BAUQUIER, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis BAQUIER, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-2** : Madame Julie ROUSSEL, responsable du service Coordination Budgétaire et Marchés Publics, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Audrey ASPA-SERRANO, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL et de Madame Audrey ASPA-SERRANO, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christèle DUBOZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO et de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO, de Madame Christèle DUBOZ et de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-3** : Madame Christèle DUBOZ, responsable du service Administration, Financements, Innovations, Recouvrements et Ressources Humaines, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Pascaline POULARD, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christèle DUBOZ et de Madame Pascaline POULARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christèle DUBOZ, de Madame Pascaline POULARD et de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christèle DUBOZ, de Madame Pascaline POULARD, de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christèle DUBOZ, de Madame Pascaline POULARD, de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-4** : Madame Anne-Sophie LACOMBE, responsable du service Règlementation Urbaine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne-Sophie LACOMBE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Gilles SICCAT, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE et de Monsieur Gilles SICCAT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christèle DUBOZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE, de Monsieur Gilles SICCAT et de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE, de Monsieur Gilles SICCAT, de Madame Christèle DUBOZ et de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE, de Monsieur Gilles SICCAT, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE, de Monsieur Gilles SICCAT, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour le Président empêché**

**Montpellier, le 5 août 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 08/08/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-201028-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/08/22

Réception en Préfecture : 08/08/22

Notifié le : 08/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**

Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de la Commune de  
Pignan**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- **VU** le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pignan approuvé le 05 avril 2006, mis à jour le 17 mars 2008, mis à jour le 09 décembre 2009, révisé le 08 novembre 2010, mis à jour le 18 février 2013, mis à jour le 09 juillet 2013, révisé le 29 juillet 2013, mis à jour le 15 septembre 2014, modifié le 28 avril 2015, mis à jour le 06 juillet 2016, mis en compatibilité le 18 avril 2019, mis à jour le 15 octobre 2022, mis à jour le 17 mai 2021 ;
- **VU** la décision n°MD2022-704 du Conseil de Métropole en date du 18 juillet 2022 approuvant la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SCCV Rue des frères » sur les parcelles cadastrées AB0064, AB0066, AB0065 et AB0123 situées sur le territoire de la commune de Pignan ;
- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 1<sup>er</sup> août 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SCCV Rue des frères » ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pignan est mis à jour afin de reporter en annexe le périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) susnommé.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Pignan (Allée des Acacias – 34750 Pignan) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Planification, Environnement et Appui aux Territoires (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Pignan.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Pignan sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 19 sept. 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 20/09/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-203810-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/09/22

Réception en Préfecture : 20/09/22

Notifié le :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Décision n MD2022-704 PUP Frères.pdf
- Convention PUP Rue des Frères - Pignan.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le Pôle Stratégie Foncière et Immobilière est composé de la mission et des services suivants :

- Mission Pilotage et Programmation Transversale
- Service Coordination et Ressources
- Service Opérations Foncières et Immobilières
- Service Stratégie Immobilière et Valorisation des Actifs
- Service Stratégie et Action Foncière

Madame Emmanuelle DI GRAZIA, directrice du Pôle Stratégie Foncière et Immobilière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle, en ce compris notamment les documents de géomètres nécessaires aux découpages cadastraux et reconnaissance de limite de propriété des personnes publiques et les mesures d'instruction prévues aux articles L. 213-2, D. 213-13-2 et D. 213-13-3 du Code de l'urbanisme relatives aux demandes de visites et de communication de pièces dans le cadre des procédures préalables à l'exercice des droits de préemption ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sophie TARDIVEL, directrice adjointe du Pôle Stratégie Foncière et Immobilière.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emmanuelle DI GRAZIA et de Madame Sophie TARDIVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, de Madame Sophie TARDIVEL et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, Directrice Générale Déléguée Performance et Transformation de l'Administration.

**ARTICLE 1-1** : Madame Patricia BOURRAT, responsable du service Coordination et Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service, en ce compris notamment les documents de géomètres nécessaires aux découpages cadastraux et reconnaissance de limite de propriété des personnes publiques ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia BOURRAT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sophie TARDIVEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Patricia BOURRAT et de Madame Sophie TARDIVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Patricia BOURRAT, de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Patricia BOURRAT, de Madame Sophie TARDIVEL, de Madame Emmanuelle DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 1-2** : Madame Amélie CHAPITEAU, responsable du service Opérations Foncières et Immobilières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service, en ce compris notamment les documents de géomètres nécessaires aux découpages cadastraux et reconnaissance de limite de propriété des personnes publiques ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.



En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Amélie CHAPITEAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Nathalie DAVAUX VIALA, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Amélie CHAPITEAU et de Madame Nathalie DAVAUX VIALA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sophie TARDIVEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Amélie CHAPITEAU, de Madame Nathalie DAVAUX VIALA et de Madame Sophie TARDIVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Amélie CHAPITEAU, de Madame Nathalie DAVAUX VIALA, de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Amélie CHAPITEAU, de Madame Nathalie DAVAUX VIALA, de Madame Sophie TARDIVEL, de Madame Emmanuelle DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 1-3** : Le responsable du service Stratégie Immobilière et Valorisation des Actifs reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service, en ce compris notamment les documents de géomètres nécessaires aux découpages cadastraux et reconnaissance de limite de propriété des personnes publiques ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Stratégie Immobilière et Valorisation des Actifs, les délégations ci-dessus sont accordées au responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Stratégie Immobilière et Valorisation des Actifs et du responsable de service adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sophie TARDIVEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Stratégie Immobilière et Valorisation des Actifs, du responsable de service adjoint et de Madame Sophie TARDIVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Stratégie Immobilière et Valorisation des Actifs, du responsable de service adjoint, de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Stratégie Immobilière et Valorisation des Actifs, du responsable de service adjoint, de Madame Sophie TARDIVEL, de Madame Emmanuelle DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 1-4** : Madame Sophie TARDIVEL, responsable du service Stratégie et Action Foncière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service, en ce compris notamment les documents de géomètres nécessaires aux découpages cadastraux et reconnaissance de limite de propriété des personnes publiques ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie TARDIVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Marie BRUGUIERE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sophie TARDIVEL et de Monsieur Jean-Marie BRUGUIERE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sophie TARDIVEL, de Monsieur Jean-Marie BRUGUIERE et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sophie TARDIVEL, de Monsieur Jean-Marie BRUGUIERE, de Madame Emmanuelle DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 2** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 14 sept. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 15/09/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-202692-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/09/22

Réception en Préfecture : 15/09/22

Notifié le : 15/09/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Pôle Développement Urbain**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Pôle Développement Urbain est composé des missions et directions déléguées suivantes :

- Mission Stratégie Urbaine
- Mission Mosson Cévennes
- Direction Déléguée de l'Aménagement Métropolitain
- Direction Déléguée de la Planification, de l'Environnement et de l'Appui aux Territoires
- Direction Déléguée de l'Urbanisme Appliqué
- Direction Déléguée de l'Habitat et des Parcours Résidentiels

Madame Anne RINGLET, directrice du Pôle Développement Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué Aménagement et Développement Equilibré du Territoire.

**ARTICLE 2** : Monsieur Nicolas ROUBIEU, directeur de la Mission Stratégie Urbaine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ROUBIEU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas ROUBIEU et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas ROUBIEU, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3** : Monsieur Emmanuel GUILLERMO, directeur de la Mission Mosson Cévennes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie PACAULT, directrice adjointe de la Mission Mosson Cévennes.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Madame Valérie PACAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, de Madame Valérie PACAULT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, de Madame Valérie PACAULT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4** : La Direction Déléguée de l'Aménagement Métropolitain, au sein du Pôle Développement Urbain, est composée des services suivants :

- Service Est Métropole
- Service Centre Métropole
- Service Ouest Métropole

Madame Sylvie MAHOT, directrice déléguée de l'Aménagement Métropolitain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sylvie MAHOT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sylvie MAHOT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-1** : Monsieur Nicolas PICCININ, responsable du service Est Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PICCININ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas PICCININ et de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas PICCININ, de Madame Sylvie MAHOT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas PICCININ, de Madame Sylvie MAHOT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-2** : Madame Hélène REDER, responsable du service Centre Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène REDER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Hélène REDER et de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Hélène REDER, de Madame Sylvie MAHOT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Hélène REDER, de Madame Sylvie MAHOT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-3** : Le responsable du service Ouest Métropole reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Ouest Métropole, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Ouest Métropole et de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Ouest Métropole, de Madame Sylvie MAHOT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Ouest Métropole, de Madame Sylvie MAHOT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5** : La Direction Déléguée de la Planification, de l'Environnement et de l'Appui aux Territoires, au sein du Pôle Développement Urbain, est composée des services suivants :

- Planification
- Environnement et Biodiversité
- Appui à l'Aménagement des Territoires

Madame Caroline FRIOL, directrice déléguée de la Planification, de l'Environnement et de l'Appui aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Caroline FRIOL et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Caroline FRIOL, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5-1** : Monsieur Alban FILIPIAK, responsable du service Planification, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alban FILIPIAK, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alban FILIPIAK et de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alban FILIPIAK, de Madame Caroline FRIOL et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alban FILIPIAK, de Madame Caroline FRIOL, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.



**ARTICLE 5-2 :** Madame Emilie SALLES, responsable du service Environnement et Biodiversité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie SALLES, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie SALLES et de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie SALLES, de Madame Caroline FRIOL et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie SALLES, de Madame Caroline FRIOL, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5-3 :** Monsieur Guillaume SOULE, responsable du service Appui à l'Aménagement des Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guillaume SOULE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SOULE et de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SOULE, de Madame Caroline FRIOL et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SOULE, de Madame Caroline FRIOL, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6** : La Direction Déléguée de l'Urbanisme Appliqué, au sein du Pôle Développement Urbain, est composée des services suivants :

- Droit des Sols Métropole Territoires
- Droit des Sols Montpellier

Monsieur Yves CHAUSSOUY, directeur délégué de l'Urbanisme Appliqué, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves CHAUSSOUY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6-1** : Madame Nathalie BELVEZE, responsable du service Droit des Sols Métropole Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie BELVEZE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie BELVEZE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie BELVEZE, de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie BELVEZE, de Monsieur Yves CHAUSSOUY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6-2** : Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, responsable du service Droit des Sols Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, de Monsieur Yves CHAUSSOUY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 7** : La Direction Déléguée de l'Habitat et des Parcours Résidentiels, au sein du Pôle Développement Urbain, est composée des services suivants :

- Programmation et Développement de l'Habitat
- Gestion Sociale du Logement
- Gens du Voyage

Monsieur Bruno LE ROY, directeur délégué de l'Habitat et des Parcours Résidentiels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 7-1** : Le service Programmation et Développement de l'Habitat est composé des unités suivantes :

- Changement d'usage
- Financement du logement

Le responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat et de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat, de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat, de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 7-1-1** : Madame Laury SAVIN, responsable de l'unité Changement d'usage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour les actes en cours d'instruction (récépissés de dépôt, demandes de pièces manquantes, courriers de consultation, courriers de classement sans suite, certificats de décision tacite) relatifs aux changements d'usage.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laury SAVIN, la délégation ci-dessus est accordée au responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Laury SAVIN et du responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Laury SAVIN, du responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat et de Monsieur Bruno LE ROY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Laury SAVIN, du responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat, de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Laury SAVIN, du responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat, de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 7-2** : Madame Stéphanie DELBREL, responsable du service Gestion Sociale du Logement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie DELBREL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Stéphanie DELBREL et de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Stéphanie DELBREL, de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Stéphanie DELBREL, de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 7-3** : Monsieur Matthieu THEET, responsable du service Gens du Voyage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Matthieu THEET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Matthieu THEET et de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Matthieu THEET, de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Matthieu THEET, de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 8** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 9** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 18 oct. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 18/10/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-202725-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/10/22

Réception en Préfecture : 18/10/22

Notifié le : 18/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté d'ouverture d'une enquête publique  
unique portant sur la modification n°2 du  
Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la  
Commune de Juvignac et sur la création de  
deux périmètres délimités des abords  
(PDA) du Domaine de Caunelles et du  
Domaine du Château de Bonnier de la  
Mosson**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants ;
- VU le code du patrimoine et notamment les articles L.621-30 et L.621-31 ;
- VU le code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;
- VU la délibération n°22-07-04-10 du conseil Municipal de Juvignac en date du 04/07/2022 émettant un avis favorable au projet de modification n°2 du PLU au titre de la charte de gouvernance du PLU ;
- VU la notification du projet de modification n°2 du PLU à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) en date du 08/07/2022 ;
- VU la notification du projet de modification n°2 du PLU aux personnes publiques associées (PPA) en date du 19/07/2022 ;
- VU la décision n°2022DKO197 de la MRAe en date 24/08/2022 ;

- **VU** le porter à connaissance adressé par M. le Préfet en date du 15/10/2021 concernant le projet de création du périmètre délimité des abords (PDA), proposé par l'Architecte des Bâtiments de France, du Domaine de Caunelles ;
- **VU** le porter à connaissance adressé par M. le Préfet en date du 09/05/2022 concernant le projet de création du périmètre délimité des abords (PDA), proposé par l'Architecte des Bâtiments de France, du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson ;
- **VU** la délibération n°22-07-04-09 du conseil municipal de Juvignac en date du 04/07/2022 émettant un avis favorable à la création des deux PDA des monuments historiques susvisés ;
- **VU** la délibération n°2022-285 du conseil de Métropole en date du 26/07/2022 émettant un avis favorable à la création des deux PDA des monuments historiques susvisés ;
- **VU** la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 09/08/2022 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique unique relative au projet de modification n°2 du PLU de la commune de Juvignac et aux projets de création des PDA des monuments historiques susvisés ;
- **VU** la décision n° E22000111 / 34 en date du 29/08/2022 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur François COLAS, inspecteur de santé publique vétérinaire, retraité, en qualité de commissaire enquêteur ;
- **VU** les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Il est procédé à une enquête publique unique portant sur :

- le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Juvignac visant à permettre l'implantation d'un collège sur la commune, en continuité des équipements publics du quartier des Constellations ;
- le projet de création du périmètre délimité des abords (PDA) du Domaine de Caunelles ;
- le projet de création du périmètre délimité des abords (PDA) du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson.

Cette enquête publique est organisée, pour une durée de 33 jours consécutifs, du lundi 24/10/2022 à 10h00 au vendredi 25/11/2022 à 17h00, afin de recueillir les observations et propositions du public.

**ARTICLE 2 :** Par décision n°E22000111 / 34 en date du 29/08/2022, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné Monsieur François COLAS, inspecteur de santé publique vétérinaire, retraité, en qualité de commissaire enquêteur.

**ARTICLE 3 :** Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier :

- à la Mairie de Juvignac (997 Les Allées de l'Europe - 34990 Juvignac), aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 ;
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier), du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra également consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ([www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques)) et sur le site internet de la commune de Juvignac ([www.juvignac.fr](http://www.juvignac.fr)).

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra en outre consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.



**ARTICLE 4 :** Le public pourra adresser ses observations et propositions écrites au commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- sur les registres ouverts à cet effet en mairie de Juvignac et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : « Monsieur le commissaire enquêteur - projet de modification n°2 du PLU de Juvignac et projets de PDA du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2 » ;

- par registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 5 du présent arrêté, seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : [www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques).

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

**ARTICLE 5 :** Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Juvignac (997 Les Allées de l'Europe - 34990 Juvignac) :

- le lundi 24 octobre 2022 de 10h00 à 12h00,

- le mercredi 16 novembre 2022 de 8h30 à 12h00,

- le vendredi 25 novembre 2022 de 13h30 à 17h00.

**ARTICLE 6 :** La consultation du dossier, la rédaction des observations sur les registres et les consultations du commissaire-enquêteur s'effectueront dans le respect des gestes barrières (distanciation physique, mise à disposition de gel hydroalcoolique, stylos individuels).

**ARTICLE 7 :** Conformément aux dispositions des articles R.104-1 et suivants du code de l'Urbanisme, le projet de modification n°2 du PLU a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas auprès de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe). La décision de dispense de l'autorité environnementale est jointe au dossier d'enquête publique.

**ARTICLE 8 :** La personne responsable du projet de modification n°2 du PLU de la commune de Juvignac est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de la Direction Planification Environnement et Appui aux Territoires (DPEAT - 04.67.13.60.24) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

Les projets de création des PDA du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson sont présentés concomitamment à la modification du PLU, conformément aux dispositions des articles L.621-31 du code du Patrimoine et L.123-6 du code de l'Environnement. La personne responsable des projets de création des périmètres délimités des abords est M. le Préfet de Région représenté par l'Architecte des Bâtiments de France.

Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur les projets de création des PDA auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault (tél. 04 67 02 32 36).

**ARTICLE 9 :** A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête mis à sa disposition seront clos par le commissaire enquêteur. Ce dernier rencontrera le responsable de projet dans un délai de huit jours à compter de la réception du registre d'enquête et des documents annexés, et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport unique et, dans un document séparé, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions motivées à la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en Mairie de Juvignac, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : [www.montpellier3m.fr/enquetes-publicques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publicques). L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

**ARTICLE 10 :** Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault.

L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci sur les lieux suivants :

- Au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus, Montpellier) ;
- Au niveau de la Mairie de Juvignac (997 Les Allées de l'Europe, Juvignac) ;
- A proximité de la médiathèque Théodore Monod, rue du Poumpidou ;
- A proximité de l'emplacement du futur collège, rue Callisto ;
- A proximité du terminus de la ligne 3 du tramway « Juvignac » ;
- A proximité de l'Espace Lionel de Brunélis, rue Callisto ;
- A proximité de l'école Fontcaude, rue de la Calade ;
- A proximité de l'école Les Garrigues, allée de l'Europe ;
- A proximité de l'école Maurice Béjart, avenue Anna Pavlova ;
- A proximité de l'école Nelson Mandela, rue Neptune ;
- A proximité de la Salle des Sports Jean Moulin, rue des Cigales ;
- A proximité de la Place Emmanuel Chabrier.

L'avis au public sera, en outre, mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ([www.montpellier3m.fr/enquetes-publicques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publicques)) et sur le site internet de la commune de Juvignac ([www.juvignac.fr](http://www.juvignac.fr)) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

**ARTICLE 11** : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Juvignac, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

**ARTICLE 12** : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

**ARTICLE 13** : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°2 du PLU de Juvignac, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

Complémentairement, les projets de périmètres délimités des abords seront soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour accord en vue de leur création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.621-31 du code du Patrimoine, et de son annexion au PLU de Juvignac au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R.153-18 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 14** : Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Monsieur le Maire de Juvignac et Monsieur le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 30 sept. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 30/09/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-206561-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30/09/22

Réception en Préfecture : 30/09/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté d'ouverture d'une enquête publique  
unique portant sur la modification n°1 du  
Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la  
Commune de Villeneuve-lès-Maguelone et  
sur la création d'un périmètre délimité des  
abords (PDA) de l'Eglise Saint-Etienne**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants ;
- VU le code du patrimoine et notamment les articles L.621-30 et L.621-31 ;
- VU le code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;
- VU la délibération n°2022DAD073 du conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone en date du 18/07/2022 émettant un avis favorable au projet de modification n°1 du PLU au titre de la charte de gouvernance du PLU ;
- VU la notification du projet de modification n°1 du PLU à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) en date du 20/07/2022 ;
- VU la notification du projet de modification n°1 du PLU aux personnes publiques associées (PPA) en date du 21/07/2022 ;
- VU la décision n°2022DKO189 de la MRAe en date du 22/08/2022 ;
- VU le porter à connaissance adressé par M. le Préfet en date du 31/05/2022 concernant le projet de création du périmètre délimité des abords (PDA), proposé par l'Architecte des Bâtiments de France, de l'Eglise Saint-Etienne ;
- VU la délibération n°2022DAD074 du conseil municipal de Villeneuve-lès-Maguelone en date du 18/07/2022 émettant un avis favorable à la création du PDA du monument historique susvisé ;

- **VU** la délibération n°M2022-284 du conseil de Métropole en date du 26/07/2022 émettant un avis favorable à la création du PDA du monument historique susvisé ;
- **VU** la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 12/08/2022 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique unique relative au projet de modification n°1 du PLU de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et au projet de création du PDA du monument historique susvisé ;
- **VU** la décision n° E22000112 / 34 en date du 29/08/2022 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur Jean-Luc BRIAL, directeur adjoint de la Chambre d'agriculture du Gard, retraité, en qualité de commissaire enquêteur ;
- **VU** les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Il est procédé à une enquête publique unique portant sur :

- le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone visant à adapter la servitude de mixité sociale et l'article du règlement écrit relatif à la compensation des arbres coupés ;
- le projet de création du périmètre délimité des abords (PDA) de l'Eglise Saint-Etienne.

Cette enquête publique est organisée, pour une durée de 33 jours consécutifs, du 24/10/2022 à 8h30 au 25/11/2022 à 17h30, afin de recueillir les observations et propositions du public.

**ARTICLE 2 :** Par décision n° E22000112 / 34 en date du 29/08/2022, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné Monsieur Jean-Luc BRIAL, directeur adjoint de la Chambre d'agriculture du Gard, retraité, en qualité de commissaire enquêteur.

**ARTICLE 3 :** Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier :

- à la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone (Place Porte Saint-Laurent - 34751 Villeneuve-lès-Maguelone), aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 et le mercredi jusqu'à 19h00 ;
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier), du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra également consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ([www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques)) et sur le site internet de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ([www.villeneuvelesmaguelone.fr](http://www.villeneuvelesmaguelone.fr)).

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra en outre consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

**ARTICLE 4 :** Le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à M. le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- sur les registres ouverts à cet effet en mairie de Villeneuve-lès-Maguelone et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : « Monsieur le commissaire enquêteur - projet de modification n°1 du PLU de Villeneuve-lès-Maguelone et projet de PDA de l'Eglise Saint-Etienne - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2 » ;

- sur le registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 5 du présent arrêté, seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : [www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques).

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

**ARTICLE 5 :** Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone (Place Porte Saint-Laurent - 34751 Villeneuve-lès-Maguelone) :

- le lundi 24 octobre 2022 de 9h00 à 12h00,
- le mercredi 09 novembre 2022 de 9h00 à 12h00,
- le vendredi 25 novembre 2022 de 14h00 à 17h00.

**ARTICLE 6 :** La consultation du dossier, la rédaction des observations sur les registres et les consultations du commissaire-enquêteur s'effectueront dans le respect des gestes barrières (distanciation physique, mise à disposition de gel hydroalcoolique, stylos individuels).

**ARTICLE 7 :** Conformément aux dispositions des articles R.104-1 et suivants du code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas auprès de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe). La décision de dispense de l'autorité environnementale est jointe au dossier d'enquête publique.

**ARTICLE 8 :** La personne responsable du projet de modification n°1 du PLU de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de la Direction Planification Environnement et Appui aux Territoires (DPEAT - 04.67.13.60.24) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

Le projet de création du PDA de l'Eglise Saint-Etienne est présenté concomitamment à la modification du PLU, conformément aux dispositions des articles L.621-31 du code du Patrimoine et L.123-6 du code de l'Environnement. La personne responsable du projet de création du périmètre délimité des abords est M. le Préfet de Région représenté par l'Architecte des Bâtiments de France. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de création du PDA auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault (tél. 04 67 02 32 36).

**ARTICLE 9 :** A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête mis à sa disposition seront clos par le commissaire enquêteur. Ce dernier rencontrera le responsable de projet dans un délai de huit jours à compter de la réception du registre d'enquête et des documents annexés, et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport unique et, dans un document séparé, ses conclusions motivées.

Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions motivées à la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : [www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques). L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

**ARTICLE 10** : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault.

L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci sur les lieux suivants :

- Au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus, 34961 Montpellier) ;
- Au niveau de la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone (Place Porte Saint-Laurent, 34751 Villeneuve-lès-Maguelone) ;
- A proximité de l'Eglise Saint-Etienne, place de l'Eglise ;
- A proximité du Collège Les Salins, chemin Carrière Poissonnière ;
- A proximité de l'école primaire Françoise Dolto, Boulevard René Poitevin ;
- A proximité de l'école primaire Pierre Bouissinet, Boulevard des Ecoles ;
- A proximité de l'école maternelle Jean Jacques Rousseau, Plan des sauges ;
- A proximité du stade d'athlétisme Alain Mimoun, chemin du Pilou ;
- A proximité du Centre Culturel Bérenger de Fré dol, Boulevard des Moures.

Il sera, en outre, mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ([www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques](http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques)) et sur le site internet de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ([www.villeneuvelesmaguelone.fr](http://www.villeneuvelesmaguelone.fr)) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

**ARTICLE 11** : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

**ARTICLE 12** : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

**ARTICLE 13** : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°1 du PLU de Villeneuve-lès-Maguelone, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

Complémentairement, le projet de périmètre délimité des abords sera soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour accord en vue de sa création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.621-31 du code du Patrimoine, et de son annexion au PLU de Villeneuve-lès-Maguelone au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R.153-18 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 14** : M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Mme le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone et M. le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 30 sept. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 30/09/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-206527-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30/09/22

Réception en Préfecture : 30/09/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Pôle Proximité Espaces Publics**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Pôle Proximité Espaces Publics est composé du service et des directions déléguées suivants :

- Service Développement Territorial « L'Atelier »
- Direction Déléguée de l'Appui Technique aux Territoires
- Direction Déléguée des Services aux Territoires
- Direction Déléguée des Ressources et Règlementation de l'Espace Public

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, directrice du Pôle Proximité Espaces Publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant du service Développement Territorial « L'Atelier » :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué Aménagement et Développement Equilibré du Territoire.

**ARTICLE 1-1** : Monsieur Arnaud BURTIN, responsable du service Développement Territorial « L'Atelier », reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe CLAVEL, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Philippe CLAVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Philippe CLAVEL et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Philippe CLAVEL, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2** : La Direction Déléguée de l'Appui Technique aux Territoires, au sein du Pôle Proximité Espaces Publics, est composée des services suivants :

- Coordination des Politiques d'Exploitation et de Gestion
- Etudes et Travaux « 7 »
- Eclairage Public
- Pluvial Urbain
- Gestion et Exploitation des Equipements du Trafic

Monsieur Stéphane ESCOBAR, directeur délégué de l'Appui Technique aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de service et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC, responsable du service Etudes et Travaux « 7 ».

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-1** : Monsieur Thomas COMTE, responsable du service Coordination des Politiques d'Exploitation et de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas COMTE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Guilhem ANDRE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas COMTE et de Monsieur Guilhem ANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-2** : Monsieur Stéphane PIC, responsable du service Etudes et Travaux « 7 », reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier REYDELLET, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Olivier REYDELLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Olivier REYDELLET et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Olivier REYDELLET, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Olivier REYDELLET, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-3** : Monsieur Nicolas MARSAC, responsable du service Eclairage Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude CANADAS, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Jean-Claude CANADAS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-4** : Monsieur David AUPERT, responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Julie BRIENS, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David AUPERT et de Madame Julie BRIENS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David AUPERT, de Madame Julie BRIENS et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David AUPERT, de Madame Julie BRIENS, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David AUPERT, de Madame Julie BRIENS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David AUPERT, de Madame Julie BRIENS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-5** : Monsieur Hervé VEBER, responsable du service Gestion et Exploitation des Equipements du Trafic, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Laurent SOUBABERE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Hervé VEBER et de Monsieur Laurent SOUBABERE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Hervé VEBER, de Monsieur Laurent SOUBABERE et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Hervé VEBER, de Monsieur Laurent SOUBABERE, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Hervé VEBER, de Monsieur Laurent SOUBABERE, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Hervé VEBER, de Monsieur Laurent SOUBABERE, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3** : La Direction Déléguée des Services aux Territoires, au sein du Pôle Proximité Espaces Publics, est composée des services suivants :

- Pôle Piémonts et Garrigues
- Pôle Plaine Ouest
- Pôle Littoral
- Pôle Territorial de Montpellier
- Pôle Vallée du Lez
- Pôle Cadoule et Bérange

Monsieur David TOURNIER, directeur délégué des Services aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de service et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER, responsable du pôle Piémonts et Garrigues.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Philippe MAUGER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Philippe MAUGER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-1** : Monsieur Philippe MAUGER, responsable du pôle Piémonts et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ARNAU, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Patrick ARNAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-2** : Monsieur Aurélien CHAREIRE, responsable du pôle Plaine Ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Aurélien CHAREIRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Cédric HERMITTE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Aurélien CHAREIRE et de Monsieur Cédric HERMITTE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE, de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.



En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-3 :** Monsieur Eric LAUER, responsable du pôle Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Didier BORIE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Didier BORIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-4 :** Monsieur Guillaume SAUVAGE, responsable du pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guillaume SAUVAGE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Michel SOUM, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SAUVAGE et de Monsieur Michel SOUM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SAUVAGE, de Monsieur Michel SOUM et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SAUVAGE, de Monsieur Michel SOUM, de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SAUVAGE, de Monsieur Michel SOUM, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SAUVAGE, de Monsieur Michel SOUM, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-5** : Monsieur Donat CORDONNIER, responsable du Pôle Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Donat CORDONNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier RICHARD, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Donat CORDONNIER et de Monsieur Olivier RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Donat CORDONNIER, de Monsieur Olivier RICHARD et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Donat CORDONNIER, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Donat CORDONNIER, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Donat CORDONNIER, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-6 :** Monsieur Nicolas DUBOIS, responsable du pôle Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas DUBOIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yoann RENAULT, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas DUBOIS et de Monsieur Yoann RENAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MAUGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT et de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur David TOURNIER, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4 :** La Direction Déléguée des Ressources et Réglementation de l'Espace Public, au sein du Pôle Proximité Espaces Publics, est composée des services suivants :

- Publicité et Mobilier
- Coordination Budgétaire et Marchés Publics
- Administration, Financements, Innovations, Recouvrements et Ressources Humaines
- Réglementation Urbaine

Monsieur Stéphane LOPEZ, directeur délégué des Ressources et Règlementation de l'Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de service et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christèle DUBOZ, responsable du service Administration, Financements, Innovations, Recouvrements et Ressources Humaines.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Christèle DUBOZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Christèle DUBOZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-1** : Monsieur Denis BAQUIER, responsable du service Publicité et Mobilier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis BAQUIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christèle DUBOZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis BAQUIER et de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis BAQUIER, de Madame Christèle DUBOZ et de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis BAQUIER, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis BAQUIER, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-2** : Madame Julie ROUSSEL, responsable du service Coordination Budgétaire et Marchés Publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Audrey ASPA-SERRANO, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL et de Madame Audrey ASPA-SERRANO, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christèle DUBOZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO et de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO, de Madame Christèle DUBOZ et de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-3** : Madame Christèle DUBOZ, responsable du service Administration, Financements, Innovations, Recouvrements et Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Pascaline POULARD, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christèle DUBOZ et de Madame Pascaline POULARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christèle DUBOZ, de Madame Pascaline POULARD et de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christèle DUBOZ, de Madame Pascaline POULARD, de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christèle DUBOZ, de Madame Pascaline POULARD, de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-4** : Madame Anne-Sophie LACOMBE, responsable du service Règlementation Urbaine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
  - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne-Sophie LACOMBE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Gilles SICCAT, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE et de Monsieur Gilles SICCAT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christèle DUBOZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE, de Monsieur Gilles SICCAT et de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE, de Monsieur Gilles SICCAT, de Madame Christèle DUBOZ et de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE, de Monsieur Gilles SICCAT, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE, de Monsieur Gilles SICCAT, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 16 sept. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 19/09/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-205719-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/09/22

Réception en Préfecture : 19/09/22

Notifié le : 19/09/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Monsieur Roger-Yannick CHARTIER,  
Conseiller métropolitain délégué  
au Mécénat et à la Création d'entreprises**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Madame Hind EMAD, Vice-présidente déléguée au Développement économique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégation de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Conseiller métropolitain, reçoit délégation de fonction au mécénat et à la création d'entreprises auprès de Madame Hind EMAD, Vice-Présidente déléguée au Développement économique.

**ARTICLE 2** : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur Roger-Yannick CHARTIER reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 5211-9 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Hind EMAD.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Roger-Yannick CHARTIER et de Madame Hind EMAD, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, de Madame Hind EMAD et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 19 sept. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 19/09/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-205765-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/09/22

Réception en Préfecture : 19/09/22

Notifié le : 19/09/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Madame Claudine VASSAS-MEJRI**  
**10ème Vice-Présidente**  
**déléguée à l'Habitat, au Logement**  
**et aux Parcours résidentiels**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020 modifiée portant délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 2 :** Madame Claudine VASSAS-MEJRI, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels, comprenant notamment les domaines suivants :

- Politique du logement et sa mise en œuvre ;
- Programme Local de l'Habitat ;
- Aide à la réalisation de logements sociaux ;
- Relations avec les organismes en charge du logement social ;
- Actions en faveur de la rénovation de logements existants (sauf réhabilitation thermique des copropriétés) ;
- Garanties d'emprunts pour la réalisation de logements sociaux ;
- Actions en faveur de la mixité sociale ;
- Aides à la pierre ;
- Mixité dans le parc de logement social public.

**ARTICLE 3** : Dans les domaines de délégation définis à l'article 2, Madame Claudine VASSAS-MEJRI reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 5211-9 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

**ARTICLE 4** : Délégation de fonction est attribuée à Madame Claudine VASSAS-MEJRI pour siéger au sein de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat en lieu et place du Président.

**ARTICLE 5** : Délégation de signature est accordée à Madame Claudine VASSAS-MEJRI concernant tous les courriers relatifs à la délégation de la compétence d'attribution des aides à la pierre de l'Agence Nationale de l'Habitat, en application des dispositions des I et II de l'article R. 321-10, de l'article R. 321-10-1 et du II de l'article R. 321-11 du Code de la construction et de l'habitation, à l'exception des courriers de notification de décision d'agrément de subvention et des délégations de signatures consenties aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans ce domaine.

**ARTICLE 6** : Délégation de signature est accordée à Madame Claudine VASSAS-MEJRI concernant l'ensemble des décisions et courriers relatifs à la délégation de la compétence d'attribution des aides à la pierre de l'État, à l'exception de ceux relevant des délégations de signatures consenties aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans ce domaine.

**ARTICLE 7** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claudine VASSAS-MEJRI, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

**ARTICLE 8** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Claudine VASSAS-MEJRI et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

**ARTICLE 9** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 4 oct. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 04/10/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-207349-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/10/22

Réception en Préfecture : 04/10/22

Notifié le : 04/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Monsieur Renaud CALVAT  
Premier Vice-Président délégué aux  
Finances, aux Politiques contractuelles et à  
la Coopération avec les communes**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020 modifiée portant délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 2** : Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, reçoit délégation de fonction aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes, comprenant notamment les domaines suivants :

- Finances, Budget et Expertise financière, notamment :
  - La Commission intercommunale des impôts directs ;
  - L'ordonnancement et mandatement des dépenses et des recettes, les admissions en non-valeur, états de poursuite par voie de saisie des redevables, les arrêtés de comptes de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Trésorier municipal retracés dans le compte de gestion ;
  - La création, la modification et la suppression des régies d'avances et de recettes, la signature des procès-verbaux de vérification de ces régies, les certificats de ré-imputation comptable ;
  - L'état des restes à réaliser et l'état des dépenses engagées et non mandatées ;
  - Les certificats attestant la réalité d'une dépense, d'une recette, d'un engagement ou d'un service fait ;
  - Les garanties d'emprunts ;
  - Les achats et production graphique ;
  - Les cessions et réformes des matériels ;
  - La gestion de la dette et de la trésorerie (souscription et renégociation de l'ensemble des outils de financement décrits dans la délibération portant cadre de la gestion active de dette et de trésorerie).

**ARTICLE 3** : Dans les domaines de délégation définis à l'article 2, Monsieur Renaud CALVAT reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 5211-9 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

**ARTICLE 5** : Délégation est attribuée à Monsieur Renaud CALVAT à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet ;
- Les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
- Les admissions en non-valeur ;
- Les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
- Les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

**ARTICLE 6** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues à l'article 5 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur du Pôle Finances et Conseil en Gestion.

**ARTICLE 7** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Renaud CALVAT et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, Madame Christelle ROSE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 5.

**ARTICLE 8** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Renaud CALVAT, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Madame Christelle ROSE, Madame Natacha LEUPERT reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 5.

**ARTICLE 9** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Renaud CALVAT, de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE et de Madame Natacha LEUPERT, Madame Emilie DREUX reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 5.

**ARTICLE 10** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Renaud CALVAT, de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE, de Madame Natacha LEUPERT et de Madame Emilie DREUX, Madame Caroline KNAPP reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 5.

**ARTICLE 11** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 4 oct. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 04/10/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-207351-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/10/22

Réception en Préfecture : 04/10/22

Notifié le : 04/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Monsieur Joël RAYMOND**  
**18ème Vice-Président délégué**  
**aux Ressources humaines**  
**et au Dialogue social**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020 modifiée portant délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 2** : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, reçoit délégation de fonction aux Ressources humaines et au Dialogue social, comprenant notamment les domaines suivants :

- Administration des ressources humaines métropolitaines à l'exclusion du pouvoir disciplinaire ;
- Gestion des parcours professionnels et des compétences ;
- Santé et prévention des risques des agents métropolitains, Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) ;
- Pilotage et modernisation des ressources humaines ;
- Dialogue social.

**ARTICLE 3** : Dans les domaines de délégation définis à l'article 2, Monsieur Joël RAYMOND reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 5211-9 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joël RAYMOND, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Joël RAYMOND et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 4 oct. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 04/10/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-207386-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/10/22

Réception en Préfecture : 04/10/22

Notifié le : 04/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Représentation de l'autorité  
territoriale lors du tirage au sort  
et en conseil de discipline**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°89-677 du 18 septembre 1989 relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux ;
- **CONSIDERANT** que la présence d'un représentant de l'autorité territoriale est nécessaire lors du tirage au sort désignant les représentants de l'administration au conseil de discipline, ainsi qu'en séance ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Madame Laurence BONNET, directrice de l'Administration des Ressources Humaines, pour représenter l'autorité territoriale lors du tirage au sort désignant les représentants de l'administration au conseil de discipline ainsi qu'en séances.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée dans les mêmes conditions à Madame Blandine FORTIN-PEYRON, directrice du pôle Ressources Humaines.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 4 oct. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 04/10/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-207362-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/10/22

Réception en Préfecture : 04/10/22

Notifié le : 04/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Pôle Juridique, Achats et Assemblées**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le Pôle Juridique, Achats et Assemblées est composé des services suivants :

- Ressources et Légistique
- Assemblées et Vie des Institutions
- Affaires Juridiques

Le Pôle Juridique, Achats et Assemblées compte également une Direction Déléguée Achats et Commande publique et une Mission Pilotage et Projets Stratégiques.

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, directeur du Pôle Juridique, Achats et Assemblées, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle ;
- Délégation de signature de toutes les réponses aux demandes de communication de documents administratifs et pour toute correspondance avec la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) ;
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés du Président et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOUP, directrice adjointe du Pôle Juridique, Achats et Assemblées.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Madame Emmanuelle RANCHOUP, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, de Madame Emmanuelle RANCHOUP et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, Directrice Générale Déléguée Performance et Transformation de l'Administration.

**ARTICLE 1-1** : Madame Roxane ROBERT, responsable du service Ressources et Légistique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Roxane ROBERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOUP.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Roxane ROBERT et de Madame Emmanuelle RANCHOUP, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Roxane ROBERT, de Madame Emmanuelle RANCHOUP et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Roxane ROBERT, de Madame Emmanuelle RANCHOUP, de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 1-2** : Madame Audrey AZEMA, responsable du service Assemblées et Vie des Institutions, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- Délégation de signature pour le paraphe et la cotation, la délivrance des expéditions des registres métropolitains et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Audrey AZEMA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliette ALLIE, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Audrey AZEMA et de Madame Juliette ALLIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOUP.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Audrey AZEMA, de Madame Juliette ALLIE et de Madame Emmanuelle RANCHOUP, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Audrey AZEMA, de Madame Juliette ALLIE, de Madame Emmanuelle RANCHOUP et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Audrey AZEMA, de Madame Juliette ALLIE, de Madame Emmanuelle RANCHOUP, de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 1-3** : Madame Emmanuelle RANCHOUP, responsable du service Affaires Juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle RANCHOUP, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emmanuelle RANCHOUP et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emmanuelle RANCHOUP, de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 2** : La Direction Déléguée Achats et Commande publique, au sein du Pôle Juridique, Achats et Assemblées, est composée des services suivants :

- Procédures
- Coordination et Expertise commande publique

Le directeur délégué Achats et Commande publique reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur délégué Achats et Commande publique, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOUP.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur délégué Achats et Commande publique et de Madame Emmanuelle RANCHOUP, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur délégué Achats et Commande publique, de Madame Emmanuelle RANCHOUP et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur délégué Achats et Commande publique, de Madame Emmanuelle RANCHOUP, de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 2-1** : Madame Anne-Marie BLATIERE, responsable du service Procédures, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne-Marie BLATIERE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Aude GALANT, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Marie BLATIERE et de Madame Aude GALANT, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur délégué Achats et Commande publique.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Marie BLATIERE, de Madame Aude GALANT et du directeur délégué Achats et Commande publique, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOUP.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Marie BLATIERE, de Madame Aude GALANT, du directeur délégué Achats et Commande publique et de Madame Emmanuelle RANCHOUP, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Marie BLATIERE, de Madame Aude GALANT, du directeur délégué Achats et Commande publique, de Madame Emmanuelle RANCHOUP et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Marie BLATIERE, de Madame Aude GALANT, du directeur délégué Achats et Commande publique, de Madame Emmanuelle RANCHOUP, de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.



**ARTICLE 2-2 :** Madame Lore DEXPERT, responsable du service Coordination et Expertise commande publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Lore DEXPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emilie BARBENOIRE, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Lore DEXPERT et de Madame Emilie BARBENOIRE, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur délégué Achats et Commande publique.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Lore DEXPERT, de Madame Emilie BARBENOIRE et du directeur délégué Achats et Commande publique, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOUP.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Lore DEXPERT, de Madame Emilie BARBENOIRE, du directeur délégué Achats et Commande publique et de Madame Emmanuelle RANCHOUP, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Lore DEXPERT, de Madame Emilie BARBENOIRE, du directeur délégué Achats et Commande publique, de Madame Emmanuelle RANCHOUP et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Lore DEXPERT, de Madame Emilie BARBENOIRE, du directeur délégué Achats et Commande publique, de Madame Emmanuelle RANCHOUP, de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

**ARTICLE 3 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 oct. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 11/10/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-208030-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/10/22

Réception en Préfecture : 11/10/22

Notifié le : 11/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Représentation du Président  
à la Commission départementale  
d'aménagement commercial de l'Hérault  
(CDAC)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** l'article L.751-2 du Code de commerce ;
- **VU** l'élection du Président et des Vice-présidents de Montpellier Méditerranée Métropole le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2022 relatif à la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault ;
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole est appelé, parfois à double titre, à participer à la Commission départementale d'aménagement commercial de l'Hérault ;
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole peut désigner deux personnes appelées à le représenter au sein de la Commission départementale d'aménagement commercial de l'Hérault ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Délégation de fonction est attribuée à Madame Hind EMAD et à Madame Coralie MANTION, Vice-présidentes de Montpellier Méditerranée Métropole, pour représenter Monsieur le Président au sein de la Commission départementale d'aménagement commercial de l'Hérault, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier. Dans ce cadre, Madame Hind EMAD et Madame Coralie MANTION sont autorisées à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hind EMAD et/ou de Madame Coralie MANTION, délégation de fonction est attribuée dans les mêmes conditions à Monsieur Guy LAURET et à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, conseillers métropolitains délégués.

**ARTICLE 3** : Cette délégation s'exercera sous la surveillance de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et sera affichée au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 21 oct. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 25/10/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-209155-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/10/22

Réception en Préfecture : 25/10/22

Notifié le : 25/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Pôle Développement Urbain**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le Pôle Développement Urbain est composé des missions et directions déléguées suivantes :

- Mission Stratégie Urbaine
- Mission Mosson Cévennes
- Direction Déléguée de l'Aménagement Métropolitain
- Direction Déléguée de la Planification, de l'Environnement et de l'Appui aux Territoires
- Direction Déléguée de l'Urbanisme Appliqué
- Direction Déléguée de l'Habitat et des Parcours Résidentiels

Madame Anne RINGLET, directrice du Pôle Développement Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué Aménagement et Développement Equilibré du Territoire.

**ARTICLE 2** : Monsieur Nicolas ROUBIEU, directeur de la Mission Stratégie Urbaine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ROUBIEU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas ROUBIEU et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas ROUBIEU, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3** : Monsieur Emmanuel GUILLERMO, directeur de la Mission Mosson Cévennes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie PACAULT, directrice adjointe de la Mission Mosson Cévennes.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Madame Valérie PACAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, de Madame Valérie PACAULT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, de Madame Valérie PACAULT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4** : La Direction Déléguée de l'Aménagement Métropolitain, au sein du Pôle Développement Urbain, est composée des services suivants :

- Service Est Métropole
- Service Centre Métropole
- Service Ouest Métropole

Madame Sylvie MAHOT, directrice déléguée de l'Aménagement Métropolitain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sylvie MAHOT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sylvie MAHOT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-1** : Monsieur Nicolas PICCININ, responsable du service Est Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PICCININ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas PICCININ et de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas PICCININ, de Madame Sylvie MAHOT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas PICCININ, de Madame Sylvie MAHOT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-2 :** Madame Hélène REDER, responsable du service Centre Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène REDER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Hélène REDER et de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Hélène REDER, de Madame Sylvie MAHOT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Hélène REDER, de Madame Sylvie MAHOT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-3 :** Le responsable du service Ouest Métropole reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Ouest Métropole, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Ouest Métropole et de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Ouest Métropole, de Madame Sylvie MAHOT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Ouest Métropole, de Madame Sylvie MAHOT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.



**ARTICLE 5** : La Direction Déléguée de la Planification, de l'Environnement et de l'Appui aux Territoires, au sein du Pôle Développement Urbain, est composée des services suivants :

- Planification
- Environnement et Biodiversité
- Appui à l'Aménagement des Territoires

Madame Caroline FRIOL, directrice déléguée de la Planification, de l'Environnement et de l'Appui aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Caroline FRIOL et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Caroline FRIOL, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5-1** : Monsieur Alban FILIPIAK, responsable du service Planification, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alban FILIPIAK, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alban FILIPIAK et de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alban FILIPIAK, de Madame Caroline FRIOL et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alban FILIPIAK, de Madame Caroline FRIOL, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5-2** : Madame Emilie SALLES, responsable du service Environnement et Biodiversité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie SALLES, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie SALLES et de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie SALLES, de Madame Caroline FRIOL et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie SALLES, de Madame Caroline FRIOL, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5-3** : Monsieur Guillaume SOULE, responsable du service Appui à l'Aménagement des Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guillaume SOULE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SOULE et de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SOULE, de Madame Caroline FRIOL et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SOULE, de Madame Caroline FRIOL, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6** : La Direction Déléguée de l'Urbanisme Appliqué, au sein du Pôle Développement Urbain, est composée des services suivants :

- Droit des Sols Métropole Territoires
- Droit des Sols Montpellier

Monsieur Yves CHAUSSOUY, directeur délégué de l'Urbanisme Appliqué, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves CHAUSSOUY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6-1** : Madame Nathalie BELVEZE, responsable du service Droit des Sols Métropole Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie BELVEZE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie BELVEZE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie BELVEZE, de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie BELVEZE, de Monsieur Yves CHAUSSOUY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6-2** : Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, responsable du service Droit des Sols Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, de Monsieur Yves CHAUSSOUY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 7** : La Direction Déléguée de l'Habitat et des Parcours Résidentiels, au sein du Pôle Développement Urbain, est composée des services suivants :

- Programmation et Développement de l'Habitat
- Gestion Sociale du Logement
- Gens du Voyage

Monsieur Bruno LE ROY, directeur délégué de l'Habitat et des Parcours Résidentiels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 7-1** : Le service Programmation et Développement de l'Habitat est composé des unités suivantes :

- Changement d'usage
- Financement du logement

Monsieur Nabil ZOUARI, responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nabil ZOUARI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nabil ZOUARI et de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable de Monsieur Nabil ZOUARI, de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable de Monsieur Nabil ZOUARI, de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 7-1-1** : Madame Laury SAVIN, responsable de l'unité Changement d'usage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour les actes en cours d'instruction (récépissés de dépôt, demandes de pièces manquantes, courriers de consultation, courriers de classement sans suite, certificats de décision tacite) relatifs aux changements d'usage.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laury SAVIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Nabil ZOUARI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Laury SAVIN et de Monsieur Nabil ZOUARI, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Laury SAVIN, de Monsieur Nabil ZOUARI et de Monsieur Bruno LE ROY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Laury SAVIN, de Monsieur Nabil ZOUARI, de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Laury SAVIN, de Monsieur Nabil ZOUARI, de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 7-2** : Madame Stéphanie DELBREL, responsable du service Gestion Sociale du Logement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie DELBREL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Stéphanie DELBREL et de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Stéphanie DELBREL, de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Stéphanie DELBREL, de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 7-3** : Monsieur Matthieu THEET, responsable du service Gens du Voyage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Matthieu THEET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Matthieu THEET et de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Matthieu THEET, de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Matthieu THEET, de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 8** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 9** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 28 nov. 2022**

**Monsieur le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 29/11/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-211633-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29/11/22

Réception en Préfecture : 29/11/22

Notifié le : 29/11/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE 4**  
**ARRETES INDIVIDUELS**



Partie IV  
Liste des Arrêtés

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Page
MAI2022-0073	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement TOTAL Energies relais Aiguelongue dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2022 à 2027	876
MAI2022-0082	Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement TRANSDEV OCCITANIE LITTORAL Castelnau dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2022 à 2027	884
MAI2022-0100	ARRETE DE MISE EN SECURITE ORDINAIRE Commune de Montpellier Immeuble sis 20 rue des Orchidées Parcelle ET 103 Interdiction d'habiter Annule et remplace l'arrêté n°MAI2022-0059	892
MAI2022-0101	Arrêté de mise en sécurité ordinaire immeuble sis 26 rue du Faubourg Figuerolles Parcelle IZ 150 avec interdiction d'habiter	896
MAI2022-0103	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement HORIBA ABX SAS (Bâtiment M) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2022 à 2027	901
MAI2022-0104	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SMN NICOLLIN MEDITRI Site Émile Julien dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2022 à 2027	908
MAI2022-0106	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT (GROUPE NICOLLIN) Site La Castelle dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole	916



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées  
autres que domestiques de l'Etablissement  
TOTAL Energies relais Aiguelongue dans  
le système de collecte et de traitement de  
Montpellier Méditerranée Métropole aux  
conditions décrites dans le présent arrêté  
pour les années 2022 à 2027**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement TOTAL Energies relais Aiguelongue,

- dont le siège social est situé au, 562 avenue du Parc de l'Ile 92000 NANTERRE
- représenté par Madame Aurélie HERRUEL, en qualité de Chef de Région Maintenance Sud Est,

L'Etablissement TOTAL Energies relais Aiguelongue,

- est situé au 459, Avenue de la Justice de Castelnau à Montpellier 34090,
- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : BN 136,

ci-après désigné « l'Etablissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Station-service de carburants liquides, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 459, Avenue de la Justice de Castelnau à Montpellier 34090.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Distribution de carburants liquides,
- stockage de carburants liquides,
- Piste de lavage.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 542 034 921
- Code NAF : 232 Z

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1435	Stations-service relevant du régime de l'enregistrement	Enregistrement
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Déclaration
1412	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés	Déclaration
1414	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquides	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole , représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,

- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement TOTAL Energies relais Aiguelongue doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

## **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

### **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement TOTAL Energies relais Aiguelongue, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement TOTAL Energies relais Aiguelongue désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement TOTAL Energies relais Aiguelongue devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement TOTAL Energies relais Aiguelongue et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement TOTAL Energies relais Aiguelongue s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

### **Article 6 : INCIDENTS**

#### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement TOTAL Energies relais Aiguelongue, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement TOTAL Energies relais Aiguelongue de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filiale eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement TOTAL Energies relais Aiguelongue sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

## **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

## **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.



**Montpellier, le 6 sept. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Signé.**

**René REVOL**

**Publiée le : 08/09/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-195359-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/09/22

Réception en Préfecture : 07/09/22

Notifié le : 08/09/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AAD TOTAL Aiguelongue 2022-2027 annexe.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Autorisation de déversement des eaux  
usées autres que domestiques de  
l'Etablissement TRANSDEV OCCITANIE  
LITTORAL Castelnau dans le système de  
collecte et de traitement de Montpellier  
Méditerranée Métropole aux conditions  
décrites dans le présent arrêté pour les  
années 2022 à 2027**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;

- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement TRANSDEV OCCITANIE LITTORAL CASTELNAU,

- dont le siège social est situé au 119 rue Louis Blériot à Castelnau Le Lez 34170,
- représenté par Ali DEBABI, en qualité de Directeur Adjoint,

L'Etablissement TRANSDEV OCCITANIE LITTORAL CASTELNAU,

- est situé au 119 rue Louis Blériot à Castelnau Le Lez 34170,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AS 154 et 183,

ci-après désigné « l'Etablissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Transport de voyageurs, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé rue Louis Blériot à Castelnau Le Lez 34170.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Ateliers de maintenance,
- Pistes de lavage,
- Stockage et distribution de carburants, etc.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 351 087 192 00024
- Code NAF : 4939A

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1435	Distribution de carburants	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,

- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement TRANSDEV OCCITANIE LITTORAL CASTELNAU doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

## **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

### **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement TRANSDEV OCCITANIE LITTORAL CASTELNAU, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement TRANSDEV OCCITANIE LITTORAL CASTELNAU désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement TRANSDEV OCCITANIE LITTORAL CASTELNAU devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement TRANSDEV OCCITANIE LITTORAL CASTELNAU et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement TRANSDEV OCCITANIE LITTORAL CASTELNAU s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

### **Article 6 : INCIDENTS**

#### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement TRANSDEV OCCITANIE LITTORAL CASTELNAU, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement TRANSDEV OCCITANIE LITTORAL CASTELNAU de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filiale eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement TRANSDEV OCCITANIE LITTORAL CASTELNAU sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

## **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

## **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.



**Montpellier, le 6 sept. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Signé.**

**René REVOL**

**Publiée le : 08/09/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-196418-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/09/22

Réception en Préfecture : 07/09/22

Notifié le : 08/09/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AAD TRANSDEV CII 2022-2027 annexe.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**ARRETE DE MISE EN SECURITE  
ORDINAIRE  
Commune de Montpellier  
Immeuble sis 20 rue des Orchidées  
Parcelle ET 103  
Interdiction d'habiter  
Annule et remplace l'arrêté n°MAI2022-  
0059**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée  
er  
« Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- **VU** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.511-1 à L.511-4, L.511-6 à L.511-7, L.511-9 à L.511-18, L.521-1 à L.521-4, L.541-1 à L.541-6 et les articles R.511-1 à R.511-13 ;
- **VU** l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- **VU** l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** la lettre d'information adressée à MAR EXPERTISES, Syndic provisoire et administrateur judiciaire sis 31 rue Ernest MICHEL à Montpellier (34000), lui signalant les désordres sur le bâtiment sis 20 rue des Orchidées (parcelle ET 103), susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique et leur ayant demandé leurs observations;
- **VU** l'arrêté de péril imminent N° MAI2020-0070 notifié le 24/09/2020, concernant l'immeuble 20 rue des Orchidées (parcelle ET 103), susceptible de porter atteinte à la sécurité publique et celles des occupants ;
- **VU** les prescriptions techniques apparaissant dans le rapport de Françoise RIEU, expert nommé par le Tribunal Administratif, en date du 31/07/2020 afin de lever tout péril ;

- **VU** la lettre d'information envoyé à l'Architecte des Bâtiments de France ;
- **VU** l'arrêté de mise en sécurité ordinaire n° MAI2022-0059 notifié le 8 juin 2022 ;
- **Considérant** que les mesures conservatoires prises ont pallié l'imminence du danger, il convient d'engager une procédure de mise en sécurité ordinaire afin d'écarter définitivement tout danger pour les occupants et sauvegarder la sécurité publique ;
- **Considérant** qu'en application des articles L.521-1 à L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, l'arrêté notifié le 8 juin 2022 susvisé est entaché d'une erreur matérielle en ce qui concerne la désignation des copropriétaires ainsi que leur responsabilité respective et leurs obligations quant aux droits des occupants ;
- **Considérant** la nécessité de rectifier cette erreur matérielle ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

Le syndicat des copropriétaires, le syndic de copropriété, et les copropriétaires, représenté par MAR EXPERTISES, Syndic provisoire et administrateur judiciaire devra, dans un délai de **10 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, effectuer les travaux de réparation suivants, du bâtiment susvisé :

- TRAVAUX ELECTRICITE :

- ☐ Mise aux normes de l'ensemble de l'installation électrique des parties communes de l'immeuble (coffret de raccordement et de comptage, colonne de distribution, distribution et branchement jusqu'aux tableaux des logements, raccordement des cumulus suivant réglementation dans le local technique, éclairage, bloc de secours parking, consuels...).

- TRAVAUX DE METALLURIE/ SERRURERIE :

- ☐ Mise aux normes des gardes corps y compris pour fenêtre toute hauteur et claustra
- ☐ Pose d'une main courante dans les escaliers.

- TRAVAUX DE PLOMBERIE :

- ☐ Pose aux normes des chauffe-eaux dans le local technique.

- TRAVAUX DE MACONNERIE / FACADE :

- ☐ Mise aux normes des allèges existantes en brique de verre,
- ☐ Reprise des faux plafonds des balcons en plaques prévus pour l'extérieur.

- TRAVAUX DE TOITURE :

- ☐ Remise en état de la toiture.

- TRAVAUX DE MENUISERIE :

- ☐ Pose de porte coupe-feu au niveau des escaliers pour les portes donnant sur les garages et le local poubelle,

L'ensemble de ces travaux devront être certifiés par un bureau de contrôle dont le rapport devra être transmis aux services compétents de Montpellier Méditerranée Métropole.

### **ARTICLE 2**

Compte tenu du danger encouru par les occupants du fait de l'état des lieux, **tous les logements sont interdits temporairement à l'habitation et à toute utilisation** à partir de la notification du présent arrêté et jusqu'à la mainlevée de l'arrêté.

Les copropriétaires doivent avoir informé les services de la Métropole de l'offre d'hébergement qu'ils ont faits aux occupants en application des articles L.521-1 et L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, dans les 8 jours suivants la notification du présent arrêté.

A défaut, pour les copropriétaires d'avoir assuré l'hébergement provisoire des occupants, celui-ci sera effectué par la Métropole, à leurs frais.

### **ARTICLE 3**

Les copropriétaires ou leurs ayants droit sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L.521-1 à L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dus à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée. Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par les copropriétaires, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.511-22 ainsi que par les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

### **ARTICLE 4**

Faute pour le syndicat des copropriétaires, le syndic de copropriété, et les copropriétaires ou leurs ayants d'avoir réalisé les travaux prescrits à l'article 1 du présent arrêté et après mise en demeure restée sans effet, il y sera procédé d'office à leurs frais, ou à ceux de leurs ayants droit.

### **ARTICLE 5**

Si le syndicat des copropriétaires, le syndic de copropriété, et les copropriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout danger, la mainlevée de l'arrêté pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le Syndicat des copropriétés, le syndic de copropriété, ou les copropriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

### **ARTICLE 6**

En application des articles L.511-11 et L.511-15 du code de la construction et de l'habitation, à l'expiration du délai fixé à l'article 1 du présent arrêté et si les travaux prescrits n'ont pas été réalisés, les copropriétaires ou leurs ayants droit sont redevables du paiement d'une astreinte exigible dans les conditions prévues à l'article L.543-1 du même code.

Sans attendre l'expiration du délai de mise en demeure, il sera procédé à l'encontre des copropriétaires ou leurs ayants droit, à l'application d'une astreinte, sous le plafond de 1 000€, par jour, définie selon l'ampleur des mesures et travaux prescrits et des conséquences de la non-exécution jusqu'au constat par un agent compétent des services de la Métropole.

### **ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera notifié au syndic mentionné à l'article 1 qui en informera les copropriétaires dans les plus brefs délais. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble.

**ARTICLE 8**

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), à la Caisse d'Allocations Familiales, à l'Architecte des Bâtiments de France.

**Montpellier, le 2 août 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 04/08/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-199999-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/08/22

Réception en Préfecture : 04/08/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Administratif et Financier

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté de mise en sécurité ordinaire  
immeuble sis 26 rue du Faubourg  
Figuerolles Parcelle IZ 150 avec  
interdiction d'habiter**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- **VU** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.511-1 à L.511-4, L.511-6 à L.511-7, L.511-9 à L.511-18, L.521-1 à L.521-4, L.541-1 à L.541-6 et les articles R.511-1 à R.511-13 ;
- **VU** l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- **VU** l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** la lettre d'information adressée à Madame Véronique SAVARY de BEAUREGARD demeurant Saint Eloi la Montagnette à BARBANTE (34070), propriétaire du le bâtiment sis 26 rue du Faubourg Figuerolles, parcelle IZ 150 à Montpellier (34000), lui signalant les désordres susceptibles de porter atteinte à la sécurité des occupants et la sécurité publique ;
- **VU** l'arrêté de mise en sécurité d'urgence notifié le 1<sup>er</sup> mars 2022 à Mme Véronique SAVARY de BEAUREGARD, concernant l'immeuble susmentionné ;
- **VU** les prescriptions techniques apparaissant dans le rapport de INGEBAT 34 réalisé en date du 8 avril 2022 ;

- **VU** la lettre d'information de phase contradictoire avant procédure de mise en sécurité ordinaire du 17 mai 2022 demandant à la propriétaire Mme Véronique SAVARY de BEAUREGARD ses observations sous un délai de 1 mois ;
- **VU** l'absence de réponse de Mme Véronique SAVARY de BEAUREGARD dans le délai imparti;
- **Considérant** qu'en raison de la gravité de la situation et de la persistance des désordres, il convient d'engager une procédure de mise en sécurité ordinaire afin d'écarter définitivement tout danger pour les occupants et sauvegarder la sécurité publique.

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

La propriétaire Madame Véronique SAVARY de BEAUREGARD, demeurant Saint Eloi la Montagnette à BARBANTE (13570), devra, dans un délai de **8 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, effectuer les travaux de réparation suivants, du bâtiment susvisé, selon les préconisations indiquées dans le rapport du bureau d'études INGEBAT 34 :

#### ***Escalier en RDC :***

- remettre en état les surfaces et les nez des marches de pierres érodées ;

***Escalier 2<sup>ème</sup> étage :*** les pierres du palier sont dans un état très dégradé :

- reprendre tous les joints des marches dégarnies en profondeur afin d'assurer la continuité mécanique de compression qui garantit la solidité de l'escalier.

#### ***Garde-corps :***

- réparer le garde-corps selon les normes en vigueur (NF P01-012), procéder à la vérification des fixations de chaque barreau et remettre en place les barreaux manquants.

#### ***Fissures :***

- procéder à la réparation des fissures apparaissent à tous les étages. Les refends perpendiculaires sont fissurés en divers endroits. Les fissures du linteau de droite au 2<sup>ème</sup> étage doivent être réparé sans délai selon les préconisations du bureau d'études ;
  - Reboucher toutes les fissures côté courette/puit de lumière et installer des témoins pour mesurer l'évolution des fissures ;
  - Mur sur rue au R+1 : réparer les joints des pierres de linteau (dé jointement de la face interne des joints de pierres de linteau).
- Plus généralement, toutes les fissures constatées et présentées dans le rapport du bureau d'études doivent être réparées.

#### ***R+1 (local librairie) désordres en plafond :***

- il existe une découpe non fermée dans le faux-plafond. Il convient de refermer le plafond dans les règles de l'art, ou de munir le trou existant d'une trappe du niveau coupe-feu et acoustique.
- au sol : un dénivelé se présente entre le mur mitoyen des immeubles du n° 28 et du n° 24. Le sol aux abords du mur mitoyen du n° 28 étant plus bas avec un ventre en partie centrale le long du refend. Il convient de déconstruire le platelage bois faisant office de parquet pour retrouver le sol

d'origine pour observer son état et le remplacer ;

- reprendre toutes les fissures des murs.
- interdire l'usage des lieux jusqu'à la réalisation des travaux.

***R+2 – pièce humide :***

- procéder à la réfection complète de cette pièce dans les règles de l'art (fissures en plafond et sur les parois, absence de joint efficace avec le sanitaire) ;
- faire procéder à l'enlèvement du stockage des livres de ce local ;
- interdire l'usage des lieux jusqu'à la réalisation des travaux.

***R+2 (appartement de Mme Lambert) :*** Le sol en bois, recouvert de lino, penche et présente des déformations alarmantes. Il convient de :

- procéder à la reprise de la cloison et du jointage du sol de l'entrée ;
- Procéder à la fermeture physique entre le plafond du R+1 et le sol du R+2, notamment dans la salle de bain sous la baignoire ;
- reprendre toutes les fissures des murs.

**Le 2<sup>ème</sup> étage au complet ne peut être utilisé tant que les travaux préconisés n'ont pas été réalisés.**

- Engager une campagne de sondages pour tous les planchers concernés R+1 et R+2 pour rechercher les causes des déformations.

***Terrasse arrière :***

- assurer l'étanchéité de la terrasse qui présente une très forte humidité ;
- sonder et purger toutes les zones non adhérentes afin d'éviter tout risque de chute de matière ;
- s'assurer que le mode constructif notamment voutains n'est pas endommagé par les infiltrations ;
- procéder au traitement des pieds de murs, de solins et des égouts ;
- mettre en place un dispositif conforme de garde-corps à la terrasse et l'escalier extérieur ;
- **interdire l'usage de la terrasse et toute surcharge tant que les travaux n'auront pas été réalisés.**

***Toiture :***

- reposer un vitrage ou remplacer la lucarne de désenfumage (conformément à la réglementation sécurité incendie) ;
- procéder à une révision complète de la toiture de l'immeuble avec remplacement des tuiles cassées et toutes autres sources de fuite.

**ARTICLE 2**

Compte tenu du danger encouru par les occupants du fait de l'état des lieux, **l'immeuble est interdit temporairement à l'habitation**, à partir de la notification du présent arrêté et jusqu'à la mainlevée du présent arrêté.

La propriétaire doit avoir informé les services de la Métropole de l'offre d'hébergement qu'elle a faite aux occupants en application des articles L.521-1 et L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, **dans les 8 jours suivants la notification du présent arrêté.**

A défaut, pour la propriétaire d'avoir assuré l'hébergement provisoire des occupants, celui-ci sera



effectué par la Métropole, aux frais de la propriétaire.

### **ARTICLE 3**

La propriétaire est tenue de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L.521-1 à L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dus à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée. Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par la propriétaire ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.511-22 ainsi que par les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

### **ARTICLE 4**

Faute pour la propriétaire d'avoir réalisé les travaux prescrits à l'article 1 du présent arrêté et après mise en demeure restée sans effet, il y sera procédé d'office à ses frais, ou à ceux de ses ayants droit.

### **ARTICLE 5**

Si la propriétaire ou ses ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout danger, la mainlevée de l'arrêté pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

La propriétaire ou ses ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

### **ARTICLE 6**

En application de l'article L.511-11 du code de la construction et de l'habitation, à l'expiration du délai fixé à l'article 1 du présent arrêté et si les travaux prescrits n'ont pas été réalisés, la propriétaire est redevable du paiement d'une astreinte exigible dans les conditions prévues à l'article L.511-15 du même code.

Sans attendre l'expiration du délai de mise en demeure, il sera procédé à l'encontre de la propriétaire, à l'application d'une astreinte sous le plafond 1 000 €, par jour, définie selon l'ampleur des mesures et travaux prescrits et des conséquences de la non-exécution jusqu'au constat par un agent compétent des services de la Métropole.

### **ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble.

### **ARTICLE 8**

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), à la Caisse d'Allocations Familiales, à l'Architecte des Bâtiments de France.

**Montpellier, le 2 août 2022**

**Madame la Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

**Publiée le : 04/08/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-200151-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/08/22

Réception en Préfecture : 04/08/22

Notifié le : 05/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées  
autres que domestiques de l'Etablissement  
HORIBA ABX SAS (Bâtiment M) dans le  
système de collecte et de traitement de  
Montpellier Méditerranée Métropole aux  
conditions décrites dans le présent arrêté  
pour les années 2022 à 2027**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement HORIBA ABX SAS reçue le 17 février 2022 ;

- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement HORIBA ABX SAS,

- dont le siège social est situé rue du Caducée ; Parc Euromédecine BP 7290 à Grabels 34184 Cedex 4,

- est représenté par Monsieur PRADEL Arnaud, en qualité de Directeur Général

L'Etablissement HORIBA ABX SAS (Bâtiment M)

- est situé rue du Caducée ; Parc Euromédecine BP 7290 à Grabels 34184 Cedex4,

- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AH83, AB86, 87, 90, 33 ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Conception, fabrication et vente de systèmes d'analyse du sang et ses consommables, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé rue du Caducée à Grabels.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Production de réactifs

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 328 031 042 00042

- Code NAF : 2651 B

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
4110	Substances et mélanges toxiques	DC

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole),
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité,
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement HORIBA ABX SAS doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

## **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

### **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement HORIBA ABX SAS, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement HORIBA ABX SAS désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement HORIBA ABX SAS devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement HORIBA ABX SAS et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement HORIBA ABX SAS s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement HORIBA ABX SAS, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement HORIBA ABX SAS de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement HORIBA ABX SAS sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.



### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

**Montpellier, le 6 sept. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Signé.**

**René REVOL**

**Publiée le : 08/09/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-200257-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/09/22

Réception en Préfecture : 07/09/22

Notifié le : 08/09/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AAD HORIBA ABX 2022-2027 annexe.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées  
autres que domestiques de l'Etablissement  
SMN NICOLLIN MEDITRI Site Émile  
Julien dans le système de collecte et de  
traitement de Montpellier Méditerranée  
Métropole aux conditions décrites dans le  
présent arrêté pour les années 2022 à 2027**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°M2021-657 du 14 décembre 2021 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## **ARRETE**

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement SMN NICOLLIN MEDITRI,

- dont le siège social est situé au rue Emile Julien Zone Garosud 34073 MONTPELLIER
- représenté Monsieur NICOLLIN Olivier, en qualité de Président Directeur Général,

L'Etablissement SMN NICOLLIN MEDITRI,

- est situé rue Émile Julien à Montpellier 34075,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OI 58, 65, 69 et 202, ci-après désigné « l'Etablissement »
- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre de tri de déchets d'emballages, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Rue Emile Julien à Montpellier 34075

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Stockage de déchets
- Tri des déchets,
- Conditionnements des déchets triés.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 326 180 544 00073
- Code NAF ou APE : 3811 Z

L'Établissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

<b>Rubrique</b>	<b>Activité</b>	<b>Autorisation/Déclaration</b>
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup>	Autorisation
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : Supérieure ou égale à 10 t/j	Autorisation

Ce classement n'implique aucune norme de rejets au réseau d'assainissement collectif. Seules les eaux usées domestiques sont autorisées dans ce réseau.

Montpellier Méditerranée Métropole , représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement SMN NICOLLIN MEDITRI doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement SMN NICOLLIN MEDITRI, dont le déversement des eaux usées domestiques est autorisé par le présent arrêté, n'est pas soumis au paiement d'une redevance non domestique dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4).

En effet la qualité des rejets de l'Etablissement SMN NICOLLIN MEDITRI sont assimilés à des rejets domestiques.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement SMN NICOLLIN MEDITRI désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie. A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du concessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le concessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du concessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement SMN NICOLLIN MEDITRI devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement SMN NICOLLIN MEDITRI et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement SMN NICOLLIN MEDITRI s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

### **Article 6 : INCIDENTS**

#### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement SMN NICOLLIN MEDITRI, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement SMN NICOLLIN MEDITRI de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement SMN NICOLLIN MEDITRI sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

## **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

## **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci. Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.



L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

**Montpellier, le 6 sept. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Signé.**

**René REVOL**

**Publiée le : 08/09/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-200387-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/09/22

Réception en Préfecture : 07/09/22

Notifié le : 08/09/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AAD NICOLLIN MEDITRI Mtp 2022-2027 annexe.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées  
autres que domestiques de l'Etablissement  
SOCIETE MEDITERRANEENNE DE  
NETTOIEMENT (GROUPE NICOLLIN)  
Site La Castelle dans le système de collecte  
et de traitement de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n° M2021-657 du 14 décembre 2021 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- **Vu** la demande de l'établissement SMN NICOLLIN La Castelle reçue le 1er décembre 2021;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement SMN NICOLLIN La Castelle,

dont le siège social est situé à 4775 Rue de la Jeune Parque à Montpellier 34070,

- représenté par Monsieur NICOLLIN Olivier, en qualité de Président Directeur Général,
- situé à 351 Rue de la Castelle à Montpellier 34073,
- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OI 33 et 70

ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre d'exploitation de services de nettoyage, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 351 Rue de la Castelle à Montpellier 34073.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Chaudronnerie,
- Mécanique tous véhicules, carrosserie, peinture,
- Stockage de sels et de fluides de tous types,
- Lavage, nettoyage de véhicules poids lourds de tous types,
- Parking de camions et de bennes, etc.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 326 180 544
- N° SIRET : 326 180 544 00073
- Code APE : 3811Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole),
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité,
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement SMN NICOLLIN La Castelle doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

## **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

### **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement SMN NICOLLIN La Castelle, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement SMN NICOLLIN La Castelle désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement SMN NICOLLIN La Castelle devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement SMN NICOLLIN La Castelle et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement SMN NICOLLIN La Castelle s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement SMN NICOLLIN La Castelle, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement SMN NICOLLIN La Castelle de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement.

Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement SMN NICOLLIN La Castelle sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

## **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

## **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.



**Montpellier, le 6 sept. 2022**

**Monsieur le Vice-Président**

**Signé.**

**René REVOL**

**Publiée le : 08/09/22**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-200426-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/09/22

Réception en Préfecture : 07/09/22

Notifié le : 08/09/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AAD NICOLLIN NETTOIEMENT 2022-2027 annexe.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.